

Livres d'étrennes

Le Monde

15, rue Falguère, 75001 Paris Cedex 15

CINQUANTIÈME ANNÉE - N° 15199 - 7 F

VENDREDI 10 DÉCEMBRE 1993

FONDATEUR : HUBERT BEUVE-MÉRY - DIRECTEUR : JACQUES LESOURENNE

L'obstination nord-coréenne

En plein marasme économique, isolée diplomatiquement et en conflit avec les États-Unis parce qu'elle veut se doter de l'arme atomique, la Corée du Nord a choisi l'innovation intérieure... Pyongyang vient en effet de renouveler l'équipe au pouvoir en y incluant le frère cadet du grand dirigeant Kim Il-sung, Kim Jong-il, promu, mercredi 8 décembre, au bureau politique du Parti des travailleurs (communiste). Après le fils, voici donc le frère.

Ce retour inattendu s'accompagne de l'aveu candide, et exceptionnel, des difficultés dans lesquelles se débat l'une des dernières économies stalinienne : la PC nord-coréenne a reconnu que les objectifs du plan n'ont pas été atteints, « en raison des événements mondiaux et de la délicate situation créée en Corée », allusion à l'effacement du communisme en URSS et au lâchage du régime par ses anciens alliés chinois et russes. En conséquence, « l'offensive anti-communiste (...) a été intensifiée comme jamais auparavant (...) les accords commerciaux ont volé en éclats » et la coopération économique traditionnelle a été bloquée.

DÉPASSÉ économiquement par une Corée du Sud devenue démocratique, ne pouvant plus compter sur l'aide de Pékin, le pays dirigé par un maréchal octogénaire a cherché un soutien dans sa politique nucléaire. Il s'agissait, à la fois, de mobiliser encore plus une population épuisée au nom des intérêts supérieurs du pays, et de marchander une aide internationale indispensable à la survie du régime en échange d'un abandon total ou partiel de sa capacité de produire la bombe atomique.

Stratégie cynique, sans doute, mais apparemment efficace. Depuis qu'elle a annoncé, au printemps, son intention de quitter le traité de non-prolifération nucléaire (TNP) et de refuser les inspections de l'Agence internationale de l'énergie atomique, la Corée du Nord est redevenue l'objet de toutes les attentions. Elle a obtenu l'ouverture de négociations directes avec les États-Unis. Et le secrétaire général de l'ONU doit se rendre en personne à Pyongyang avant la fin de l'année.

L'ADMINISTRATION Clinton se trouve, elle, dans une position délicate : l'apparition en Asie d'une nouvelle puissance nucléaire, dotée de missiles, est inacceptable pour les États-Unis. Mais le désir de Washington d'imposer des sanctions à Pyongyang pour l'empêcher d'accepter des inspections se heurte à l'opposition des trois pays pourant les plus menacés par une crise nucléaire dans la région : le Chine, la Corée du Sud et le Japon.

Jusqu'ici, Pyongyang a su profiter habilement de cette faille pour gagner du temps. Mais l'impasse dans laquelle se trouve le régime n'a pas pour autant disparu : les perspectives de reprise économique sont inexistantes. Et les incertitudes sur la transmission du flambeau de Kim Il-sung à son fils, le « cher dirigeant » Kim Jong-il, demeurent. Quand la Corée du Nord se décidera-t-elle à sortir enfin d'une logique de guerre froide ?

M0147 - 1210 0 - 7 00 F



Le sommet de l'Union européenne à Bruxelles et les négociations sur le commerce international

M. Delors invite les Douze à se mobiliser pour l'emploi

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze pays de l'Union européenne consacreront l'essentiel de leurs discussions, vendredi 10 et samedi 11 décembre à Bruxelles, à la croissance et à l'emploi, sur la base du Livre blanc réalisé par la Commission. La controverse à laquelle donne lieu l'une des proposi-

tions faites par Jacques Delors dans ce document - un programme d'infrastructures partiellement financé par l'emprunt en vue de créer de nombreux emplois - risque d'accaparer le débat. Jeudi soir, les dirigeants de l'Union européenne devaient rencontrer pour un dîner le président russe, Boris Eltsine.

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre correspondant

Les chefs d'Etat et de gouvernement des Douze, qui seront réunis les 10 et 11 décembre à Bruxelles, sont supposés consacrer le plus clair de leur temps à l'examen de la situation économique dans l'Union européenne et à la politique à suivre pour enrayer le chômage. Leur débat se courra du Livre blanc sur la croissance, la compétitivité et l'em-

ploi, rédigé par la Commission européenne sous l'autorité de Jacques Delors.

Ce document, après avoir constaté les retards pris par l'Union (« Nous avons changé, mais le monde a changé plus vite encore »), indique des pistes pour renforcer la compétitivité de l'économie européenne et agir au service de l'emploi. Son objet est de susciter une réflexion collective mais, M. Delors le souligne lui-même, la traduction, en terme d'actions politiques, devra se-

siner le plus souvent au niveau national.

Qu'attend-on alors des chefs d'Etat et de gouvernement ? Au-delà de considérations, dont on peut redouter qu'elles demeurent très générales, la pente naturelle devrait les inciter à concentrer leurs débats sur les quelques mesures concrètes que la Commission suggère de mettre en œuvre au niveau communautaire.

PHILIPPE LEMAITRE

Lire la suite page 4

ÉDITORIAL

Soulagement et enseignements

LES déda semblent jactés. Commencées à Punta-del-Esta en 1986, les négociations du cycle de l'Uruguay, à moins d'un désaccord sur l'audiovisuel, vont s'achever à Genève aux alentours du 15 décembre. Pour le troisième fois en dix ans, la France aura choisi l'ouverture au détriment du repli, la coopération et la concurrence internationale à la place du protectionnisme, le grand large plutôt que le pré carré.

Le premier choix fut fait en 1983 lorsque François Mitterrand décida, contre l'avis d'une partie de ses conseillers, de maintenir la France dans la Système monétaire européen et d'infirmer en conséquence la politique mercantiliste française, notamment en cessant l'in-

daxation automatique des salaires.

La deuxième décision fut prise par les Français eux-mêmes lorsqu'en septembre 1982 ils acceptèrent, certes à une faible majorité, la ratification du traité de Maastricht.

La troisième rendez-vous aura lieu dans les prochains jours lorsque l'Assemblée nationale débatera du compromis proposé sur le GATT par la gouvernance d'Edouard Balladur. Mais comment ce dernier n'obtiendrait-il pas le soutien de sa majorité ?

Pourtant, le soulagement ne doit pas occulter l'examen de conscience, car cette aventure suggère des leçons pour notre pays.

JACQUES LESOURENNE

Lire la suite page 19

Diplomatie préventive en Europe

Le sommet de l'Union européenne doit annoncer le lancement, l'année prochaine, d'une « conférence sur la stabilité en Europe » à laquelle participeraient les pays d'Europe centrale et orientale. Après l'échec de la politique européenne dans l'ex-Yougoslavie, ce projet de diplomatie préventive vise à éviter l'émergence de nouveaux foyers de tension à l'Est. Mais les pays d'Europe centrale estiment que ce projet se trompe de cible en mettant l'accent sur la question des frontières et des minorités, alors que leur stabilité dépend surtout de facteurs économiques.

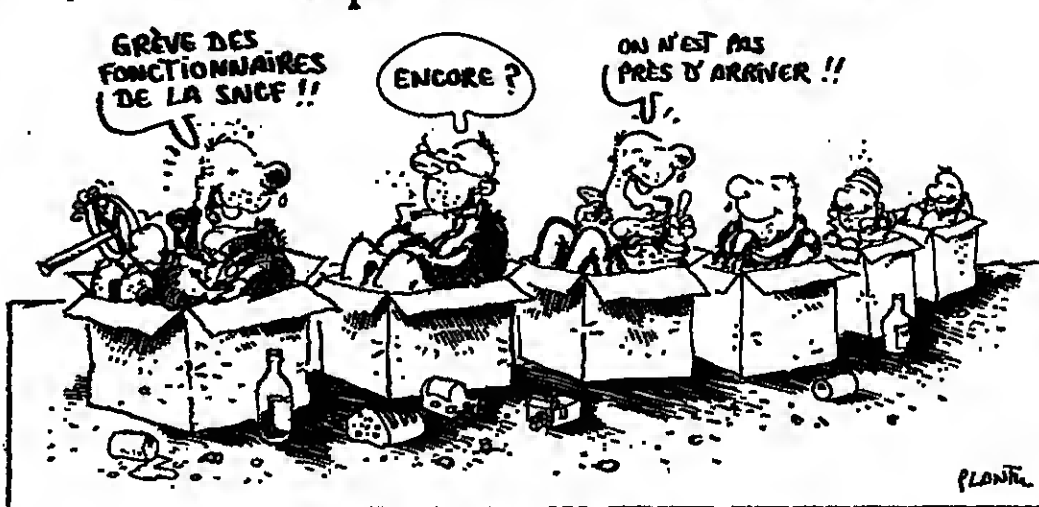
page 4

L'élection de Jack Lang annulée

Le Conseil constitutionnel a décidé, dans la nuit de mercredi 8 au jeudi 9 décembre, d'annuler l'élection de Jack Lang (PS) comme député, en mars dernier, dans la première circonscription de Loir-et-Cher. Le maire de Blois, ancien ministre de la culture et de l'éducation, est sanctionné pour avoir dépassé le maximum des dépenses de campagne autorisées, soit 500 000 francs.

page 8

Fortes perturbations du trafic SNCF



Lire nos informations page 23

Argentine, dix ans de démocratie

Malgré les traces laissées par la dictature, le pays le plus européen d'Amérique latine a retrouvé la stabilité économique et politique

BUENOS AIRES

de notre envoyé spécial

Le 10 décembre 1983, le peuple argentin avait élu le retour de la démocratie, à l'issue d'un demi-siècle d'autoritarisme et de sept années d'une féroce dictature. Comme par enchantement, les problèmes de fond - ceux qui avaient progressivement entraîné l'Argentine prospère et développée du début du siècle vers l'instabilité et la décadence - devaient se résoudre du seul fait de l'arrivée au pouvoir d'un président démocratiquement élu, le radical Raúl Alfonsín. Le parcours fut beaucoup plus dur que prévu, il y eut quatre rébellions militaires, mais l'Etat de droit a perduré et les libertés ont été reprises, pas à pas.

Pour son dixième anniversaire, la démocratie argentine, aux contours imparfaits, s'offre même un accord entre les deux principaux partis du pays pour réformer une Constitution datant de 1853. Cette entente, inimaginable il y a encore quelques semaines, sert aussi des intérêts personnels bien sentis. L'actuel président, Carlos Menem, élu en 1989 à la tête du Parti justicialiste (péroniste), pourra briguer un second mandat, ce dont il rêve. Le second signataire, Raúl Alfonsín, a pu s'impo-

ser à nouveau à la tête d'un parti dont il tente de refaire l'unité et le programme. L'intérêt général devrait aussi y trouver son compte. Le caractère présidentieliste d'un système qui a permis tant de débordements autoritaires sera atténué ; le chef de l'Etat sera élu au suffrage universel direct, et non plus indirect, dans le cadre d'un scrutin à deux tours ; les juges, trop souvent perçus comme corrompus, seront désignés par un conseil supérieur de la magistrature ; les membres de la Cour suprême devront voir leur candidature approuvée par la majorité des sénateurs. Bref, la démocratie a de bonnes chances de sortir renforcée de cet exercice consensuel, si l'assemblée constituante, qui doit encore être élue, approuve ces mesures.

Toutes les blessures ne sont pas effacées. En 1983, les militaires rentraient humiliés d'une déroute aux Malouines infligée par la marine britannique. Ils ont continué à traîner de « folles » mères qui tournaient inlassablement autour de la place de Mai, pour réclamer leurs enfants sous les feux du palais présidentiel, jusqu'à ce que l'étendue de la répression ait pu être approximativement mesurée : il y eut environ 30 000 disparus, dix fois plus

qu'au Chili sous la dictature du général Pinochet. La présidente des « mères », Hebe de Bonafini, tout autant que le prix Nobel de la paix, Adolfo Pérez Esquivel, estiment que les mesures prises en faveur des membres de la justice de la dictature après leur condamnation par la justice en 1985 - la loi dite du « Point final » sous Alfonsín qui a mis un terme aux procédures et la grâce accordée par M. Menem en 1990 aux militaires emprisonnés et aux ex-généralistes - ont « tronqué les bases d'une démocratie réelle ». « Les politiciens ont peut-être gagné la paix avec les militaires mais pas avec le peuple, qui a vu la justice changer selon les nécessités », dit M. Pérez Esquivel, fondateur de l'organisme Paix et justice.

Il dénonce les exactions d'une « police restée la même sous la dictature » et qui a, selon lui, « fait disparaître plus de 1 200 personnes, jeunes ou pauvres en majorité, depuis 1983 ».

Autant d'affaires « enterrées par la justice », quitte à muter les juges trop scrupuleux. Et les journalistes qui poussent un peu trop loin leurs enquêtes sur ces sujets ou sur la corruption sont menacés ou agressés.

MARTINE JACOT

Lire la suite page 7

A L'ÉTRANGER : Maroc, 9 DH ; Tunisie, 850 m ; Allemagne, 2,80 DM ; Autriche, 25 ATS ; Belgique, 46 FB ; Canada, 2,25 \$ CAN ; Australie-Néozélande, 9 F ; Côte d'Ivoire, 465 F CFA ; Danemark, 14 KR ; Espagne, 160 PTA ; Grèce, 86 p ; Irlande, 2,80 £ ; Italie, 2 400 L ; Luxembourg, 48 FL ; Norvège, 14 KRN ; Pays-Bas, 3 FL ; Portugal, 200 PTE ; République Fédérale d'Allemagne, 465 F CFA ; Suède, 16 KRS ; Suisse, 2 FS ; USA (NY), 2 \$; USA (autres), 2,50 \$.

GATT

Un projet social pour les Européens

Pour trouver un remède à la crise d'identité de l'Europe, Elisabeth Guigou plaide pour le développement d'un projet commun susceptible de relancer la croissance tout en garantissant un haut niveau de solidarité sociale. Ce modèle de développement, à l'exemple du plan Monnet-Schuman il y a quarante-cinq ans, se doit de répondre en priorité aux plus fortes inquiétudes des Européens : la chômage et la régression sociale, par Elisabeth Guigou

La crise actuelle de l'Europe n'est pas une crise comme les autres. C'est, au fond, une crise d'identité : quel sens les Européens veulent-ils donner à l'Europe ? Après la chute du rideau de fer, y a-t-il un sens à faire l'Union européenne entre quelques pays d'Europe seulement, ceux qui sont riches et en paix ? L'Union européenne ne doit-elle pas être une union de tous les Européens, à l'ensemble du continent, jusqu'à la Russie ? A quoi bon faire l'Europe si elle ne peut plus assurer, comme auparavant, le plein emploi, un niveau de protection sociale élevé ? L'Europe ne serait-elle pas devenue le cheval de Troie de la mondialisation qui, sous le férule du marché et des contraintes de la compétitivité, au moyen de décisions prises par des technocrates lointains et anonymes, uniformise, nivelle vers le bas et nous expose à des spécificités culturelles ?

Le doute est si profond que l'Europe cristallise toutes les peurs contemporaines, devant ainsi le bouc émissaire commode qui dispense chacun de s'interroger sur ses responsabilités propres : les nations qui composent l'Europe et qui détiennent le pouvoir politique prennent-elles, quand il le faut, les décisions nécessaires, ou meurent-elles derrière l'Europe leur propre insigne ? Les régions se concentrent-elles sur leur mission utile - développer la coopération décentralisée entre villes et collectivités locales européennes - ou s'égarer-elles dans le domaine interdit de la négociation politique, qui doit rester l'apanage des États ? Quant aux Européens, veulent-ils vraiment l'Europe ? Sont-ils prêts à s'écouter les uns les autres, à apprendre à se connaître, à admettre leurs différences, ou préfèrent-ils rêver chacun dans leur coin d'une Europe qui ne serait que le prolongement de leur propre nation ? Nous, Français, sommes passés maîtres dans l'exercice qui consiste à imaginer l'Europe comme une plus grande France. Rêve évidemment irréalisable, qui supposerait que les autres Européens acceptent de nous voir penser leur destin sans qu'ils puissent aussi avoir voix au chapitre. Nous confondons trop

l'idéal européen et la nostalgie de notre grandeur nationale. Confusion, hélas, systématiquement entretenue par les marchands d'illusions qui, étirant les peurs et jouant sur l'angoisse, font miroiter une Europe fantasmagorique pour mieux essaimer l'Europe réelle.

Comment sortir de ce brouillard ? Les Européens peuvent-ils définir un idéal commun ? Dans quel projet peuvent-ils se reconnaître ?

Revenons aux sources. Au départ, la première Communauté européenne est née de la guerre entre la France et l'Allemagne. La coopération économique n'était pas un but en soi, ce n'était que le moyen, l'instrument au service de cet objectif. Dans l'ouest de l'Europe, la paix paraît aller de soi. Dans l'est, hélas ! la guerre s'installe en Bosnie-Herzégovine ; elle couve partout où des minorités ne voient pas garantis leurs droits fondamentaux. Le devoir de l'Union européenne est de prévenir les conflits. Car une fois les guerres déclarées, l'Union européenne, même enclavée d'une volonté commune, même si elle était dotée d'une armée, ne pourrait se substituer aux belligérants. C'est d'abord d'eux - l'accord d'Oslo entre Israéliens et Palestiniens le montre une fois de plus - que dépend la paix, comme celle-ci eût d'abord été le fruit de la volonté conjointe de la France et de l'Allemagne après 1945.

Les menaces les plus fortes

Mais l'Union européenne peut exercer des pressions économiques et diplomatiques, accompagner humanitairement, pourvu qu'elle le veuille et qu'elle s'organise dans ce but. Ces deux conditions sont aujourd'hui encore loin d'être remplies. Longtemps, la France a été seule à vouloir en Bosnie la protection militaire des convois humanitaires. Quant aux procédures de décision, faute de suffisante efficacité, elles restent encore trop engluées dans le vaine fébrilité mais routinier des diplomates nationaux. L'Union européenne ne peut certes pas tout, mais elle pourrait beaucoup si elle manifestait le volonté d'une vraie politique commune à l'Est, qui entérine les crises et combine audace diplomatique, fermeté militaire et ouverture économique. Ce qui suppose aussi que nous soyons prêts à ouvrir nos marchés aux pays de l'Est. Et à définir avec eux les conditions d'un code de conduite et d'un partenariat sur les secteurs sensibles : métaux, viande, fruits et bientôt céréales.

Un projet pour l'Europe ne peut, en effet, se borner aux frontières de l'Union européenne. Il doit valoir pour toute l'Europe et constituer, au-delà, un modèle de référence. Quel est aujourd'hui le projet qui peut entraîner

l'adhésion des peuples d'Europe ? Sens doute celui qui répondra aux inquiétudes les plus fortes des Européens aujourd'hui, comme le plan Monnet-Schuman eût répondu à la quarante-cinq ans, le désir de paix des Français et des Allemands.

Le chômage et la régression sociale sont ressentis par les Européens comme les menaces les plus fortes. L'Union européenne ne pourra évincer sans répondre d'abord à ces craintes. Le combat contre le chômage et l'avenir de l'Etat-providence sont les questions-clés qui concernent aujourd'hui tous les Européens et demandent une réflexion commune et des politiques concertées. Ce qui est en jeu n'est rien moins que la capacité des Européens à imaginer un modèle de développement qui, selon la tradition européenne, préserverait un haut niveau de solidarité sociale en tenant compte des progrès technologiques et de la nécessité de protéger l'environnement et qui, refusant de se résigner à voir s'élargir la fracture sociale qui sépare les exclus des inclus, se donnerait pour priorité l'intégration de tous dans la société. Cela n'est pas sans des réformes de nos systèmes de protection sociale ; comment accepter, par exemple, que les dépenses de santé augmentent deux à trois fois plus vite que la croissance ?

Mais cela exige aussi de rechercher la compétitivité globale compétitive avec un haut niveau de solidarité sociale. Pour cela, des actions publiques et privées doivent être menées : l'Europe, les États, les collectivités locales, l'entreprise, le citoyen et les articulations entre elles de façon

cohérente. C'est au niveau européen que doivent se décider les actions susceptibles de relancer la croissance : une baisse concertée et significative des taux d'intérêt est la mesure qui aurait l'effet le plus rapide et le plus visible (1) ; un programme de grands travaux dans les secteurs-clés pour l'avenir qui sont les grands réseaux de télécommunications, de transport, d'énergie soutiendrait durablement la demande. Mais un tel programme exige, au-delà de la décision de principe, qui, espérons-le, sera prise par les chefs d'Etat et de gouvernement au sommet de 10 et 11 décembre, qu'une forte volonté politique s'exerce au niveau des ministres de l'économie et des finances pour mettre en œuvre ces décisions rapidement.

Les réticences allemandes, la préférence britannique

Cer si ces deux objectifs demandent une discussion au sommet européen, leur mise en œuvre dépend entièrement des États membres. Un comité de suivi, composé de représentants personnels des ministres, serait utile pour choisir une liste de projets d'équipement et établir des priorités, proposer des financements qui ne grèvent pas outre mesure des budgets publics déjà bien affectés par le ralentissement de l'activité et élargir les administrations nationales. De même que relèvent des responsabilités nationales et locales les décisions qui peuvent améliorer les « systèmes d'emplois » : éducation et formation, souplesse du marché du travail, partage du travail, création d'emplois de service, diminution du coût du travail non

qualifié par allègement des charges sociales sur les basses salaires et financement de cet allègement par des recettes de substitution provenant de la TVA, de la CSG ou, comme le propose la Commission, d'un impôt sur le gaz carbonique.

Ces décisions, qui sont de la responsabilité des États membres, doivent cependant faire l'objet d'une concertation au niveau de l'Union européenne. Comment imaginer s'engager dans la poursuite de nos partenaires vont en sens inverse ? Comment pourrions-nous nous désintéresser des stratégies salariales suivies dans les autres pays européens ? Nous avons intérêt à faire prévaloir, au sein de l'Union européenne, l'idée d'un pacte social pour l'emploi européen proposé par Jacques Delors. Car, faute d'une stratégie concertée entre pays membres de l'Union européenne, chaque pays faisant cavalier seul sera davantage tenté par le dumping social, comme certains ont pu l'être par les dévaluations compétitives, pour s'assurer un avantage comparatif, même éphémère, sur ses voisins.

Se battront vendredi et samedi prochains pour un projet social, c'est faire prévaloir la confiance de l'Europe dans sa capacité à maintenir la tradition qui fait son originalité - le développement conjoint de l'économie et du social - tout en n'abandonnant pas la recherche d'une meilleure compétitivité dans les secteurs d'avenir. Les États membres de l'Union européenne peuvent-ils se mettre d'accord sur une telle stratégie ? On connaît les réticences allemandes devant ce qui peut paraître entraver l'indépendance de la Bundesbank en matière de taux d'intérêt ; le scepticisme de plusieurs gouver-

nements devant toute politique keynésienne de soutien à la demande ; la préférence du gouvernement britannique pour une Europe minimaliste. Comment convaincre nos partenaires que l'Union européenne, avec ses dix-sept millions de chômeurs, ne peut se contenter d'appliquer le traité de Maastricht ? En donnant notre accord aux négociations du GATT, nous aurons fait une partie du chemin. Ce faisant, nous aurons évité une crise européenne qui, inéluctable en cas de blocage par la France, aurait entraîné tout espoir de restaurer la confiance et de mettre au point une stratégie européenne pour l'emploi et la préservation d'un haut niveau de solidarité sociale. Nous nous serons dotés d'un formidable argument de négociation dans la discussion sur le pacte social ; nous aurons aussi ouvert la voie à la création d'une véritable organisation du commerce mondial ; nous aurons enfin manifesté notre volonté de bâtir une Europe ouverte aux échanges mais cependant animée de la volonté de faire prévaloir pour l'ensemble du continent, et au-delà, un modèle de développement à forte exigence sociale. Si l'Europe accepte l'internationalisation des échanges pourvu qu'elle soit régulée, tout en se donnant les moyens de contrôler, par la mise en œuvre de son projet social, les effets pervers de la mondialisation, nous aurons trouvé le meilleur remède contre le mal européen actuel, qui est d'abord crise de confiance et tentation du repli sur soi.

(1) Edmond Malinvaud (*Le Monde* du 16 novembre).
► Elisabeth Guigou est ancien ministre des affaires européennes.

Une mauvaise affaire pour l'emploi !

Albin Chalandon souligne que l'accord du GATT, qu'il qualifie de « traité de dupes », constitue principalement une menace pour l'emploi en Europe, bien plus que pour son agriculture ou sa culture.

par Albin Chalandon

POURQUOI, par la nombre de ses chômeurs, la CEE se distingue-t-elle des autres régions développées et, dans la CEE, la France de ses partenaires ? (1) Parmi les raisons souvent évoquées figurent le progrès technologique, qui frappe surtout la main-d'œuvre peu qualifiée ; la rigidité de la politique sociale sur les entreprises, qui affaiblit leur compétitivité ; les contraintes monétaires induites par l'Union européenne, et notamment le SME, qui freinent la croissance. La France est l'un des pays où ces trois causes ont le plus d'effet, en raison du manque de main-d'œuvre qualifiée, du poids des prélèvements sociaux, et surtout de la façon dont ils sont assés (car en tenant la masse salariale des entreprises on les pousse à éliminer leur main-d'œuvre), et aussi des taux d'intérêt réels, plus élevés qu'ailleurs. Mais il existe une autre raison encore plus grave, dont le conformisme ambiant interdit de parler : l'exercice soigné du libre-échange que pratique la CEE. Il fait déjà passer un souffle destructeur sur notre production ; étendu demain et institutionnalisé par les accords du GATT, il remettrait en question notre conception du progrès et de la société.

L'économie se mondialise rapidement et de façon perverse. Les biens produits très bon marché sont destinés non pas aux populations nombreuses et misérables de la planète, qui en auraient cependant grand besoin, mais aux marchés occidentaux solvables, où ils éliminent inexorablement la production locale. Les consommateurs de nos pays sont évidemment séduits. Ils ne comprennent pas que ce qu'ils économisent comme consommateurs, ils le payent en tant que producteurs : car le vrai prix à payer pour les produits bon marché importés de l'étranger est la perte des emplois, et donc des revenus, chez nous. Pour ne pas disparaître, les entreprises ont la choix entre deux solutions : la réduction des salaires et des charges sociales ou la fermeture de

leurs usines, en transférant leur production à l'étranger ou simplement en l'important. La première ne pourra jamais être poussée assez loin pour répondre à la concurrence des travailleurs misérables du tiers-monde, dont la masse ne cesse de croître par suite d'une démographie galopante et dont une centaine de millions sont déjà réduits à un véritable esclavage ; mais elle sera suffisante pour accroître la chute de la demande qui nourrit la récession et génère le chômage chez nous. La seconde est la seule qui permette aux entreprises de garder leurs débouchés ; elle est cependant la plus meurtrière, car elle atteint tout le monde. La distinction entre les secteurs dits de main-d'œuvre et les autres e de moins en moins de réalité ; celle entre activités concurrentielles et activités protégées est artificielle, car les travailleurs ruinés par la délocalisation cessent de consommer dans d'autres branches apparemment épargnées et qui sont affectées à leur tour par la diminution de leurs activités. Ainsi, tandis que se multiplient les taches de misère, la stagnation et le chômage s'étendent.

Le plus choquant dans cet accord du GATT n'est pas la volonté de développer la liberté des échanges, mais la façon discriminatoire dont on envisage de le faire. La CEE, dans son enthousiasme libéral-échangiste, accepte le désarmement quasi complet, sans même la moindre clause de sauvegarde en cas de danger pour son économie, et pourtant, la politique sociale ou celle de l'environnement l'autoriseraient à faire le contraire ; à l'opposé, les pays du tiers-monde gardent pour la plupart leurs barrières douanières, souvent très élevées ; quant aux États-Unis, non seulement ils conservent les leurs, mais ils s'arrogent le droit de fermer unilatéralement leurs frontières à la moindre menace sur leurs producteurs. Terrorisés par la pression américaine, aveuglés par son idéologie, la Communauté veut nous faire signer un traité de dupes.

Le GATT n'a pas été fait pour permettre aux États-Unis d'imposer sans réciprocité leurs produits et leurs services au monde, et notamment à l'Europe. Il tentait aujourd'hui, à travers lui, d'écarter des marchés particulièrement sensibles comme l'agriculture, l'aéronautique, la sidérurgie, l'audiovisuel ou d'obtenir bilatéralement du Japon des concessions avantageuses dont

l'Europe est tenue à l'écart. Étrange paradoxe d'une Europe qui s'offre au libre-échange sous la pression d'une Amérique qui, pendant ce temps, renforce son protectionnisme !

La GATT n'a pas été fait non plus pour laisser les pays du tiers-monde nous envahir de leurs produits jusqu'à mettre notre main-d'œuvre en chômage. Appliquer le libre-échange intégral à des pays dont les structures divergent incommensurablement ne peut que conduire au démantèlement de la protection sociale et de l'emploi. Depuis vingt ans, nous avons sacrifié cyniquement l'emploi pour maintenir nos avantages sociaux. Comme si l'un pouvait aller sans l'autre ! Demain, nous serons obligés de sacrifier les deux, car il existe une incompatibilité croissante entre le concept du libre-échange et la politique sociale dont nous nous sommes dotés. En témoigne l'attitude des pays qui se sont faits les champions du libre-échange en Europe et qui, cohérents avec leurs choix, commencent à baisser leur garde. Déjà les Britanniques ont réduit leur couverture sociale ; maintenant, les Allemands s'engagent dans la même voie ! Si la Communauté européenne les suit, nous, Français, serons contraints à la même déchéance. Il serait honnête de le dire, plutôt que d'occulter la réalité comme on l'a fait dans le débat européen.

Le Communauté économique a été conçue et acceptée pour aider à se développer les peuples qu'elle réunit dans le respect de leur civilisation commune, et cela ne va pas sans difficulté. Le libre-échange à l'intérieur des frontières de l'Europe peut conduire à atteindre ce but en soudant des économies relativement homogènes et en accroissant les solidarités. Mais l'appliquer sans précaution entre la CEE et le reste du monde conduirait à mutiler les populations des pays les plus avancés de la Communauté. Celle-ci doit en priorité aider ses membres à mieux protéger l'emploi sur leur territoire : avec vingt-cinq millions de chômeurs (2), elle ne s'acquiesce pas de cette mission !

Pour freiner cette hémorragie des emplois vers les nouveaux pays industrialisés, la Communauté a le choix entre la limitation des quantités importées provenant des pays à salaires anormalement faibles ou l'établissement de droits de douane qui compensent les différences injustifiées des coûts salariaux ou

des charges sociales. La somme ainsi prélevée aux frontières de la CEE pourrait éventuellement servir à financer un minimum de la protection sociale dans les pays dont nous exploitons la main-d'œuvre en faveur de nos consommateurs (3). La Communauté ne devrait pas, en tout cas, ouvrir ses frontières sans se doter des moyens de les fermer unilatéralement dès qu'un danger se manifeste. Car ce serait pas le retour au protectionnisme, mais le progrès d'un libéralisme tampedé, c'est-à-dire « équilibré et équitable », selon l'expression du premier ministre. La France défend une position raisonnable. Dans notre Communauté européenne vieillissante, les peuples attendent de plus en plus comme un messie celui qui défendra leurs intérêts contre les outrages de la bureaucratie bruxelloise et les dictats de l'Oncté Sam.

Aux yeux du libre-échangisme, l'économie mondiale est imaginée comme une communauté homogène de consommateurs interchangeables. En réalité, elle est un assemblage de peuples, de cultures, d'économies, qui tout différencie et souvent oppose : les valeurs, la démographie, les conditions de vie. C'est pourquoi elle doit s'ordonner dans le cadre de blocs homogènes, partageant les mêmes structures et la même éthique. L'Europe doit avoir une autre ambition que d'être seulement une zone de libre-échange économique ouverte au monde entier, dont les citoyens auraient comme perspective de ne consommer que les produits venus de l'extérieur jusqu'au jour où ils n'auraient même plus de quoi les payer. Si elle s'élargit, ce doit être d'abord vers sa moitié orientale ; si elle s'approfondit, c'est pour préserver son travail, son mode de vie, ses emplois, sa culture, sa civilisation.

(1) En France, le chômage frappe 11,7 % de la population active (30 % du secteur protégé) contre 6,9 % en Allemagne, 9,1 % en Italie, et, hors de l'Europe, 6,7 % aux États-Unis, 2,5 % au Japon.

(2) Si l'on prend en compte tous ceux qui bénéficient d'un traitement social du chômage.

(3) Voir le projet de Maurice Lacroix.

► Albin Chalandon est ancien ministre de l'industrie.

QUAND LE MONDE ET LA SNCF UNISSENT LEURS EFFORTS, PARIS SE RAPPROCHE DE LILLE.



Avec des trains plus rapides, plus nombreux vous serez plus vite au fait de l'actualité.

Vous trouverez désormais le Monde le soir même de sa parution en vente à :

Dunkerque, Hazebrouck, Béthune, Lens, Arras, Douai, Valenciennes, Lille.

Le Monde **SNCF**

Algérie : la France en terrain miné

■ RECRUESCENCE DE LA VIOLENCE. - Huit policiers ont été tués, mercredi 8 décembre, dans une embuscade près d'Alger, tandis que, le même jour, près de Chlef, huit civils qui participaient à un déjeuner, étaient assassinés par quatre individus armés.

■ EMBARRAS DE PARIS. - Tout en soutenant la lutte que mène le gouvernement algérien contre « l'extrémisme et l'intégrisme », la France s'inquiète de la multiplication des violences « d'où qu'elles viennent » et d'une radicalisation du pouvoir en place. Elle appelle à une « réconciliation de tous les Algériens ».

■ UN PLAN DE REPLI. - Alain Juppé a rappelé que Paris continuait à mettre à exécution un « plan de repli » d'une partie de ses ressortissants auxquels ont été renouvelées des consignes de prudence. Mais Charles Pasqua a indiqué que la France « ne céderait pas aux pressions » de ceux qui voudraient la voir se retirer complètement d'Algérie.

Sitôt nommé, le 21 août, à la tête d'un nouveau gouvernement, Redha Malek avait bénéficié d'un « préjugé favorable » d'Alain Juppé, qui voyait en lui un « homme politique expérimenté », « totalement déterminé à lutter contre l'extrémisme religieux » et prêt à étudier un réajustement de la dette extérieure.

Le ministre français des affaires étrangères avait tout de même lâché, le 11 août, une petite phrase qui a, depuis lors, fait son chemin : « Le statu quo en Algérie n'est pas tenable », jugeant ainsi qu'il fallait, pour ce pays en pleine déconfiture « dénoncer la réforme économique et également la dialogue politique ». Force est aujourd'hui de constater que M. Malek, qui n'a jamais présenté à ses compatriotes la moindre esquisse d'un programme de gouvernement, n'a pas répondu aux attentes de Paris, tout occupé qu'il est à gérer, tant bien que mal, le chaos au quotidien.

Dieu sait pourtant si, à de multiples occasions, Paris ne lui a pas ménagé sa « compréhension », et, qui plus est, lui a manifesté sa « volonté de l'aider à lutter contre l'extrémisme et l'intégrisme ». Chose promise, chose due : le 9 novembre, Charles Pasqua, qui avait auparavant discrètement reçu son homologue algérien, Salim Sadi, lançait, à grand fracas, un vaste coup de filet dans les milieux islamistes en France. Les

résultats n'ont guère été probants mais, à tout le moins, ont eu valeur de mise en garde à l'adresse de ceux qui auraient été tentés de « transformer la France en base arrière du terrorisme ».

D'aucuns - peut-être un peu imprudemment tant la démarche de Paris en la matière paraît hésitante - avaient cru deviner, dans les propos des uns et des autres, l'amorce, entre la France et l'Algérie, d'une sorte de sainte alliance contre le « péril vert » ; avec, à la clé, la promesse de l'ancien colonisateur d'aider politiquement et économiquement ce pays aux abois à s'en sortir, si ses dirigeants s'engageaient résolument à nettoyer, une bonne fois pour toutes, les écuries d'Auvers.

Il n'était pas dans le pouvoir de M. Malek - qui, dans ses écrits, ne cesse de se référer à « la modernité et aux Lumières » mais n'est, somme toute, à l'instar de ses prédécesseurs, qu'un pion entre les mains de l'armée -, de mener à bien pareille entreprise, qualifiée tout bonnement par certains de « révolution laïque ». D'autant moins que peu d'Algériens se reconnaissent dans cet homme du passé, l'un des rédacteurs, en 1976, de la Charte nationale, qui a mis du temps à prendre ses distances avec l'ancien régime et qui, aujourd'hui, comme beaucoup, se cherche une virginité.

Constantement nourries de suspicions et d'agacements, les relations très spéciales qu'entretiennent, depuis l'indépendance, Paris et Alger dissuadent la France de s'engager trop ostensiblement dans les

affaires d'autrui, en se posant en redresseur de torts, sauf à défendre ses intérêts légitimes. La ligne de conduite de l'ancienne métropole est donc, pour parler « moderne », de « positiver », de « faire avec » ceux qui, de l'autre côté de la Méditerranée, se présentent comme interlocuteurs du moment, quitte à leur trouver des qualités qui ne sautent pas toujours aux yeux.

A propos de l'Algérie, Paris se trouve, en effet, en terrain miné car, de bonnes solutions, il n'y en a plus guère d'imaginables. Du chaos n'émergeant, hélas, que deux forces : les galonnés et les « barbus », les formations politiques - même le FLN, l'ancien parti unique - ayant, pour l'heure, perdu toute assise et tout crédit. C'est en mesurant ces risques, une prise de pouvoir par les islamistes ou un coup d'Etat militaire, que la France tente de naviguer au plus juste.

Une nouvelle période de transition

Il n'empêche que, devant la montée des périls, Paris s'est employé, au cours des derniers mois, à envoyer, par touches successives, de discrets messages en direction d'Alger. Les résumant, mardi, devant le Sénat, Alain Lamassoure, ministre délégué aux affaires européennes, ne leur en a donné que plus de force. La position française tient ainsi en quatre points : notre aide s'adresse au peuple et pas à tel ou tel gouvernement, nous condamnons la

violence d'où qu'elle vienne, nous sommes attachés au respect des droits de l'homme, nous appelons à une réconciliation de tous les Algériens (le Monde du 9 décembre).

Rappel qui vaut avertissement. Paris, en effet, n'ignore pas qu'en fin de compte une véritable rupture s'impose sans tarder avec l'ordre ancien et les hommes qui, peu ou prou, l'incarnent, pour avoir quelque chance de remobiliser cette fameuse majorité silencieuse. Les choses vont-elles bouger dans le bon sens alors que s'achève, le 31 décembre, le mandat du Haut Comité d'Etat (HCE) et qu'une nouvelle période de transition s'annonce dont personne ne devine encore les contours ?

A n'en pas douter, la réponse est entre les mains des chefs militaires qui n'ont probablement pas tous la même idée sur le sujet mais qui, pour bon nombre, ont des intérêts acquis et des privilèges à sauvegarder, eux qui n'ont jamais cessé de gouverner le pays, par politiciens interposés. « Souvent manipulés par des aventuriers et des opportunistes, l'armée est responsable des désastres qu'on connaît en Algérie », nous confiait Hocine Ali Ahmed, secrétaire général du Front des forces socialistes (FFS), en juillet 1992, avant de prendre, une fois encore, le chemin de l'exil.

Beaucoup, cependant, sur les deux rives de la Méditerranée - même s'ils ne l'appellent pas de leurs vœux - s'accrochent, de guerre lasse, d'une présence beaucoup plus voyante de l'armée aux commandes de l'Etat. Ne serait-ce

que pour la « mouiller », l'obliger à prendre enfin ses responsabilités au lieu de jouer les Ponce Pilate.

Les chefs militaires se résignent-ils à franchir le Rubicon pour imposer un changement et chasser du pouvoir ceux qui s'y accrochent avec l'énergie du désespoir, prêts, comme l'écrit le quotidien francophone *El Waton*, « à quitter la peau du lion pour prendre celle du renard » ? Ou se contenteront-ils de s'impliquer davantage dans la marche des affaires en faisant durer le provisoire par toutes sortes d'astuces et d'arrangements à l'algérienne, qui finiront par précipiter le pays au fond de l'abîme ?

La France n'est en rien maîtresse de la bonne solution. La prudence la conduit donc à prendre acte d'une situation incontrôlable, à y faire face sur place, en organisant le repli en bon ordre d'une partie de ses agents et en invitant le reste des expatriés - ou du moins ceux qui le peuvent - à « s'absconder » d'Algérie. Tant qu'y sévira une violence aussi aveugle que suicidaire.

JACQUES DE BARRIN

RECTIFICATIF. - Dans le Monde du 7 décembre, nous avons écrit par erreur que trois officiers russes avaient été tués, le 16 octobre dernier, à Laghouat. En réalité, tous les trois ont été blessés mais deux n'ont pas survécu à leurs blessures.

Les agences de voyages interrompent leurs activités

Il n'a pas fallu longtemps à l'ensemble des voyagistes français pour mettre provisoirement fin à leurs activités en Algérie. Aussitôt connues les consignes de prudence diffusées par le Quai d'Orsay, les réunions se sont multipliées chez les différents organisateurs de circuits - essentiellement au Sahara puisque, ailleurs, les infrastructures touristiques de qualité manquent pour accueillir les visiteurs étrangers - afin de déterminer la conduite à tenir. Celle-ci s'est imposée d'elle-même : la mise en garde du ministère des affaires étrangères a déclenché quasi automatiquement un refus des assureurs de couvrir les risques encourus par leurs clients en pays targui.

« Nous avons hésité », reconnaît Miquel Landaburu, l'un des responsables de l'agence Nouvelles Frontières. Nous savions que le FIS est mal implanté au Sahara où il a recueilli peu de voix aux élections. Nos correspondants sur place nous disaient qu'il n'existait aucun danger. Mais deux ou trois fois suffisent pour prendre l'un de nos voyageurs... etc. etc. Nous n'avons pas voulu prendre le risque et nous avons annulé tous les départs à partir du 8 décembre et jusqu'au mois de février. »

Autre grand spécialiste des raids et des randonnées dans le désert et dans le massif du Tassili, Explorer a renoncé à envoyer cinq groupes, au mois de décembre, dans le Hoggar.

CÔTE-D'IVOIRE

Démission du premier ministre en désaccord avec le nouveau président

ABIDJAN

Après le décès du président Félix Houphouët-Boigny et son remplacement par M. Henri Konan Bédié, le premier ministre, Alassane Ouattara, rival de ce dernier, a annoncé, jeudi 9 décembre, qu'il cessait immédiatement ses fonctions.

Dans les coulisses du pouvoir, la tension s'était accrue mercredi. Au siège du gouvernement, les petites phrases assassines fusaient, dénonçant « le coup de force » du nouveau chef de l'Etat à la suite de son intervention télévisée, mardi soir, au cours de laquelle il a annoncé qu'il assumait désormais - conformément à l'article 11 de la Constitution - ses fonctions de président de la République.

Le soutien de la France

Alassane Ouattara n'a pas expressément affirmé qu'il ne reconnaissait pas l'autorité d'Henri Konan Bédié, mais ses collaborateurs confient qu'il a été « surpris de la rapidité avec laquelle les messages de soutien à Konon Bédié sont arrivés de Paris ». Selon eux, le premier ministre s'attendait « à plus de subtilité de la part de la France, pays qui nous a beaucoup opprimés ».

Les proches du premier minis-

tre affirment que celui-ci est soutenu par l'armée dont les responsables seraient venus « confirmer leur loyauté au gouvernement ». Ces mêmes sources précisent que M. Ouattara a reçu le chef d'Etat-major, Robert Guéi, le général commandant la gendarmerie, le chef de l'armée de l'air, le général Coulibaly ainsi que le ministre de la défense, Léon Konan Koffi.

« Je ne comprends pas toute cette agitation autour de la succession. Nous sommes en deuil », a répliqué Henri Konan Bédié, de sa résidence de Cocody, le quartier résidentiel d'Abidjan, au bord de la lagune. Certains de ses proches sont plus loquaces. « Il faut arrêter ces palabres. Il y a un patron maintenant ! », s'exclame l'un d'eux en soulignant qu'« en plus il a le soutien de la France ». Henri Konon Bédié a reçu dans la journée de mercredi de nombreux visiteurs, ce qui laisse penser qu'il a entamé une série de consultations pour former prochainement un nouveau gouvernement.

La polémique autour de la succession du président Houphouët-Boigny pourrait s'enliser dans un débat juridico-constitutionnel bien loin des préoccupations quotidiennes des Ivoiriens.

JEAN-KARIM FALL

Huit policiers tués dans une embuscade près d'Alger

Huit policiers, dont un commissaire de police, ont été tués, mercredi 8 décembre, au cours d'une fusillade dans le fief islamiste de Sidi Moussa, à une vingtaine de kilomètres au sud-est d'Alger. Rentrant d'une patrouille de nuit, ils ont été pris pour cible par un groupe d'une dizaine d'hommes armés alors qu'ils s'employaient à faire respecter la discipline parmi un groupe de clients qui faisaient la queue devant un magasin. Le même jour, à Oued Fodda, près de Chlef, à 150 kilomètres à l'ouest de la capitale, huit personnes, rassemblées pour un déjeuner, ont été tuées par un groupe de quatre individus armés, qui a pris la fuite.

Les services de sécurité ont, d'autre part, annoncé que cinq islamistes armés avaient été tués dimanche, à Ain Delfa, à 160 kilomètres à l'est d'Alger, tandis que, le même jour, deux gendarmes étaient assassinés à Tipaza et à Meftah, non loin de la capitale. En outre, le chef du département Asie du ministère des affaires étrangères, Salah Fellah, qui avait été grièvement blessé par balles, mardi, à Saoula, aux environs d'Alger, est mort, mercredi.

« Nous ne céderons pas aux pressions qui sont faites et qui voudraient qu'on se retire (d'Algérie), ce serait déraisonnable », a dit Charles Pasqua, mercredi, à Périgueux. De son côté, Valéry Giscard d'Estaing, a souhaité, mercredi, à Bruxelles, nous rapporte notre correspondant, Jean de la Guévrère, « qu'une réflexion plus intense soit ouverte avec nos partenaires européens à propos des événements d'Algérie, car, à-t-il souligné, une aggravation de la situation aurait des conséquences très sérieuses pour l'ensemble des Etats de l'Union européenne, riverains de la Méditerranée ».

FOULARDS ISLAMQUES : Le Grand Orient de France met en garde contre les prosélytismes religieux. Le Conseil de l'ordre du Grand Orient de France, la principale obédience maçonnique française, a apporté, dans un communiqué en date du 20 novembre, « son soutien aux enseignants et chefs d'établissements qui ont réagi, dans des conditions souvent difficiles, devant la recrudescence des manifesta-


Opération de la police française dans les milieux islamistes tunisiens

La police française a procédé, mercredi 8 décembre, à une douzaine de perquisitions aux domiciles de militants islamistes tunisiens résidant en France. Ces opérations de police en région parisienne, dans la région de Lyon et dans le département de l'Hérault, ont été effectuées sur commission rogatoire internationale d'un juge d'instruction tunisien demandant à la France de rechercher tout élément concernant la présence, sur le territoire français, d'éventuelles « associations de malfaiteurs visant à préparer ou commettre des attentats contre des personnes ou des propriétés ». De source policière, on indique que le bilan de cette opération

est « assez maigre ». Les enquêteurs ont découvert divers documents et des faux papiers mais, selon eux, « rien qui ne mérite une attention particulière en matière de terrorisme ». Une perquisition a notamment été effectuée à Epinay-sur-Seine (Seine-Saint-Denis), au domicile de Saleh Karkar, un dirigeant du mouvement intégriste tunisien Ennahda (Renaissance). M. Karkar, quarante-cinq ans, économiste de formation, est un membre fondateur de ce mouvement créé en 1981. Il en a été vice-président, puis président. Condamné à mort par contumace en 1987 par la Cour de sûreté de l'Etat tunisienne, il a obtenu peu après le statut de réfugié politique en France. Interpellé le 30 octobre à son domicile, M. Karkar a fait l'objet, le 11 octobre, d'un arrêté d'expulsion du ministre de l'Intérieur pour avoir apporté « un soutien actif à un mouvement terroriste en France et dans d'autres pays européens » tempéré, en raison de son statut de réfugié, par un arrêté d'assignation à résidence dans le Finistère. Il a récemment quitté l'île d'Ouessant pour un hôtel de Brest.

SOUS LA DIRECTION DE

JEAN-PIERRE AZÉMA ET FRANÇOIS BÉDARIDA



La grande synthèse attendue sur l'histoire de la France et des Français pendant la Seconde Guerre mondiale. Les meilleurs spécialistes, français et étrangers, réunis par Jean-Pierre Azéma et François Bedarida, font magistralement le point sur une période déchirante, dont la mémoire est toujours vivante.

Tom 1 : De la défaite à Vichy
Tom 2 : De l'Occupation à la Libération
Collection L'Univers historique.
Chaque volume relié toile sous jaquette, une centaine d'illustrations.

Editions du Seuil

DIPLOMATIE

Le sommet de Bruxelles

L'initiative des Douze sur la stabilité en Europe
laisse sceptiques les pays de l'Est

Les Douze devraient annoncer, au cours du sommet européen de Bruxelles, vendredi 10 et samedi 11 décembre, leur décision d'organiser, dans le courant du premier semestre de 1994, une « conférence sur la stabilité en Europe » avec les pays d'Europe centrale et orientale. Cette initiative est portée d'une proposition française et parisienne candidate pour accueillir la session d'ouverture de cette conférence dont les travaux doivent ensuite se poursuivre pendant environ un an.

Avec l'initiative sur « la stabilité en Europe » qu'ils présenteront en fin de semaine au sommet de Bruxelles, les Douze accouchent d'une souris. On était cependant parti d'un grand dessein : dans ses discours d'investiture à l'Assemblée nationale et au Sénat en avril, M. Balladur, évoquant l'impuissance de l'Europe dans le cas yougoslave, appelait la Communauté à en prévenir la réédition ailleurs et citait en exemple les « grandes conférences internationales qui, au cours de l'histoire, ont eu pour objectif de ramener la paix, l'ordre et l'équilibre », tels « le congrès de Vienne, les traités de Versailles, de Trianon et de Saint-Germain, la conférence de Yalta ». A défaut d'être heureux, ces exemples situaient l'ambition de son projet.

Puis la méthode balladurienne – pragmatisme mais obstination – a fait son œuvre et ce qui n'était au départ qu'une idée très peu réfléchie est devenu une initiative des Douze, en quête de terrains où exercer la politique étrangère commune que leur prescrit le traité de Maastricht. L'initiative européenne va donc inviter les pays d'Europe centrale et orientale à une vaste « conférence sur la stabilité » qui s'ouvrira l'année prochaine. L'objectif (la paix sur le continent) ne saurait être contesté. Mais la portée du projet s'est réduite comme une peau de chagria à mesure qu'il se précisait, et de l'avis même des responsables des pays invités, il ne s'agit que d'une fort modeste contribution à la stabilité de l'Europe.

La proposition se veut préventive et exclut de son champ les zones déjà en crise, notamment toutes les Républiques de l'ex-Yougoslavie. Elle ne s'adresse qu'aux pays qui prétendent inté-

grer un jour l'Union européenne (et encore, pas tous), ou lui être étroitement associés (Hongrie, Pologne, République tchèque, Slovaquie, Roumanie, Bulgarie, ainsi que les trois pays baltes). Estimant que des contentieux relatifs au statut des minorités et au tracé des frontières sont des facteurs d'instabilité, l'Union européenne leur demande de les régler entre eux par des accords bilatéraux de bon voisinage.

Elle les convie pour ce faire à une vaste conférence où seront lancées les négociations bilatérales, auxquelles les Douze ne participeront pas, sauf si l'on requiert leurs bons offices. Les traités qui en résulteront seront entérinés sous le terme de « pacte pour la stabilité en Europe » lors d'une conférence de clôture, si possible début 1995.

Une certaine irritation

Il est bien évident que, frappant à la porte de l'Europe, aucun des pays sollicités ne pouvait refuser de se prêter au jeu. Ceux de leurs représentants que nous avons contactés (diplomates ou hauts fonctionnaires) saluent d'ailleurs très poliment l'intention des Douze. La plupart d'entre eux expriment pas moins une certaine irritation sur la conception générale du projet, ainsi que leur scepticisme quant à sa portée. Tous en récusent le point de départ – le contre-exemple yougoslave – et se voient avec un vif déplaisir soupçonnés de vouloir dériver vers de semblables catastrophes balkaniques.

Les dirigeants de Prague et de Bratislava ont protesté publiquement contre cette assimilation, les autres n'en pensent pas moins. Même en Hongrie – pays le plus intéressé par le projet, en raison de la présence de près de trois millions de Magyars de souche dans les pays voisins – Gyula Kodolányi, le conseiller du premier ministre pour les affaires étrangères, affirme, dans un récent entretien, que « les divergences de vues avec la Slovaquie ou avec la Roumanie à propos des droits des minorités n'atteindront jamais le niveau de celles qui existent entre deux pays membres de l'OTAN comme la Grèce et la Turquie, ni même celles qui ont opposé pendant vingt-cinq ans l'Autriche et l'Italie ».

Les démocraties d'Europe centrale et orientale n'ont en effet

pas attendu le « pacte Balladur » pour comprendre qu'il était de leur intérêt de construire des rapports de bon voisinage. La République tchèque et la Slovaquie rappellent qu'elles ont su opérer pacifiquement leur séparation. « La Pologne a signé des accords de coopération avec six de ses sept voisins », fait remarquer une source autorisée au ministère des affaires étrangères à Varsovie ; le septième, avec la Lituanie, fait actuellement l'objet de négociations bilatérales que Varsovie n'entend pas transférer dans le cadre de l'exercice proposé par les Douze. Enfonçant le clou, ce responsable poursuit : cet exercice « concerne très peu la Pologne. Il nous paraît plutôt indispensable aux pays d'Europe de l'Ouest, lesquels ont besoin d'afficher une politique extérieure commune ».

Même son de cloche à Sofia, où l'on déclare que « cette initiative est, pour la Bulgarie, dépassée ». « Que pourrions-nous obtenir de plus sur le fond que les accords bilatéraux que nous avons signés et qui dépassent considérablement le problème relatif à l'initiative européenne », demande le vice-ministre bulgare des affaires étrangères, Todor Tchourov. « Les seuls pays avec lesquels la Bulgarie n'a pas signé de tels accords, ce sont la Serbie et la Macédoine », ajoute-t-il.

L'une et l'autre sont exclues du projet des Douze, pour des raisons évidentes en ce qui concerne la Serbie, mais beaucoup moins compréhensibles en ce qui concerne la Macédoine. Quelle autre République d'Europe en effet pourrait autant que celle de Skopje, autant que l'Albanie également exclue du projet des Douze, avoir besoin de prévention des conflits ?

A côté

des vrais problèmes

Todor Tchourov insiste sur le cas de l'Albanie comme révélateur de l'un des défauts majeurs du projet. La laisser pour compte, explique-t-il en substance, signifierait, au nom de considérations sécuritaires pragmatiques, renoncer à ce qu'il appelle « l'indivisibilité de la sécurité en Europe », c'est-à-dire estimer que certains Etats n'ont pas les mêmes besoins ou les mêmes droits que d'autres en matière de sécurité.

En laissant de côté les pays où la prévention serait le plus utile, l'Europe du lieu de résoudre le problème auquel elle prétend s'attaquer, fait que l'aggraver : elle tolère que des conflits surviennent aux portes des pays membres ou futurs membres de l'Union, en se berçant de l'illusion d'ambiguïté que cet espace communautaire restera un éternel havre de paix. Bref elle a pas tiré la moindre leçon utile des guerres yougoslaves.

Parmi les problèmes dont on ne parlera pas au cours de cette conférence – puisque seuls sont conviés les pays à ce jour reconnus comme ayant vocation à entrer dans l'Union – figurent en fait tous ceux qui affectent le plus gravement la sécurité du continent : non seulement dans la zone balkanique, mais au pourtour de la Russie, dans le Caucase, en Moldavie, en Ukraine.

On ne parlera pas non plus de tout ce qui porte sur les relations tumultueuses de la Grèce avec certains de ses voisins. Pas question, explique l'un des hauts fonctionnaires français qui ont coécrit ce projet, que l'un des Etats membres de l'Union soit partie prenante à des négociations bilatérales, l'ensemble du système s'effondrerait.

L'Europe communautaire, unie comme un seul homme et qui ne se pose pas de questions sur elle-même, invite ainsi, de sa hauteur, ceux qui veulent la rejoindre à régler leurs contentieux entre eux, mais elle s'envie pas de se placer sur le même terrain qu'eux. A la Grèce il est donc épargné de parler des sujets de discorde, qui pourtant ne manquent pas, avec la Macédoine et l'Albanie, comme avec la Turquie qu'on a pas songé un instant à convier à cette affaire, bien qu'elle soit associée à la Communauté et ait, il y a fort longtemps, fait acte de candidature.

Oa peut imaginer ce que doit ressentir les dirigeants de

Prague, de Varsovie ou de Sofia devant ces deux poids, deux mesures, et ce label d'européanité de fait décerné à la Grèce, c'est-à-dire à l'un des pays qui actuellement en Europe se livrent avec le moins de retenue aux passions nationalistes. Todor Tchourov y voit encore cette différence de statut qu'il critique dans l'approche des Occidentaux, comme s'il y avait « des Etats par définition impeccables et des Etats par définition suspects » et que l'appartenance à l'Union européenne, statut privilégié, dispensait d'avoir à rendre aucun compte.

A cela, nombre de représentants des pays de l'Est ajoutent qu'avant de leur demander de s'entendre sur les droits des minorités, les Douze pourraient commencer par se mettre d'accord entre eux. Ils n'y sont toujours pas parvenus, ni sur la définition de la notion de minorités, ni sur les droits (collectifs ou individuels) qu'il conviendrait de leur accorder. Un responsable du ministère des affaires étrangères roumain évoque cette incohérence de la démarche française : comment la France, qui rejette, au Conseil de l'Europe notamment, tout ce qui va dans le sens de la reconnaissance de droits collectifs pour les minorités, peut-elle en même temps promouvoir un projet dont le seul objet clair est de permettre à Budapest d'obtenir de la Roumanie et de la Slovaquie des droits collectifs pour les communautés hongroises dans ces pays ?

Le cas
hongrois-roumain

Tout en affirmant, comme il se doit, « sa disponibilité et son soutien à cette idée générale », la Roumanie est la plus réticente des pays sollicités. La Hongrie, au contraire, applaudit à l'initiative, qui la ramène dans les négociations qu'elle mène avec Bucarest. « La Hongrie devra de son côté reconnaître l'indivisibilité de sa frontière avec la Roumanie », dit un fonctionnaire français pour convaincre que la pression que les Douze exercent dans ce cas de pése pas seulement sur Bucarest.

Mais la réaffirmation de cette frontière ne coûtera pas cher, le moment venu, aux dirigeants hongrois, qui d'ont pas de visées expansionnistes. Comme le fait remarquer un diplomate de Budapest : « Le problème des frontières est déjà réglé par les traités internationaux. En revanche, il n'existe pas de cadre juridique international pour les minorités. Il faut leur donner plus qu'elles n'ont aujourd'hui en droit et en fait ».

C'est là l'utilité la plus visible du « plan Balladur ». Encore le secrétaire d'Etat hongrois aux affaires étrangères, János Martonyi déclare-t-il lui-même qu'il ne faut pas exagérer l'ampleur du problème des minorités et qu'« il est erroné de comparer la situation en Europe centrale à celle de l'ex-Yougoslavie ».

Les dirigeants tchèques et slovaques ont d'abord réagi avec froideur au projet des Douze, en se disant qu'un diplomate de Budapest n'avait qu'une obsession : lancer des initiatives sans les Américains. Ils y semblent, aujourd'hui, surtout indifférents, rejoignant cette bouffée d'un diplomate ouest-européen : « C'est un projet qui s'applique là où il n'y a pas de problème ». Les Bulgares, qui clament depuis des mois que l'embarco commercial imposé par l'ONU à la Serbie les étrangle et appelle des compensations, les Bulgares qui reprochent à la France d'avoir bloqué pendant des mois le traité libéralisant leurs échanges avec la Communauté, semblent nourrir une certaine amertume devant tant d'incompréhension et de fausse sollicitude affichée.

Quant aux Polonais, comme le rappelle l'un de leurs diplomates, ils sont convaincus que, pour eux comme pour leurs voisins, la stabilité n'est pas une question de frontières ou de droits des minorités, mais qu'elle est liée avant tout à la croissance économique : « Sans nivellement des disparités existantes dans le développement économique entre l'Europe de l'Ouest et l'Europe centrale, il n'est pas question de stabilité en Europe ».

CLAIRE TRÉAN
et YVES-MICHEL RIOLS

La Commission préconise la création
de 15 millions d'emplois d'ici l'an 2000

Le Livre blanc de la Commission européenne qui nourrit les discussions des chefs d'Etat et de gouvernement lors du conseil européen de Bruxelles, vendredi 10 et samedi 11 décembre, est intitulé *Croissance, compétitivité et emploi*. Dès le préambule, il souligne que « compte tenu de l'ampleur des besoins à satisfaire, tant dans l'Union européenne qu'à l'extérieur, le redressement passe par le développement des possibilités de travail et d'emploi, et non par le consensus globallement multilatéral ». Ecartant tout remède miracle, la Commission affirme que des réponses communes au chômage donneront plus de force à chaque Etat membre.

Plusieurs solutions sont d'emblée écartées comme le protectionnisme, « la fuite en avant économique », la baisse généralisée des durées du travail ou le partage national du travail, et encore la « diminution drastique des salaires », les « coupes sombres dans la protection sociale pour nous aligner sur nos concurrents des pays en voie de développement ».

Education
et formation

Le Livre blanc affirme que « pour inverser la tendance de nos sociétés gangrénées par le chômage, il serait souhaitable que l'Union européenne puisse créer 15 millions d'emplois d'ici à la fin du siècle. C'est l'économie qui peut fournir les indications nécessaires à la remise en cause des règles du jeu héritées d'une époque où les ressources en main d'œuvre étaient rares, l'innovation technologique maîtrisable par imitation des créateurs, les ressources naturelles exploitables à merci ». La Commission plaide pour une économie saine – avec l'ambition de sortir rapidement de la récession et retrouver à partir du milieu des années 90 « le sentier d'une croissance plus forte » –.

Se mobiliser...

Suite de la première page

Outre une action renforcée afin de « faciliter l'insertion des PME dans la dynamique du grand marché », il s'agit principalement d'approuver un programme d'investissements publics visant à développer des réseaux européens d'infrastructures et à faire pénétrer la Communauté dans ce que M. Delors appelle « la société de l'information ».

Le coût d'un tel programme, dont on se plait à souligner les prolongements vers l'Est, se situe entre 20 et 30 milliards d'euros par an pendant cinq ans (1 écu = 6,70 F). Au-delà des crédits budgétaires déjà affectés à ce type d'opérations et des prêts de la Banque européenne d'investissements, les financements nouveaux requis seraient de l'ordre de 8 milliards d'euros par an, que l'Union pourrait mobiliser (53,6 milliards de francs) en empruntant sur le marché des capitaux.

La Commission a raison de souligner qu'il s'agit là de montants modestes qui ne risquent pas de peser sur le coût de l'argent. Il reste que plusieurs Etats membres – l'Allemagne, le Royaume-Uni, les Pays-Bas, le Luxembourg – ont mal accueilli cette initiative de la Commission. C'est du moins ce qui s'est passé lorsque le dossier a été récemment ouvert par les ministres des finances. Aujourd'hui la cote de popularité de l'Union européenne et celle du président de la Commission risquent d'être évaluées à l'aune de cette minuscule affaire : si le Conseil européen donne son feu vert à l'emprunt, les tenants de l'intégration auront gagné ; dans le cas contraire, ce sont les champions de l'Europe à l'anglaise, d'une zone de libre échange, qui auront marqué le point ! Rien n'est venu jusqu'à présent indiquer que le débat sur ce thème central de l'emploi et de la croissance pourrait s'élever au-dessus de ces considérations comptables.

Le président de la Commission considère que l'inspiration de son Livre blanc est plutôt tonique et devrait donc susciter chez les

ce qui suppose des politiques monétaires « stables cohérentes se fixant un objectif de faible inflation » dont il résultera de nouvelles baisses de taux d'intérêt rendant les investissements plus attractifs.

La Commission pleide aussi pour une économie ouverte, ce qui rend vitale la conclusion des négociations du Cycle de l'Uruguay. Mais cet esprit d'ouverture doit aussi se manifester à l'égard des voisins de l'Est et du Sud de l'Europe. Le Livre Blanc rappelle les convictions de la Commission en faveur d'une économie décentralisée et plus compétitive, soulignant que le respect des règles de concurrence doit contribuer « à faire du grand marché une réalité bien vivante ». « Dans le cadre d'un accroissement de l'effort global consacré à la recherche, la coopération entre les politiques de recherche des différents pays et entre les entreprises sera encouragée ».

Dans son chapitre sur une économie solidaire, plusieurs priorités d'action sont présentées au service de l'emploi : « Parler sur l'éducation et la formation tout au long de la vie ; accroître la flexibilité externe et interne ; étendre davantage de la décentralisation et de l'initiative ; réduire le coût relatif du travail ; promouvoir les politiques de l'emploi ; se porter à la rencontre des nouveaux besoins » (services de proximité, audiovisuel, loisirs et culture, amélioration du cadre de vie, protection de l'environnement). Ainsi, la Commission juge « indispensable » dans le pluriel des pays de l'Union « de réduire les coûts non salariaux du travail peu qualifié d'un montant équivalent à 1 ou 2 points du PNB d'ici l'an 2000 ». La taxe C02/énergie que la Commission avait proposée serait une « des meilleures contreparties à l'allègement du coût du travail ».

Douze des réactions offensives. Il reste que le regard qu'il jette lui-même sur l'état de l'Union est plutôt sombre : l'Europe, explique-t-il, « dérive dans le sens souhaité et décrit par John Major il y a quelques semaines dans un article remarqué de l'Economist ; plus personne dans la Communauté ne tente de stopper le mouvement, sauf peut-être lui, Jacques Delors, que les artisans de ce travail de sape ont hâte de voir écarté ».

Dans le même esprit, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue mercredi, le président de la Commission a également dénoncé l'absence de réflexion sur l'avenir institutionnel et politique de l'Union : « Nous allons en avant, mais nous ne savons pas où nous allons », s'est-il exclamé. Un point de vue qui est de plus en plus souvent partagé, notamment au sein du Parlement européen.

Le soulagement que représente pour l'ensemble des chefs d'Etat et de gouvernement la perspective, désormais probable, d'un accord au GATT devrait, en bonne logique, avoir un effet positif sur le climat de la réunion. Mais le plaisir risque d'être gâché par les mesures d'accompagnement internes qu'il faut prendre, notamment à propos de la gestion de la politique agricole commune, et qui divisent les Etats membres, en particulier la France et l'Allemagne.

PHILIPPE LEMAÎTRE

Boris Eltsine à Bruxelles. – Le président russe, Boris Eltsine, est arrivé mercredi 8 décembre à Bruxelles pour une visite de deux jours. Il a été accueilli par le roi Albert et s'est entretenu avec le premier ministre belge Jean-Luc Dehaene. Il devait rencontrer jeudi le secrétaire général de l'OTAN, Manfred Wörner, puis le président de la Commission européenne, Jacques Delors, le président du Parlement européen, Egmont Klepach, et retrouver en fin de journée les douze chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union européenne. – (AFP)

A condition que Paris s'engage
à ne plus vendre d'armes à TaïwanLa Chine souhaite normaliser
ses relations avec la France

La Chine souhaite « tourner la page sur le passé » et normaliser au plus vite ses relations avec la France, à condition que celle-ci s'engage à ne plus vendre d'armes à Taïwan, a-t-on indiqué, mercredi 8 décembre, de source gouvernementale chinoise. « Nous sommes en train de discuter avec la partie française de cette question et il n'est pas exclu qu'un ministre français soit accueilli à Pékin à l'occasion du trentième anniversaire des relations diplomatiques entre les deux pays, en janvier. (...) Nous voulons tourner la page et cet anniversaire doit marquer un tournant dans les relations franco-chinoises. » La France avait été le premier pays occidental à reconnaître la Chine le 27 janvier 1964.

La crise entre les deux pays avait été déclenchée fin 1992, par France de soixante avions Mirage 2000-5 à Taïwan, que Pékin considère comme partie intégrante du territoire chinois. Les Chinois avaient, en représailles, ordonné la fermeture du consulat général français de Canton et écarté les sociétés françaises des grands projets économiques. « Un accord sur l'arrêt des ventes d'armes à Taïwan doit être trouvé avant la visite éventuelle d'un ministre, car il serait regrettable que ce responsable

reparte les mains vides », dit-on aussi. La source gouvernementale a laissé entendre que l'affaire des Mirage appartenait désormais au passé, soulignant qu'« il n'y a pas de contradiction » entre cette veuve et « la nécessité d'obtenir aujourd'hui un engagement clair de Paris » sur l'arrêt de la coopération militaire avec Taïwan, « comme l'on fait l'Allemagne, la Grande-Bretagne et les Pays-Bas ». Le ministre français des affaires étrangères, Alain Juppé, a critiqué fin novembre cet accord conclu par l'ancien gouvernement socialiste, tout en réaffirmant que le nouveau gouvernement se devait d'honorer le contrat signé.

Pékin souligne que « l'avenir des relations franco-chinoises, en particulier dans le domaine commercial, est très prometteur » et que « la France doit voir où est son intérêt à long terme ». Son porte-parole avait déclaré en novembre qu'il « existe d'immenses possibilités de coopération entre la Chine et la France, à condition de ne pas faire preuve de myopie politique ». Enfin, de source gouvernementale chinoise, on a appris que la demande d'accreditation du nouvel ambassadeur de France à Pékin, François Plassant, avait été acceptée la semaine dernière. – (AFP)

هنا من الأمل

INTERNATIONAL

EUROPE

Alors que la tension militaire est vive en Bosnie

Une conférence de paix sur l'ex-Yougoslavie pourrait se tenir à Salonique

Tandis que la tension militaire s'est à nouveau accrue en Bosnie-Herzégovine, notamment à Sarajevo, et que les dirigeants serbes bosniaques ont annoncé, mercredi 8 décembre, l'échec de pourparlers engagés avec les Musulmans sur le partage de la République, le gouvernement grec s'est lancé dans l'arène diplomatique de l'ex-Yougoslavie.

Athènes envisage, selon un diplomate grec de haut rang, une médiation dans le conflit yougoslave et a invité les principaux protagonistes à reprendre - vraisemblablement dimanche, à Salonique (nord de la Grèce) - les négociations de paix sur la Bosnie. Ce diplomate a précisé à

l'AFP que « tous les responsables impliqués dans le conflit en Bosnie », y compris les présidents serbe Slobodan Milosevic, croate Franjo Tudjman et bosniaque Alija Izetbegovic avaient été invités. Selon une source informée grecque, Athènes désire organiser à Salonique une nouvelle réunion, comme celle de Genève, et le ministre des affaires étrangères, Karolos Papoulias, demandera le feu vert à Bruxelles, au sommet des Douze, vendredi et samedi.

A Genève, des diplomates ont indiqué que les médiateurs internationaux, David Owen et Thorvald Stoltenberg, envisageaient effectivement de réunir les dirigeants des factions bosniaques

dimanche à Salonique. Cette réunion dépend toutefois des résultats de la rencontre prévue jeudi à Belgrade entre les médiateurs et M. Milosevic, ont-ils assuré.

Cependant, l'un des principaux dirigeants des Serbes bosniaques, Momcilo Krajisnik, le chef de leur « Parlement », a annoncé mercredi soir l'échec des pourparlers engagés avec les Musulmans à l'aéroport de Sarajevo. L'objet des négociations était la délimitation des territoires entre les deux camps, en particulier à Sarajevo, l'accès à la mer Adriatique, revendiqué par les deux parties; la libération des prisonniers et l'évacuation de Serbes de Sarajevo ainsi que de plusieurs villes bosniaques sous contrôle

musulman. Après avoir rencontré le premier ministre bosniaque Haris Silajdzic, M. Krajisnik a rejeté la responsabilité de cet échec sur son interlocuteur, dont, a-t-il dit, « l'attitude rigide ne promet aucun progrès dans des discussions de ce genre ».

Parallèlement, la capitale bosniaque, qui vit son vingtième mois de siège, a connu ces derniers jours « une activité militaire importante », selon le porte-parole de la FORPRONU (Force de protection des Nations unies), qui a également fait état de « sérieux combats » en Bosnie centrale, où s'affrontent forces croates et musulmanes. — (AFP, Reuters.)

AMÉRIQUES

Argentine, dix ans de démocratie

Suite de la première page

Les journalistes sont menacés, surtout en période préélectorale, par de mystérieux individus jamais arrêtés. Ces attaques contre la presse sont des « faits isolés », dit l'un des hauts responsables de la présidence.

Mais il existe encore des secteurs de la société qui n'acceptent pas les principes démocratiques, comme Aldo Rico (leader de la rébellion militaire de 1987; gracié et élu député depuis) ou le colonel Mohamed Seinfeld (toujours emprisonné pour avoir pris la tête de la révolte de 1990). Julio Strassera, qui fut le procureur de la République au procès de 1985 et auteur de cette occasion d'un retentissant « Nunca mas » (jamais plus) estime qu'il n'« eût fallu gracier que les repentis ».

L'ex-dictateur Jorge Rafael Videla, qui gouverna entre 1976 et 1979, n'est pas de ceux là : il a déclaré le mois dernier que les militaires devraient être « récompensés pour leur lutte contre la subversion ». Le procès de la junte, dit un autre de ses anciens procureurs, Luis Moreno Ocampo, a permis à la société d'affronter son passé. « Les auteurs de la répression ont été identifiés mais il n'y a pas eu de représailles contre eux ». A ses yeux, la guerre sale est un « thème du passé ». M. Moreno Ocampo se consacre maintenant à la lutte contre la corruption. Il propose des techniques de « résistance » contre ce fléau dans un livre devenu best-seller, conseillé France Telecom et EDF bien implantées en Argentine à la faveur des privatisations et a publié — une grande première — des informations sur le patrimoine et le

passé des candidats aux dernières législatives partielles.

Invariablement, tous les Argentins — pauvres, riches, éduqués ou non — mettent au crédit de la démocratie le récent retour à la stabilité économique. Ils vécurent le traumatisme d'une hyperinflation, dont le taux avait culminé à près de 5 000 pour cent en 1989. Aucun des plans du gouvernement Alfonsín ne réussit à stabiliser la monnaie et à calmer la folie de la spéculation. La population se souvient de « n'avoir vécu que pour survivre » : à peine touchés, les salaires perdaient une partie de leur valeur avant même de pouvoir être convertis à la banque en dollars, la monnaie refuge; dans les hypermarchés, tous les prix pouvaient augmenter de 5 % au milieu d'une journée.

La fin de l'hyperinflation

Cette année, la hausse des prix se situera aux alentours de 7 % et, pour la première fois en un quart de siècle, l'inflation a été quasi nulle ces derniers mois. Jusqu'à présent, la population accepte les grands sacrifices que requièrent les mesures d'ajustement néolibérales imposées par le président Menem et son grand argentier, Domingo Cavallo, dont le plan a institué une parité fixe entre le dollar et le peso en avril 1991. La vie est presque aussi chère qu'à Paris pour des salaires bien moins élevés (environ 3 000 francs par mois pour une femme de ménage); le système éducatif, qui fut l'une des plus grandes fiertés des Argentins, s'est gravement détérioré, les hôpitaux publics manquent de tout, les services sociaux sont débordés.

« Nous pratiquons une chirurgie sans anesthésie », a déjà admis le président Menem, dont l'équipe évite actuellement tout triomphe, au vu des difficultés les plus récentes (déficit de la balance commerciale, manque d'investissements productifs dans l'industrie, augmentation du chômage à 9,4 %).

Selon le sociologue Manuel Mora y Arsuaga, qui dirige un institut de sondage, un tiers de la population du grand Buenos-Aires (11 millions de personnes sur 33 millions d'Argentins) vit en dessous du seuil de

pauvreté. Les plus démunis résident dans l'un des quelque 140 bidonvilles de la capitale, où sont arrivés de nombreuses familles de Boliviens, Paraguayens ou Brésiliens. Le contraste est violent entre ces « villes misérables » et le centre de Buenos-Aires, tout en hauteur, propre, modernisé et rénové.

Au cœur de cette capitale, dont certains quartiers donnent l'illusion de se trouver tantôt à Barcelone, à Madrid, Rome ou Nice, peut se mesurer l'orgueil de descendants d'immigrants espagnols et italiens qui, peuplant un pays quasiment vide, ont toujours voulu paraître comme les Européens d'une certaine Amérique latine riche et cultivée. Doit-on y voir un effet de cette fierté? Le gouvernement n'avoue que 10,6 % de « foyers pauvres » dans la capitale et ses environs.

Les retraités manifestent, près du Parlement, pour que leurs maigres pensions (150 dollars) passent à 450 dollars, quand il en coûte 300 pour louer un studio décent. La faillite des caisses de retraites est un drame mais le gouvernement, qui redoute un déficit budgétaire pour cette année, n'est disposé qu'à céder pour eux que quelques pesos supplémentaires par mois.

Liquidation des héritages sociaux

« L'hyperinflation a provoqué de telles souffrances que l'opinion publique a accepté des mesures qu'elle refusait complètement quelques années plus tôt », dit Carlos Corbach, l'un des tout proches du président Menem. En témoignent les résultats des législatives partielles de d'octobre, où le parti au pouvoir a recueilli 42 % des suffrages, contre 31 % pour les radicaux. Ce succès des justicistes est d'autant plus surprenant que Carlos Menem a quasiment liquidé les héritages sociaux du péronisme sans en subir, jusqu'à présent, de conséquences politiques. Mais dans les réunions de militants, on recommence à mettre l'accent sur le thème de la justice sociale, cher à Péron et à son épouse mythique, Evita... tout en applaudissant la « révolution productive » en cours.

« Les mesures draconiennes prises contribuent à changer les comportements : l'Argentine s'est enrichie mais pas développée durant ce siècle, les industriels se sont habitués aux subventions et les citoyens à attendre tout de l'Etat, sans considération de productivité. Parmi les entreprises publiques, même celle qui exploitait le pétrole était déficitaire. Le choc de l'ouverture de l'économie et des privatisations était brutal mais nécessaire », estime l'ancien ministre Moises Ikonicoff.

« L'Argentine n'aime pas les perdants », observe le général Laino, porte-parole de l'armée de terre, à propos de la déroute des Malouines et du piètre bilan économique de la dictature. Dans ce pays habitué aux revirements à 180 degrés, cette parole pourrait valoir pour le président Menem, si d'aventure le plan Cavallo était mis en péril. Même dans ce cas, les Argentins n'imaginent pas de menaces sur la démocratie. Et l'armée, dont le budget et les effectifs ont diminué de moitié depuis 1980, assure qu'il n'y a plus en son sein de candidats à la prise du pouvoir.

MARTINE JACOT

REPÈRES

GABON
L'armée disperse une manifestation à Libreville

Des blindés sont intervenus, mercredi 8 décembre, à Libreville pour disperser des milliers de manifestants qui accusaient le président Omar Bongo de manipulations lors du premier tour de l'élection présidentielle de dimanche. Il s'agissait du troisième jour consécutif de manifestations dans la capitale gabonaise. Les blindés ont bloqué les manifestants, qui souhaitent se rendre dans le centre de Libreville, et les ont obligés à se disperser. Selon des dirigeants de l'opposition, des pillards et des voleurs ont profité des manifestations. Des pierres ont été lancées contre les pare-brises de plusieurs voitures et les devantures de certains magasins. Un gendarme a été blessé et une voiture incendiée.

Avec la moitié des bulletins dépouillés, les résultats officiels donnent au président Bongo une confortable avance. Mais il est possible qu'un second tour soit nécessaire, le 19 décembre prochain. — (AP, Reuters.)

HONGKONG

Pékin demande au « gouvernement fantôme » d'accélérer son travail

La ministre chinoise des affaires étrangères a demandé, jeudi 9 décembre, au Comité de travail préparatoire (PWC) sur l'avenir de Hongkong — une sorte de « gouvernement fantôme » — réuni à Pékin, d'accélérer son travail afin de réagir à la publication, vendredi, du plan de réformes électorales du gouverneur de la colonie britannique, Chris Patten. Ce dernier a décidé de présenter son plan de réformes le 15 décembre devant

le Comité législatif (Legco), Parlement de la colonie, sans attendre que les discussions engagées depuis avril avec Pékin aboutissent. Ouvrent la deuxième session plénière du Comité, qu'il préside, Qian Qichen a réaffirmé que « l'avenir de Hongkong est lié étroitement à celui de la Chine » et a jugé « regrettable » que, pendant la dix-septième réunion de négociations sino-britanniques, le mois dernier, « la partie anglaise ait manqué de sincérité, ce qui a conduit les négociations dans l'impasse ». Le PWC, qui regroupe des Hongkongais choisis par Pékin, est chargé de préparer la transformation du territoire en une région administrative spéciale lors de sa rétrocession à la Chine en 1997. — (AFP.)

UNESCO

Hervé Bourges nommé ambassadeur

Le conseil des ministres du 8 décembre a nommé Hervé Bourges au poste d'ambassadeur, délégué permanent de la France auprès de l'Organisation des Nations unies pour la science, l'éducation et la culture (Unesco), dont le siège est à Paris. Président de France-Télévision jusqu'au 18 décembre (le Monde du 8 décembre), M. Bourges, soixante ans, connaît bien l'Unesco dont il fut directeur du service de l'information et porte-parole du directeur général entre 1980 et 1981. Journaliste depuis 1956, notamment à Témoignage chrétien, conseiller du président algérien Ben Bella en 1962, M. Bourges a exercé diverses fonctions d'enseignement, et fondé puis dirigé l'école de journalisme de Yaoundé. Il a dirigé RFI avant d'être PDG de TF1 de 1983 jusqu'à sa privatisation en 1987, et PDG de France 2 et France 3 depuis 1990.

HISTOIRE DE LA LITTÉRATURE ESPAGNOLE

Tome 1
Moyen Age - XVI^e siècle - XVII^e siècle

Histoire de la littérature espagnole

Tome 1
Moyen Age - XVI^e siècle - XVII^e siècle

Coédité par Jean Camarero, directeur de la collection, et Jean Borge, directeur de la collection.

Fayard

Un ouvrage relié 898 p., 390 F

Fruit d'un travail d'équipe, cette Histoire de la littérature espagnole entend combler une lacune: aucune synthèse comparable n'a jamais été publiée en France sur le sujet.

L'ouvrage traite exclusivement de la littérature péninsulaire de langue espagnole, selon un découpage en deux tomes qui comportent chacun une bibliographie raisonnée, une chronologie, un index des auteurs et un index des œuvres.

L'Histoire de la littérature espagnole
chez
FAYARD

1-2-3-4-5-6-7-8-9-10
file 100 % par CASHMERE

Cashmere House
1963 1993

LE RESPECT DE LA QUALITÉ

En exclusivité à Paris comme à Londres et à Edimbourg, tous nos Cashmere sont vendus avec leur certificat d'authenticité.

DE 10 HEURES A 18 HEURES 30

CASHMERE HOUSE
2, rue d'Aguesseau (angle 60, St-Honoré)
PARIS-8

IP

VENTES PAR ADJUDICATION
Régisseur O.S.P. - 64, rue La Boétie-PARIS
TEL. : 40.75.45.45 - FAX : 45.63.89.01
MINITEL 36.15 Code A3T puis OSP

Cabinet BARON-BONNET, BOUCHERY-OZANNE
Avocats au Barreau des Hauts-de-Seine

Vente au Palais de Justice de NANTERRE
le JEUDI 23 DECEMBRE 1993, à 14 heures

HOTEL PARTICULIER
classé monument historique
(Architecte Auguste PERRET)
sur un terrain de 2.119 m²
sis à

GARCHES (Hauts-de-Seine)
75, rue du 19-Janvier
MISE à PRIX : 7.500.000 F

S'adresser à Maître Marie-Christine BOUCHERY-OZANNE, Avocat pourvint au Barreau des Hauts-de-Seine, 215, avenue Georges-Clemenceau, 92024 NANTERRE CEDEX, tél. 46.69.91.86.
Sur les lieux pour visiter, le JEUDI 16 DECEMBRE 1993, de 14 heures à 16 heures.

POLITIQUE

Pour dépassement du plafond de dépenses autorisé

Le Conseil constitutionnel prive M. Lang de son mandat de député

■ 89 816,65 FRANCS. Le Conseil constitutionnel a prononcé, dans la nuit de mercredi à jeudi, l'inéligibilité de Jack Lang, député (PS) de Loir-et-Cher, et l'a démis d'office de son mandat pour avoir dépassé de près de 90 000 francs le plafond de 500 000 francs des dépenses autorisées pour une campagne législative. Cette décision résulte de l'intégration dans les dépenses du candidat du coût d'un sondage et de brochures de propagande.

■ JURISPRUDENCE. La jurisprudence de l'application de la loi du 15 janvier 1990 sur la limitation et la transparence des dépenses politiques est ainsi renforcée par la personnalité du troisième élu sanctionné. Le Conseil constitutionnel devrait achever event le fin de la semaine prochaine l'examen du contentieux du scrutin de mere dernier.

La jurisprudence condamnant Jack Lang. La manière dont le Conseil d'Etat puis le Conseil constitutionnel ont commencé à appliquer la loi de 1990 sur le plafonnement des dépenses électorales des candidats ne laissait guère de possibilité à l'ancien ministre de la culture de ne pas être sanctionné. Même si les neuf membres de l'instance chargée de juger de la validité de l'élection des parlementaires ont délibéré de son cas plus que d'aucun autre, même si son avocat, comme celui de son adversaire UDF-CDS, Jacqueline Gourault, a multiplié comme jamais les mémoires, son dossier était difficilement défendable.

Un candidat, dans une circonscription de plus de 80 000 électeurs, ne peut dépenser plus de 500 000 francs. M. Lang a remis un compte assurant que ses dépenses avaient été de 498 502,30 francs, mais la commission nationale du financement, chargée d'examiner ceux de tous les candidats, avait estimé qu'elles se montaient en fait à 650 330,90 francs. Elle avait, en effet, ajouté le prix d'un sondage effectué en février 1993, le coût d'une brochure éditée par la ville de Blois, dont M. Lang est le maire, sur la sécurité, et le coût non payé (14 francs par personne, alors que chacune avait déboursé 50 francs) par les participants de trois excursions organisées pour les per-

sonnes âgées de la circonscription, voyage qui leur avait permis de visiter le Louvre et d'être reçus par le ministre de la culture dans les salons de son ministère.

Le Conseil constitutionnel a été, à la fois, plus et moins sévère que la commission. Il a estimé que l'organisation de telles « visites à vocation culturelle » subventionnées par une commune n'étaient pas « une action de propagande électorale », même si le maire de la commune était candidat à une élection. De même, il a considéré que seule la moitié du sondage avait été l'objet d'une « exploitation » électorale. Enfin, il n'a retenu que le coût des trois pages de la brochure sur la sécurité qui, à travers des photos et des textes, faisaient « la promotion personnelle » de M. Lang. Ces seuls ajouts suffisaient, il est vrai, à faire franchir, de quelque 40 000 francs, le plafond autorisé, mais le Conseil a décidé qu'il y avait encore plus.

Le journal du suppléant

Michel Fromet, qui siègeait à la place de M. Lang, devenu ministre, à l'Assemblée nationale et qui était encore son suppléant en mars 1993, avait repris à son compte un journal créé par celui-ci en 1988. Il en publia deux numéros pendant le pré-cam-pagne : l'un en octobre, l'autre

en décembre 1992. Ce problème, que n'avait pas soulevé la commission des finances, l'a été devant le Conseil constitutionnel par M^{me} Gourault, qui s'est étonnée que leur coût ne figurât pas dans le compte de campagne de son adversaire. Celui-ci a observé que ces publications avaient été diffusées à un moment où il hésitait à être candidat et sous la

seule responsabilité du député sortant, qui se préparait, alors, à défendre son siège.

Le Conseil a retenu cette argumentation de M. Lang pour le premier des numéros qui, effectivement, fait essentiellement la propagande de M. Fromet. En revanche, il n'a pu que constater que le second, en quatre pages, comporte dix photos de M. Lang.

De Nancy à Blois

Soul ministre à pouvoir se flatter d'avoir appartenu à tous les gouvernements socialisés depuis 1981, Jack Lang a régné sur la culture pendant dix ans (de 1981 à 1986, puis de 1988 à 1993), y adjoignant diverses autres spécialités : la communication (de 1988 à 1992), les grands travaux (de 1986 à 1991), le Bicentenaire (en 1989), la fonction de porte-parole du gouvernement (de 1981 à 1992), enfin l'éducation (de 1992 à 1993).

Né le 2 septembre à Mirecourt (Vosges), Jack Lang, professeur de droit, a fait une partie de sa carrière, de 1963 à 1972, à Nancy, où il avait créé le Festival mondial du théâtre universitaire et où il était directeur du Théâtre national de la ville. De 1972 à 1974, il dirige le Théâtre national de Chéillot.

Diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, agrégé de droit public et docteur en droit, il est nommé, en 1977, doyen de la faculté des sciences juridiques et économiques de l'université Nancy-2.

Conseiller socialiste de Paris de 1977 à 1989, Jack Lang est d'abord conseiller de François Mitterrand, alors premier secrétaire du PS, puis délégué national à l'action culturelle pour le PS. Il est élu député de Loir-et-Cher en mars 1988 et réélu en 1988. En mars 1989, il conquiert la mairie de Blois, succédant ainsi à Pierre Sudreau (epp. UDF). Il devient conseiller général et conseiller régional en mars 1992. Il avait été réélu député de la première circonscription du Loir-et-Cher au second tour de scrutin, le 28 mars dernier.

cite son nom quatorze fois, et fait la promotion de son action au ministère de l'éducation nationale et de la culture. De plus, il reproduit deux lettres adressées au ministre par des personnalités du Loir-et-Cher et dont, normalement, seul celui-ci avait pu autoriser la reproduction. Le Conseil a donc considéré qu'il s'agissait là de « propagande » qui n'avait pu « être réalisée et diffusée sans l'accord ou moins tacite de M. Lang ». Or la loi prévoit qu'un accord « même tacite » de la part du candidat à des dépenses l'oblige à les comptabiliser. Le Conseil a donc réintégré le coût de ce journal, soit 49 812 francs.

Le total est vite fait : d'après le Conseil constitutionnel, M. Lang a dépensé 589 816,65 francs. La loi lui laisse une marge d'appréciation pour décider si un tel dépassement doit être sanctionné, mais il considère que « dans les circonstances de l'espèce », il y avait lieu de « prononcer l'inéligibilité de M. Lang pour un an à compter du 28 mars 1993 » et de « le déclarer démissionnaire d'office ».

Le défaite de M. Lang est totale. Il avait en effet fait valoir devant le Conseil constitutionnel que M^{me} Gourault avait dépassé, elle aussi, le plafond autorisé, ce qui aurait pu amener à ce qu'elle soit également déclarée inéligible. Le Conseil ne l'a pas suivi.

Th. B.

CLÉS/ Jurisprudence

■ Deux précédents. Jack Lang est le troisième député invalidé par le Conseil constitutionnel pour infraction à la loi relative à la limitation des dépenses électorales et à la clarification du financement des activités politiques. Avant lui, Pierre Rinaldi (RPR), élu des Alpes-de-Haute-Provence, avait été déclaré démissionnaire d'office et inéligible, le 16 novembre, parce que son compte de campagne ne pouvait être accepté. M. Rinaldi n'avait pas respecté la législation en ne constituant pas pour sa campagne une association de financement spécifique et en se contentant de modifier l'objet statutaire de celle qu'il avait créée pour les élections régionales de 1982. Jean-Pierre Pierre-Bloch (UDF), élu à Paris avait été déclaré inéligible, le 24 novembre, à la suite d'un dépassement du plafond légal autorisé qui était pour les élections législatives de mars de 500 000 francs.

■ Le coût des sondages. Depuis la promulgation de la loi, le 15 janvier 1990, le Conseil constitutionnel, par ses décisions, élabore sa jurisprudence. A l'oc-

casion du contentieux soulevé par l'élection législative partielle remportée à Paris, le 3 février 1991, par René Galy-Dejean (RPR), le Conseil constitutionnel a établi une distinction parmi les sondages d'opinion. Il estime que les enquêtes effectuées « en vue de déterminer les chances de succès d'éventuels candidats à une élection » ne constituent pas une dépense électorale. Il en va différemment des sondages commandés « par un candidat, ou avec son accord, même tacite, par les personnes physiques ou morales, les groupements et partis qui lui apportent un soutien » et qui « servent à l'orientation de sa campagne électorale dans la circonscription », qui doivent au contraire être intégrés dans les comptes de campagne.

Le Conseil constitutionnel s'est fondé sur cette distinction pour valider le compte de campagne de Bertrand Cousin, député (RPR) du Finistère et l'un des principaux dirigeants du groupe Hersant, et celui de Bernard Tepie, député des Bouches-du-Rhône, et pour repousser celui de M. Pierre-Bloch.

■ Supports de propagande. Dans le cas de M. Pierre-Bloch, le dépassement de plafond a été également provoqué par l'intégration, qui n'avait été faite qu'en partie par le député, de dépenses effectuées pour la réalisation d'un journal lancé en octobre 1992, ainsi que du coût d'une page du journal municipal apportant le soutien du maire du dix-huitième arrondissement aux trois candidats de la droite, dont M. Pierre-Bloch. Alain Juppé, qui figurait parmi ces candidats, avait d'ailleurs intégré cette dépense dans son propre compte de campagne, ce qu'eût pu constater le Conseil constitutionnel lorsqu'il avait été saisi du compte de campagne du ministre des affaires étrangères à propos de la publicité faite à un livre dont il est l'auteur par une des sociétés du groupe Decaux. Le Conseil avait alors estimé que le montage existait entre le montant de ce compte (421 051 francs) et le plafond légal (500 000 francs) était suffisant pour couvrir l'intégration du coût de la location de quinze panneaux publicitaires.

COMMENTAIRE

Pour l'exemple

La loi est la loi. Elle s'applique à tous, quel que soit leur rang. Le premier des ministres d'Etat du dernier gouvernement de la gauche n'aurait pas dû oublier qu'un des acquis du passage des socialistes au pouvoir est d'avoir donné un coup de frein à la débâche des dépenses électorales. Pour l'avoir méconnu, Jack Lang est sévèrement sanctionné par le Conseil constitutionnel, puisque la décision de celui-ci revient à chasser de l'Assemblée nationale le seul ministre à avoir été présent dans tous les gouvernements socialisés depuis 1981. Qu'un responsable politique de ce niveau figure parmi les trois élus de mars 1993 sanctionnés pour non-respect de la loi de 1990 est exemplaire.

Les mérites de M. Lang, ministre de la culture, ne sauraient justifier les entorses à la loi de M. Lang, candidat à la députation. Il avait trop dépensé d'argent pour que le Conseil constitutionnel prenne une autre décision.

Certes le jurisprudence du

Conseil constitutionnel est encore très imprécise. Certes, il n'a pas encore dit, puisqu'il n'a sanctionné que deux élus de mars 1993 pour franchissement du plafond des dépenses autorisées, quelle était la marge du dépassement tolérable. Certes, comme la commission des comptes qui instruit préalablement les dossiers, il manque de moyens pour remplir la mission qui lui est confiée : l'impossibilité où il se trouve de déterminer vraiment si Bernard Tepie avait, ou non, abusé de sa fonction de président de l'OM pour permettre à ceux dont il sollicitait les suffrages d'assister gratuitement à un match de l'équipe marseillaise en est la flagrante illustration. Certes, comme la commission, il est trop souvent contraint d'évaluer les factures qui lui sont présentées, alors que la loi demande à l'un et à l'autre de calculer le prix des prestations à leur coût réel, comme l'a démontré la faiblesse du coût comptabilisé à Alain Juppé pour la location de panneaux vantant un de ses livres

publié, opportunément, peu avant la campagne électorale.

Néanmoins, les imperfections de la loi ne justifient pas qu'elle soit brutalement violée. Trop rigide dans certains aspects, bien floue dans d'autres, il serait, il est vrai, souhaitable qu'elle soit corrigée, à condition que la majorité ne saisisse pas cette occasion pour la vider de son sens.

Le jurisprudence du Conseil d'Etat et celle du Conseil constitutionnel en ont déjà permis une application moins stricte que celle voulue par le législateur, comme si le juge de l'élection hésitait à s'opposer à la volonté des électeurs et, surtout, à user d'une sanction aussi forte que l'inéligibilité. Il lui fallait démontrer qu'il y a des limites à ces états d'âmes. Malheureusement pour lui, M. Lang s'est mis dans la situation d'être celui qui permettrait cette démonstration. Pour l'exemple, il y avait peu de cas plus symboliques.

THIERRY BRÉHER

Après une fusion de communes

M. Mellick va redevenir maire de Béthune

ARRAS

de notre correspondant

Le maire de Beuvry (8 800 habitants), Noël Joseph (PS), ancien président du conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, ancien député communiste Remy Auché, mis en examen aujourd'hui dans l'affaire ORCEP (le Monde du 23 juillet), a accepté d'abandonner son dernier mandat, au profit indirect de Jacques Mellick, député socialiste de la circonscription voisine.

La ville de Béthune (26 000 habitants) vient en effet d'absorber la commune de Beuvry. Le préfet du Pas-de-Calais a signé, vendredi 3 décembre, la convention de fusion-association adoptée par les deux conseils municipaux, tous deux à majorité socialiste, la semaine précédente. M. Joseph ne sera plus que le maire délégué de Beuvry.

Dans les deux villes, cette fusion a été présentée comme une réponse à des obligations économiques : Béthune ne dispose plus de réserves foncières nécessaires à son développement ; Beuvry, commune pauvre, doit imposer une taxe professionnelle trop élevée pour attirer les entreprises. Il a également été dit que cette association devrait permettre à la communauté urbaine de pouvoir

conserver, en 1994, le bénéfice de la dotation urbaine de solidarité. Au conseil municipal de Béthune, l'opposition de droite a voté cette fusion-association ; seul le représentant du PC n'a pas participé au vote, comme les communistes du conseil municipal de Beuvry.

Cumul des mandats

Tous ces arguments économiques ne peuvent cacher l'intérêt politique de ce rapprochement pour un PS ébranlé par les dernières élections législatives, les affaires, les vicissitudes de sa fédération du Pas-de-Calais et les rebondissements, à Béthune même, du feuilleton OM-Valenciennes.

Le maire « par intérim » de Béthune, Bernard Seux, qui occupait le fauteuil laissé vacant en avril dernier par Jacques Mellick pour cause de cumul de mandat, vient de démissionner. L'ancien secrétaire d'Etat à la défense, vice-président du conseil général du Pas-de-Calais, qui, un temps, avait nourri l'ambition d'en prendre la présidence, va abandonner son siège à l'assemblée départementale. Dès ce samedi, il devrait être réélu sans difficulté maire du « grand Béthune ».

YVES JOUANNIC

Contre l'avis du garde des sceaux

Le président du conseil général de la Réunion est maintenu en détention

Les magistrats de la chambre d'accusation de la cour d'appel de Saint-Denis-de-La-Réunion ont refusé, mardi 7 décembre, de répondre favorablement à la quatrième demande de remise en liberté formulée par Eric Boyer, sénateur (apparenté RPR) et président du conseil général, en dépit des recommandations de garde des sceaux, Pierre Méhaignerie, qui avait souhaité que le procureur général prenne des réquisitions visant à la mise en liberté de M. Boyer.

SAINT-DENIS (RÉUNION)

de notre correspondant

Placé en détention provisoire pour corruption depuis le 22 août dernier, Eric Boyer, sénateur (apparenté RPR) et président du conseil général de la Réunion, n'a pas obtenu la remise en liberté qu'il demandait pour la quatrième fois. Malgré l'avis du ministre de la justice, Pierre Méhaignerie, qui avait souhaité

des réquisitions favorables à la libération du sénateur (le Monde du 4 décembre), la chambre d'accusation de la cour d'appel de Saint-Denis a décidé, le 7 décembre, de le maintenir en détention. M. Boyer a reçu le soutien, jeudi 9 décembre, d'une délégation de conseillers généraux de toutes les tendances politiques, qui se sont rendus à sa prison pour lui transmettre une motion rédigée au conseil général.

Au-delà de l'affaire Boyer, l'institution judiciaire de la Réunion est en crise. A la suite d'articles de presse, l'assemblée générale des magistrats de la cour d'appel et du tribunal de grande instance de Saint-Denis vient de demander au garde des sceaux d'engager des poursuites pour diffamation contre deux quotidiens locaux, le Quotidien de la Réunion et Témoignages, organe du Parti communiste réunionnais (PCR). Les liens existant, selon le Quotidien, entre un juge d'instruction, Jean-François Beynel, et un artisan, René-Charles Maillot, ancien employé du département,

alimentent la chronique quotidienne des « affaires » sur l'île. M. Beynel est chargé d'instruire plusieurs dossiers de corruption qui éblouissent, notamment, le conseil général et la mairie de Saint-Paul. M. Maillot aurait bénéficié, selon le Quotidien, de la bienveillance du magistrat pour rendre visite, en prison, à son « ami d'enfance » Jacques Futhazar, l'ancien directeur général adjoint des services du conseil général.

Justice coloniale

M. Futhazar avait été mis en examen pour corruption et placé en détention provisoire dans le cadre de l'affaire dite de la billetterie unique (la distribution de plus de 2 millions de francs de pots de vin au profit de transporteurs). Quelques temps après ces visites répétées, M. Futhazar a été remis en liberté sous contrôle judiciaire. Il venait de mettre directement en cause le président du conseil général. Le même M. Maillot, dit « Tino », fait éga-

lement son apparition en tant qu'intermédiaire dans un autre dossier, celui de Radio-Chorus, qui vaut de sérieux ennuis au maire de Saint-Paul, Cassam Moussa, proche du RPR, mis en examen et en détention provisoire pour corruption.

L'institution judiciaire subit aussi la pression exercée par le Parti communiste réunionnais (PCR) à propos de l'affaire dite de l'endiguement de la rivière des Galets, où un appel d'offres aurait été truqué au profit de la société Dumetz. Dès la mise en examen de Pierre Vergès, maire de la commune du Port - entré dans la « clandestinité », mais qui continue à signer les actes administratifs municipaux -, le PCR a déclenché une véritable guerre d'usure contre la justice insulaire. Il met en cause, à travers son journal Témoignages, la « justice coloniale », qui ferait preuve de partialité vis-à-vis des « Noirs » que sont les Réunionnais.

ALEX DUJOUX

هنا من الأهل

POLITIQUE

A l'Assemblée nationale

M. Méhaignerie tente de démontrer l'utilité de son projet de perpétuité « réelle »

Les députés ont commencé, mercredi 8 décembre, l'examen du projet de loi instituant une peine de perpétuité réelle pour les auteurs de meurtre accompagné de viol sur mineur, présenté par Pierre Méhaignerie et adopté en première lecture par le Sénat (le Monde du 23 novembre). La séance a été marquée par l'intervention, franchement hostile au texte, de Julien Dray, qui, au nom du groupe socialiste, a opposé la question préalable, et par celle, plus inattendue mais tout aussi sévère pour le garde des sceaux, de Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois.

Le soutien appuyé que l'Association professionnelle des magistrats (APM, droite), a renouvelé au projet de loi instituant une peine de perpétuité réelle, à l'occasion de son assemblée générale annuelle, samedi dernier, à Nantes (le Monde du 7 décembre), a sans aucun doute mis du baume à l'âme meurtrie de Pierre Méhaignerie. C'est avec une « résolution » renforcée que le garde des sceaux est venu, mercredi, défendre son texte devant les députés et récusé les nombreuses critiques dont il a fait l'objet.

M. Méhaignerie s'est d'abord dit « étonné » de ces critiques, en affirmant que son texte est « équilibré », car « axé sur la prévention de la récidive ». La perpétuité réelle, a-t-il indiqué, « ose tirer, dans le domaine des crimes marqués de l'horreur absolue, les conséquences des diagnostics des experts », en instaurant « un système de dépistage et de prévention jamais organisé à ce jour » et on apportant « une solution concrète à des risques majeurs de récidive, devant lesquels il était impensable qu'un responsable politique puisse rester inactif ».

Reprenant, point par point, les reproches formulés dans le milieu tant judiciaire que pénitentiaire, le garde des sceaux a souligné, d'abord, que la perpétuité réelle, annoncée au lendemain de l'assassinat de la petite Karine, en septembre dernier, n'est pas un texte de « circonstance », rédigé sous la pression de l'opinion publique, mais le fruit d'une réflexion, en juin, avec les parents des enfants victimes. Dès le 9 juillet, a déclaré M. Méhaignerie, « la direction des affaires criminelles et des grâces était invitée à procéder à l'élaboration du projet ». A ceux qui s'élevaient contre la sévérité excessive de la perpétuité réelle,

qui a toutefois été assouplie par le système de « gelée judiciaire » introduit par le Sénat, le garde des sceaux a répondu que son texte « laisse ouvertes les marges de l'espoir, car il réserve les progrès de la science », en prévoyant un bilan psychiatrique minimum périodique pour les auteurs de crimes sexuels.

Enfin, le ministre s'est efforcé, plus difficilement, de contrer l'argument selon lequel ce texte serait inutile et sans portée, puisque l'arsenal juridique prévu par le nouveau code pénal prévoit déjà une peine de sûreté de trente ans, avec une incompressibilité fixée à vingt ans. « Cet argument est purement théorique », a déclaré M. Méhaignerie, « puisque chacun sait qu'en terme d'une évolution regrettable mais certaine, les libérations conditionnelles anticipées sont devenues systématiques. Cela est normal, puisque cette possibilité existe, et il est toujours plus facile de dire « oui » plutôt que « non » ».

M. Mazeaud (RPR) : « ni nécessaire ni adéquat »

Ces réponses du garde des sceaux n'ont cependant convaincu ni l'opérateur du groupe socialiste, Julien Dray (Essonne), ni Pierre Mazeaud (RPR), président de la commission des lois. Dans la question préalable motion selon laquelle il n'y a pas lieu à débattre - qu'il a opposée, en vain, au texte, M. Dray a tout d'abord relevé que le projet, présenté à la hussarde au Parlement,

ne pourra régler la question de la prévention de la récidive, « au mieux » qu'à compter de l'an 2024 s'il entre effectivement en vigueur le 1^{er} mars 1994, en raison du principe de la non-rétroactivité de la loi pénale.

Ce texte, a observé le député socialiste, « ne répond donc pas à la légitime inquiétude des parents », à laquelle prétend répondre le garde des sceaux, « puisque la question qui se pose à eux est : comment protéger nos enfants de la récidive de certains crimes odieux, commis par des criminels déjà condamnés et qui seront libérés pendant les trente prochaines années ? » Rappelant que la libération conditionnelle, pour les peines d'emprisonnement supérieures à trois ans, est accordée par le ministre de la justice, M. Dray a déclaré, à l'adresse de M. Méhaignerie : « Vous avez, dès aujourd'hui, la possibilité de refuser toutes les libérations conditionnelles pour de tels crimes. Or, cette responsabilité, que est la vôtre, vous avez refusé de la prendre ».

L'argumentation de M. Dray a été renforcée par l'intervention, courtoise, mais très ferme, de M. Mazeaud, qui, tout en indiquant qu'il votera ce projet, a affirmé que la solution proposée n'est ni « nécessaire », ni « adéquate », d'autant moins qu'elle « ne commence à produire ses effets qu'à l'égard d'assassinats dont le forfait reste à corriger ». Faisant part du dilemme que lui pose ce texte, M. Mazeaud a déclaré : « Nous délibérons sous l'œil de l'opinion publique, et que consti-

lère l'opinion, en ce moment ? Que le garde des sceaux veut établir une punition exemplaire à l'encontre des auteurs de crimes révoltants, le plus la conscience humaine. Que retiendra l'opinion si nous ne suivons pas le gouvernement, parce que son texte est techniquement mauvais et qu'il soulève des problèmes administratifs que nous ne pouvons pas ignorer ? Que les députés ont refusé de punir comme ils le méritent les plus odieux des assassins ».

Déplorant cette « schématisation », qui laisse entendre que le Parlement « innove » pour la première fois à la perpétuité réelle, alors qu'« elle existe déjà », le président de la commission des lois a ajouté : « Le vrai problème ne consiste pas à condamner les criminels, mais à les maintenir en prison. Prévoir une perpétuité réelle revient à ne strictement rien faire, sinon à donner l'impression que le gouvernement et le Parlement ont réglé un problème qui continuera à se poser ».

Les débats ont mis en lumière un autre aspect de la prévention des crimes sexuels. « Le pervers sexuel n'exprime pas sa déviance pour la première fois à l'occasion du crime qu'il commet. Son geste a été précédé de maints actes, plus ou moins anodins, qui n'étaient, en réalité, que les premières manifestations de son déséquilibre mental », a indiqué Pierre Pasquini (RPR), rapporteur du projet de loi. Ce constat a amené l'ensemble des orateurs à souligner l'urgence de renforcer la vigilance sur ces premiers signes de perversion. La commission des lois va proposer une amélioration de la loi sur la perpétuité réelle, en étendant à tous les condamnés pour crime ou délit sexuel l'obligation d'écarter leur peine dans des établissements permettant un suivi psychiatrique et, surtout, soumettre à expertise psychiatrique, avec possibilité d'appel, toutes les décisions assouplissant les conditions d'exécution de leur peine.

Quant à ceux qui pourraient être tentés de résoudre la question de la récidive des crimes sexuels par le rétablissement de la peine capitale, ils ont reçu un avertissement cinglant de l'opérateur du groupe UDF, Claude Gougnon (Paris). « La peine de mort n'appartient pas au pénal des nations civilisées, a-t-il dit. Elle n'est que l'habillage idéologique et social de la vengeance privée ». Auteur d'une proposition de loi en faveur de la peine capitale pour les crimes « particulièrement odieux », qui a recueilli la signature de près de cent cinquante députés, Roland Nungesser (RPR, Val-de-Marne) a discrètement quitté l'hémicycle après le prononcé de cette sentence sans appel.

PASCALE ROBERT-DIARD

S'exprimant dans « Minute »

M. Baudis (CDS) souhaite un référendum sur la peine de mort

Minute, qui cultive plutôt ses amitiés à l'extrême droite, éprouve une tendresse récente pour les représentants du centre. En moins de trois mois, cet hebdomadaire a publié trois entretiens de membres du CDS. Les deux premiers étaient sous les feux de l'actualité, la troisième va peut-être lui devoir cet honneur.

Le festival centré de Minute avait commencé avec Bernard Bosson, ministre de l'équipement, premier membre du gouvernement Baudis à s'exprimer dans cette publication (le Monde du 11 septembre). Il a continué avec Jean Mouton, maître démissionnaire de Pierrelatte et président du

conseil général de la Drôme, condamné en justice pour racisme (le Monde du 4 décembre). Entre en scène Dominique Beudis, dans le numéro du 8 décembre.

Le maire de Toulouse estime que « le ministre de justice semble être tombé dans un guet-apens » à propos du projet de perpétuité réelle pour les assassins d'enfants. « C'est un débat grave et il faut apporter une réponse, aux familles », affirme-t-il, en ajoutant : « Je suis moi-même, désormais, favorable à un référendum sur la peine de mort pour ces assassins ».

O. B.

La Cour de justice de la République est constituée

L'Assemblée a élu, mercredi 8 décembre, les six membres de la Cour de Justice de la République, créée en juillet dernier pour juger les membres du gouvernement dont la responsabilité pénale a été mise en cause pour des crimes ou des délits commis dans l'exercice de leurs fonctions. Le mécanisme prévu par la loi organique, adoptée en octobre, est le résultat de liste ministérielle mais les groupes de l'Assemblée se sont convenus d'accorder sur une liste unique comprenant : Raoul Béteille (RPR, Seine-Saint-Denis), Xavier Deniau (RPR, Loiret), Georges Durand (UDF, Drôme), Jean-Jacques Hyst (UDF, Seine-et-Marne), Didier Migaud (PS, Isère) et Georges Hage (PC, Nord).

D'autre part, Didier Bariani (UDF, Paris) a été élu membre de la Haute Cour de Justice - dont le rôle se limite au jugement du seul président de la République en cas de haute trahison - en remplacement de Jean-Pierre Bloch (UDF, Paris), dont l'élection vient d'être invalidée.

Les sénateurs ont aussi élu leurs six membres de la Cour de Justice de la République. Il s'agit de Jean-Pierre Tizon (Rég. et Ind., Manche), André Diligent (Un. cent., Nord), Louis Brives (Rég. dém., Tarn), Paul Masson (RPR, Loiret), Luc Dejoie (RPR, Loire-Atlantique), Michel Dreyfus-Schmidt (PS, Territoire de Belfort).

ANNE CHAUSSEBOURG

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres s'est réuni, mercredi 8 décembre 1993, au palais de l'Élysée, sous la présidence de François Mitterrand. Au terme des travaux, le service de presse du premier ministre a diffusé le communiqué suivant :

- Conventions.
- Le ministre des affaires étrangères a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant la ratification de deux conventions conclues entre la France et l'Autriche en vue d'éviter les doubles impositions et de

prévenir l'évasion fiscale, respectivement en matière d'impôts sur les successions et les donations et en matière d'impôts sur le revenu et sur la fortune (...)

Le ministre des affaires étrangères a également présenté un projet de loi autorisant l'approbation du protocole du 26 avril 1993 entre la France et la Belgique relatif aux allocations de naissance (...)

- Services d'urgence dans les hôpitaux.

(Lire page 10.)

Mouvement préfectoral

Sur proposition de Charles Pasqua, ministre d'État, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, le conseil des ministres a procédé, mercredi 8 décembre, au mouvement préfectoral suivant :

EURE-ET-LOIR Philippe Deslandes

Philippe Deslandes, administrateur civil hors classe, est nommé préfet d'Eure-et-Loir en remplacement de Guy Merheim, hors cadre.

[Né le 22 septembre 1946 à Criquebeac (Seine-Maritime), ancien élève de l'École navale, de l'École d'application des enseignes de vaisseau et de l'ENA. Philippe Deslandes est affecté au ministère de l'intérieur en juin 1978. Directeur du cabinet du préfet de la Drôme en septembre, il est nommé sous-préfet de Bayeux (Calvados) en novembre 1979. Secrétaire, puis conseiller aux affaires étrangères, il est chargé de mission pour les transferts de haute technologie à la direction des affaires économiques et financières au ministère des relations extérieures en novembre 1982. En mars 1986, il devient chef du cabinet de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur, avant d'être nommé, en décembre 1987, directeur de la délinquance et de la sécurité civile au ministère de l'intérieur.]

TARN

Alain Rondepierre

Alain Rondepierre, préfet de l'Indre, est nommé préfet du Tarn en remplacement de Jean Thiebaut, en congé spécial.

[Né le 14 février 1947 à Paris, Alain Rondepierre, ancien élève de l'École polytechnique et de l'École nationale d'administration, a été successivement, directeur de cabinet du préfet de l'Oise (1973), secrétaire général de la préfecture de la région parisienne (1974-1978) et secrétaire général de la préfecture de l'Oise (1978-1980). Chef du bureau des répartitions financières à la direction générale des collectivités locales depuis 1980, M. Rondepierre est nommé commissaire adjoint de la République de La Tour-du-Pin (Isère) en 1982 puis d'Isère (Bouches-du-Rhône) en 1984. Devenu en 1985, directeur de la logistique de la police au ministère de l'intérieur, il est préfet de l'Indre depuis le 27 septembre 1990.]

INDRE

Robert Pommes

Robert Pommes, préfet du Territoire de Belfort, est nommé préfet de l'Indre en remplacement d'Alain Rondepierre, nommé préfet du Tarn.

[Né le 18 décembre 1941 à Paris, ancien instituteur, ancien élève de l'ENA, Robert Pommes a été nommé directeur du cabinet du préfet de la Seine en 1971, avant de devenir, l'année suivante, sous-préfet de Calvi (Corse), puis, en 1975, chef du cabinet du préfet de la région Ile-de-France et, ensuite, chef de la subdivision administrative Est de la Nouvelle-Calédonie. Sous-préfet de Montargis en 1980, M. Pommes est appelé, en 1982, auprès du ministre de l'intérieur du

Sénégal, comme conseiller technique. Nommé successivement secrétaire général d'Indre-et-Loire en 1987, sous-préfet de Mulhouse en 1989, administrateur supérieur des Îles Wallis-et-Futuna en 1990, il était préfet du Territoire de Belfort depuis janvier 1993.]

TERRITOIRE DE BELFORT Louis Montchovet

Louis Montchovet, préfet des Alpes-de-Haute-Provence, est nommé préfet du Territoire de Belfort en remplacement de Robert Pammies, nommé préfet de l'Indre.

[Né le 1^{er} mai 1940 à Craponne (Haute-Loire), ancien élève de l'Institut régional d'administration de Lyou, Louis Montchovet a commencé sa carrière administrative comme inspecteur des lois sociales en agriculture (1969). Chargé des questions de l'emploi à la préfecture du Rhône en 1973, il est nommé, ensuite, sous-préfet de Clamecy (Nièvre) en 1981, puis de Vienne (Isère) en 1984. M. Montchovet a été nommé préfet des Alpes-de-Haute-Provence le 28 février 1990.]

ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE Gérard Lambotte

Gérard Lambotte, chef de la mission pour les initiatives en faveur de l'emploi, est nommé préfet des Alpes-de-Haute-Provence en remplacement de Louis Montchovet, nommé préfet du Territoire de Belfort.

[Né le 11 octobre 1936 à Reims (Marne), licencié en droit et docteur en sciences économiques, Gérard Lambotte est professeur à l'École supérieure de commerce de Reims (1963) puis commissaire de police (1965). Attaché au cabinet de Christian Fouchet, ministre de l'intérieur, en 1967, il occupe les mêmes fonctions auprès de Raymond Marcellin en 1968. Chef du cabinet de Bernard Pons, secrétaire d'État à l'agriculture en 1969, il devient, ensuite, directeur de cabinet du préfet du Lot (1971), puis sous-préfet de Figeac (1972), de Brignoles (1974) et de Villeneuve-sur-Lot (1977), avant d'être nommé directeur de cabinet du préfet de la région des Pays-de-la-Loire (1984). Nommé sous-préfet de Pontoise (1986), puis préfet-administrateur supérieur de Wallis-et-Futuna (1987), il est, ensuite, chargé de mission au ministère de la solidarité, de la santé et de la protection sociale (1988), puis au cabinet de Jean-Pierre Soisson, ministre du travail (1989). M. Lambotte était, depuis 1992, chef de la mission pour les initiatives en faveur de l'emploi.]

NOMINATIONS : Jean-Paul Davin est nommé préfet. - Jean-Paul Davin, conseiller technique, chargé des relations avec le Parlement, au cabinet du premier ministre, a été nommé préfet, mercredi 8 décembre, par le conseil des ministres.

La commission des lois rejette le projet de M. Pasqua sur les élections cantonales

La commission des lois de l'Assemblée nationale a décidé, mercredi 8 décembre, de défendre un système de renouvellement des conseils généraux très différent de celui que propose, dans un projet de loi approuvé par le Sénat, Charles Pasqua. Le ministre de l'intérieur entend maintenir le renouvellement par moitié tous les trois ans, auquel une loi adoptée sous le précédent législatif mettait fin.

Les sénateurs RPR et UDF avaient adopté sans barguigner, lundi 15 novembre le projet de loi rétablissant le renouvellement tous les trois ans, par moitié des conseils généraux, tout en maintenant le principe d'un regroupement des cantons avec d'autres scrutins (le Monde du 17 novembre). Ainsi, les conseils généraux élus en mars 1994 voyaient leur mandat prolongé d'un an, pour être soumis à renouvellement non en 2000, mais en 2001, en même temps que les conseillers municipaux renouvelés en 1995, les conseils généraux élus en 1992 étant renouvelés en 1998 avec les conseillers régionaux.

Le texte de Charles Pasqua, ministre de l'intérieur et de l'aménagement du territoire, ainsi approuvé en première lecture, supprimait ce que la loi Joxe de 1990

avait prévu : le renouvellement intégral, tous les six ans, des assemblées départementales. La commission des lois de l'Assemblée nationale, réunie mercredi 8 décembre, a suivi la position prise par son président, Pierre Mazeaud (RPR). Ce dernier a critiqué le principe du renouvellement triennal, qui favorise à l'écou, selon lui, les conseillers sortants, soutenus dans leur campagne par l'action de leurs collègues non renouvelables.

L'UDF soutient M. Mazeaud (RPR)

Favorable au projet gouvernemental, le rapporteur, Raymond-Max Aubert (RPR), défendait le mécanisme institué par la loi de 1871 et, donc, le projet Pasqua, au motif qu'il met à l'abri des mouvements du corps électoral l'administration des départements, investie d'une fonction à ses yeux essentiellement gestionnaire, et qu'il permet aux exécutifs départementaux de vérifier, tous les trois ans, leur légitimité. Pour l'écu corriger, le renouvellement intégral des conseils généraux, que la loi Joxe prévoyait de coupler avec les régionales, révélait l'arrière-pensée de réformer le mode de scrutin uninominal majoritaire pour lui substituer un système proportionnel.

Dans la discussion, Jean-Jacques

Hyst (UDF) a déclaré que le renouvellement partiel conduit à l'absence de tout débat sur les politiques départementales, ce qui peut expliquer les taux d'abstention élevés à ces élections. Partageant cet avis, Michel Mercier (UDF) a observé que, contrairement à l'objectif de stabilité fixé par le gouvernement, le retour au renouvellement par moitié contribuerait à fragiliser, face à l'État et aux communes, des exécutifs départementaux désignés pour trois ans seulement. Président du conseil général des Yvelines jusqu'en mars prochain, Paul-Louis Tenaillon (UDF) a plaidé, lui aussi, pour le maintien du renouvellement intégral tous les six ans.

M. Mazeaud a alors fait adopter sa proposition, qui tend à substituer au renouvellement triennal par moitié de tous les conseils généraux, un mécanisme dans lequel chacune de ces assemblées serait renouvelée intégralement, mais en deux séries, l'une en même temps que les conseils municipaux, l'autre en même temps que les conseils régionaux. Désavoué par l'adoption de cet amendement, qui remet en question la logique du projet de loi, M. Aubert a remis sa démission de rapporteur, poste auquel il a été remplacé par M. Mercier.

ANNE CHAUSSEBOURG

mandat de député

mple

de la Réunion
ation

A la suite du rapport du professeur Steg

M. Douste-Blazy présente un plan de restructuration des urgences hospitalières

■ PLAN. Philippe Douste-Blazy, ministre délégué à la santé, a présenté, mercredi 8 décembre au conseil des ministres, un plan de restructuration des urgences hospitalières qui fait suite au rapport sur la « médicalisation des urgences » établi par le professeur Adolphe Steg (le Monde du 18 septembre). Ce plan prévoit la création de deux types de services d'urgence : les antennes d'accueil et d'orientation, assurant la permanence de proximité ; les services d'accueil, aptes à traiter les urgences, y compris les plus graves.

■ SONDAGE. Une majorité des habitants des pays de l'Union européenne ne sait pas quelle conduite adopter face à une urgence médicale, qu'il s'agisse des gestes de premier secours, du mode de transport des victimes ou des services spécialisés à alerter par téléphone. Tel est le principal enseignement d'un sondage réalisé dans cinq pays, dont les résultats ont été rendus publics à Bruxelles, mercredi 8 décembre, au cours d'une rencontre de l'OMS consacrée à la prévention et à la prise en charge des victimes de traumatismes crâniens.

Les pouvoirs publics commencent-ils enfin à prendre conscience des risques liés à la sous-médicalisation des urgences hospitalières ? Sans reprendre à son compte toutes les propositions formulées par le professeur Adolphe Steg, président de la commission nationale de restructuration des urgences, dans son rapport de septembre sur « la médicalisation des urgences », le plan présenté, mercredi 8 décembre, par M. Douste-Blazy devrait, s'il était effectivement suivi d'effets, améliorer une situation que le professeur Steg n'hésitait pas, dans un précédent rapport, à qualifier de « kafkaïenne ». Le problème est loin d'être marginal dans la mesure où, indique-t-on au ministère de la santé, « la fréquentation des services d'urgence atteint huit millions de passages par an dont un tiers donne lieu à hospitalisation, ce qui représente près de 40 % des entrées en hospitalisation dans les hôpitaux publics ».

Le plan gouvernemental comporte quatre points principaux :

1. La création de deux types de services d'urgence.

Reprenant une proposition du professeur Steg, M. Douste-Blazy a annoncé que, dorénavant, « seuls les services présentant les garanties techniques et sanitaires qui seront fixées par la réglementation pourront dispenser des soins d'urgence ». En pratique, deux types de service d'urgence sont créés : les services destinés à l'accueil et au traitement des urgences majeures et de détresse (service d'accueil des urgences, SAU), répondant aux exigences de la circulaire du 14 mai 1991 (1) ; les antennes d'accueil et d'orientation des urgences (ANACOR), implantées dans des établissements moins pourvus et réservés à l'accueil et à l'orientation des patients ne présentant qu'une urgence légère. Au ministère de la

santé, on indique que « dans le souci de donner à cette organisation un caractère obligatoire pour les établissements qui seront concernés, la définition de ces deux niveaux se traduira, en termes d'équipement et de fonctionnement, par des normes de décret au Conseil d'Etat. La préparation de ce texte réglementaire devrait être achevée en février 1994 ».

On ajoute que, pour être efficace, cette organisation impose que les services d'accueil des urgences (SAU) soient « individualisés » au sein de l'établissement, éventuellement associés au service d'anesthésie et de réanimation et, lorsqu'ils existent, reliés au SAMU et au SMUR. Cette disposition « entraînera la création de postes de chef de service, dans la plupart des cas, par redéploiement ». Toutefois, indique-t-on, « un effort budgétaire peut être envisagé pour inciter à la constitution de SAU autonomes le plus rapidement possible ».

2. L'amélioration de la médicalisation des urgences.

Pour remédier à la sous-médicalisation d'un grand nombre de services d'urgence, où les fonctions de responsabilité médicale sont assurées par des médecins en cours de formation (internes, résidents, faisant-fonctions), il a été décidé d'accroître le nombre des médecins affectés aux services d'accueil des urgences. A cette fin, un crédit de 200 millions de francs est prévu, en 1994, pour procéder aux recrutements nécessaires. La situation actuelle, estime-t-on au ministère de la santé, « doit être corrigée sans délai : il s'agit là d'une urgence de santé publique ».

D'autre part, une formation spécifique à l'urgence, théorique et pratique, devrait être intégrée dans la deuxième partie du deuxième cycle des études médi-

cales. La création d'un diplôme interuniversitaire d'accueil des urgences est envisagée.

3. Une évaluation des services d'urgence.

Chaque année, l'organisation et le fonctionnement des services d'urgence feront l'objet d'une évaluation à l'échelon régional. Un bilan national sera rendu public.

A cette fin, d'ici quatre mois, une grille d'indicateurs sera élaborée par la direction des hôpitaux avec la collaboration de médecins inspecteurs de santé publique et du responsable du groupe « évaluation » qu'avait constitué la commission nationale de restructuration des urgences.

4. Une expérimentation des modes de financement.

Une expérimentation de nouvelles modalités de financement des urgences sera engagée au cours de l'année 1994 dans trois établissements volontaires. La méthodologie et les sites retenus devraient être arrêtés fin février 1994. L'objectif est de faire dépendre les moyens financiers affectés aux services d'urgence de leur niveau d'activité.

Si indispensables soient-elles, il est loin d'être acquis que ces mesures seront suffisantes pour mettre un terme à la situation d'extrême sous-médicalisation décrite par le professeur Steg dans son rapport. Elles devront, en tout état de cause, être complétées par les propositions que le professeur Geneviève Barrier formule au gouvernement au terme de la mission sur les rapports entre l'hôpital et l'aide médicale urgente que vient de lui confier M. Edouard Balladur.

FRANCK NOUCHI

(1) Cette circulaire du 14 mai 1991 décrit l'équipement et les conditions de fonctionnement minimales pouvant être exigées d'un service d'accueil des urgences.

Près de deux Européens sur trois ignorent le numéro à composer en cas d'urgence

BRUXELLES
(Union européenne)

de notre envoyé spécial

On compte chaque année, dans l'Union européenne, 50 000 décès et 1,5 million de blessures dus à des accidents de circulation automobile. Le Portugal arrive en tête (304 décès par million d'habitants) devant l'Espagne (198), la Belgique (195), la France (194), l'Italie (133), l'Allemagne (130), l'Irlande (109), les Pays-Bas (101) et le Royaume-Uni (84). La mortalité est, pour l'essentiel, due à l'intensité et à la gravité des traumatismes crâniens. Ces lésions sont à l'origine, dans la Communauté, d'un million d'hospitalisations annuelles et de 10 000 cas de handicaps sévères et irréversibles.

Ces chiffres rappellent l'importance qu'il convient d'accorder à la prise en charge médicalisée précoce des victimes, également illustrée par la grande fréquence des mala-

dies cardio-vasculaires aiguës (accidents coronariens, infarctus, accidents vasculaires cérébraux), 30 % des décès d'adolescents et de jeunes adultes dus à des accidents de la circulation pourraient être évités si une intervention médicale adéquate était plus précoce.

Les résultats d'un sondage mené dans cinq pays de l'Union européenne (France, Espagne, Italie, Allemagne et Royaume-Uni) sont éloquentes. Ils démontrent l'ignorance des meilleures conduites à tenir (1). 61 % des personnes interrogées ne connaissent pas le numéro de téléphone qu'il faut appeler, dans leur pays ou dans leur région, pour avoir en urgence une intervention médicale spécialisée et adaptée. Cette proportion varie de 21 % (Royaume-Uni) et 23 % (Allemagne) à 82 % en France, 88 % en Italie et 91 % en Espagne. Or, l'Allemagne (avec le 112) et le Royaume-Uni (avec le 999) disposent de numéros unifiés.

« L'une des difficultés de la France tient à la pléthore de numéros d'appel que nous avons le 15 pour les urgences médicales, le 18 pour les pompiers et le 17 pour la police, explique le professeur Pierre Carli (hôpital Necker-Enfants malades), directeur médical adjoint du SAMU de Paris. Il faudrait au plus vite parvenir à faire qu'il n'y ait plus qu'un seul numéro « médicalisé », qui renverrait ensuite vers les différents acteurs concernés. » Contrairement à une recommandation européenne de 1991, les pays de l'Union européenne n'ont pas encore pu introduire le « 112 » comme numéro d'appel unique pour les urgences médicales.

L'autre difficulté réside dans la faible connaissance des gestes indispensables, qu'il s'agisse du transport à l'hôpital ou des bases fondamentales du secourisme (bouche à bouche, massage cardiaque externe par exemple). « Il nous faut progresser dans ces domaines et démultiplier

rer ce terme un peu vieillot de secourisme », explique le professeur Carli. L'éducation nationale pourrait jouer un rôle. On pourrait aussi faire en sorte que des médecins anesthésistes-réanimateurs hospitaliers interviennent directement auprès des victimes sur la voie publique, à leur domicile ou sur leur lieu de travail. Nous ne pouvons durablement accepter que nos compatriotes et les citoyens européens soient aussi peu informés, à ce point incapables de décrire le système d'urgence dont ils peuvent bénéficier. »

JEAN-YVES MAU

(1) Ce sondage a été mené auprès de 2 518 personnes de plus de 15 ans par la société Gallup Europe à la demande de la multinationale pharmaceutique Upjohn. Cette société développe différents produits pharmaceutiques qui, administrés précocement, pourraient prévenir l'intensité des séquelles lors de lésions nerveuses d'origine traumatique (traumatismes crâniens et lésions de la moelle épinière).

DÉFENSE

Selon plusieurs rapports parlementaires

La crise de l'emploi dissuade les officiers et les sous-officiers de quitter l'armée

La crise économique et son corollaire, l'étalement du marché de l'emploi, ont un effet direct dans les armées : la déperdition des militaires pour une seconde carrière, dans le civil, s'est considérablement ralentie, notamment depuis l'an dernier.

Par rapport à 1991, on a recensé en 1992 une diminution sensible - de plus de 15 % - du nombre des départs volontaires. Soit quelque 17 510 départs dans les trois armées, non compris la défection générale pour l'armement. Sur ce total, on compte 1 925 officiers et 8 362 sous-officiers, le reste étant des appels du contingent dont le cas relève, en vérité, d'une décision du gouvernement de diminuer le volume des recrues dans le cadre d'une politique volontariste de réduire les effectifs sous l'uniforme, surtout dans l'armée de terre.

Ces statistiques sur le flux des départs figurent dans le rapport que Jean-Claude Asphe, député RPR de l'Eure, a rédigé pour la commission de la défense à l'Assemblée nationale. Le phénomène observé s'est continué, et même amplifié, au début de 1993. L'analyse du parlementaire est corroborée par les rapports particuliers de certains de ses collègues, comme Olivier Darmon, député UDF des Bouches-du-Rhône, et Yves Bonnet, député UDF de la Manche, pour ce qui concerne plus spécialement la situation dans l'armée de l'air et la marine.

Un afflux de volontaires pour un service long

Dans l'armée de l'air, d'abord. Le ralentissement des départs de personnel navigant, qui est marqué depuis 1992, est lié à la diminution des besoins en pilotes et en mécaniciens dans les compagnies aériennes, au point que l'armée de l'air a, aujourd'hui, un nombre de pilotes de chasse légèrement supérieur aux postes ouverts avec la réduction des forces. De même, on observe, depuis 1991, une décroissance du nombre des départs de sous-officiers, plus évidente encore dans les grades les plus élevés. Dans la marine, toutes les catégories sont touchées, aussi bien les officiers-maritimes que le personnel d'équipage. Le ralentissement des départs d'officiers a pour conséquence que l'avancement est lui-même plus lent, les promotions étant liées à la vacance de postes.

A l'origine du phénomène, il y a

J. I.

SOLIDARITÉ

Une cinquantaine d'associations ont manifesté à Paris pour réclamer « un toit pour tous »

A l'appel d'un collectif réunissant cinquante-trois associations, avec le soutien de plusieurs partis politiques (1), un demi-millier de personnes se sont rassemblées, mercredi soir 8 décembre, près de l'Assemblée nationale, à Paris. « Un toit pour tous, une priorité nationale », comme l'indiquait un calicot, était le thème de cette manifestation. Une quinzaine d'orateurs ont réclaté qu'un « terme définitif » soit mis, à la fois « aux expulsions, sans relogement adéquat » et « aux propositions de loi, actuellement simplement différées, qui visent à accentuer la répression à l'encontre des squatters ».

Un « village en carton » à Grenoble

Tandis qu'étaient entendus plusieurs témoignages de personnes expulsées, ils ont également demandé une réelle application de la loi Besson, qui prévoit notamment la réquisition d'appartements vacants en faveur des plus démunis, et ils ont dénoncé, spécialement à Paris, « la spéculation immobilière et l'offritisme de certains marchands de biens ». Une délégation de ce collectif d'associations devrait être prochaine-

ment reçue par chacun des groupes parlementaires.

Par ailleurs, une vingtaine de sans-logis ont édifié, au cours de la nuit du 8 au 9 décembre, un « village en carton » devant la préfecture de l'Isère, à Grenoble, nous indique notre correspondant.

Deux associations, Jardin public et 102, rue d'Alambert, qui réunissent des squatters de l'agglomération grenobloise, entendent ainsi protester contre le fait que les personnes les plus défavorisées ne parviennent pas à obtenir des pouvoirs publics les aides qu'elles réclament et qu'elles ne trouvent plus désormais de solution qu'en s'installant dans des locaux inoccupés.

« A la vitesse où vont les choses, la maison en carton sera bientôt le lot quotidien de nombreux Français, et c'est ce type de village, celui de l'an 2000, qui nous attend », ont notamment déclaré les sans-abri en colère.

(1) La Fédération de Paris du Parti socialiste a appelé à cette manifestation, mais elle n'en était pas l'instigatrice, contrairement à ce que nous avons indiqué dans le Monde du 8 décembre.

REPÈRES

ÉDUCATION

La FEN demande une évaluation des besoins de l'enseignement public

La Fédération de l'éducation nationale (FEN) a adressé, mercredi 8 décembre, une lettre à François Beyrou, ministre de l'éducation nationale, lui demandant de procéder à une évaluation des besoins de l'enseignement public, comme il le fait actuellement pour le secteur privé sous contrat. La FEN avait été reçue, vendredi 3 décembre, par la mission Vedel, instituée par le ministre de l'éducation pour analyser l'état immobilier des établissements scolaires privés et évaluer le coût d'une remise en état éventuelle des bâtiments.

La remise du rapport de la mission Vedel doit précéder l'éventuelle reprise de la discussion parlementaire sur la financerment par les collectivités locales des dépenses d'investissement des établissements privés. La FEN demande donc au ministre d'initier une enquête pour évaluer le coût des opérations nécessaires

à la construction, la rénovation et l'implantation des divers équipements publics dus à la population scolaire, au regard des obligations constitutionnelles de l'Etat.

FAITS DIVERS

Huit morts dans deux incendies en région parisienne

Huit personnes ont péri et plusieurs dizaines d'autres ont été blessées dans deux incendies survenus à quelques heures d'intervalle, mercredi 8 et jeudi 9 décembre, en banlieue parisienne. A Créteil (Val-de-Marne), une mère de famille et cinq enfants ont été tués et neuf personnes blessées, dont trois très gravement, dans l'incendie qui a ravagé un immeuble de douze étages. La feu s'est déclaré vers 16 h 30, pour une raison inconnue, au troisième étage de ce bâtiment de cent quarante-quatre logements. Il s'est propagé très rapidement aux étages supérieurs par les gaines de chauffage. Deux cents pompiers sont intervenus. Sept d'entre eux

ont été blessés, dont un grièvement. Le bâtiment incendié, vieux de trente ans, devait être réhabilité prochainement.

Dans la nuit de mercredi à jeudi, un autre incendie était signalé dans l'Essonne, à la clinique Rouget-Lisle, de Croissy. La feu, qui se serait déclaré dans une chambre du premier étage du service de psychiatrie légère, a été rapidement éteint par les sapeurs-pompiers, mais deux patients sont décédés et vingt-quatre personnes ont été intoxiquées par la fumée, dont deux gravement. (Lire aussi page 13.)

ESPACE

Hubble prêt à reprendre du service

La mission de la dernière chance que la NASA a confiée à l'équipage d'Endeavour pour qu'il ramène à neuf le télescope spatial Hubble semble promise à un succès. Malgré leurs difficultés conditionnelles de travail, les astronautes ont en effet triomphé de tous les contretemps et, après cinq sorties,

mis Hubble prêt à être lancé dans l'espace, dans la nuit de jeudi 9 décembre à vendredi, moyennant quelques petits contrôles supplémentaires. C'est au cours d'un de ces tests effectués, mercredi 8 décembre, qu'un composant électronique installé par les astronautes lors de leur quatrième sortie dans l'espace pour augmenter les capacités de mémoire du télescope, a apparemment contrarié le bon fonctionnement de l'ordinateur de Hubble. Des ingénieurs du centre spatial de Houston et de celui de Goddard se sont aussitôt penchés sur le sujet.

Il restait à espérer que le déploiement des panneaux solaires dans la soute de la navette se ferait sans difficultés. Après le largage du télescope, suivront deux mois de vérifications et de contrôles divers destinés à confirmer le bon état de l'engin. Dans ce cas, Hubble pourra enfin observer jusqu'aux confins, ou presque, de l'Univers et rapporter des images d'une époque où celui-ci n'avait que le dixième de son âge.

هكذا من الأهل

LETTRE OUVERTE AU PÈRE NOËL

Monsieur,

En tant que membres du Comité de Défense du Cadeau Intelligent, nous avons décidé de tirer la sonnette d'alarme. Nous sommes lassés des cadeaux superfétatoires, des présents obsolètes et des surprises éventées que nous dispensent régulièrement vos services pour Noël.

Devrions-nous cette année encore accepter de recevoir avec un rictus béat une énième caisse de bougies parfumées ou un briquet clinquant quand on vient d'arrêter de fumer? Comment ne pas fulminer quand on connaît par ailleurs l'existence de dictionnaires généreux et captivants. Ces ouvrages constitueraient, vous en conviendrez, de merveilleux cadeaux.

Ne vous méprenez pas, notre vindicte ne remet pas le moins du monde en cause votre vénérable institution. Car, cher Monsieur, nous avons tous gardé un cœur d'enfant, nous tenons à vous le dire. Et merci d'avance pour les dictionnaires.



Le Dictionnaire historique de la langue française: 1000 ans d'histoires de mots.

Le Nouveau Petit Robert: la référence.



DICTIONNAIRES LE ROBERT

Toute la richesse de la langue.

POLICE

M. Pasqua applaudi au congrès de la Fédération autonome des syndicats de police

La FASP se déclare « en phase » avec le ministre de l'intérieur

Organisation majoritaire dans la police en tenue, la Fédération autonome des syndicats de police a répondu favorablement au projet de réforme que lui a présenté Charles Pasqua, mercredi 8 décembre à Boulezeac (Dordogne), à l'occasion de son onzième congrès fédéral. Le ministre de l'intérieur a précisé le rôle qu'il assigne à la police nationale dans la politique gouvernementale d'aménagement du territoire. Il a aussi annoncé que la direction centrale du contrôle de l'immigration et de la lutte contre l'emploi des clandestins, qui sera créée « dans les prochaines semaines », sera confiée à Robert Broussard.

BOULAZAC (Dordogne)

de notre envoyé spécial

Affichant sa « lourde hérédité » policière — un père officier, plusieurs oncles ou cousins gardiens de la paix — et son « attachement à un syndicalisme fort et représentatif », M. Pasqua a multiplié les marques d'affection à l'égard de la FASP,

cette « grande organisation » qui, bien que classée à gauche, « mérite la considération du ministère de l'intérieur et de tous ses dirigeants ». Aussi, la fédération madoise s'est-elle invitée à s'engager pleinement dans la concertation lancée par le ministre pour réaliser « la grande ambition » qu'il attachait à « la sécurité des Français ».

« Vous avez choisi le camp des audacieux », a renchéri Daniel Lavau, secrétaire général de la FASP, qui n'a pas été en reste dans cet échange d'amabilités. Il a expliqué que la fédération se sent aujourd'hui « en phase » avec le ministre et répond « banco » à son chantier de réorganisation de la police nationale.

« On est des taxiques en mal de réforme. Pasqua est très fort. Il nous a apporté le cachet de Néocordian qui nous manquait », a commenté ce gardien de la paix parisien, habitué des banlieues, avec leurs drogues et leurs boîtes de médicaments de substitution jonchant les caniveaux. Mais chacun sait que cette lune de miel durera aussi longtemps que le vaste chantier de réformes ouvert par le ministre paraîtra répondre aux attentes d'une FASP voulant redevenir le

« laboratoire d'idées » qu'elle fut pendant les années 80.

M. Pasqua a en tout cas fortifié son capital de confiance en renouvelant, devant les congressistes, son engagement de présenter en juin 1994 un projet de loi d'orientation pour la police nationale qui comportera un volet pour la « nécessaire revalorisation de la fonction policière ». Il a presque repris à son compte l'un des principaux projets avortés de l'ancien ministre socialiste Pierre Joxe : « Une grande loi de sécurité intérieure n'a jamais vu le jour. Peut-être la verra-t-elle avec moi ». Le ministre a aussi fait mouche en ciblant les polices municipales : « Il n'est pas question pour le gouvernement de donner aux polices municipales les mêmes pouvoirs, les mêmes compétences, les mêmes uniformes, les mêmes voitures » que la police nationale.

Révolution en marche

La corde sensible policière a enfin vibré quand le ministre a insisté sur sa volonté de mener de front la politique de sécurité publique et un programme d'aménagement du territoire qui lui tient à

coeur. La police nationale sera aux premiers loges de cette « révolution, qui se met en marche » avec la politique d'aménagement du territoire, a expliqué M. Pasqua. « J'entends bien que la police nationale soit de toutes les administrations de l'Etat la première à s'organiser, à se réorganiser complètement s'il le faut, afin d'être en mesure de répondre, sur l'ensemble du territoire national, aux attentes et aux besoins des Français », a-t-il déclaré aux policiers en leur proposant de dessiner « la France de demain ».

La confiance accordée au ministre a toutefois été tempérée par les menaces de sanctions qui planent sur deux administrateurs parisiens de la FASP. Protestant contre une réorganisation des bureaux des flotilles dans deux arrondissements de Paris, ces responsables syndicaux avaient incité, en septembre, leurs collègues à manifester assez vivement leur mécontentement à l'égard de leurs supérieurs. A l'époque, M. Pasqua avait appelé les commissaires à exercer pleinement leur autorité hiérarchique. Un message entendu par les deux chefs de service concernés, qui sont fermement soutenus par le principal syndicat chez les commissaires (membre de la FNAP, la fédération majoritaire, elle, chez les « civils »).

Le ministre se trouve donc au pied du mur, devant donner tort à l'une ou l'autre des deux fédérations. « Nous vous demandons d'examiner le cas de nos camarades avec autant d'attention que vous l'avez fait pour M. Gaudino », a prévenu Daniel Lavau en se référant à la décision prise par M. Pasqua, le jour même, « Je trouve que la décision de révocation de M. Gaudino était injuste. J'y ai mis un terme, s'est contenté de répondre le ministre. Il l'a obtenue ».

ERICH INCJAN

JUSTICE

Dans le différend qui l'avait opposé à certains de ses clients

Le PDG de la société Kis est partiellement désavoué par la justice

GRENOBLE

correspondance

Serge Crasnianski, PDG de la société Kis France, vicé de se voir partiellement désavoué par la justice dans le différend qui l'a opposé, il y a quelques années, à un certain nombre de ses clients insatisfaits. Les magistrats grenoblois qui ont jugé l'affaire se sont interrogés sur le rôle de « médiateur » joué à l'époque par Bernard Tapie.

Le 27 avril 1986, à Paris, Bernard Tapie, en présence de Serge Crasnianski, PDG de la société Kis France, remet à Jean-Paul Cornu, ancien directeur des ventes en Allemagne, un chèque de 130 000 francs destiné à régler le différend entre la société et un certain nombre de ses clients. Huit mois plus tard, le 6 décembre, Serge Crasnianski saisit la justice et porte plainte contre M. Cornu pour extorsion de fonds.

Or celui-ci, après avoir été condamné en première instance à deux ans d'emprisonnement avec sursis, a été relaxé, mercredi 8 décembre, par la cour d'appel de Grenoble, qui a estimé que la prévention n'était pas caractérisée. « Hommes d'affaires de stature internationale rompus aux négociations les plus difficiles, MM. Crasnianski et Tapie ont accepté de remettre l'argent au terme d'une transaction, certes difficile, mais non sous l'effet d'une force irrésistible dominant la volonté de celui qui la subit », constatent les magistrats.

Ils n'ont cependant pas fait droit à la requête présentée à l'audience par le ministère public, qui avait demandé l'audi-

tion de Bernard Tapie et l'ordonnance d'un supplément d'information. L'avocat général Michel Tissot s'était notamment interrogé sur la nature de l'intervention de l'homme d'affaires aux côtés de Serge Crasnianski, faisant remarquer que « s'il y avait eu véritablement extorsion de fonds, la victime en aurait été Bernard Tapie. C'était donc à lui de porter plainte, s'est étonné le magistrat. Si, en revanche, il a joué dans cette affaire un rôle d'intermédiaire, il n'avait pas à faire un chèque ».

Un autre ancien salarié de la société Kis, Jean-Michel Chef, qui avait cherché à obtenir le versement d'honoraires pour des médiations qu'il avait assurées avec certains clients a, lui, été condamné à quatre mois d'emprisonnement avec sursis et 5 000 francs d'amende pour usage de fausses attestations. Un franc symbolique de dommages et intérêts a été attribué à M. Crasnianski.

NICOLE CABRET

EN BREF

Remise en liberté du suspect dans l'affaire du meurtre de la principale de Troyes. — Karim, jeune homme mis en examen pour homicide volontaire dans le cadre du meurtre de la principale du collège Pierre-Brossolette de la Chapelle-Saint-Luc, à la périphérie de Troyes (Aube), incarcéré depuis le 10 novembre, a été remis en liberté d'office, mardi 7 décembre, par le juge d'instruction Jean-Michel Bouchon. Principale de ce collège, Denise Descaves (cinquante-cinq ans) avait été retrouvée assassinée dans son bureau, le 21 avril dernier (le Monde du 23 avril).

Le directeur de « l'Étudiant » relaxé dans le procès Paris-Campus. — Le directeur du mensuel « l'Étudiant », René Sylvestre, qui comparait aux côtés de Patrice Dumoucel, directeur du groupe d'enseignement supérieur privé Paris-Campus, condamné pour publicité mensongère par la 3^e chambre du tribunal correctionnel de Paris (le Monde du 9 décembre), a été relaxé. Il était poursuivi pour avoir publié deux publicités du groupe Paris-Campus.

NUCLÉAIRE : Rejet accidentel d'iode à Phébus. — Des gaz radioactifs, contenant notamment de l'iode, ont été accidentellement rejetés, mercredi 8 décembre, à l'extérieur de l'installation Phébus, située à Cadarache (Bouches-du-Rhône), où a eu lieu, le 2 décembre, une expérience de fusion de combustible nucléaire. Cet incident, précise l'Institut de protection et de sûreté nucléaire qui gère cette opération, est la conséquence du dysfonctionnement d'un clapet d'un système de vidange lors du transfert de 130 litres d'eau contenant des produits radioactifs. Cette anomalie a conduit au rejet de 5 microcuries d'iode dans l'environnement.

CYCLONE : 258 morts au Philippines. — Le cyclone tropical Lola, qui a frappé les Philippines le week-end dernier, a fait 258 morts et 11 disparus, selon le dernier bilan rendu public jeudi 9 décembre par les services de secours. La plupart des victimes ont été dénombrées dans la région rurale de Bicol, au sud-est de Manille, qui a subi les plus importants dégâts et d'où 114 000 personnes ont été évacuées. Une nouvelle alerte a été lancée jeudi sur la région de Bicol, où l'on attendait un second cyclone, Manny, pour vendredi 10 décembre. — (AFP).

Révoqué en 1991 pour son livre sur l'affaire Urba

Antoine Gaudino est réintégré dans la police nationale

Le ministre de l'intérieur, Charles Pasqua, a décidé, mercredi 8 décembre, de réintégrer dans la police nationale Antoine Gaudino, révoqué du corps des inspecteurs de police en 1991 pour manquement à l'obligation de réserve et violation du secret professionnel. Après avoir enquêté en 1989 sur l'affaire Urba à Marseille et le financement du parti socialiste, M. Gaudino avait publié en 1990 un livre, *L'Enquête impossible*, révélant les dessous de ses investigations.

La décision prise par M. Pasqua est symbolique à plus d'un titre. D'abord en termes de calendrier. Un hasard de dates fait qu'elle coïncide avec la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie dont M. Gaudino, après sa révocation, avait fait sa nouvelle cible, se présentant sans aucun succès contre le président de l'OM aux élections régionales. Une autre coïncidence fait qu'elle suit de quelques jours l'annonce de la nomination du juge Thicry Jean-Pierre comme chargé d'une mission sur la corruption et le blanchiment à la chancellerie. De fait, le magistrat manqué a salué publiquement cette réhabilitation qui lui semble une nouvelle victoire contre l'ancien pouvoir socialiste qui lui-même et M. Gaudino ont combattu : « C'est merveilleux, a-t-il déclaré, et formidable après deux ans de bagarre ».

Mais, vu de droite, le symbole est le respect des engagements pris dans l'opposition. Demandé le 14 mars 1991 par le conseil de discipline de la police nationale, malgré l'avis contraire des quatre

représentants syndicaux, puis prononcée quatre jours plus tard par le ministre de l'intérieur de l'époque, Philippe Marchand, la révocation de M. Gaudino avait en effet été condamnée par l'opposition. Prenant la tête de cette croisade en défense de l'ancien inspecteur, le député (UDF) Philippe de Villiers avait réussi à réunir en avril 1991, sur une pétition soutenant un homme dont « le seul tort était de vouloir faire toute la lumière sur le financement occulte d'un parti politique », les signatures de quatre-vingts parlementaires, parmi lesquels six futurs ministres de l'actuel gouvernement.

Toutefois, depuis mars, la décision attendue tardait. M. Gaudino se croyait oublié et cru en avoir confirmation en apprenant tardivement que, le 2 octobre, il avait été radié de la médaille d'honneur de la police française. Immédiatement, de M. de Villiers à M. Jean-Pierre, ses amis s'étonnèrent, le juge manquant n'hésitant pas à réclamer des sanctions « contre le haut fonctionnaire responsable de ce bien curieux dysfonctionnement ». En fait, l'ancienne procédure administrative suivait son cours, cette radiation n'étant qu'une conséquence logique de la révocation. Grâce à cette alerte, M. Pasqua fut donc rappelé aux engagements anciens.

M. Gaudino n'y croyait plus puisque, dans un entretien accordé à l'hebdomadaire d'extrême-droite *Minute* du 8 décembre, paru le jour même de l'annonce de sa réintégration, il se disait « une victime exploitée de la cohabitation ». Il accusait la droite de s'être servie de son livre « pour mener une campagne », puis de l'avoir oublié. Toutefois, il n'est pas certain que, cette revanche acquise, M. Gaudino rejoigne la police. Ayant

entretemps fondé un cabinet d'enquêtes financières, le « Cabinet Gaudino », dont le siège est à Villeurbanne (Rhône), il bésite : « Je m'interroge : après avoir été si médiatisé, dans quelle mesure un retour normal dans la police est-il possible ? »

E. P.

SPORTS

FOOTBALL : Barcelone bat Monaco en Ligue des champions

Le grand bain du Nou Camp

L'AS Monaco s'est incliné, 2-0, sur le terrain du FC Barcelone, mercredi 8 décembre au Nou Camp, lors de la deuxième journée de la Ligue des champions. Les deux buts de la partie ont été inscrits en première mi-temps par l'attaquant Altor Beguiristain. Barcelone a pris la tête du groupe A avec un point d'avance sur Monaco et les Turcs de Galatasaray, qui sont allés faire match nul avec le Spartak Moscou, 0-0. Dans le groupe B, les Allemands de Brême, menés 3-0 à trente minutes de la fin, ont réussi à battre les Belges d'Anderlecht 5-3.

Les invités de dernière minute monégasques voulaient tremper leur légitimité de prétendants à la Coupe d'Europe dans le grand bain du Nou Camp. Ils en sont ressortis avec le seul soulagement d'avoir échappé à la noyade. Pendant trente minutes, les locataires du

coquet terrain de Louis-II eurent appris ce qu'est une équipe qui joue ample comme son stade de 115 000 places. Ils auront vu le Danois Michael Laudrup tracer dans leur dos des avenues larges comme les ramblas, et y lancer des balles que le Basque Beguiristain avait plus qu'à aller parer dans les filets. Ils auront étudié quelques spécimens d'une faune footballistique portée disparue. Des ailiers amoureux de leur ligne de touche, qui ne la quittent que balic au pied ; des meneurs de jeu qui savent mesurer leurs passes au centimètre près ; des défenseurs, rares, qui connaissent d'autres techniques que celle du tackle, et n'hésitent pas à jongler quand les autres dégagent.

Au bord de son parc naturel, le conservateur Johan Cruyff contemplait l'acclimatation de ces espèces menacées à ses expériences de football idéal (le Monde du 7 décembre). Quand il a joué de cette manière, le Barça ne perd pas de temps à compter les occasions de buts, il marque : deux buts avant que Jean-Luc Ettori n'ait pu agripper le moindre ballon. Puis il se

repose sur la satisfaction d'avoir délimité son vaste territoire. En bête bien élevée, il ne se retranche pas dans son camp. Sûr de sa force, n'en rien arrogant, il semble attendre que l'adversaire fasse à son tour connaître ses mérites.

Arsène Wenger, l'entraîneur monégasque, s'est alors souvenu qu'il rêve parfois de jeu à la Cruyff pour son équipe. Qu'il ne s'agisse pas seulement de s'inviter au Nou Camp pour jouer le bon jeu et s'y faire mystifier. Mais comment lutter contre un sentiment d'infériorité ? Wenger a bien dessiné quelques nouveaux croquis tactiques pour son équipe. Monaco a bien réussi à s'approcher des buts espagnols, sans parvenir à adoucir les contours d'une défaite inéluctable. Les hiérarchies étaient déjà trop bien dessinées. Malgré sa déconvenue, Monaco peut toujours espérer disputer les demi-finales de la Ligue des champions. Un cran au-dessus, le Barça peut d'ores et déjà rêver d'une finale idéale contre le Milan AC.

J. Fe.

VOILE : victoire européenne dans la course autour du monde. — Le voilier *Intram-Justitia*, un Whitbread 60 skipé par le Britannique Lawrie Smith, a remporté, jeudi 9 décembre, la deuxième étape de la course autour du monde en équipage. Arrivé à Fremantle (Australie) en début d'après-midi (6 h 30 en France), ce premier bateau européen, a parcouru les 7 558 milles (14 225 km) de la plus longue des six étapes en 25 jours 14 heures 39 minutes à l'étonnante moyenne de 12,4 nœuds. Au cours de cette étape, *Intram-Justitia* a battu le record de la plus longue distance couverte en vingt-quatre heures par un voilier monocoque avec 425 milles (17,7 nœuds de moyenne). Tokio, le Whitbread 60 japonais skipé par le Néozélandais Chris Dickson, a pris la deuxième place de l'étape avec deux heures de retard et conserve la première place au classement général.

JUDO : décès de Philippe Pradérol, ancien champion d'Europe. — Philippe Pradérol, ancien champion d'Europe des moins de 60 kg, en 1990 et 1991, est décédé mercredi 8 décembre, à la suite d'un accident de la route survenu près de Saint-Rémy-de-Provence (Bouches-du-Rhône). Agé de 27 ans, Philippe Pradérol s'était classé cinquième aux Jeux olympiques de Barcelone. Il est le troisième judoka français de haut niveau à disparaître en deux ans, après Jean-Louis Geymonat, victime d'un cancer en décembre 1991, et Thierry Harismendy, renversé par une voiture en mars dernier.

DANS NOTRE PROCHAIN NUMÉRO

Le Monde
TEMPS LIBRE

LA DOCUMENTATION DU Monde SUR MINITEL

Vous recherchez un article publié par le Monde depuis janvier 1990. Le Monde met à votre disposition deux nouveaux services sur Minitel, avec plus de 100 000 textes en ligne.

3617 LMDOC

recherche par thème, rubrique, pays, auteur, etc

36 29 04 56

lecture en texte intégral

Tout article identifié peut être commandé par Minitel. Envoi par courrier ou par fax, paiement par carte bancaire. Des réductions sont accordées en fonction du nombre d'articles commandés et à tout utilisateur qui souscrita (toujours sur son Minitel) un abonnement au service. Un justificatif accompagne tout envoi d'articles.

ILE-DE-FRANCE

Un entretien avec le maire de Créteil

Laurent Cathala : « Des crédits venaient d'être débloqués pour la réhabilitation de l'immeuble incendié »

La brigade criminelle de la police judiciaire de Paris a été saisie par le parquet de Créteil (Val-de-Marne) d'une enquête sur les causes de l'incendie d'un immeuble qui a provoqué, mercredi 8 décembre, la mort de six personnes.

Le plan rouge, déclenché à cette occasion, a mobilisé tous les moyens des services de secours du Val-de-Marne, soit 200 pompiers venus de 17 casernes. Les sapeurs-pompiers ont découvert les corps d'une mère de famille et de ses trois enfants dans un logement du sixième étage puis ceux de deux autres enfants au deuxième étage.

Dans l'entretien qu'il nous a accordé, Laurent Cathala (PS), maire de Créteil et député du Val-de-Marne, précise qu'un projet de réhabilitation de cet immeuble, propriété d'une société civile immobilière, avait été accepté mardi 7 décembre par le conseil municipal.

« Qu'advient-il des familles victimes de l'incendie ? »

« La plupart des familles ont été hébergées dans des hôtels de Créteil au soir de l'incendie. D'autres ont préféré aller chez des parents ou des amis. Dès ce jeudi, nous allons recenser le nombre exact de personnes affectées, car il y a celles dont les appartements ont été détruits, mais aussi d'autres qui ne pourront pas rester chez elles pendant la durée des travaux. »

Des normes de sécurité dépassées

Nous estimons actuellement à une cinquantaine le nombre de logements à trouver. Tous les organismes de logements sociaux ont été immédiatement contactés et nous pensons pouvoir trouver la place nécessaire à Créteil même. Créteil est composé à 47 % de logements sociaux. Mais

des maires des communes avoisinantes, Maisons-Alfort, Alfortville, m'ont déjà dit qu'ils étaient prêts à m'aider. En fait nous bénéficions d'un grand mouvement de solidarité tant du côté des créteilais que des élus des villes proches.

Certains évoquent la vétusté du bâtiment et un manque de sécurité.

L'immeuble, qui a une trentaine d'années, correspond aux normes de l'époque, qui ne sont certainement pas celles d'aujourd'hui. Bien qu'il ait un statut privé, nous venions de décider, lors du conseil municipal de mardi 7 décembre, d'accorder des crédits pour aider à sa réhabilitation. Les travaux concernant l'isolation des façades, les huisseries des fenêtres, les cages d'escalier et le chauffage à propulsion d'air devaient commencer au début de l'année 1994.

En fait, ce bâtiment ressemble à des milliers d'autres construits à la même époque en Ile-de-France. Il rassemble 144 appartements répartis autour de quatre cages d'escaliers et sur douze étages. Il appartient à une société privée, la SI Castel Laferrère, gérée par Immobilière Familiale Sud, qui elle-même est une filiale de l'Office central interprofessionnel du logement (OCIL). La plupart des locataires bénéficient du 1 % patronal.

Le quartier dans lequel il se trouve, la cité des Bleuets, est un des premiers quartiers de logements sociaux construits dans les années 60. Il a bénéficié en 1987 d'une procédure de développement social urbain et d'une aide de l'Etat pour sa réhabilitation et son aménagement. Avec la SAGECO, la mairie a entrepris de le rendre plus agréable à vivre. Les travaux viennent d'être achevés. Malheureusement il ne restait plus que cet immeuble à restaurer.

Il y aurait eu deux appels peu après le début de l'incendie, à la préfecture et au ministère de l'Intérieur, d'un intermédiaire se réclamant du FIS et se disant l'auteur de l'incendie, qu'en pensez-vous ?

J'ai en effet entendu le procureur, le préfet et le représentant de la police urbaine en parler entre eux, mais il faut attendre une confirmation officielle. En ce qui me concerne, je ne vois pas l'intérêt pour le mouvement en question de viser un immeuble où il y a une forte population immigrée. Ce n'est pas un quartier où il y a un prosélytisme actif de la part des islamistes, ni un endroit de tensions raciales ou communautaires.

Propos recueillis par CHRISTIANE CHOMBEAU

Le logement des sans-abri dans les Yvelines

Polémique à Poissy sur l'implantation d'un centre d'hébergement

Les animateurs des Restaurants du cœur du département des Yvelines avaient espéré que la vague de froid du mois de novembre influencerait le maire de Poissy, Jacques Masdeu-Arus (RPR). Ils pensaient que les conditions climatiques et les difficultés des sans-abri le feraient réagir à préempter une maison où l'association projetait d'ouvrir un centre d'hébergement pour une vingtaine de personnes sans domicile. Mais le maire, qui estime faire le nécessaire en direction de cette population, accuse Philippe Marescaux, administrateur des Restaurants du cœur, de « créer une polémique là où il n'y en a pas ».

Le 3 août, Philippe Marescaux signait une promesse de vente pour une propriété, située à cinq minutes de la gare, de 200 m² habitables sur 1 200 m² de terrain, vendue au prix de 2,7 millions de francs. Parfaitement adaptée au projet de centre d'hébergement d'urgence pour les sans-abri que l'association, fondée par Coluche, souhaitait mener à bien. Mais dix jours plus tard, la mairie annonçait sa décision de prêter la propriété. « Nous avons été informés comme il est de règle par notaire que la propriété était à vendre et nous avons exercé ce droit de préemption sans même connaître le nom de l'acheteur », précisent les services municipaux.

La propriété, riveraine du terrain déjà acquis par la ville, s'inscrit dans un projet d'aménagement de Poissy. Le bâtiment est destiné à accueillir des services sociaux (protection maternelle et infantile) actuellement à l'étroit. Le terrain permettrait d'agrandir un espace vert et de créer un chemin piétonnier entre un parking et la gare voisine.

M. Marescaux était parfaitement au courant de ces projets d'autant plus qu'il habite Poissy,

affirme Jean-François Raynal, directeur de cabinet du maire, qui interprète la médiatisation, trois mois plus tard, d'un problème remontant au mois d'août, comme une attitude volontairement polémique.

« Si des associations caritatives veulent s'installer à Poissy, je ne les en empêcherai pas », affirme le maire, tout en précisant ne pas disposer de locaux pour les Restaurants du cœur. Et d'ajouter : « J'ai mes SDF, une douzaine dont je m'occupe, et la commune pourvoit à leurs besoins. Mais je ne veux pas accueillir ceux venus d'ailleurs. On les retrouve toute l'année et il n'y a aucune raison qu'ils soient à la charge de ma commune. »

Partenariat

avec des associations

« Nous suivons les familles en difficulté afin de leur éviter de se retrouver à la rue. Nous avons aussi aidé à la création d'un centre d'hébergement, géré aujourd'hui par l'association Diogenes, qui dispose d'une dizaine de lits en cas d'urgence », plaident des responsables des services municipaux. Un même partenariat existe avec une autre institution établie à Poissy, le foyer Saint-Benoît Labre. Enfin, en relation avec les paroisses, le Secours catholique et le Secours populaire, les services sociaux de la ville interviennent ponctuellement.

« La ville de Poissy mesure au plus près les besoins de sa population », conclut Jacques Masdeu-Arus en soulignant qu'« il en soit ainsi dans chaque commune ». Mais ce raisonnement à l'échelle locale ne permet pas de résoudre le manque global de place d'hébergement en région parisienne, admet-on à la préfecture des Yvelines.

PASCALLE SAUVAGE

La lutte contre le bruit des avions

Les élus de la vallée de Montmorency toujours mobilisés

Les élus de la vallée de Montmorency (Val-d'Oise), persistent et signent. Décidée le 17 novembre, l'assignation en justice de vingt-sept compagnies aériennes et d'Aéroport de Paris par une vingtaine de maires est actuellement sur le bureau de leur avocat (le Monde du 16 novembre).

Mais elle ne pourra être effective que lorsque la collecte de fonds permettant cette poursuite devant les tribunaux sera terminée. Commencée il y a une quinzaine de jours, celle-ci reste encore tributaire de certains budgets municipaux, non encore votés. La participation financière de chaque commune est en effet égale à un franc par habitant et par an.

Les élus de la vallée reprochent à certains avions le dépassement des limites de bruit fixées à 60 décibels. « Nous voulons parvenir à une amélioration des normes, mais avant tout à faire respecter la réglementation actuelle », explique Jean Ferrier, maire divers droite de Cormeilles-en-Parisis. La nuit par exemple, les avions postaux sont très bruyants.

Pour Aéroports de Paris, qui mène depuis 1984 une politique de réduction du bruit en accordant aux compagnies qui font un effort une modulation de leur redevance d'atterrissage, « la diminution des nuisances dépend de la modernisation des flottes ». L'établissement rappelle ainsi que les avions les plus bruyants, classés dans le groupe 1 et qui assurent encore 50 % du trafic en 1970, sont aujourd'hui totalement interdits en Europe et donc en France.

« D'ici à l'an 2002, précise Aéroports de Paris, des appareils des groupes 2, 3 et 4 seront progressivement interdits de vol. Ce qui fait qu'ils atteindront vingt-cinq ans de service, et dans dix ans, seuls resteront en service les appareils les moins bruyants, c'est-à-dire ceux du groupe 3. Ces avions constituent déjà les trois quarts des mouvements enregistrés à Orly et à Roissy. »

F. L.

Pour développer les transports en autocar

Une nouvelle gare routière à Bagnolet

Pour faire face à leurs ambitions européennes, les actionnaires d'Euroline France, réseau de lignes régulières internationales par autocar, ont décidé de créer une nouvelle gare routière. La SEAFEP (groupement de transporteurs du Sud-Ouest), Via International (filiale du groupe Via GTT) et SVI (filiale de la SNCF) ont investi 12 millions de francs dans l'aménagement d'un nouveau terminal à l'est de la capitale. Destinée à remplacer les installations de La Villette et de Charanton, aujourd'hui saturées et démodées, la gare routière internationale Paris-Gallieni a été inaugurée jeudi 2 décembre.

Située porte de Bagnolet, au cœur d'un nœud routier stratégique avec accès direct par la ligne 3 du métro, elle est dotée des derniers perfectionnements. Elle dispose d'un système radio centralisé, de panneaux d'affichage électroniques pour les guichets, d'un réseau d'affichage des départs et arrivées sur écran couleur, de la climatisation et d'un système expérimental de repérage des autocars par satellite.

Installée à l'emplacement d'un ancien parking de 2 600 places et d'un ex-terminus RATP de bus, réhabilitée et mise à la disposition d'Euroline par le Syndicat des transports parisiens, la gare Paris-Gallieni couvre une superficie de 6 000 mètres carrés sur deux niveaux. Le niveau inférieur est réservé à l'accueil, l'information, la vente des billets et les formalités d'enregistrement, et le niveau supérieur aux arrivées et départs des véhicules et des passagers.

Afin de mieux servir une clientèle en progression, Euroline compte développer dans un proche avenir son réseau et densifier sa desserte de l'Europe de l'Est, de l'Allemagne et de l'Italie. Elle projette également de mettre en place un système de vente et de réservation par serveur.

L'an dernier, selon les chiffres annoncés par la société, Euroline a transporté 1,5 million de voyageurs vers plus de mille destinations, et les autocars ont parcouru plus de 20 millions de kilomètres.

M. B.-M.

CINÉMA

LES FILMS NOUVEAUX A PARIS

ALLÔ MAMAN C'EST NOËL. Film américain de Tom Ropewick, v.o. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-05-70-83 ; UGC Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; 36-05-70-72 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-05-75-55) ; George V, 9^e (45-02-41-48) ; 36-05-70-74 ; v.f. : Forum Horizon, 1^{er} (45-08-57-57) ; 36-05-70-83 ; Rex, 2^e (42-38-83-93) ; 36-05-70-23 ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-84) ; 36-05-70-14 ; UGC Odéon, 8^e (42-25-10-30) ; 36-05-70-72 ; George V, 9^e (45-02-41-48) ; 36-05-70-74 ; Gaumont Opéra Français, 9^e (36-05-75-55) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-58-31) ; 36-05-70-18 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; 36-05-70-84 ; UGC Gobelins, 13^e (45-61-94-85) ; 36-05-70-45 ; Miramar, 14^e (36-05-70-39) ; Mistral, 14^e (36-05-70-41) ; Gaumont Convention, 15^e (36-05-75-55) ; Pathé Wapler II, 18^e (36-05-20-22) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-06) ; 36-05-71-44).

L'AMOUREUSE. Film français de Jacques Doffon : Espace Saint-Michel, 5^e (44-07-20-49) ; Elysées Lincoln, 5^e (43-59-36-14) ; Sept Parassiens, 14^e (43-20-32-20).

AUTOMNE, OCTOBRE A ALGER. Film algérien de Malik Lakhdar-Hamini : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Les Trois Luxembourgs, 6^e (45-33-87-77) ; 36-05-70-43 ; Sept Parassiens, 14^e (43-20-32-20) ; Pathé Clotey, 18^e (36-05-20-22).

LES BOURBOIS AU PAYS DES MERVEILLES. Film américain de Raymond Jaffee : Saint-Lambert, 15^e (45-32-91-88).

LE BONHOMME DE NEIGE. Film britannique de Dianne Jackson, v.f. :

Utopie, 5^e (43-28-84-85) ; 14 Juliet Bastille, 11^e (43-57-90-81) ; Reflet République, 11^e (45-05-51-33).

LA CLÉ. Film iranien d'Abbas Forouzesh, v.o. : Reflet Média II (ex Logos II), 5^e (43-64-42-34) ; L'Entrappt, 14^e (45-43-41-83) ; v.f. : La Bony Zibire, 11^e (43-57-51-53).

LE MAÎTRE DE MARIONNETTE. Film Taiwan de Hou Hsiao Hsien, v.o. : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; Racine Odéon, 8^e (43-25-19-88) ; La Balze, 6^e (45-61-10-80).

PROFIL BAS. Film français de Claude Zidi : Gaumont Les Halles, 1^{er} (36-05-75-55) ; Gaumont Opéra, 2^e (36-05-75-55) ; Rex, 2^e (42-35-83-93) ; 36-05-70-23 ; 14 Juliet Odéon, 8^e (43-25-19-88) ; UGC Montparnasse, 6^e (45-74-94-84) ; 36-05-70-14 ; Gaumont Marignan-Concorde, 8^e (36-05-75-55) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8^e (43-87-35-43) ; 36-05-71-88 ; UGC Biarritz, 9^e (45-62-20-40) ; 36-05-70-81 ; Les Nations, 12^e (43-43-04-87) ; 36-05-71-33 ; UGC Lyon Bastille, 12^e (43-43-01-59) ; 36-05-70-84 ; UGC Gobelins, 13^e (45-61-94-85) ; 36-05-70-43 ; Gaumont Alsace, 14^e (36-05-75-55) ; Montparnasse, 14^e (36-05-75-55) ; 14 Juliet Beaubourg, 15^e (45-75-79-79) ; Gaumont Convention, 15^e (36-05-75-55) ; UGC Mistral, 17^e (40-08-00-18) ; 36-05-70-81 ; Pathé Wapler, 18^e (36-05-20-22) ; La Gambetta, 20^e (45-36-10-06) ; 36-05-71-44).

SURVIVING DESIRE. Film américain de Hal Hartley, v.o. : Ciné Beaubourg, 3^e (42-71-52-36) ; L'Arlequin, 6^e (45-44-28-80) ; Gaumont Ambassade, 6^e (43-58-19-08) ; 36-05-75-75) ; 14 Juliet Bastille, 11^e (43-57-90-81).

Le Monde de l'éducation

PALMARÈS 1993

DES CLASSES PRÉPAS COMMERCIALES :

Les résultats aux concours de trente-deux écoles de commerce : les cinq « grandes », le concours ECRICOME, les ESC de province.

A lire absolument avant de choisir une prépa

FORMER LES MANAGERS DE LA CRISE

Les grandes écoles de gestion ont connu ces dernières années un développement et un succès considérables.

Avec la concurrence des universités et la crise économique, elles sont amenées à réfléchir sur l'orientation qu'elles donnent aux études, à l'image des business schools américaines aujourd'hui sévèrement critiquées, ainsi que sur leur mode de fonctionnement. Dix spécialistes – chefs d'entreprises, directeurs d'écoles, professeurs – s'expriment.

Un débat à découvrir dans « le Monde de l'éducation »

NUMÉRO DE DÉCEMBRE 1993. EN VENTE PARTOUT

Le Monde
TEMPS LIBRE

CINÉMA

LE MAÎTRE DE MARIONNETTES, de Hou Hsiao-hsien

Le film-monde

Il y a un vieux monsieur chinois, charmant et dur. Il s'appelle Li Tien-lu. Dans son pays, Taiwan, il est le maître absolu d'un art traditionnel encore fort prisé, le théâtre de marionnettes. Le film raconte son histoire. Il y a des paysages immenses et calmes, où frémissent des signes de vie, dont le cadrage et la durée à l'écran laissent percevoir une vibration, une profondeur,

l'histoire qui est advenue et qui adviendra. Le film raconte leur histoire. Il y a des gens, des familles, des systèmes complexes de noms transmis, attribués, changés, des amours conjugales, extra-conjugales, filiales et grand-filiales, des mots qui changent de forme et de sens. Le film raconte cela. Il y a les spectacles de marionnettes, et tout un réseau de mythes et de contes.

Il y a une invasion étrangère, japonaise, l'oppression, ceux qui résistent et ceux qui collaborent. Il y a des objets, des maisons, des meubles, de la nourriture, qui sont à la fois des symboles et des choses usuelles. C'est leur histoire, aussi.

Hou Hsiao-hsien a quarante-six ans. Il fait des films depuis 1981. *Le Maître de marionnettes* est son onzième long-métrage. Avec quelques autres, plus que les autres, il s'est donné l'impulsion à ce qu'on appelle la «nouvelle vague taïwanaise», (expression qui serait exacte s'il y avait eu une «ancienne vague»), pour en faire une des cinématographies contemporaines les plus dynamiques. Quand il ne réalise pas, il écrit des scénarios pour les autres, produit les films des autres, aide le montage et la finition des films d'autres cinéastes de Taiwan, de Hongkong, de Chine populaire.

Une profondeur intrigante

C'est un petit homme au visage rond, c'est l'un des plus grands metteurs en scène vivants. *Le Maître de marionnettes* est son film le plus ambitieux, et le plus réussi. Il y a quatre ans, sa précédente réalisation, *La Cité des douleurs*, lui a valu, en Occident, une large reconnaissance critique consacrée par un Lion d'or à Venise. Cette année, peut-être, et après un chèque Prix du jury glané à Cannes, les pays d'Europe s'éparpillent de



Un réseau de mythes et de contes

répéter l'erreur commise par exemple envers Ozzy, dont on attendait la mort avant de comprendre quel cinéaste il était. *Le Maître de marionnettes*, le deuxième volet d'une trilogie consacrée à l'histoire de Taiwan au vingtième siècle. Il «couvre» la période 1909-1945, de la naissance de M. Li à la fin de l'occupation japonaise. Il ne ressemble à rien de ce qu'on connaît en matière de film historique, ni de film biographique. Le «fil» du récit, ce sont les souvenirs du vieux marionnettiste, parfois il les raconte en voix off, parfois il témoigne à

l'écran, parfois sa mémoire – et ses oublis – tirent les ficelles de la narration. Les images ne confirment pas toujours ce qu'il dit. La plupart des scènes se passent en intérieur, dans la pénombre. Les personnages ne sont jamais filmés de face, les grands événements n'apparaissent qu'à travers leurs effets concrets, souvent triviaux, souvent tragiques, parfois hurlés, sur Li Tien-lu et ses proches. Leur sens, à nos yeux étrangers surtout, apparaît rarement sur-le-champ, mais se compose peu à peu, dans le travail de notre mémoire et de nos oublis. Chaque

plan est composé avec une science sans affectation, qui leur donne une profondeur inhabituelle, intrigante. L'agencement des plans entre eux est une autre dimension de la même mise en perspective. Les scènes de marionnettes, filmées frontalement et très éclairées, se décalent des séquences intimistes, les poupées (somp tueuses) apportent un commentaire à la fois légendaire et historique – bruyant, aussi – et ajoutent une forme artistique très codée aux aperçus feutrés du quotidien. Les plans de nature, qui rythment le film, englobent soudain le particulier dans l'univers. Le film va à la fois très vite, ne s'attarde jamais ni à présenter ni à commenter, et tout doucement, laissant aux âmes, aux choses et aux lumières tout loisir d'exprimer leur richesse de sens, de beauté, d'humour et de tristesse. A la fois ouvert et plein, *Le Maître de marionnettes* n'impose rien.

C'est un chef-d'œuvre. C'est, aussi, par les temps qui vont et où l'on débat fort des exceptions et spécificités culturelles, l'exemple irréductible et splendide d'une autre manière de dire les histoires. La dénegation en beauté et en douceur d'un système des images qui, quelles que soient son origine nationale et la taille de l'écran sur lequel elles sont montrées, tend à devenir hégémonique. Pas un monument à la liberté, oh non ! un sifflement rebelle.

J.-M. F.

Un entretien avec le réalisateur

« Montrer l'esprit chinois »

« Votre film est-il d'abord une biographie de Li Tien-lu ou un récit historique ? »

« L'idée était de poursuivre le récit historique commencé avec mon film précédent, *La Cité des douleurs*, mais sans faire de la vie de Maître Li simplement un prétexte, ce la racontant pour elle-même, elle le mérite. Et elle me permet de ne pas me limiter à la seule histoire de Taiwan. »

« L'ambition du film, tout en restant très proche de personnages réels et d'événements concrets, est d'évoquer l'histoire de la Chine en général, et, au-delà, le système de pensée chinois et toutes les coutumes et les traditions qui en découlent. »

« Même si l'écrit a eu une importance primordiale dans l'histoire chinoise et dans la façon d'exprimer ce système de pensée, il a aujourd'hui perdu de son importance. Je crois que le cinéma est capable de représenter par des images ce qui est précieux dans cet héritage. »

« *Le Maître de marionnettes* ne ressemble pas aux autres biographies filmées. Comment en êtes-vous arrivé à cette construction particulière ? »

« Je suis parti des récits de Li Tien-lu, qui sont autant d'épisodes centrés chaque fois sur un personnage, avec aussi des lacunes, et des sautes dans le temps. Mais je n'avais aucune idée précise sur la façon dont j'allais bâtir le film. J'étais embarrassé par la longueur du récit que j'avais à raconter, et gêné par ce qu'on m'avait enseigné sur la construction du récit, durant mes études cinématographiques et théâtrales. »

« Pour trouver les enchevêtrements menant d'une histoire à l'autre, j'ai observé, dans mon entourage, la manière dont des gens de générations différentes communiquaient (ou pas) entre eux. »

« Et je comptais beaucoup sur le tournage lui-même, durant lequel je résouds habituellement la plupart des problèmes. Durant les trois mois de tournage en Chine populaire, je n'ai pas visité une seule fois les rushes. »

« Ensuite seulement j'ai tout regardé, et commencé à me préoccuper d'assembler les plans, avec le montage qui m'a accompagné depuis mon premier film. Nous y avons passé quatre mois. Il ne comprenait pas ce

que je cherchais, c'est en lui expliquant que j'ai trouvé cette façon de choisir les images plus évocatrices que descriptives, de les mettre bout à bout et que cela soit suffisant pour comprendre tout ce qui n'est pas raconté. Grâce à ces discussions, j'ai pu me libérer du poids de l'écrit et me concentrer sur ce que j'avais vu. »

« Un système de pensée millénaire »

« Hormis les scènes de spectacles de marionnettes, tout le film se déroule en lumière basse, en éclair-obscur. Et dans les scènes d'intérieur, il y a toujours un objet au premier plan, qui obstrue une partie de l'écran. Pourquoi ces choix ? »

« La pénombre est une sensation que j'éprouve réellement vis-à-vis de la Chine. Je l'associe aux mots anciens. La composition du cadre est plutôt un procédé de mise en scène : cet objet au premier plan devient sombre, et permet alors d'intensifier toute l'attention du spectateur sur ce qui se passe derrière. »

« Mais ce n'est pas un choix décidé à l'avance : chaque séquence est conçue sur place, de façon spontanée. »

« La mise en scène des spectacles de marionnettes influence-t-elle celle du film ? »

« Je ne m'en suis aperçu qu'après le tournage. Comme mon film, les opéras et les spectacles de marionnettes chinois sont très elliptiques, les personnages se présentent rapidement en entrant en scène et on enchaîne très vite d'un épisode à l'autre, sans épilogue. Dans le théâtre traditionnel, les dialogues sont très directs, on ne dispose d'aucun détail sur l'environnement. C'est ce que je souhaiterais retrouver dans mes films. »

« De même, vos personnages ne sont pratiquement jamais filmés de face. »

« Si je filme un événement, par exemple un inconnu, je le représente frontalement. Mais si je veux montrer l'influence de cet événement sur des gens, j'aurai inconsciemment tendance à les filmer de côté, pour tenter de saisir leurs sentiments intérieurs. Ce qui me permet de ne pas m'imposer, de laisser l'espace de la réflexion au

public, qu'il puisse avoir un autre regard que le mien sur l'action en train de se dérouler. Mes films ne cherchent jamais l'effet immédiat. J'espère qu'ils auront un effet sur les spectateurs, mais sur une durée plus longue. »

« Vous avez tourné pour la première fois en Chine populaire. Qu'y avez-vous appris ? »

« J'étais allé en Chine chercher des décors anciens, qui n'existent plus ici. J'y ai trouvé bien autre chose par surcroît. J'avais des préjugés sur ce pays, que j'imaginai beaucoup plus archaïque que Taiwan. Il y a peu de différences essentielles entre Taiwan, Hongkong et la Chine populaire. Les conflits entre tradition et modernisme sont les mêmes dans les trois endroits. Les questions industrielles et commerciales sont seulement mieux réglées à Hongkong qu'en Chine populaire. A Taiwan, nous sommes entre les deux : on a acquis des méthodes modernes mais on a gardé la pagaille. »

« Travailler en Chine m'a permis de me confronter au rapport entre un système de pensée millénaire, toujours présent, et la manière dont il est vécu aujourd'hui par la population, dans son existence quotidienne. Li Tien-lu m'a servi de lien, il s'est vu totalement intégré à ces croyances populaires. A certains égards, il ressemble à ses personnages du théâtre de marionnettes. »

« Que signifie aujourd'hui « être Chinois », pour vous ? »

« Les Chinois ont appris beaucoup de choses grâce à l'apport occidental. Mais rapidement, ils ont renié ce qui leur appartenait. L'Occident et la Chine sont deux systèmes tout à fait différents, ce dont témoignent leurs systèmes de signes, absolument dissemblables. Le système chinois m'apparaît clair et extrêmement complet. J'y adhère totalement, j'essaie de trouver une manière actuelle d'expliquer ce système à mon propre peuple. Et l'image est désormais le moyen d'expression nécessaire pour transmettre cette réflexion. »

Propos recueillis par JEAN-MICHEL PRODON

La liste des salles participantes où sont projetés les films sur le mercredi 8 décembre figure page 13 sauf dans notre édition Rhône-Alpes.

DROUOT RICHELIEU
9, RUE DROUOT, 75009 PARIS
Tél. 48-00-20-20 - Téléc. : DROUOT 642 260
Informations téléphoniques permanentes
en français et en anglais au : 48-00-20-17
Compagnie des commissaires-priseurs de Paris
Seul indications particulières, les expositions auront lieu
la veille des ventes, de 11 h à 18 h. Exposition le matin de la vente.
Régisseur O.S.P., 64, rue La Boétie, 75008 PARIS. 40-75-45-45.

SAMEDI 11 DÉCEMBRE

S. 8 - 14 h 15. Bijoux. Argentierie. - M^{re} ROGEON.
S. 9 - Arts primitifs. - M^{re} LOUDMER.

LUNDI 13 DÉCEMBRE

S. 3 - Beaux bijoux. Objets de vitrine. Orfèvrerie ancienne et moderne. - M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S. 4 - Livres. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 9 - 11 h et 14 h 30. Estampes modernes et contemporaines. Livres illustrés et affiches. - M^{re} LOUDMER.

MARDI 14 DÉCEMBRE

S. 9 - 14 h 30. Suite de la vente du 13 décembre. - M^{re} LOUDMER.
S. 10 - Gravures. Tableaux. Objets de vitrine. Bijoux. Meubles. - M^{re} DELORME.
S. 12 - Styles et objets d'écriture. - M^{re} JUTHEAU-DE WITT. Expert : M. Tattégrain.

MERCREDI 15 DÉCEMBRE

S. 2 - Tab., bib., mob. - M^{re} OGER, DUMONT et M^{re} ARTUS et associés.
S. 4 - 11 h 15 et 14 h 30. Dessins et tableaux anciens. Objets de curiosité. Extrême-Orient. Bijoux. Argentierie. - M^{re} LOUDMER.
S. 13 - Tableaux, bibelots, meubles. - M^{re} BINOCHÉ, GODEAU, STUDEF, FROMENTIN.
S. 15 - Meubles syriens du XIX^e. Anciens kilims. - M^{re} BOSCHER, STUDEF, FROMENTIN.

JEUDI 16 DÉCEMBRE

S. 2 - Arts de l'Islam. - M^{re} BOISGIRARD.
S. 8 - Bijoux. Argentierie. - M^{re} CARDINET-KALCK.
S. 10 - Tableaux modernes et anciens. Bel ameublement. M^{re} de RICOLLES. Experts : MM. Blamuth, Auguier, Lubi et Samuel-Weis.
S. 15 - Autographes. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.

VENDREDI 17 DÉCEMBRE

S. Set 6 - Importants tableaux modernes et anciens, œuvres de GAUGUIN - PISSARRO - RENOIR - CHARDIN - GOYA - Bel ameublement du XVIII^e siècle. - M^{re} AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET.
S. 15 - Suite de la vente du 16 décembre. - M^{re} LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR.
S. 16 - 15 h 30. Tableaux XIX^e, modernes et contemporains. - M^{re} LOUDMER.

DROUOT MONTAIGNE
15, AVENUE MONTAIGNE
75008 PARIS
Tél. : 48 00 20 80

VENDREDI 17 DÉCEMBRE à 20 heures
SUCCESSION NOURHAN MANOUKIAN
M^{re} BOISGIRARD, commissaire-priseur

AUDAP, SOLANET, SCP GODEAU-VELLIET, 32, rue Drouot (75009), 47-70-67-68.
BINOCHÉ, GODEAU, 5, rue La Boétie (75008), 47-42-78-01.
BOISGIRARD, 2, rue de Provence (75009), 47-70-81-36.
BOSCHER, STUDEF, FROMENTIN, 3, rue d'Amboise (75002), 42-60-87-87.
CARDINET-KALCK, 17, rue Le Peletier (75009), 48-24-06-11.
DELORME, 14, avenue de Messine (75008), 45-62-31-19.
JUTHEAU-DE WITT, 13, rue de la Grange-Batelière (75009), 48-00-95-22.
LAURIN, GUILLOUX, BUFFETAUD, TAILLEUR (anciennement RHEIMS-LAURIN), 12, rue Drouot (75009), 42-46-61-16.
LOUDMER, 7, rue Rossini (75009), 44-79-50-50.
OGER, DUMONT, 22, rue Drouot (75009), 42-46-96-95.
PICARD, 5, rue Drouot (75009), 47-70-77-22.
DE RICOLLES, 46, rue de la Victoire (75009), 48-74-38-93.
ROGEON, 16, rue Milton (75009), 48-78-81-06.

AQUA BOULEVARD DE PARIS (Porte de Saint-Denis)
Salle Grand Large 4, rue Louis-Armand, 15

MARDI 14 DÉCEMBRE à 19 h 30

Vente aux enchères publiques par
réalisation de pages et à dire
D'AUTOMOBILES DE COLLECTION
M^{re} BOISGIRARD, commissaire-priseur.

HÔTEL AMBASSADEUR - SALON HAUSSMANN
16, boulevard Haussmann, 75009 PARIS

VENDREDI 17 DÉCEMBRE à 14 h 15
ESTAMPES - BEAUX LIVRES ANCIENS ET MODERNES
M^{re} PICARD, commissaire-priseur
Experts : M^{re} D. Rousseau et M. P. Manzière
Expo Hôtel Ambassador le 16-12 de 11 h à 18 h.

Ecoutez voir
PETIT MONTPARNASSE
43.22.77.30
DERNIERES

David WARRLOW
L'inquisiteur

Robert PINGET
Jésu JOUANNEAU

« C'est drôle, inquiet, étonnant, LA CROIX
"D'une justesse miraculeuse, bouleversant." LE FIGARO
"Quelle réussite... prodigieuse!" LE CANARD "Un moment de pur bonheur." LE QUOTIDIEN

Ecoutez voir

MISTER CENDRON
OPÉRA JAZZ

de Michel Rostain et Gérard Marais

d'après le conte de Pierrette Fleutiaux

7 au 19 décembre
la Grande Halle / La Villette

Location : 40 93 75 75

Franc - Virgin
soirée 20h30 - matinée 15h

La Villette

JAZZ

Le Renard du Nord

40 42 62 50

CULTURE

CINÉMA

L'AMOUREUSE
de Jacques Doillon

Entre confession et marivaudage

« Comme je n'arrive plus à rire, je passe inopérablement. » Le ton est celui de la confession intime, qui évolue hanté vers le marivaudage grave, auquel se prête un grappin de jeunes filles amies, dans la maison de campagne de l'une d'elles. Jeu des personnages, mais aussi jeu des auteurs et des actrices : Jacques Doillon et son scénariste, Jean-François Goyet, se sont amusés à écrire au jour le jour, sur la tournure, ce film réalisé pour la télévision en 1987 et dont le principe consistait à placer en situation de jeu neuf comédiennes de l'école de Nan-

terre. « Les histoires d'amour finissent mal, en général », chantent les Rita Mitsouko. La chanson sert de référence à Marie, Aud, Camille, Hermine, Irène, Vanessa, Elsa et Laurence. Si l'on ajoute à la liste le prénom d'Agathe, qui ne viendra pas, les initiales assemblées forment la nom de Machiavel. De stratégie, il est surtout question lorsque apparaît un jeune Américain, dont certaines se mettent à titailler de faire aimer, quand d'autres essayent de le jeter dans les bras de leur copine. Mais comment s'y prendre avec les garçons, dont on verra qu'ils aient du charme et ne soient pas trop cons ? et qui n'arrivent jamais quand on les attend ? Les amoureux de Doillon sont souvent des amoureux tristes, amoureux de l'amour plus que des garçons et qui ont du mal à accepter, justement, d'avoir des histoires d'amour qui finissent mal. Pour elles finalement, tout n'est jamais qu'une question de miroir, celui qu'elles se tendent à elles-mêmes et où les autres viennent se refléter.

Pour le réalisateur, le problème est un peu le même. Les scènes où il parvient à isoler les personnages et à les inscrire dans le cadre en les coupant du groupe sont les plus réussies. Moments chuchotés, confidences murmurées, silences complices, souvenirs d'enfance, peur de devenir adulte. Sinon, le film peine à se libérer de son principe de départ, qui le fait basculer vers l'exercice de style un peu mécanique et artificiel. L'enjeu se situe alors dans les relations entre le metteur en scène et ses interprètes, qu'il manipule en démiurge ou observe à la dérobée.

Toutes se prêtent au jeu sans arrière-pensée, avec une énergie, une intensité et un talent qu'elles ont, pour la plupart, mis depuis au service d'autres cinéastes (notamment Valérie Bruni-Tedeschi, remarquée dans *Les gens normaux* n'ont rien d'extraordinaire, et Marianna Denicourt, dans *le Sentinelle*).

PASCAL MÉRIGEAU

MUSIQUES

L'ouverture de la saison de la Scala de Milan

Grands feux pour « la Vestale »

MILAN

correspondance

La musique de Spontini mêlée aux chansons du groupe sud-américain Inti Iluminati, les hymnes révolutionnaires répondant aux slogans rageurs des chômeurs d'Alfa Romeo... ce fut un happening qui tint lieu, mardi soir, d'inauguration de la saison de la Scala, traditionnellement fixée le 7 décembre. Le théâtre milanais reste l'un des derniers symboles collectifs de la cité lombarde, plongée dans une profonde crise économique et submergée par une avalanche d'arrestations. Mardi 7, précisément, venait de se produire le dernier scandale en date : l'incarcération du secrétaire administratif de la Lega Nord, le parti fédéraliste de Bossi. « Chacun de nous a peur de ce qui l'attend », hurlaient les ouvriers aux portes de l'Opéra. Ripa I Meana, ex-metteur en scène, ex-femme à scandale, ex-écrivain, nouvelle convertie à la protection des animaux, brûlait sa fourniture de renard argenté. Encore quelques pas et on pouvait rencontrer quelques centaines de jeunes du centre social Leoncavallo, qui ont engagé une interminable querelle avec le maire Formentini, candidat de la Ligue Nord à Milan, pour réhabilitation d'un immeuble qu'ils ont occupé sans autorisation. « Bossi et Formentini, vous finirez comme Mussolini », chantaient les manifestants en sautant sur place en cadence. Mais policiers et carabinieri étaient deux fois plus nombreux qu'eux.

7 décembre 1992 : Gabriele Cagliari et Raoul Gardini (la première alors président des Hydrocarbures d'Etat, le second dirigeant de l'entreprise Faruzzi Montedison) n'avaient pas raté la première de la Scala. Cette année, ils ne sont pas là. Ils se sont suicidés, tous deux submergés par l'enquête des « mani pulite » (affaires propres). Entre tragédie et comédie, l'Italie

décharge aujourd'hui ses névroses sur cette place de Milan où la statue de Léonard de Vinci paraît inviter à la raison. On en est très loin pour le moment.

Les plus heureux, dans ces conditions, étaient les nombreux médiums français, pontuels à cette représentation d'une *Vestale* de Gaspard Spontini chantée en langue originale, celle du livret d'Etienne de Jouy. Voilà deux siècles qu'on n'avait vu tant de drapeaux tricolores flotter à Milan : la scène de la Scala était couverte pendant le triomphe de Lucius, le général romain vainqueur des Gaulois. Cela, parce que la mise en scène de Lilliana Cavani a fait le trait d'union entre la Rome des Césars et le Paris napoléonien.

Mère
fécunde

La *Vestale* fut créée le 15 décembre 1807 à l'Académie impériale de musique, dédiée à Joséphine de Beauharnais, qui avait protégé le maître italien contre les académiciens qui n'aimaient pas sa musique « extravagante, abusant d'effets sonores ». Joséphine savait bien que ce saut au style néoclassique, réchauffé aux feux de la passion romantique, pouvait plaire à l'Empereur. Il se reconnaît dans l'homme qui gagne les batailles, repoussé les troupes, qui s'élève au-dessus des deux belligérènes. Mais Joséphine n'était pas, aux yeux de son mari, aussi désirable que Julia, l'héroïne de Spontini, aux yeux de Lucius...

Restant avec un soin philologique (tableau qu'on n'avait jamais plus, depuis la première, admiré dans sa totalité), cette production de la *Vestale* rétablit les quarante minutes de ballet écrites par l'Italien pour satisfaire les goûts galants de la cour française à la Scala, la danseuse Carla Fracci a héroïquement essayé de faire oublier ses cinquante-sept ans). Entre tragédie

lyrique, grand opéra et mélodrame, les trois actes se déroulent, sentimentaux et furieux, pour culminer dans le flux musical ininterrompu de l'acte central, une *aria* qui devient un duo, qui devient un trio, pour se transmuter en scène chorale : la *Vestale* comme une mère féconde. Berlioz a aimé l'opulence de l'orchestration, Rossini emprunta des pages chorales, Wagner resta ému - et le dit à l'auteur lors d'une rencontre en 1840 - par la puissante structure unitaire de l'œuvre, ses harmonies compactes et les délicatesses ciselées de la mélodie, simple et nue comme du Bellini.

Chef-d'œuvre plus aimé des musiciens et des musicologues que du public, cette *Vestale* n'était plus revenue à la Scala depuis 1954. Maria Callas l'incarnait alors, dans la mise en scène de Visconti. L'ouvrage a, cette fois, surtout convaincu pour la direction classique, enflammée et pourtant classique, de Riccardo Muti. Les chanteurs doivent avoir appris le français dans les prairies américaines, où d'ailleurs ils sont nés pour l'essentiel. Karen Huffstodt possède des torrents de voix et un tempérament dramatique. Mais la *Vestale* n'est pas une héroïne vériste. Son désespoir naît de la connaissance de l'échec du style. Michaels Moore (Lucius), Patrick Rafferty (Cinna, son ami) sont à peu près irréprochables. Denyce Graves, la Grande Vestale, est aussi solennelle que l'exige son rôle. Son français est lui aussi bien américain. Mais la France, comme l'Italie, sont désormais des provinces dans l'empire napoléonien des multinationales du disque et dans les grandes manoeuvres du marché lyrique international.

SANDRO CAPPELLETTI

Prochaines représentations, les 10, 12, 15, 17, 21 et 23 décembre à 19 heures, le 19 à 15 heures. Tél. : 02-57-33-28-79-71.

LES BRIGANDS à l'Opéra Bastille

Le cancan des poulets

Jérôme Deschamps et Macha Makhlouf, chefs d'une drôle de famille connue sous le nom de Deschiens, sont, depuis longtemps, passés maîtres dans la mise en scène au couteau des dérèglements humains. On ne pouvait trouver mieux pour transporter du milieu du XIX^e siècle à la fin du XX^e toute la filouterie d'Offenbach, potache jamais en peine de bonnes blagues et grand ordonnateur des réjouissances comiques. Louis Langrée, jeune chef de trente-deux ans, assistant jusqu'à l'année dernière de Semyon Bychkov à l'Opéra de Paris, est élégant, raffiné, habile dénicheur de la poésie cachée par le compositeur sous les cors, les tambours, les éclats des *Brigands*.

De ces trois-là, d'un orchestre en pleine forme, de chœurs irréprochables, d'une distribution emmenée par l'impériale Michèle Lagrange, Doris Lamprecht et Michel Sénéchal, on pouvait attendre l'impossible : nous faire croire qu'une « petite » partition d'Offenbach pourrait sonner juste à Bastille quand elle a été écrite pour une salle qui tiendrait tout entière sur la moitié du parterre. L'illusion n'aura duré que le temps du premier acte. Au baser de rideau du deuxième, un quartier de mélomanes fâchés abandonnant la caverne des brigands pour le pavé parisien. La grisaille vaut mieux que les cartons peints du spectacle (Françoise Darrieu, pastiche hésitant entre le style Disney et celui d'Hanna et Barbera, quelque chose comme Robin des Bois chez les Pierrefeux).

Rien n'y fait : l'escouade des animaux vivants convoqués sur la scène (un âne, des poules, des chèvres...), la bataille des Deschiens (Jérôme Deschamps lui-même, et Jean-Marc Bihour, François Morel, Yolande Moreau, les autres...), des chanteurs qui se plient avec une discipline de fer aux exigences du théâtre sans jamais renoncer à leur chant, tous assument avec énergie le parcours semé de gags qu'on leur propose, d'une caverne dans la montagne jusqu'à la cour du prince de Manne. Sur leur chemin, l'inoubliable cancan dansé par trois poulets déplumés dans les mains de marmitons en folie.

Au chapitre de la musique, on retrouve avec un réel plaisir la griffe Deschamps - le livret de Meilhac et Halévy prend un sérieux coup de jeune à coups d'onomatopées, désormais popularisées par la télévision, et de dialogues additionnels : les Deschiens cassent avec un fracas qui est le « son Deschiens ». Mais on s'étonne que le metteur en scène n'ait pas recouru ici à ce qui lui réussit si bien ailleurs : la férocité. Sans elle, l'humour n'est que divertissement et, dans une esthétique si conventionnelle, divertissement de papa.

Au chapitre de la musique, on regrettera que Louis Langrée n'ait pas mis plus de constance à revisiter la partition. S'il ne peut nous convaincre de l'improbable perfection des airs de Florent - mélodiquement inoubliables et pourtant si difficiles à chanter -, s'il ne peut qu'alléger les marches pesantes glissées sous les pas des brigands et des gendarmes lancés à leur trousser, au moins aurait-il pu semer un peu des gags du plateau dans la fosse. Voilà une partition qui exige qu'on la maltraite, la martyrisse, qu'on la réduise à sa juste mesure.

Donner les *Brigands* aujourd'hui c'est épouser le burlesque, oratoire compris. Dans l'immense salle de la Bastille, on ne s'amuse qu'à par intermittence.

OLIVIER SCHMITT

Opéra Bastille. En alternance jusqu'au 12 janvier. A 19 h 30. Durée : 3 h 15. Tél. : 44-73-13-00. De 50 F à 380 F.

EN BREF


CINÉMA : la mort d'André Cerf. - Scénariste, réalisateur, comédien, André Cerf est mort le 6 décembre à Neuilly à l'âge de quatre-vingt-deux ans. Il était de ces artisans discrets, dont on a tort d'oublier le nom : il fut l'auteur des scénarios des premiers films de René Clair, l'assistant de Jean Renoir, Marcel L'Herbier ou Anatole Litvak, acteur chez Renoir et Cavalcanti, et même grognard dans le *Napoleon* d'Abel Gance. En 1947, il passait à la réalisation avec *Si jeunesse savait*, une comédie interprétée par Jules Berry et Jean Tisserand. L'année suivante, il donnait un autre film, *la Feuille et l'Innocent*.

JAZZ : décès de la chanteuse et pianiste Marie Blake. - La chanteuse et pianiste de jazz Marie Blake est décédée dimanche 5 décembre 1993 à l'âge de soixante-quatre ans à l'hôpital du Mont Sinai de New-York. Originaire du New-Jersey,

elle était arrivée à Manhattan dans les années 40 et s'était rapidement imposée dans la scène « stride » de Harlem, où une puissante assise rythmique de la main gauche assurait les variations de la main droite. Marie Blake s'était produite avec les orchestres de Duke Ellington et Count Basie et avait accompagné Billie Holiday. Elle était également l'un des maîtres du « scat », manière de chanter où les paroles sont remplacées par une suite d'onomatopées permettant une liberté d'improvisation.

THÉÂTRE : le SYNDEAC quitte l'organisation des Molières. - Syndicat national des directeurs d'entreprises artistiques et culturelles (SYNDEAC) a annoncé le 8 décembre sa décision de quitter l'Association professionnelle artistique du théâtre, organisatrice des Molières. Ce rassemblement annuel des professionnels du théâtre « ne représente pas l'esprit général avec lequel le théâtre public mène ses activités », explique le syndicat, qui réunit tous les directeurs des scènes subventionnées en France, à l'exception des théâtres nationaux (Colline, Chaillot, Odéon et Comédie-Française). La comitité des Molières maintient cependant la huitième cérémonie des Molières, prévue le 18 avril au Châtelet à Paris et retransmise en direct sur France 2. Elle ne devrait donc concerner essentiellement que les producteurs du théâtre privé parisien.

Une nouvelle présidente au Théâtre Mogador. - Denisa Petrididier, productrice indépendante de cinéma et directrice de théâtres à Paris (le Danton et la Comédie-Caumartin), vient d'accepter la présidence de la Société des musico-halls parisiens, dont le principal établissement est le Théâtre Mogador. Elle remplace à ce poste Fernand Lumbroso, quatre-vingt-deux ans, qui reste cependant directeur de Mogador.



King Faisal International Prize

APPEL AUX CANDIDATURES POUR LE PRIX INTERNATIONAL DE MÉDECINE ET DE SCIENCE 1995 DU ROI FAÏÇAL

Le secrétariat général du Prix du roi Faïçal a le plaisir d'inviter les universités, les sociétés scientifiques et médicales et les centres de recherche du monde entier à présenter les candidatures de personnes qualifiées pour :

Le Prix international de médecine du roi Faïçal décerné pour :

IMMUNOLOGIE MOLÉCULAIRE

et


Le Prix international de sciences du roi Faïçal pour :

CHIMIE

Les candidatures doivent répondre aux conditions suivantes :

- Les candidats doivent avoir effectué des travaux universitaires éminents sur le sujet du prix, contribuant au bien de l'humanité et au progrès du genre humain.
- Les travaux soumis doivent être originaux et publiés.
- Les candidatures doivent comprendre les éléments suivants :
 - une lettre de présentation émanant d'un organisme habilité à le faire ;
 - un CV à jour, tapé à la machine, précisant la formation universitaire du candidat ainsi que son expérience, et avec la liste de tous ses travaux publiés ;
 - sept exemplaires de chacun des travaux soumis à candidature ;
 - trois photos couleur récentes ;
 - l'adresse du candidat, personnelle et professionnelle, avec téléphone, télex et fax.
- Les candidatures seront examinées par le comité de sélection.
- Le prix peut être partagé entre plusieurs personnes.
- Les candidatures seront refusées dans les cas suivants :
 - présentation par une personne privée ou par des partis politiques ;
 - conditions du prix non remplies.
- Le prix se compose des éléments suivants :
 - un certificat au nom du lauréat comprenant un résumé des travaux pour lesquels il a obtenu le prix ;
 - une médaille d'or ;
 - une somme d'un montant de (RS 350 000) trois cent cinquante mille rials saoudiens (environ 93 000 dollars US).
- Le nom du ou des lauréats sera annoncé en janvier 1995. Le prix sera remis lors d'une cérémonie officielle à une date ultérieure.
- La date limite de réception des candidatures complètes est fixée au 1^{er} septembre 1995.
- Aucun document de candidature ni travaux ne seront restitués à l'envoyeur, qu'il soit lauréat ou non.
- Les candidatures devront être envoyées par avion en recommandé à l'adresse suivante :

The Secretariat General King Faisal International Prize
P.O. Box 22476, Riyadh 11495, Kingdom of Saudi Arabia
Tél. : 46-52-255/1 télex 40-46-67 PRIZE SJ/Fax 46-58-685/Cable : JAEZAH



MUSIQUES DU MONDE

SAM. 18 DEC. 18H

N. RAMANI

flûte murci Inde du Sud

A. Kanyar Kumar violon
S. V. Raja Rao mridangam

CHAURASIA
flûte bansuri Inde du Nord

R. Chaurasia seconde flûte
S. Banerjee tabla

DIM. 19 DEC. 10H
Raga-s du matin

LUN. 20 DEC. 20H30
Raga-s du soir

2 PL. DU CHATELET 42 74 22 77




Théâtre Ouvert

Le Renard du Nord

Noëlle Renaude

C'est un vrai bonheur. Il faut remercier Robert Cantarella (Molières). La pièce m'a captivé (Miguel Ángel). Une équipe de comédiens d'un tel talent (Molières). On sort content et heureux (Le Monde).

LOC 42 62 59 49



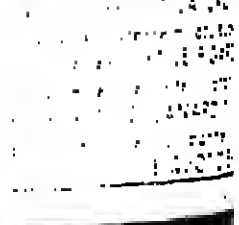
Petit Montparnasse

43.22.77.30

DERNIÈRES

David Warshaw
L'inquisition

Robert Mingo
J'ai vu l'homme
J'ai vu l'homme



MISTER CENDRON

OPERA JAZZ

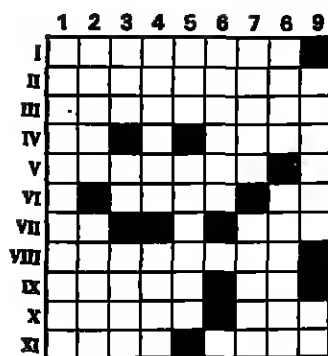


MISTER CENDRON

OPERA JAZZ

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 6189



VERTICALEMENT

1. Quand on ne peut pas envoyer paf... 2. Attitude de chien. Un joli bouquet... 3. Ile. Sur la Bresle. Cartes sont héroïques... 4. Petites lumières. Sont toujours plates... 5. Blanc. Il va avec le probité candide. On en doit à André Chénier... 6. Des gens qu'on pourrait voir à Pâques ou à la Trinité... 7. Des mouvements subtils. Petit, il ne deviendra jamais majeur... 8. Dane l'héritier. Passer à l'huile... 9. Reconstruit l'armée allemande. En Espagne.

Solution du problème n° 6188

HORIZONTALEMENT

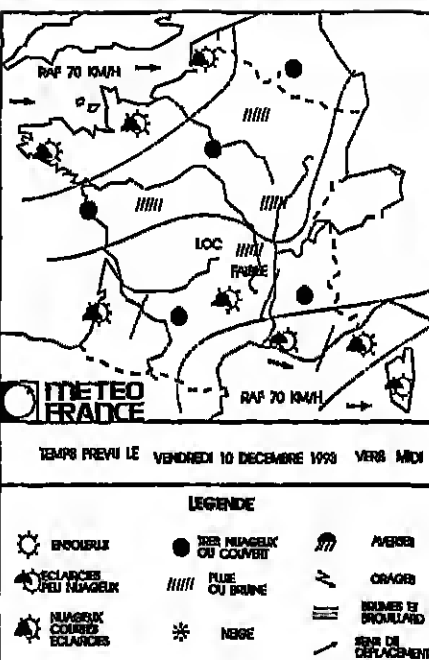
I. Traits très fins... II. Epruvées par ceux qui ont beaucoup de jetons... III. Un certain sel... IV. Un métal léger. Héros antique... V. Comme des frères qui ne sont pas des fils à papa... VI. Détérioras. Lettres pour annoncer que tout va bien... VII. Coule dans le Pas-de-Calais. Convenu... VIII. Le vieux fusil... IX. Dont l'odeur évoque les grandes grèves. Abréviation... X. Sauts. S'oppose à la force... XI. Nappe. Pas conservés.

VERTICALEMENT

1. Pièces. Bois... 2. Indécise. Nu... 3. Etré. Uval. Ni... 4. Rami-mable... 5. Rit. Eufs... 6. Elde. Ut. Rue... 7. Ulème. Idea... 8. Sessile. Kir... 9. Es. Normale.

GUY BROUTY

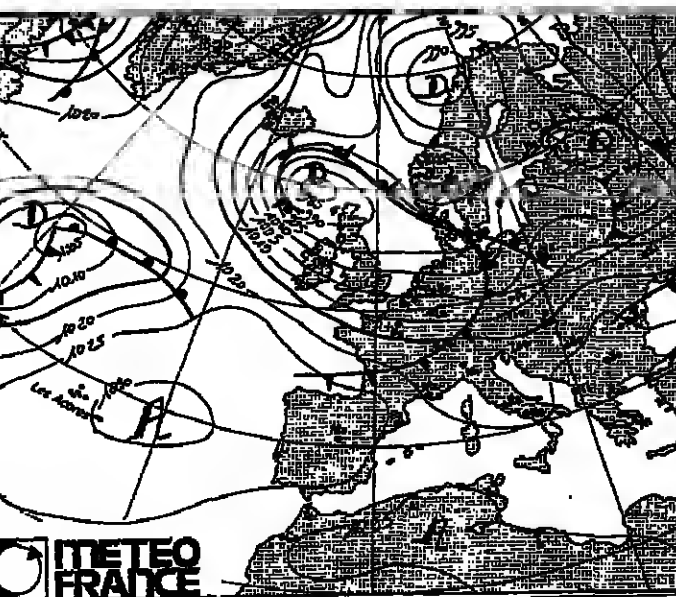
MÉTÉOROLOGIE



Vendredi: nouveau passage pluvieux. Sur la Bretagne, le Normandie et les Pays de la Loire, la météo sera grise et pluvieuse; ensuite le ciel deviendra plus variable mais avec encore une courte averse possible, surtout près des côtes. Sur Poitou-Charentes, le Centre, le Bassin parisien et Champagne-Ardenne, la pluie arrivera rapidement dans la matinée, pour ne cesser qu'en fin d'après-midi. Sur le Sud-Ouest, le Massif central, la Lorraine, l'Alsace, le Bourgogne, la Franche-Comté et Rhône-Alpes, après quelques éclaircies au début de matinée, le ciel se couvrira pour donner une petite pluie d'après-midi; sur les Alpes, il neigera un peu au-dessus de 1 400 mètres. Sur les régions méditerranéennes, le temps restera sec, avec un ciel partagé entre le soleil et les nuages élevés. Le vent de sud-ouest soufflera jusqu'à 70 km/h en pointe sur les côtes de Manche, 60 km/h sur tout le reste de la moitié nord. En Méditerranée, le vent d'ouest soufflera également jusqu'à 70 km/h en pointe. Les températures resteront douces, avec des minimales le plus souvent comprises entre 6 et 9 degrés, et des maximales entre 11 et 16 degrés au sud.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

PRÉVISIONS POUR LE 11 DÉCEMBRE 1993 À 0 HEURE TUC



Naissances

Frédérique MALTERRE-AURIAUCOMBE et Pierre AURIAUCOMBE, Maschilles, ont la joie d'annoncer la naissance de

Mariages

Chantal MERCHADOU et Henri LEGRAND, sont heureux de faire part de leur mariage, qui se déroulera dans l'intimité le 14 décembre 1993.

Décès

Alexandre Boviatis et Annette Boviatis, son fils et sa belle-fille, sa fille et son beau-fils, Les familles Deschamps, Thomadès, Margarithis, ont la douleur de faire part du décès de

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

CARNET

Les familles Nizan, Cerquant, Todd et Alphen, ont la tristesse de faire part du décès de

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

CARNET

Les familles Nizan, Cerquant, Todd et Alphen, ont la tristesse de faire part du décès de

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

CARNET

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

CARNET

Les familles Nizan, Cerquant, Todd et Alphen, ont la tristesse de faire part du décès de

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

CARNET

Les familles Nizan, Cerquant, Todd et Alphen, ont la tristesse de faire part du décès de

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

CARNET

Les familles Nizan, Cerquant, Todd et Alphen, ont la tristesse de faire part du décès de

Anniversaires

Le 10 décembre 1989, Claude CHAMPAGNEUILLE qu'il sa famille et ses amis. Que ceux qui l'ont connu, apprécié et aimé se souviennent.

In memoriam

Odet de LASCOURS † 10 décembre 1984.

Soutenances de thèses

Gaël Girard soutiendra sa thèse de doctorat d'Etat: «Aspects et construction du fantastique dans les nouvelles de Joseph Sheridan Le Fanu (1814-1873)», mardi 14 décembre 1993, à 9 heures, Université Paris-IV-Sorbonne, salle Louis-Liard.

Communications diverses

Jérôme Hayez: «Identité et migration entre la Toscane et l'Avignon aux quatorzième-quinzième siècles», thèse de doctorat (histoire), vendredi 17 décembre 1993, à 9 heures, Institut d'Art, 3, rue Michelet, salle Doucet.

كلام الله

ÉCONOMIE

La crise des retraites complémentaires

Certaines pensions pourraient être réduites

■ **PÉRIL.** Les régimes de retraite de base de la Sécurité sociale ne sont plus les seuls à connaître de sérieuses difficultés. Sous l'effet de la crise économique, les caisses complémentaires sont elles aussi en situation périlleuse. Cette année, l'ARRCO (qui couvre tous les salariés du privé) sera tout juste en équilibre alors que l'AGIRC (la caisse des cadres) enregistre pour la première fois un déficit.

■ **INTÉGRATION.** Après les régimes complémentaires de la profession bancaire, la CPOSS - qui assure les pensions des agents de la «Sécu» - est elle aussi en danger et sollicite son intégration au sein de l'ARRCO et de l'AGIRC, au prix d'une baisse programmée des prestations.

■ **MENACE.** A cela s'ajoute une partie de bras de fer entre les caisses et le gouvernement autour du financement de l'âge de la retraite à soixante ans, qui, depuis 1983, n'a pas été pérennisé. Les partenaires sociaux menacent de baisser arbitrairement de 22 % le montant des pensions complémentaires au 1^{er} janvier si l'Etat n'augmente pas sa participation.

FINANCES

Pour mieux refléter l'évolution du marché

La Bourse de Paris s'enrichit de deux nouveaux indices

Depuis le mercredi 8 décembre, la Bourse de Paris a accueilli deux nouveaux indices boursiers, l'indice SBF 120 et l'indice SBF 250. Ces deux indices, à base de calcul plus large, sont censés donner une meilleure image du marché parisien.

L'indice SBF 120 est composé des 120 valeurs les plus actives de la cote, soit des 40 valeurs de l'indice CAC 40 auxquelles s'ajoutent 80 valeurs du marché officiel ou du second marché. Quatre critères ont été utilisés pour la sélection de ces valeurs : le montant des capitaux échangés ; le nombre de transactions quotidiennes ; le taux de rotation quotidien et la fourchette moyenne, c'est-à-dire l'écart en pourcentage entre la meilleure offre et la meilleure demande. Cet indice, établi sur une base 1000 au 31 décembre 1990, sera calculé en temps réel dès le premier semestre 1994. Dans l'immédiat, ne sont disponibles qu'un indice d'ouverture et d'indice de clôture.

L'indice SBF 250, également en base 1000 au 31 décembre 1990, est le nouvel indice général de la SBF. Il remplace l'indice CAC 240, dont la nomenclature sectorielle était devenue obsolète, et également l'indice hebdomadaire INSEE, qui est appelé à disparaître. Il est composé de 250 valeurs du marché officiel, du second marché, qu'elles soient cotées en continu ou au fixing. Cet indice a pour vocation de mesurer l'évolution globale du marché à long terme.

Dés aujourd'hui, nos lecteurs pourront trouver le SBF 120 et SBF 250 dans le tableau «Bourses» situé dans la colonne des «Marchés financiers».

TÉLÉPHONE : les Douze se divisent sur le notion de service universel. - Le service universel, c'est-à-dire le service minimum qui doit être garanti à tout abonné au téléphone, divise les Douze dans la perspective de l'ouverture à la concurrence prévue pour 1998. Lors d'un conseil des ministres des télécommunications des Douze, mardi 7 décembre à Bruxelles, les positions entre les différents Etats membres sont restées divergentes entre les partisans d'un service universel au moindre coût, comme la Grande-Bretagne, et ceux qui désirent un service plus développé, comme la France. Le conseil a adopté une résolution très modérée, qui «ne permet pas de résoudre ces divergences».

Au risque de faire souffler un vent de panique parmi les futurs retraités, les gestionnaires patronaux et syndicaux des régimes de retraite complémentaire ARRCO (pour l'ensemble des salariés) et AGIRC (pour les seuls cadres) brandissent la menace d'une baisse autoritaire des pensions pour ceux qui décideraient de quitter la vie active avant 65 ans. Pour les partenaires sociaux, il s'agit d'obtenir de l'Etat qu'il augmente sa participation au sein de l'Association pour la structure financière (ASF) créée en 1983 pour assurer le coût de l'abaissement de l'âge de la retraite à 60 ans.

Sous l'effet de la crise économique, les moyens dont dispose l'ASF - alimentée par une contribution annuelle de 1 milliard de francs de l'Etat et par des cotisations patronales et salariales versées par l'assurance-chômage - sont devenus insuffisants. Or les protagonistes se sont enfermés dans un dialogue de sourds. Le gouvernement attend des partenaires sociaux qu'ils «prennent leurs responsabilités» avant le 31 décembre, date à laquelle l'accord renouvelé en 1990 arrive à échéance. Quant au patronat, il refuse d'envisager toute augmentation de sa participation et considère, avec les syndicats, que la réforme de 1983 a été voulue par les pouvoirs publics. Des arguments en partie fondés mais un peu courts : les syndicats n'ont-ils pas clamé que la retraite à 60 ans est une conquête sociale, et celle-ci n'a-t-elle pas grandement aidé le patronat à réduire, à moindre coût, ses effectifs ?

Conscients que le gouvernement serait le plus embarrasé si cette menace était mise à exécution, les gestionnaires de la caisse des cadres ont annoncé, mercredi

8 décembre, leur intention d'introduire dès janvier 1994 les «coefficients d'obsolescence» d'avant 1983. L'amputation (définie) du montant de la retraite serait comprise entre 4 % pour ceux qui partiraient à 64 ans et 22 % pour ceux qui partiraient à 60 ans. A l'ARRCO, on assure avoir les mêmes intentions. D'ores et déjà, les caisses de retraite des cadres ont indiqué aux candidats à la retraite que leur dossier était enregistré «sous réserve». Certaines encouragent ceux qui le peuvent à partir en retraite avant le 1^{er} janvier. Cette dramatisation est sans doute excessive. Certes, l'effort à consentir n'est pas négligeable mais, pour que tout rentre dans l'ordre, il suffirait que la participation annuelle de l'Etat passe de

L'AGIRC enregistre le premier déficit de son histoire

Pour la première fois depuis sa création en 1947, l'Association générale des institutions de retraite des cadres (AGIRC) enregistre cette année un déficit. Celui-ci est évalué à près de 3,5 milliards de francs, les produits financiers ayant partiellement comblé une partie des 6,5 milliards du «déficit technique».

Mercredi 8 décembre, lors d'une conférence de presse, les gestionnaires patronaux et syndicaux de la caisse des cadres ont mis l'accent sur la «baisse brutale des ressources» engendrée par la conjoncture économique. Selon Pierre Guillot (CNPF), président de l'AGIRC, «la situation n'est pas tragique mais sérieuse». La montée du chômage chez les

cadres, le ralentissement des évolutions de salaire et l'augmentation, jugée trop rapide, du plafond de la Sécurité sociale se traduiront cette année par «une baisse sensible» des cotisations (50,7 milliards de francs en 1992 pour 2,7 millions de cotisants).

Ce contexte très difficile - si rien n'est fait, le déficit atteindra 10 milliards l'an prochain - va nécessiter une douloureuse remise à plat. Un programme visant à réduire de 20 % les frais de gestion sera engagé, de même qu'une restructuration des fonds destinés à l'action sociale. Parallèlement, les pensions ne seront probablement pas revalorisées l'an prochain, et le taux d'appel (actuellement, 17 % de la cotisation n'ouvre aucun droit à la

retraite) sera augmenté. Enfin, une révision à la baisse des conditions de reversion de la pension au conjoint survivant, des majorations familiales et de l'attribution de points de retraite aux émigrés est envisagée.

JEAN-MICHEL NORMAND

complémentaires de droit commun. Pour y parvenir, il faudra réduire les niveaux des pensions à venir et s'acquitter d'un «ticket d'entrée» (la masse des retraites des agents de la «Sécu» sera triplée d'ici à 2018) de 29 milliards de francs ! Une attitude un peu plus conciliante de l'ARRCO et de l'AGIRC à l'égard de la CPOSS pourrait, sans-on jamais, amener l'Etat à faire un geste à l'égard de l'ASF. Pour des motifs identiques, les régimes de retraite des banques (une profession censée gérer le long terme) viennent d'être accueillis dans l'ensemble ARRCO-AGIRC au prix, là encore, d'une programmation à la baisse des prestations.

Ces choix seront d'autant plus difficiles qu'ils devront s'intégrer dans une autre négociation, dont l'objectif est d'augmenter progressivement le taux de cotisation minimum des employeurs et des salariés. Alors que les syndicats proposent de le porter de 8 % à 16 %, le CNPF n'entend pas aller au-delà de 14 %. Autant d'éléments qui incitent les dirigeants de l'AGIRC à placer la barre très haut face au gouvernement...

J.-M. N.

SOCIAL

Un colloque Sciences-Po - «le Monde»

L'avenir du travail

Pour les sixièmes rencontres Sciences-Po-le Monde, mercredi 8 décembre, à l'Hôtel Lutétia à Paris, le thème général du débat portait sur «le travail : quel avenir ?». Devant un public à la fois attentif et curieux, cette journée de réflexion a été consacrée, le matin, à la place du travail aujourd'hui et, l'après-midi, à l'opposition entre le libéralisme et le protectionnisme.

Il revenait à Jean-Claude Cassanova, professeur d'économie à l'Institut d'études politiques de Paris, d'ouvrir le débat sur les causes principales de la montée du chômage. Expliquant d'emblée qu'il n'allait pas apporter des réponses, mais des questions, il a constaté que le chômage, bien qu'il touche beaucoup plus l'Europe que le Japon ou les Etats-Unis, n'était pas un phénomène économique, mais dépendait de décisions politiques et sociales. Le taux de chômage, qui atteint 12,5 % de la population active en Europe, est la résultante d'une «armistice social» que les citoyens contribuables sont prêts à payer.

Face à cette explication classique du chômage, Bernard Perret, coauteur avec Guy Roustang du livre *L'économie contre la société*, a expliqué rapidement les changements fondamentaux dans la nature du travail, provoqués par la mondialisation non maîtrisée de l'économie. «Plus immatériel, plus interactif, plus autonome, le travail évolue vers une tertiarisation où la relation entre les hommes devient prépondérante sur l'affrontement avec la machine». Cette «tertiarisation» entraîne un éclatement du monde du travail, ainsi qu'une importance accrue donnée à la «qualification sociale» des individus, qui entraîne une plus grande opacité du marché du travail. Le système de repérage par les diplômes devenant incopérant, on aboutit à «une crise de l'intégration sociale par le travail».

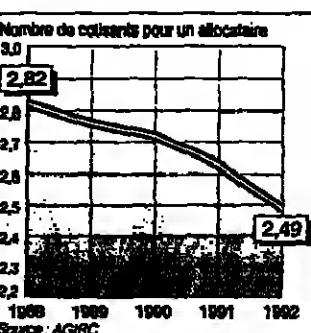
Economiste, Robert Boyer a renchéri, plaçant pour «une nuit du 4 août de la relation salariale». A cause du succès des «trente glorieuses», la France est restée en

effet attachée à un modèle où les relations du travail étaient très codifiées. Or le retour au plein emploi d'après guerre a vécu, dès lors que les emplois devenaient de plus en plus relationnels et que le temps de travail ne mesure plus réellement la valeur ajoutée. Jean-Baptiste de Foucauld, commissaire au Plan, a constaté que nous sommes confrontés à une triple crise de l'emploi, du lien social, et du sens. «Le travail est, dans le vie de chacun, moins important quantitativement, mais toujours aussi important qualitativement». Or, il faut refaire le chemin dans le sens inverse : «redonner sa place quantitative au travail, et relativiser sa place qualitative». «Il n'existe que des pesanteurs organisationnelles et culturelles au temps choisi», a-t-il ajouté. Une mise en cause des explications macroéconomiques du chômage s'est fait jour, et Robert Boyer a expliqué qu'avec l'internationalisation de l'économie, il ne reste plus que le marché du travail pour assurer les ajustements au niveau national.

L'après-midi, le débat, qui se déroulait en marge de la recherche d'un accord global sur le cycle de l'Uruguay, a opposé Pascal Salin, professeur d'économie à Paris-Dauphine, «héritier d'un libéralisme pur et dur», à Jean-Marcel Jeanneney, qui «n'est pas un protectionniste à tout crin», comme il a tenu à le préciser. Claude Vimont, professeur à l'IEP, dans son analyse du commerce extérieur français, a constaté que la France importait des produits à forte contentance en emplois tandis qu'elle exportait des produits à haute valeur ajoutée. René Rémond, président de la Fondation nationale des sciences politiques, a conclu ce riche débat en constatant que «l'entrée dans des sociétés «travaillistes», dans le sens où le travail est la valeur-pivot de nos sociétés, est un phénomène relativement moderne en Europe». Et il a souhaité que «la réintégration dans le travail d'autres activités moins visibles (permette) de réconcilier les deux logiques, de l'économique et du social», aujourd'hui séparées.

ALAIN BEUVE-MÉRY

Nouvelle dégradation du rapport actif/retraité



La proportion de cadres ayant augmenté dans une moindre proportion que prévu, le rapport entre le nombre de cotisants et les effectifs de retraités du régime de retraite complémentaire de l'AGIRC a encore diminué en 1992. Toutefois, en retraité, n'ayant accompli en moyenne que deux tiers de sa carrière en qualité de cadre, pèse proportionnellement moins qu'un cotisant actif. Sur les 88 000 nouveaux retraités recensés en 1992 (en augmentation de 6,5 % en an), 81 % (contre 77 % en 1991) étaient âgés de moins de soixante-cinq ans.

Inquiétude chez les agents de la Sécurité sociale

Les gestionnaires patronaux et syndicaux des 260 000 agents actifs et retraités de la Sécurité sociale sont entrés dans la dernière ligne droite, s'agissant de l'intégration, au 1^{er} janvier, de leur régime particulier de retraite complémentaire - aujourd'hui largement déficitaire - au régime général interprofessionnel de l'AGIRC-ARRCO. Hubert Maigrat, président (CNPF) de l'Union des caisses nationales de la Sécurité sociale (UCANSS), devait ainsi, jeudi 9 décembre, chercher un terrain d'entente avec les délégués du personnel sur le mode de financement de cette intégration, dont le coût a été évalué à 29,2 milliards de francs pour le seul maintien des droits garantis par l'AGIRC et l'ARRCO (le Monde daté 14-15 novembre). Ceci en vue de dégager une majorité au sein du conseil d'administration paritaire de l'UCANSS qui doit, in fine, entériner les modalités de cette intégration. Le protocole d'accord qui devrait lui être soumis, le 16 décembre, prévoit aussi la création d'un régime différentiel relatif au maintien des avantages supplémentaires acquis au 31 décembre au sein du régime actuel de la Caisse de retraite et de prévoyance du personnel des organismes sociaux et similaires (CPOSS) et la mise en place d'un régime spécifique de prévoyance.

Pour l'heure, le principal point de blocage entre le CNPF et les organisations syndicales favorables à l'intégration (CFDT, CFE-CGC) réside toujours dans l'affectation d'une partie (1,825 %) de la cotisation actuelle des agents non cadres au maintien des droits garantis par l'ARRCO. Pour la CFDT, cette intégration devait permettre de réviser à la baisse le taux de cotisation de ces salariés, qui finance aujourd'hui pour partie les avantages réservés aux cadres. De son côté, l'employeur, censé compléter la part salariale, ne souhaite pas alourdir outre mesure sa participation. Parallèlement, les syndicats souhaitent obtenir de l'ARRCO et de l'AGIRC un allègement de cette contribution de maintien de droits, jugée trop onéreuse.

La marge de discussion reste toutefois très étroite dans la mesure où, de leur côté, les syndicats hostiles à cette intégration (FO, CGT) multiplient les appels à la mobilisation du personnel pour obtenir le «retrait du plan Maigrat».

V. D.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

La controverse sur la libéralisation du commerce dominical

Les grandes surfaces britanniques pourront ouvrir six heures le dimanche

Toute les magasins pourront ouvrir leurs portes le dimanche en Grande-Bretagne, cette faculté étant limitée à six heures pour les grandes surfaces. Ce sont pourtant ces dernières qui sortent vainqueurs de la bataille qui a trouvé son épilogue, mercredi 8 décembre, à la chambre des Communes.

LONDRES

de notre correspondant

En termes militaires, le vote intervenu à la Chambre des Communes, pourrait s'appeler une défaite en rase campagne pour les partisans très traditionnalistes du mouvement *Keep Sunday Special* et une victoire écrasante pour leurs adversaires du *Shopping Hours Reform Council* (le Monde du 30 novembre). Les premiers, soutenus par le lobby de l'Eglise, lui-même soucieux de conserver au «jour du Seigneur» sa vocation, étaient hostiles à toute libéralisation de la loi de 1950 sur le commerce, pourtant ouvertement bâfoyée.

Les seconds exultent : sans doute à partir du mois de juin (la Chambre des lords doit encore se prononcer), tous les magasins du Royaume-Uni pourront considérer le septième jour de la semaine comme un jour de commerce normal (sans aucune restriction), à l'exception des grandes surfaces, dont la liberté est - pour le principe - un peu encadrée : les magasins d'une surface supérieure à 300 mètres carrés devront limiter à 6 heures par jour (de 10 heures à 18 heures) leur temps d'ouverture. Ce débat «historique», qui met fin à près de quarante années de polémique et de disputes légales, s'est conclu par un vote largement majoritaire (333 voix contre 258) en faveur de l'une des trois options soumises aux parlementaires.

Il ne s'agit pas - ou si peu - d'une solution de compromis, mais d'un rejet des solutions

extrêmes. Les adversaires à tout crin d'une libéralisation de la loi, qui souhaitaient donc le *status quo*, ont d'abord été battus, à une faible majorité (304 voix contre 286), puis ce fut le tour des partisans d'une totale dérégulation, parmi lesquels se comptait notamment le premier ministre, John Major, et le ministre de l'Intérieur, Michael Howard, écrasés par 404 voix contre 174. Mais cette défaite avait été préparée, M. Major ayant laissé à chaque parlementaire le soin de se déterminer en dehors de toute consigne de vote.

140 000 emplois

La restriction imposée aux supermarchés a été accueillie comme un véritable triomphe par les intéressés, c'est-à-dire notamment par les chaînes de magasins Sainsbury et Tesco, qui font campagne depuis six ans, tant en Grande-Bretagne que devant les instances communautaires, en faveur d'une clarification de la législation sur le commerce, tout en ouvrant leurs magasins le dimanche en violation de la loi. Le lobby qu'ils représentent insistait sur les risques pesant sur quelque 140 000 emplois si le commerce dominical était définitivement interdit. Selon le *Shopping Hours Reform Council*, plus de 5 millions de Britanniques se rendent le dimanche dans les grandes surfaces et près de 20 millions d'entre eux font des courses dans un magasin.

Cette libéralisation de la loi signifie que les grandes surfaces qui y étaient hostiles, comme Marks & Spencer, vont devoir s'aligner et que l'on va sans doute assister à une guerre commerciale du septième jour. Dure épreuve pour le week-end, cette institution inventée par les Britanniques...

LAURENT ZECCHINI

Les opposants au GATT ne désarment pas

Majorité : les lobbies donnent de la voix

Créateurs : trahison !

Une entreprise de textile de plus « délocalisée » en Asie du Sud-Est. Des hectares supplémentaires de céréales menacés de jachère. Des importations sauvages d'acier en provenance des pays de l'Est... Chaque semaine, les députés se font vertement sermonner dans leurs circonscriptions. Les fermures d'usines ? C'est la faute au commerce international. Le gol des terres ? C'est la faute à l'hégémonie américaine. Chaque semaine donc, les élus de la nation, le mardi en réunion de groupe puis le mercredi lors des questions d'actualité, se font, au Palais-Bourbon, les messages de cette anxiété du terroir et des bassins d'emplois fragilisés. Mandataires disciplinés, ils tirent, inlassablement, la sonnette d'alarme.

Le débat est fébrile. Des clans et des sous-clans se forment. On va même jusqu'à se brouiller entre amis. On monte des « coups » et l'on complot. Devenu à la longue expert sur le sujet, on publie des rapports (1) et, prenant son bâton de pèlerin, on sillonne même les capitales européennes. Du jamais vu ! Chaque semaine, le commerce international met l'Assemblée nationale sens dessus dessous.

Comment pourrait-il en être autrement ? Plébiscité, en mars dernier, dans les départements ruraux pour avoir su exploiter avec brio les embarras des socialistes dans l'épisode du pré-accord agricole de Blair House, la majorité est aujourd'hui prisonnière de ses promesses électorales. La oublierait-elle d'ailleurs que les syndicats agricoles se chargeront aussitôt de lui rafraîchir la mémoire. Avant de rencontrer Leon Brittan à Bruxelles, le 29 novembre dernier, à la tête d'une délégation de jeunes élus du RPR et de l'UDF (le Monde du 1^{er} décembre), Jérôme Bigon (RPR, Somme) avait été assailli de coups de téléphone pressants de tous les responsables agricoles de son département. Leur consigne était sans équivoque : fermeté !

Prologue la crise

C'est à la rentrée d'automne – de la mi-septembre à la mi-octobre – que cette fièvre avait atteint son paroxysme. Les partisans de la confrontation avec les Etats-Unis, voire avec Bruxelles, sont alors les seuls en piste et se taillent de faciles succès de tribune. La discussion d'une proposition de résolution de Jean de Lipkowski (RPR, Charente-Maritime) sur la politique commerciale de la Communauté, le 8 octobre, aura probablement le mieux résumé ces humeurs martiales. Les propos qui s'y tenaient méritaient de figurer dans une anthologie de la dramaturgie parlementaire.

M. de Lipkowski : « L'expérience que nous avons tous de l'Europe nous enseigne que, très souvent, elle n'a progressé que par crises. Il ne faut pas chercher la crise... »

Pierre Mazzaud (RPR, Haute-Savoie) : « ... mais nous n'hésitons pas à aller jusqu'à là... »

M. de Lipkowski : « ... mais quand l'enjeu est de cette taille (...), il ne faut pas hésiter à provoquer la crise pour avoir une sérieuse explication avec nos partenaires... »

Tel est le discours dominant à l'Assemblée lorsque Raymond Barre frappe un grand coup, à la mi-octobre, en fustigeant ce « délire ». Sans s'embarrasser de circonlocutions, le député du Rhône décrit ainsi l'état des forces dans l'Hexagone : « Il y a tout un montage qui résulte du fait qu'il y a, en France, un lobby agricole puissant et des organisations politiques qui sont sensibles aux pressions, aux menaces de ce lobby... »

« Montage », « lobby », « pressions » : M. Barre s'attaque aux non-dits de la campagne anti-GATT. Du coup, il libère un nouvel espace pour tous ceux qui, surtout à l'UDF, tiennent à rappeler que la France est le quatrième pays exportateur au monde et aurait donc tout à gagner à une libération des échanges. C'est le moment que choisit Charles Millon, président du groupe UDF de l'Assemblée, pour avertir que « la non-signature d'un accord serait négative pour la France ». M. Giscard d'Estaing abonde dans son



sens. Et fait, cette contre-offensive a été préparée en coulisse de longue date. Le « bras armé » de ce camp des pro-GATT est la commission des finances de l'Assemblée, présidée par Jacques Barrot (UDF, Haute-Loire) et où s'active un noyau dur de libéraux et de partisans du traité de Maastricht. La majorité d'entre eux est issue des rangs de l'UDF, mais on y trouve aussi une poignée de députés du RPR, tels Patrick Devedjian (Hauts-de-Seine) ou, sur une ligne légèrement plus prudente, Philippe Auberger (Yonne). Dès la session de printemps, cette commission des finances avait constitué en son sein une mission d'information sur le libre-échange. La manœuvre était transparente. Il s'agissait de contrer deux structures nées des discours jugés trop « gauchistes » et belliqueux : la délégation pour les Communautés européennes, présidée par Robert Pandraud (RPR, Seine-Saint-Denis), et la commission d'enquête sur les délocalisations, présidée par Franck Borotra (RPR, Yvelines).

Ce réveil des eurolibéraux doit beaucoup à Jacques Barrot, qui va jusqu'à multiplier les contacts entre députés français RPR-UDF et députés allemands CDU-CSU : une première rencontre à lieu à Bonn, le 17 juin, puis une seconde à Paris, le 3 novembre, en compagnie d'industriels. Le président de la commission des finances peut se féliciter d'avoir brisé la glace. Acquis non négligeable, il obtient de la part de ses homologues allemands la reconnaissance que l'Europe doit se doter d'« une politique commerciale plus performante » face aux Etats-Unis.

L'affaire Devedjian

Mais patraque ! Cette avancée est totalement occultée par les dégâts provoqués par l'affaire Devedjian. Trop absorbé par la session parlementaire, M. Barrot a laissé la bride sur le cou d'un Patrick Devedjian grisé par ses fonctions de président et de rapporteur de la fameuse « mission d'information » sur le libre-échange. Sans solliciter l'aval de ses collègues de la mission, M. Devedjian diffuse un rapport, le 8 octobre, dans lequel il s'alarme de la montée du sentiment protectionniste en France, qui avance, selon lui, « sous des formes masquées », et appelle à « ne pas jeter le GATT avec l'eau du bain ». Ses amis sont fortement embarrassés tant sur la forme, par son attitude qualifiée de « personnelle », que sur le fond, par son libre-échangisme sans état d'âme. Du coup, la commission des finances, pourtant peu suspecte d'être travaillée par les démons protectionnistes, refuse d'endosser la paternité de ce rapport Devedjian non délibéré (2). L'intéressé crie à la censure, et le contre-feu finit en pétard mouillé.

L'opinion publique découvre, avec le rapport Devedjian, furtivement médiatisé, que les partisans du GATT redressent la tête au Palais-Bourbon, mais, au cœur de la « maison », l'opération est plutôt contre-productive. Est-ce parce que cette offensive euro-libérale semble patiner que M. Giscard d'Estaing se rendit à nouveau à la mi-no-

vembre, en tout cas, il parvint le lancement d'un intergroupe européen, animé par Dominique Paillet (UDF, Deux-Sèvres) et destiné à faire pièce à ceux qui souhaitent aller à la crise avec Bruxelles. Surtout, il dénonce « l'irresponsabilité de certaines prises de position », qui font de la France « le mouton noir de la négociation ». Il rappelle l'impérieuse nécessité d'un accord, mais il comble une maladresse en ne sacrifiant pas à la rituelle formule, passe-partout : « Un accord, oui, mais pas à n'importe quel prix ! » Ce faisant, il fournit un argument décisif à la frange la plus active du RPR, qui distille, eo ipso, des allusions véneuses sur sa « capitulation » face aux Américains et se donne le beau rôle en s'imposant, dans la dernière ligne droite, une discrétion maximale. Les faiseurs de troubles, c'est les autres !

Cet épisode provoque aussi un vif émoi au sein de l'UDF. De nombreux députés de base, pressés par les syndicats agricoles de leur circonscription, ne se reconnaissent pas dans les froides leçons de réalisme administrées par M. Giscard d'Estaing. Une soixantaine d'entre eux s'en désolidarisent à demi-mot en signant un communiqué de Marc-Philippe Daubresse (Nord) et François Sauvader (Côte-d'Or), qui appelle à « faire bloc » derrière Edouard Balladur. Cette lézarde, qui fendille la coésion de l'UDF, confirme à quel point l'acte de baptême de la nouvelle majorité – l'union mil-

litaire du monde agricole – a forgé un atavisme dont il est devenu quasiment impossible de s'affranchir.

Après deux mois et demi d'ardente controverse entre le camp des « protectionnistes frileux » et celui des « libéralisateurs doctrinaires », les lignes de force qui traversent l'Assemblée continuent de faire la part belle aux partisans de la fermeté. Jusqu'à ces derniers jours, le gouvernement a vécu avec la menace de cette épée de Damoclès parlementaire. Edouard Balladur n'a toutefois aucunement cherché à en éteindre le tranchant. L'essentiel de sa stratégie consistant plutôt à user de cette dramatisation franco-française pour impressionner ses partenaires du GATT. Philippe Auberger souligne aujourd'hui que le gouvernement a habilement exploité le « front du refus » du Palais-Bourbon comme une arme de « dissuasion nucléaire » à l'adresse des autres capitales : « Cédiez, s'il vous plaît, à la crise ! L'atome appliqué aux céréales : telle aurait été la formule de la partie de poker qui vient de se jouer. »

Pourtant, cette subtile orchestration autour du dossier agricole laisse un goût amer à la minorité de députés dont les préoccupations peuvent être ailleurs. C'est le cas des élus dont les circonscriptions abritent des activités liées à l'aéronautique. Une douzaine de députés, emmenés par Dominique Baudis (UDF, Haute-Garonne), ont diffusé, mercredi 8 décembre, un communiqué mettant en garde contre « le danger » que comporte, à leurs yeux, l'état actuel des négociations sur le dossier de l'aéronautique. « Nous devons éviter un Blair House aéronautique », clament-ils. Malheureusement pour eux, le seul serment que M. Balladur ait solennellement prêté devant la représentation nationale, c'est de ne pas livrer à la jachère « un hectare de plus ».

FREDERIC BOBIN

(1) Le plus complet d'entre eux est celui rédigé par Patrick Hoguet (UDF, Eure-et-Loir) au nom de la délégation pour les Communautés européennes (Les Enjeux des négociations du GATT, les Documents de l'Assemblée nationale, 2 novembre 1993).

(2) Le texte de M. Devedjian sera finalement publié, mais dans un résumé intitulé « La mission d'information sur le Libre-Echange, une chance pour la France ? » (Les Documents de l'Assemblée nationale, 30 novembre).

Patronat : une fronde interne

Ce fut une vraie fronde. Les longues et difficiles tractations du GATT ont mis en lumière des divisions plus anciennes au sein du CNPF, entre l'industrie d'aujourd'hui et la banque-assurance et la distribution de l'autre. Les divisions apparemment publiquement, il y a un an, quand les fédérations patronales du textile et de l'habillement désapprouvèrent « la position exprimée par le CNPF (...) sans mandat de leur part » (le Monde du 4 décembre 1992). Au vice-président du patronat, Ernest-Antoine Seillères, qui demandait au gouvernement de « préserver » la négociation, le textile et l'habillement répondirent sans ménagement qu'elles préféreraient emboîter le pas aux agriculteurs, demandant si nécessaire l'usage du droit de veto à Bruxelles « pour préserver les intérêts économiques et sociaux du secteur ».

Une fuite bien organisée fit même savoir qu'un « diocèse » – cela avait tout de la conjuration – avait réuni un hypothétique « club des industries manufacturières » dont le président de l'Union des industries textiles, Julien Charlier (coincident, par ailleurs, comme l'un des candidats possibles à la succession du patron des patrons, François Perigot), apparaissait comme la cheville ouvrière. Si l'âme. En fait, le « club » ne vit jamais le jour. Et le CNPF n'écabla pas. Un texte du président de la commission internationale du patro-

nat, François de Lage de Meux, servit de compromis dant, officiellement, tout le monde se satisfait encore aujourd'hui.

Divisés, textile et habillement continuent, chacun de leur côté, une « agit-prop » qui ne passe pas inaperçue. La campagne du premier contre la Commission européenne suscitait l'indignation des commissaires de Bruxelles. La manifestation du second reste dans l'ombre, comme le premier défilé réunissant au coude à coude ouvriers et petits patrons (le Monde du 16-17 mai). Une certaine condescendance du président Charlier pour l'habillement conduisit ce dernier à fédérer autour de lui, u o informel Comité de liaison des industries de main-d'œuvre (CLIMO), rassemblant les fédérations « oubliées » du patronat (de la chaussure à la dentelle), à qui l'on doit l'appel des industries de main-d'œuvre du 6 décembre.

Et le textile a pesé pour faire d'un groupe de réflexion – le Groupe des fédérations industrielles (GFI) –, créé il y a quatre ans pour débattre des délais de structure, qui regroupe les sept plus grosses fédérations industrielles du CNPF (la chimie, l'agroalimentaire, la métallurgie, l'automobile, le textile, la construction électrique et électronique, la mécanique), a alors choisi le dossier GATT pour déployer sa force.

« Trahison ! » se sont exclamés les professionnels du cinéma et de l'audiovisuel, devant le tour pris par les négociations du GATT, accusant Leon Brittan de les avoir « vendus pour un plat de lentilles ». « Trahison... ou incompréhension ? », foot mine de s'interroger Pedro Almodovar, Bernardo Bertolucci, Stephen Frears, Emir Kusturica et Wim Wenders, atterrés par le soutien apporté aux positions américaines par ceux qu'ils croyaient leurs alliés dans la place, leurs collègues Steven Spielberg et Mario Scorsese.

A moins d'une semaine de l'éventuelle signature du cycle de l'Uruguay, ils voient se mettre en place le scénario-catastrophe redouté par tous les représentants d'une profession enfin mobilisée : celle d'un grand marchandage où leur domaine ferait les frais de succès diplomatiques obtenus sur d'autres terrains. Pour résumer : les films brisés au profit des tourtereaux de soja.

L'exception culturelle » réclamée par les Européens, ou plus exactement par ces Européens-là, vise au maintien de systèmes de protection du cinéma et de l'audiovisuel (barrières réglementaires et soutien financier), à l'échelle de l'Union européenne, et à l'éventuel renforcement de ces protections. Afin de limiter la présence des images hollywoodiennes sur les grands et petits écrans d'Europe de l'Ouest, où elles occupent déjà plus de 80 % du marché. Il s'agit d'un débat juridique complexe, où s'affrontent les partisans de l'« exception » et ceux de la beaucoup moins contraignante « spécificité », mais portant aussi sur le choix de l'article du GATT auquel serait rattachée l'éventuelle exception, avec des conséquences très différentes (le Monde du 7 décembre).

Mais il s'agit surtout d'un débat politique, c'est-à-dire d'un rapport de forces. Parce qu'en la matière aucune décision juridique ne constitue une véritable protection : quand bien même l'exception dans sa forme la plus défensive (le rattachement à l'article 14 du GATS – le secteur « services » du GATT) serait obtenue, elle permettrait la défense d'une entité qui, en droit, ne correspond à rien, les « intérêts culturels européens ». Maastricht en a reconnu le principe, mais sans en définir le contenu. Le véritable enjeu des négociations GATT est de faire admettre par la communauté internationale, et au premier chef par les Américains, le principe du respect de la culture, qui pourra

ensuite être invoqué lors des multiples négociations commerciales et recours devant des instances d'arbitrage ou de jugement, qui ne manqueront pas de se produire.

Dans l'attente du texte qui sera finalement sans doute signé, et sans préjuger de son contenu, plusieurs leçons peuvent déjà être tirées. A l'échelle française, la « bataille du GATT » aura permis la constitution d'un front uni des représentants de la profession d'une ampleur inédite. Cette solidarité aura de plus été relayée, au niveau politique et administratif, par un engagement exceptionnel des personnalités et des services concernés, de la présidence de la République au Centre national du cinéma en passant par Matignon, les ministères de la culture et de la communication (malgré quelques coups), et les délégations françaises dans les institutions internationales. Sans qu'on discerne, ici, de dissensions partisans.

Cette mobilisation a ancré l'idée que les « images » représentent un enjeu national. Pour la première fois peut-être, les professionnels ont su faire entendre une voix forte et à peu près unie au-delà des frontières. Le mérite en revient pour une bonne part au stratège du lobbying qu'est Pascal Rogard, délégué général de l'ARP (société civile des auteurs réalisateurs producteurs), grand praticien des arcanes juridiques, des réseaux médiatiques, des coulisses ministériels et des antichambres bruxelloises.

Le manque de combativité de l'Europe

Mobilisation à la fois instructive et paradoxale : le système français de protection du cinéma et de l'audiovisuel ne risque guère, au sens strict, d'être remis en cause par le GATT. La « levée en masse » traduit donc la prise de conscience que les défenses ne peuvent plus être nationales : c'est déjà vrai aujourd'hui, où l'audiovisuel et le cinéma français dénichent quand les autres ont cassé net, ce sera encore plus vrai demain, avec le développement de technologies nouvelles (numérisation, compression des données, multiplication des satellites, « autoroutes de données »), qui se riment des anciennes barrières.

En se battant « pour l'Europe », les Français se sont donc, à bon droit, battus aussi pour eux-mêmes. C'était d'autant plus nécessaire que l'Europe n'avait guère, elle, l'âme combattive. On le savait pour certains de ses principales composantes, l'Allemagne et la Grande-Bretagne notamment. On l'a découvert, et c'est une pierre de plus dans le jardin de Maastricht, au niveau de l'Union qui, entre intérêts plus ou moins avoués et opacité bureaucratique, a plus souvent travaillé contre sa propre défense, quand bien même le conseil des ministres européen avait explicitement adopté le principe de l'exception.

Il reste à savoir, en effet, pourquoi au juste on s'est battu. Pour la culture, bien sûr ! Pour le droit à l'existence d'expression singulière d'individus et de communautés différentes. Mais les mauvaises langues n'ont pas manqué de relever que, sous prétexte de « culture », beaucoup de pamphlétaires enflammés défendaient en réalité leur portefeuille. C'est exact.

A ceci près que l'expression artistique libre et diverse, si elle ne veut pas être confinée dans un zoo parmi les curiosités d'un autre âge, exige un dispositif industriel puissant, au sein duquel des artistes sont susceptibles (généralement en conflit avec ce même dispositif), de faire entendre leur voix. Et que, sous les images, se dissimule un enjeu économique et politique de première importance, « l'information » au sens large, qui est déjà la plus importante ressource stratégique au monde.

S'il n'existe pas de définition positive de la « culture européenne », il existe en revanche un « modèle hollywoodien ». La défense de la culture, c'est d'abord, le refus d'en concéder des sous-produits, à Paris, à Babelsberg, ou ailleurs.

PIERRE-ANGEL GAY
et CAROLINE MONNOT

JEAN-MICHEL FRODON

ECONOMIE

et leurs répercussions en France

L'optimisme domine sur l'issue du cycle de l'Uruguay

L'optimisme est de rigueur dans les négociations multilatérales du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce) qui se déroulent à Genève. A telle enseigne que personne ne doute qu'un accord interviendra au début de la semaine du 12 décembre. La bonne nouvelle confirme l'accord du gouvernement d'Edouard Balladur sur la formule énoncée de Blair House a conforté le camp des partisans d'un arrangement global avant la date-but du 15 décembre.

GENÈVE

de notre envoyé spécial

Certes, Américains et Européens doivent encore surmonter entre eux nombre de difficultés en quelques jours mais rien n'empêche les négociateurs de croire dur comme fer à une issue favorable en temps voulu. Carlos Frenk, président de l'Union des confédérations des industries et des employeurs européens, venu, mercredi 8 décembre, soutenir Peter Sutherland, directeur général du GATT, ne dit-il pas que le dossier audiovisuel ne peut pas faire capoter les pourpar-

lers? Tout se passe comme si la partie était d'ores et déjà jouée alors que les négociateurs doivent encore mettre au point des compromis, outre celui concernant la protection des créateurs européens, sur des sujets essentiels sur lesquels les États-Unis sont sur la défensive. Il s'agit de la libéralisation des services financiers, de l'élimination des «pics tarifaires» (droits de douane au-dessus de 15%) et de la très sévère législation antidumping américaine qui s'abat tant de mal ces derniers mois à la sidérurgie communautaire. Sans compter la sempiternelle question posée par Washington sur les subventions à l'aéronautique européenne.

Les États-Unis et l'Union européenne ne sont pourtant pas les seuls en cause dans cette négociation. Il y a les pays du groupe de Cairns (Australie, Nouvelle-Zélande, Argentine, etc.) dont on dit ici qu'ils ont ce qu'ils veulent avec le contenu de l'accord agricole euro-américain. Mais il y a surtout les pays en développement (PVD) qui constituent la majorité des parties contractantes. La relance des discussions multilatérales implique, comme le souligne un haut fonctionnaire de la Commission de Bruxelles, la prise en

compte des «intérêts de tout un chacun». On peut pourtant se demander de quel poids pèsent les PVD dans les tractations en cours.

Un négociateur européen ne faisait-il pas remarquer que l'Inde, malgré ses réserves à l'égard des dispositions prévues pour la libéralisation des importations de produits textiles des pays riches, ne pourra faire autre chose que d'accepter, à quelques retouches près, l'accord actuellement sur la table? Les Indiens, qui achèvent 35% de leurs exportations dans ce secteur vers les États-Unis, estiment que les schémas de Bruxelles et de Washington ne leur permettront pas un meilleur accès aux marchés européens et américains dans les sept premières années d'application du nouveau GATT. Une préoccupation qui, sur le textile, est partagée par beaucoup de PVD.

Sur la «propriété intellectuelle», les mesures prévues paraissent aux nations du tiers-monde trop protectionnistes, les empêchant, font-ils valoir, d'accéder aisément aux brevets nécessaires à l'accélération de leur développement. Mais sur des sujets comme la commercialisation à bas prix des produits tropicaux, certains PVD, notamment ceux d'Afrique, vont devoir souscrire des sacrifices.

Une exception tout de même à l'«égalité» des Occidentaux: la Chine. Les États-Unis, mais aussi les industriels européens, notamment français, sensibles aux potentialités de consommation du marché chinois, font grand cas des requêtes de Pékin. A ce stade, la Chine, candidate à l'adhésion au GATT, a pour le moment un statut d'observateur et, à ce titre, participe aux négociations.

Une indulgence qui n'est pas partagée par tous. Ainsi, Paul Tran Van-Thinh, représentant de la Commission européenne auprès de l'Organisation de Genève, s'insurge: «Ce n'est pas au GATT d'adhérer à la Chine mais à la Chine d'adhérer au GATT.» Sur sa lancée, il explique que «les Chinois seront peut-être des consommateurs mais sûrement des producteurs et des exportateurs à hauts risques». Parmi les productions chinoises susceptibles de perturber les marchés internationaux, les experts européens citent, entre autres, les jouets, les onguents à main, les petits appareils électroniques et les... textiles.

MARCEL SCOTTO

M. Balladur : le «préaccord de Bruxelles est satisfaisant pour beaucoup plus de la moitié»

Edouard Balladur a affirmé, mercredi 8 août, lors des questions d'actualité à l'Assemblée nationale, que le «préaccord de Bruxelles» sur l'agriculture est «satisfaisant pour beaucoup plus de la moitié». Considérant que «le problème est désormais réglé entre Américains et Européens» sur ce dossier, le premier ministre a estimé qu'«on ne peut plus, comme le faisaient constamment nos partenaires étrangers, dire que les agriculteurs français empêchent l'accord». «C'est un progrès capital», a-t-il souligné.

M. Balladur juge, toutefois, que «tout optimisme est prématuré», car, a-t-il précisé, «nous butons» sur «d'autres dossiers». Il a cité, notamment, «l'audiovisuel, les importations textiles, le règlement des différends, l'aéronautique». «Je souhaite, a-t-il dit, que l'on parvienne à un accord, mais, aujourd'hui, je ne peux pas vous en apporter la certitude car nous entendons défendre les intérêts économiques de la France et de l'Europe».

Le premier ministre s'est félicité qu'à l'occasion de ces négociations sur le GATT, «l'autorité politique au sein de la Communauté» ait été «pleinement restaurée». Il a ajouté que la France est parvenue à sortir de son «isolement» sans «rien concéder sur l'essentiel». «Non que réductions la solitude, a-t-il continué. Elle peut être une force. Certaines grandes périodes de notre histoire ont justement été marquées par des efforts solitaires.» Toutefois,

LA FNSEA et le CNJA demandent des explications aux parlementaires. — «On nous trompe, l'esprit pervers de Blair House n'a pas été remis en cause», ont indiqué dans un communiqué, mercredi 8 décembre, la Fédération nationale des syndicats d'exploitants agricoles (FNSEA) et le Centre national des jeunes agriculteurs (CNJA). Les deux organisations ont décidé d'engager une action auprès des députés et des parlementaires dans les quarante-huit heures en exigeant des élus qu'ils répondent aux questions que «se posent les agriculteurs et l'ensemble des Français» sur le compromis agricole. «Blair House était inacceptable hier, il le sera demain», concluent les deux organisations.

Le Monde
PUBLICITÉ FINANCIÈRE
Renseignements :
46-62-72-67

selon lui, «il ne faut pas préférer cette salubrité à toute autre solution», car «il est important que la France affirme sa place dans l'organisation du commerce international».

«Show»
habilement mené

Intervenant après Jean Puech, ministre de l'Agriculture, qui a assuré que «la vocation exportatrice de l'agriculture européenne» serait «préservée», Alain Juppé a confirmé, de son côté, que «des blocages subsistent» sur l'audiovisuel, le textile et l'aéronautique. Il a qualifié d'«inacceptables» les «prétentions américaines» sur l'audiovisuel. «Nous n'acceptons pas autre chose qu'un traite-

ment exceptionnel et distinct du secteur» averti le ministre des affaires étrangères, précisant qu'il convient d'obtenir «des dérogations explicites à l'accord cadre sur les services». «Si ces dérogations ne sont pas obtenues, a-t-il ajouté, il n'y aura pas d'accord».

MM. Balladur, Juppé et Pouch se sont taillés un vif succès auprès des députés de la majorité qui les ont chaleureusement applaudis. Retransmis en direct sur France 3, ce «show» a été habilement mené. Dans les couloirs, les élus UDF et RPR ont, globalement, exprimé leur satisfaction.

F. B.

Soulagement et enseignements

Suite de la première page

1) Pendant trop longtemps, les gouvernements français successifs ont traité l'opération en diététique: un mandat flou donné à la Commission, des ministres peu enclins à s'investir dans des sujets arides, des fonctionnaires jaloux de leurs prérogatives et tant à distance des organisations professionnelles elles-mêmes peu désireuses d'expliquer les enjeux à leurs troupes. Ajoutons-y des partis politiques maniant la surenchère électorale à propos de textes dont ils n'avaient qu'une très vague connaissance. Il faudrait désormais gérer de tels dossiers d'une manière professionnelle et démocratique et en relation plus étroite avec la Commission et nos partenaires européens. Le gouvernement français ne l'a fait que dans les derniers cent mètres.

2) L'accord de Genève ne sera qu'un point de départ. Il faut à l'avenir, que soit mise sur pied une véritable Organisation mondiale du commerce capable tout à la fois d'échapper à l'influence prépondérante d'un État et de tenir compte des intérêts stratégiques et culturels des grandes régions du monde. La globalisation économique mondiale appelle en effet la mise en place de lois réglementaires internationales: la coordination des politiques macroéconomiques, l'encadrement des marchés par des régimes assurant leur bon fonctionnement, des mesures de redistribution au profit de la fraction la plus pauvre de l'humanité.

Au moment où la voile s'agite du GATT a parfois plongé

la France dans l'hystérie, il faut d'ailleurs avoir le courage d'admettre que, selon des études sérieuses, le moyen le plus efficace à la disposition des pays développés pour accroître le niveau de vie des désavantagés de la planète serait une libéralisation du commerce mondial des produits agricoles. Que ce soit actuellement politiquement impossible ne doit pas occulter cette saine vérité.

3) Enfin, l'ouverture des échanges a des répercussions qu'il s'agit d'anticiper et de gérer. Ce n'est pas une tâche aisée, mais elle est essentielle.

— Que signifie en effet une redistribution des activités économiques si, à divers moments, les taux de change de certains pays sont, quelle qu'en soit la cause, notablement sous-évalués par rapport au mark et au franc? — Comment éviter, au fur et à mesure que se crée un marché mondial du travail, le montage du chômage des moins qualifiés, si nous ne réduisons pas définitivement et massivement les charges sociales sur les salariés modestes en compensant le baisse de recettes par des suppléments de prévoyance dans d'autres domaines? En d'autres termes, dans le monde qui se globalise, nous devons défendre les objectifs d'équité du modèle social européen, mais, pour assurer la survie de ce modèle, substituer aux instruments d'hier des dispositions adaptées à l'environnement d'aujourd'hui et de demain.

JACQUES LESOURNE

COMMUNICATION

Au Sénat

Alain Carignon défend et critique ARTE

Le Sénat a continué, mercredi 8 décembre, l'examen du projet de loi de finances pour 1994. Il a notamment adopté le projet de budget du ministère de la communication, défendu par Alain Carignon, après un passage d'armes entre sénateurs de la majorité concernant ARTE. Le Sénat commencera dans la matinée du mardi 14 décembre l'examen du projet de loi réformant la loi du 30 septembre 1986 sur la communication, adopté en fin de semaine dernière par l'Assemblée nationale (le Monde du 7 décembre).

Un homme serti en vaut deux. Jean Cluzel (Un. centr.) avait cette chance, mercredi 8 décembre, en présentant aux sénateurs le rapport de la commission des finances sur le projet de budget du ministère de la communication pour 1994, puis un amendement de la même commission tendant à imputer de 350 millions de francs les crédits de la chaîne culturelle franco-allemande, ARTE, au bénéfice des autres chaînes du secteur public.

Il connaissait l'épisode précédent du feuilleton et avait pu observer, le 15 novembre, le sort réservé par ses collègues de l'Assemblée nationale à un amendement à peu près similaire, présenté par Robert-André Vivien (RPR), qui souhaitait, lui aussi, imputer le budget d'ARTE, en 1994, de 400 millions de francs: cette initiative n'avait recueilli l'approbation que de trois députés, outre celle de son promoteur (le Monde du 17 novembre). M. Cluzel a donc su, au Sénat, ne pas aller jusqu'au bout et retirer son amendement sans barguigner.

Du fait de cette sagesse, le débat sur les crédits du ministère de la communication a été une copie un peu pâle du film qui s'était déroulé sur le même scénario, à l'Assemblée nationale, il y a trois semaines. Les détracteurs de la chaîne culturelle y ont trouvé une nouvelle tribune. Ainsi, après M. Cluzel — qui jugeait «indispensable de faire sortir ARTE de son splendide isolement» et de «l'intégrer davantage à l'ensemble du secteur public» —, Adrien Gouteyron (RPR), rapporteur de la commission des affaires culturelles, dénonça le «monumental gaspillage» résultant du «décalage entre le coût de diffusion et le niveau de l'audience» de la chaîne.

Michel Caldagues (RPR, Paris)

EN BREF

LA FÉDÉRATION FRANÇAISE DES SOCIÉTÉS DES JOURNALISTES renouvelle son bureau. — Après son assemblée générale du 30 octobre qui avait réuni les représentants d'une trentaine de sociétés de journalistes, le conseil d'administration de la Fédération française des sociétés de journalistes (FFSJ), renouvelé à cette occasion, a désigné son bureau, samedi 4 décembre. Outre Jean Schwab, président d'honneur, ce dernier est composé de Denis Perier Daville, président — déjà élu à la présidence de la FFSJ en 1987 —, Anne Chaussegange (le Monde), Jérôme Bouvier (Radio-France) et Patrick Berthomeau (Sud-Ouest), vice-présidents; Anne Carpentier (la Feuille de Villeneuve-sur-Lot), secrétaire général et trésorier, Philippe Bidalon (l'Express), François-Xavier Herispe (AFP) et Pierre Li (TF 1). Les autres membres du conseil d'administration, qui doit être complété par les représentants de France 3 et de Libération, sont Emmanuel Faux (Europe 1) et Michèle Biétry (le Figaro). La FFSJ a décidé de publier un *vide-mecum* des sociétés de journalistes à destination des organes de presse français et étrangers et, à partir de janvier, un bulletin de liaison.

ROGER TRÉFEU, ex-rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, entre à *Politix*. — Ex-rédacteur en chef de *Témoignage chrétien*, Roger Tréfeu rejoint *Politix*, l'hebdomadaire dirigé par Bernard Langlois, en qualité de

a évoqué la «qualité, pour le moins inégale» des émissions de ce «ghetto», même s'il y a également «d'excellentes émissions» sur ARTE. De même, Philippe Marini (RPR, Oise) a montré du doigt, sans ménagement, une chaîne qui «se complait dans une attitude provocatrice», par exemple lors de la diffusion récente d'un reportage sur Muroa. A l'inverse, François Autain (PS, Loire-Atlantique) ou Ivan Renard (PC, Nord) défendent la chaîne culturelle.

Aides à la presse

«avant la fin de l'année»

Le ministre de la communication, Alain Carignon, assuré du soutien de la majorité, fut serein mais accorda tout de même quelques satisfactions, au moins morales, aux critiques de la chaîne franco-allemande. «Certains considèrent qu'avec ARTE et la nouvelle chaîne du savoir et de la formation le secteur public aurait un réseau de trop! Mais le secteur public de demain devra occuper beaucoup plus de canaux s'il veut perdurer», a-t-il souligné, avant de lancer une mise en garde sans ambiguïté: «Le gouvernement n'entend pas, cependant, s'arrêter à la situation actuelle, qui n'est pas vraiment saine.»

S'inquiétant du «caractère peu pluraliste, peu respectueux de l'objectivité de certaines émissions» de cette chaîne, le ministre a estimé qu'elle devait «se préoccuper davantage de son public» et «nourrir ses programmes». En outre, le ministre de la communication n'a pas écarté la suggestion, lancée par M. Cluzel et soutenue, notamment, par Pierre Lafitte (Rass. dém., Alpes-Maritimes), d'un plan quinquennal d'aide à la production des programmes audiovisuels.

Quant à la presse écrite — qui, selon Pierre-Christophe Taittinger (Rép. et Ind., Paris), «n'a pas encore trouvé sa juste adoption, en cette fin de siècle» —, M. Carignon a notamment rappelé le fonds d'urgence de 200 millions de francs qu'il lui avait accordé dès son arrivée. Il a annoncé que les fonds prévus dans ce cadre «seront débloqués avant la fin de l'année». Dans la période de Noël, par exemple?

GERARD COURTOIS

M. Tréfeu avait été licencié, fin septembre, de la rédaction en chef de *Témoignage chrétien* par le directeur général de l'hebdomadaire, Georges Mantoux. Ce licenciement, qui survint après d'autres, avait incité une partie de la rédaction à se mettre en grève, du 29 septembre au 17 novembre. Une médiation a incité les grévistes à suspendre leur mouvement (le Monde du 19 novembre).

ALAIN VERNHOLLES, président de l'Association des journalistes économiques et financiers. — Alain Vernholes, chef du département «macro-économie» au Monde, a été élu président de l'Association des journalistes économiques et financiers (AJEF), lors d'une récente assemblée générale. Il succède à Jacques Barreau, directeur de la rédaction de l'Expansion.

Depuis 1894
DE LA SIMPLE RETOUCHE
AU PLUS BEAU VÊTEMENT
avec la garantie
d'un grand maître tailleur
dans un choix de 3000 tissus
A qualité égale, ses prix sont les plus bas.
LEGRAND Tailleur
Hommes et dames
27, rue du 4-Septembre, Paris - Opéra
Téléphone : 47-42-70-61
Du lundi au samedi de 10 h à 18 h

VIE DES ENTREPRISES

Remplacé par Bertrand de Gallé

Gérard Colé démissionne de la Française des jeux

Gérard Colé, président de la Française des jeux (FDJ) depuis le 29 juin 1989, devait démissionner de son poste, au cours d'un conseil d'administration de la FDJ qui devait avoir lieu d'ici cinq jours.

Le *Journal officiel* du 9 décembre publie en effet un décret du président de la République, en date du 8 décembre, indiquant qu'il « est mis fin aux fonctions de président du conseil d'administration de la Française des jeux de M. Gérard Colé ». Le successeur de M. Colé devait être Bertrand de Gallé, président de la SETTA depuis le 9 mars 1988. Lui-même est remplacé à la tête de la SETTA par Jean-Dominique Comolli, directeur général des douanes. Le départ de M. Colé de la FDJ a lieu après qu'un rapport de l'Inspection générale des finances (IGF), remis début septembre, a formulé des critiques virulentes à l'égard de la gestion de l'entreprise — qui commercialise des jeux comme le Loto, le Millionnaire, le Banco, etc. — et celle de son président, accusé d'avoir mené grand train et d'avoir abusé de frais de voyages et de représentation (le Monde du 5 novembre). M. Colé s'était vivement défendu de ces accusations, en mettant en avant

la réussite de la FDJ sous sa présidence (le chiffre d'affaires de la société était passé de 18,7 milliards de francs en 1989 à 30,1 milliards en 1992). En dépit d'une campagne de presse relayant les accusations de l'IGF, l'enquête préliminaire ouverte par le procureur de la République de Nanterre, en février 1993, n'a pas débouché sur une instruction.

Jaloux, voire détesté, Gérard Colé fut conseiller à l'Elysée, en charge de la communication présidentielle, de 1986 à 1988. Cet autodidacte, qui débuta dans la presse et la publicité et qui ne se priva pas d'un dédain ostentatoire pour les hauts fonctionnaires, est l'un des amis de Michel Charasse, ministre du budget jusqu'en octobre 1989. Ironie du sort, le nouveau président de la FDJ, Bertrand de Gallé, bénéficie aussi de la sympathie de M. Charasse. Ce dernier l'avait soutenu lorsque M. de Gallé s'était fermement opposé, en 1991, à la délocalisation de la SETTA à Angoulême voulue par Edith Cresson, alors premier ministre, et qui a finalement été annulée (le Monde du 5 mars).

Y.-M. L.

Réorganisation générale et accord avec General Electric

Daimler Benz restructure à nouveau sa filiale AEG

FRANCFORT

de notre correspondant

Comme attendu (le Monde du 8 décembre), AEG va céder sa division électroménager au suédois Electrolux. Georg Stöckl, son président, a confirmé cette décision, qui s'inscrit dans une réorganisation générale, lors d'un conseil de surveillance, mercredi 8 décembre au siège à Francfort, tandis que des employés de la firme manifestaient contre les suppressions d'emplois.

Daimler Benz n'est jamais parvenu à redresser les comptes de sa filiale, qui promet de sortir du rouge depuis trois ans et qui échoue toujours. M. Stöckl avance désormais la date de 1995, lorsque la réorganisation en cours portera effet. Celle-ci, outre la vente de l'électroménager déjà prévisible l'an passé, concerne un accord passé avec l'Américain General Electric dans les automobiles et le matériel basse tension, la cession des lampes et des compteurs et, enfin, la reprise

d'activités dispersées chez Daimler (électronique automobile) et chez DASA, la filiale aéronautique de Daimler.

Au total, le chiffre d'affaires revendra de 12 milliards de marks l'an passé à 9,3 milliards. La firme veut se concentrer dans le matériel ferroviaire (AEG est le premier industriel concerné par le projet de train magnétique entre Hambourg et Berlin) et la micro-électronique. L'emploi sera réduit de 58 000 à 52 000 personnes.

Pour le président de Daimler, Edzar Reuter, qui fait l'objet de très vives critiques pour avoir lancé la firme automobile Mercedes dans de coûteuses diversifications aéronautiques et électroniques, les difficultés d'AEG tombent très mal. Elles s'ajoutent à celles de la filiale DASA, qui ne sera rentabilisée, elle aussi, qu'en 1995 et qui s'interroge pour savoir si elle ne doit pas quitter le secteur de l'armement.

E. L. B.

SIRÈNE
BASE DE DONNÉES

Sur Minitel: 36 17 Code SIRÈNE

L'identification complète et instantanée de toute entreprise ou établissement.

Un service de l'INSEE

DOCUMENTATION GRATUITE: INSEE - Bureau 208 E - 15 234 Adolphe Pinard 75075 Paris Cedex 14

Le Monde L'IMMOBILIER

appartements ventes

7^e arrdt
PL. VAUBAN 53 m²
1 900 000 F - 45-67-80-81

15^e arrdt
VILLAGE SUISSE 3 p.
bel ancien revêtu, 4^e ét.
1 800 000 F - 45-67-80-81

92 Hauts-de-Seine
NEUILLY ST-JAMES
1^{er} ét., 2 chbres, 95 m² + serv.
1 900 000 F - 45-67-80-81

appartements achats

Rach. 2 à 4 p. PARIS 9^e arrdt.
PAE COMPT chez nous.
48-73-48-07 même le soir.

locations non meublées offertes

Paris
Paris 9^e, près gare du Nord et gare de l'Est (5 min), studio meublé, cuisine, chambre, ascenseur.
Prix 2.350 F par mois, charges comprises.
Tél.: 39-62-06-66 (ap. 20 h)

locations non meublées demandes

Paris
Collaborateur le Monde cherche, pour sa filiale, dernière année de médecine, STUDIO
114^e, 15^e ou Versailles.
Tél.: 34-89-31-03.

villas
78 GARANCIÈRES (ville Montfort-Lamery), part. vil. 1980, 225 m² habitables sur 12 500 m² parcage, arrosé 30 m², séjour avec cheminée 65 m², 3 chambres, 1 dressing, 2 piscines, cuisine équipée, bureau, 2 bns, WC, 1 chbre au 1^{er} ét. au su. et serv.
Bourgeoisie, George Perrot, directeur immobilier, Alamo.
Prix 4 000 000 F à déb.
Tél.: 34-88-48-88

bureaux

Ventes
7^e arrdt R. VERNEUIL, s/cour byre, revendu, 150 m² av. et -chbrs - ss-sol s/cour anglaise.
Parfait état, 4 200 000 F.
D.V.I. 44-18-07-07

Locations
VOTRE SIÈGE SOCIAL

DOMICILIATIONS
et 13 services. 43-55-17-90

boxes parking
Collec. journal ch. à louer à partir de 1^{er} janv. 94, parking au box dans Paris. Prix, près Seine ou ligne M-Gallien Pré-Lafayette.
Tél.: 42-61-06-54 répand.

Industrie parapétrolière

La Coflexip préfère la Bourse de New-York à celle de Paris

Plutôt New-York que Paris. Christian Marbach, président de la Coflexip, ne manque pas d'arguments pour justifier sa préférence américaine, qui vient de conduire le leader mondial des conduites flexibles pour l'industrie pétrolière à entrer à Wall Street. Une opération qui devrait permettre à la firme de procéder à de nouvelles acquisitions tout en maintenant à un faible niveau son ratio d'endettement.

A la mi-novembre, 30 % du capital de cette cotepreprise ont été cédés au prix unitaire de 16 dollars (93 francs) sous forme d'ADS (American Deposit Shares) négociés sur le NASDAQ (National Association of Securities Dealers Automated Quotation). La firme a ainsi collecté, grâce à une augmentation de capital, 220 millions de francs tandis que deux des principaux actionnaires, Elf Aquitaine et l'Institut français du pétrole (IFP), ont vendu une partie de leurs actions pour respectivement 220 et 120 millions de francs. Désormais, le capital de cette entreprise, employant 1 700 personnes et réalisant 1,7 milliard de francs de chiffre d'affaires, se divise en quatre blocs: ayant à peu près de 20 % chacun (Elf Aquitaine, le groupe IFP/IS et la SCOR) et faisant encore partie du secteur public français, le dernier bloc étant entre les mains d'investisseurs principalement américains.

« Notre cible n'était pas la personne privée qui a de l'argent, mais le fonds de pension qui a une vision à long terme de notre

secteur », a expliqué Christian Marbach. Or, selon lui, l'activité parapétrolière n'est bien connue qu'aux États-Unis. « Pas moins de cent cinquante sociétés y sont cotées », alors qu'on ne dénombre que quelques-unes à Londres et une seule à Paris, la Compagnie générale de géophysique. Pour le président de la Coflexip, le risque était de voir sa société mal perçue par les banquiers si elle avait été introduite en France et, ainsi, d'avoir un prix de vente de ses actions inférieur à celui atteint aux États-Unis. A 16 dollars l'action, l'entreprise est valorisée à 2,2 milliards de francs, alors que les milieux financiers français l'estimaient encore récemment à 600 millions.

Cette différence d'appréciation n'explique cependant pas la décision qui a entouré l'entrée de la Coflexip sur le marché américain, le placement ayant eu lieu entre le 17 et le 26 novembre. Mais elle révèle peut-être une contradiction: comment justifier qu'une entreprise à actionnariat public opte pour la Bourse américaine, au moment où le gouvernement cesse de vanter le marché français pour les privatisations... Réfutant ces arguments, M. Marbach affirme que ce silence lui a été imposé par les réglementations boursières outre-Atlantique. Mais il n'exclut pas qu'un jour « la seule société française cotée à New-York et pas à Paris » puisse l'être dans son pays d'origine. Une fois reconnue en Amérique...

DOMINIQUE GALLOIS

CHIFFRES ET MOUVEMENTS

CONTRAT

INTER MUTUELLE ASSISTANCE signe un accord avec une société allemande. — Inter Mutuelle Assistance (IMA) dont le siège est à Nîort (Deux-Sèvres) vient de signer un contrat avec la société allemande HDI (Hauptverband des deutschen Industrie). IMA offrira ainsi au 1^{er} janvier aux sociétés de HDI une assistance en Allemagne et dans le monde entier, comme elle l'offre déjà aux sociétés d'une dizaine d'autres mutuelles et sociétés d'assurance. Cette assistance sera mise en œuvre par sa filiale à Munich, IMA Deutschland. Ce contrat est le premier d'IMA avec un assureur allemand. La société HDI, issue du monde coopératif et dont le siège est à Hanovre, est la troisième assureur automobile allemand. IMA prépare un contrat analogue avec le huitième assureur belge, Prévoyance et Voorzorg, dont la signature interviendra le 15 février 1994. — (Corresp.)

RÉSULTAT

PECHINEY INTERNATIONAL contraindra de faire 450 millions de francs de provisions. — Pechiney International, filiale du groupe Pechiney spécialisée dans l'emballage, a révélé, mercredi 8 décembre, avoir effectué des transactions malheureuses sur les marchés à terme des métaux. Le groupe a précisé, dans un communiqué, qu'il allait devoir passer des provisions exceptionnelles d'un montant après impôts de 75 millions de dollars

(environ 450 millions de francs) sur la base actuelle des cours des métaux. Ces provisions « affecteront » le résultat de l'entreprise, qui restera cependant « largement bénéficiaire ». Jusqu'alors, Pechiney International tablait sur une progression de son résultat 1993 par rapport au 1 071 milliard de francs dégagé en 1992 avant amortissement des écarts d'acquisition. Le dividende par action sera toutefois maintenu au même niveau qu'en 1992.

ACQUISITION

EMC SERVICES prend le contrôle de l'espagnol Valls Química. — EMC Services, filiale du groupe public Entreprise mixte et chimique (petroliers et traitement des déchets), a annoncé, mercredi 8 décembre, avoir pris « une forte majorité » de la société espagnole Valls Química, spécialisée dans la régénération des solvants. Implantée près de Barcelone, Valls Química a régénéré 12 000 tonnes de solvants, soit 25 % du marché espagnol alors qu'EMC Services en régénère en France environ 4 000 tonnes (moins de 10 % du marché). EMC Services, à travers sa filiale Tredi, est notamment spécialisée dans la destruction du pyralène (utilisé dans les transformateurs électriques), a réalisé un chiffre d'affaires de 524 millions de francs en 1992.

ACCORD

PRISUNIC joint ses forces à Promodès pour ses achats alimentaires. — Prisunic vient de conclure avec le groupe Promodès un accord de fourniture de produits alimentaires périssables et non périssables, qui prendra effet au premier janvier. La chaîne de magasins populaires, pénalisée depuis plusieurs mois sur ses conditions d'achats dans l'alimentaire, pourra ainsi bénéficier de la force de Promodès. Cet accord est accompagné d'un second sur l'acheminement des produits non périssables qui sera progressivement assuré par Promodès, à l'exception des magasins desservis par un coteret de Gonesse.

PROJET

SHARP veut produire des photocopies en Chine. — Le japonais Sharp prévoit d'installer une unité de fabrication de photocopies à Changshu, dans la province chinoise de Jiangsu, a annoncé à Tokyo un responsable de la société. L'unité, qui emploiera 300 salariés, doit démarrer la fabrication en octobre avec une production annuelle escomptée de 10 000 appareils la première année, qui pourra atteindre 400 000 en 1997.

MARCHÉS FINANCIERS

PARIS, 9 décembre ↑ Bien orientée

Pour la deuxième séance consécutive, la Bourse de Paris était bien orientée dans le sillage des autres places mondiales. En nette progression de 0,07 % sur l'indice de clôture, les valeurs françaises affichaient encore une avance de 0,73 % aux alentours de 13 heures. Trois heures après l'ouverture, les transactions sur le marché à règlement mensuel avançaient 2 milliards de francs.

Selon un opérateur, la tendance restait résolument positive, surtout à l'approche de la fin d'année, période traditionnelle d'achats de titres par les gestionnaires de fonds. L'ouverture des négociations sur le GAT fut toujours le principal sujet de préoccupation sur le marché, mais à mesure que se rapproche le date de l'échéance, le climat se détend et les opérateurs estiment impossible un « choc », a souligné l'un d'eux.

La Bourse de New-York, qui a terminé mercredi soir sur un nouveau record, comme la Bourse de Londres, dopait également le marché parisien, notait un spécialiste.

Le nouvel indice SBF 120 s'inscrivait à 1 523,20, soit en hausse de 0,73 %. Le SBF 250, pour sa part, s'inscrivait en progression de 0,6 % à 1 453 points.

Du côté des valeurs, la Générale des eaux poursuivait son mouvement de hausse et le valeur était en progression de 2,2 % dans un marché très animé de 56 000 titres. Total était en recul de 1,03 %, et Pechiney International cédait près de 5 %. Le titre basait en réaction aux importantes provisions passées suite aux achats à terme malheureux réalisés par sa filiale américaine. Euro Disney était de nouveau orienté à la baisse et abandonnait 6,6 % à 34,40 francs.

NEW-YORK, 8 décembre ↑ Nouveau record

Wall Street a battu son vingt-huitième record de 1983, mercredi 8 décembre, dans une atmosphère qualifiée toutefois de « déprimée » à la veille de la publication de l'indice des prix de gros en novembre. L'indice Dow Jones des valeurs vedettes a terminé mercredi à 3 734,53 points, en hausse de 16,95 points, soit une avance de 0,42 %. Quelques 312 millions de titres ont été échangés. Les valeurs en hausse ont été plus nombreuses que les valeurs en baisse: 1 046 contre 852, alors que 851 actions sont restées inchangées.

Les investisseurs ont été encouragés par l'expansion « modérée », de l'économie américaine en novembre, selon la Livre beige publié mercredi par la Réserve fédérale. Les deux précédents Livres beige avaient fait état d'une croissance « lente à modérée » de l'économie.

L'indice Dow Jones a également profité d'un bond des titres Xerox et ITT. Le premier groupe américain d'équipements de photocopie a annoncé la suppression de 10 000 emplois dans la division papier, mais le volume est resté public son intention de

revendre sa filiale Rayonier (bois et papier) à ses actionnaires. Mole le marché dans son ensemble restait « sans direction », a indiqué Hugh Johnson, responsable chez First Albany.

Sur le marché obligataire, le taux d'intérêt sur les bons du Trésor à trente ans, principale référence, est terminé à 6,16 % inchangé par rapport à la veille.

VALEURS	Cours de 7 décembre	Cours de 8 décembre
Alcoa	89 1/4	72 1/2
AT&T	34	34 1/4
Boeing	42 1/4	38 3/4
Chrysler	41 1/4	37 1/2
Du Pont de Nemours	61 3/8	62 1/2
General Electric	62 5/8	62 1/4
Exxon	63 1/2	62 1/4
Ford	59 3/4	60 3/8
General Motors	64 1/2	65 1/4
Hill	48 1/4	48 1/8
Johnson & Johnson	63 3/4	64
ITT	88 3/4	91 1/8
Mobil Oil	75 1/4	75 1/8
Pfizer	68 3/4	68 3/8
Schlumberger	88 3/4	88 3/8
Union Carbide	62 1/4	62 1/8
United Technologies	150	150 3/8
United Tech.	20 5/8	20 7/8
Westinghouse	62	62 1/8
Xerox Corp.	14	14
Xerox Corp.	80 3/4	80

LONDRES, 8 décembre ↑ Au plus haut

Les valeurs ont fortement progressé mercredi 8 décembre au Stock Exchange, stimulées par le succès de la dernière adjudication de fonds d'Etat de la Banque d'Angleterre, qui a été plusieurs fois souscrite. L'indice Footsie des cent grandes valeurs a terminé en hausse de 40,1 points, à 3 277,4 points, soit une nette progression de 1,2 %, établissant ainsi un nouveau record de clôture, 616,4 millions de titres ont été échangés contre 686,3 millions la veille.

Du côté des valeurs, Courtauld Textiles a baissé de 56 pence à 485, après avoir prévu que ses résultats pour l'exercice 1993 seraient probablement inférieurs à ceux de l'année dernière. Les banques sont restées soutenues par les spéculations sur une nouvelle baisse des taux d'intérêt britanniques: Bank of

Scotland a avancé de 11 pence à 228 et Abbey National a progressé de 13 pence à 422, en réaction aux pertes enregistrées la veille après que deux filiales néerlandaises avaient renoncé à leur projet de fusion.

VALEURS	Cours de 7 décembre	Cours de 8 décembre
Ady Ltd	6,20	6,24
Ady Ltd	3,30	3,31
BT	3,44	3,43
City	4,65	4,65
De Beers	13,38	14,13
Glaxo	8,94	8,89
HSBC	5,85	5,85
ICI	7,48	7,58
Imperial	17,42	17,42
ITC	7,21	7,21
Shell	7,04	7,05
Unilever	11,68	11,72

TOKYO, 9 décembre ↑ Rebond

L'indice Nikkei de la Bourse de Tokyo a fait un bond de 3,36 % jeudi 9 décembre, terminant au-dessus des 17 000 points pour la première fois depuis le 3 décembre, à la faveur d'achats techniques liés au marché à terme. Le principal indicateur de tendance a gagné 553,96 points à 17 061,91 points, alors qu'il en avait perdu 395,54 points (2,34 %) la veille.

L'arrivée à échéance, vendredi, des contrats à terme de décembre a incité les opérateurs à spéculer, mais le volume est resté faible, de nombreux investis-

seurs restant prudents en l'absence de nouveaux éléments. Le volume a été estimé à 220 millions de titres contre 270 millions mercredi.

VALEURS	Cours de 8 décembre	Cours de 9 décembre
Alphatec	1 140	1 190
Alphatec	1 140	1 190
Canon	1 360	1 410
Fuji Bank	1 820	1 820
Hitachi	1 320	1 370
Mitsubishi Electric	1 410	1 460
Mitsubishi Heavy	815	838
Sanyo	4 620	4 630
Toyota Motor	1 700	1 770

CHANGES

Dollar: 5,8465 F ↓

Jeudi 9 décembre, le deutchemark s'affaiblit à 3,4232 francs à l'ouverture du marché des changes parisiens contre 3,4347 francs la veille en fin de journée (cours indicatif Banque de France), tandis que le dollar s'échangeait à 5,8465 francs contre 5,8330 francs mercredi soir (cours Bdf).

	8 déc.	9 déc.
FRANCFORT	8 déc.	9 déc.
Dollar (en DM)	1,746	1,787
TOKYO	8 déc.	9 déc.
Dollar (en yen)	167,82	168,65

MARCHÉ MONÉTAIRE

(effets privés)

Paris (9 déc.) 6,98 % - 6,11/16 %

New-York (8 déc.) 13/16 %

BOURSES

7 déc. 8 déc.

SBF, base 1000: 31-12-97

Indice CAC 40: 2176,12 2283,31

SBF, base 1000: 31-12-90

Indice SBF 120: 1 512,23

Indice SBF 250: 1 444,74

NEW-YORK (indice Dow Jones)

Industrielles: 3 718,88 3 754,53

LONDRES (indice Financial Times)

100 valeurs: 3 237,30 3 277,40

50 valeurs: 2 425,90 2 454,40

Mixtes d'Etat: 231,10 235,90

Fonds d'Etat: 185,55 185,94

FRANCFORT

Or: 7 déc. 8 déc.

2 115,46 2 148,13

TOKYO

Nikkei Dow Jones: 16 987,95 17 061,91

Indice général: 1 396,54 1 437,74

MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISSES

	COURS COMPTANT		COURS TERME TROIS MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	5,8520	5,8548	5,8570	5,9010
Yen (100)	5,3806	5,3859	5,3834	5,4463
Rca	6,6998	6,6115	6,6393	6,6181
Deutschmark	3,4235	3,4238	3,4263	3,4286
Franc suisse	3,4235	3,4238	3,4263	3,4275
Livre Italienne (1000)	4,4947	4,5061	4,4756	4,5012
Livre sterling	8,7376	8,7436	8,7633	8,7732
Ponzo (100)	4,3061	4,2706	4,1778	4,1855

TAUX D'INTÉRÊT DES EUROMONNAIES

	UN MOIS		TROIS MOIS		SIX MOIS	
	Demandé	Offert	Demandé	Offert	Demandé	Offert
\$ E-U	3 3/16	3 5/16	3 1/4	3 3/8	3 1/16	3 7/16
Yen (100)	2 3/16	2 5/16	1 15/16	1 7/8	1 3/4	1 7/8
DM	6 5/8	6 7/8	6 3/8	6 1/2	6 1/4	6 3/4
Deutchmark	6 3/16	6 5/16	6 1/8	6 1/4	5 7/8	6 1/4
Franc suisse	4 1/8	4 1/4	3 15/16	3 1/16	3 3/4	3 7/8
Livre sterling (100)	8 7/16	8 11/16	8 7/16	8 11/16	8 5/16	8 9/16
Livre sterling	3 5/16	3 7/16	3 1/8	3 1/16	3 1/16	3 3/16
Franc (100)	6 5/8	6 7/8	6 1/2	6 3/4	6 1/4	6 3/4
Franc français	6 5/8	6 3/4	6 1/2	6 1/4	6 1/8	6 1/4

Ces cours indicatifs, postiques sur le marché interbancaire des devises, nous sont communiqués en fin de journée par la Salle des marchés de la BNF.

هنا من الأهل

MARCHÉS FINANCIERS

BOURSE DE PARIS DU 9 DÉCEMBRE

Liquidation : 24 décembre
Taux de report : 7,13

Cours relevés à 13 h 30
CAC 40 : +0.67 % (2220,09)

[illegible]**Comptant** (selection)[illegible]

Hors-cote (selection)

Spice Hygiene Example	392	Adkins	750.10
Refrigeration	2080	Old-Don-Pham *	550
Heavy-Duty	759	Particle Powder *	180
Refrigeration	387	Refrigeration	100
Cauldrons	60.00	St-Onsieur/Pham	194
Commercial Packaging	86.10	St-Gabriel Enamel *	1889
CGH Kitchen Rack *	7	Superior Ind. Inc.	600
CGH (See Gas Co.)	463	STPH *	100
Co-Industrial	5430	SPH 17 Snow	100
Copier/Printer *	592	Texas-Australia	110
Co-Industrial (See)	592	Wetmore *	1708
CGH *	17		
Grass and Co.	208.10		
Grass Products	1400		
Table France *	365		
Refrigeration	150		
Refrigeration	75.00		

Second marché (selection)

B.A.C.	2370	—	Salinas	352	—
Böhm (Ref 2)	390	590	I.C.C. 7	225	225
Compton (Ref)	222	230	Milwaukee	55	55
Compton (Ref)	1120	1200	Jersey World 2	1170	1170
Cullison	375	375	Int. Computer	1300	1300
Curtis SA 1	1105	1105	IPSM	47	45.30
CESEF 2	150	150	A.A.C. Schuman, Rly	260	260
CESEF 1	150	150	Supra	260	254
C.L.L.M. 1	1215	1220	TP-1	511	512
Coastal	300	300	Thames (Ref. Hield)	215	215
Coder	260	260	—	272	271
Coder (Ref. ITA)	1215	1215	Val et Compagnie	265	260
Dewberry 2	1215	1215	Vilnius et Chert	408	408
Louis Delfino	126	—			
Ensigns Bedford	360	360			
Exp. Propagation 1	360	360.30			
Finland	174	174.50			
France	260	150			
S.L.M. SA	600	600			
S.L.M. S.A.	150	150			

Sicav (sélection) 8 décembre

[illegible]

Marché des Changes

Cours indicatifs	Cours prix.	Cours 08/12	Cours des billettés	ventes
			achat	
Crats Unis (1 used).....	5,850	5,800	5,70	6
Crats.....	6,800	6,850		
Orange (100 dm).....	30,000	30,470	332	305
Papagay (100 dm).....	10,000	10,405	15,80	16
Papagay-Bas (100 ft).....	300,000	300,000	285	310
Orange (100 dm).....	3,500	3,505	3,20	3
Orange (100 dm).....	87,000	87,000	80	9
Orange (100 dm).....	8,000	8,000	7,95	8
Orange (100 dm).....	8,000	8,000	7,95	8
Orange (100 dm).....	2,305	2,305	2,15	3
Orange (100 dm).....	400,100	400,100	382	404
Orange (100 dm).....	70,000	70,000	68	70
Orange (100 dm).....	70,000	70,000	70	64
Orange (100 dm).....	48,000	48,000	47,50	48
Orange (100 dm).....	4,215	4,205	3,90	4
Orange (100 dm).....	3,970	3,970	3	3
Orange (100 dm).....	4,000	4,000	4,25	4
Orange (100 dm).....	5,070	5,055	5,25	5

Marché libre de l'or	

Monnaies et devises	Cours préc.	Cours 08/12
Or fin (pale en barre)	767,50	71800
Or fin (en lingot)	70700	71000
Hempden (220)	406	407
Pièces 6 (100)	375	375
Pièces 10 florins (100)	405	408
Pièces 1 florin (20)	406	407
Souverains	517	517
Pièces 20 dollars	2650	2650
Pièces 10 dollars	1350	1400
Pièces 5 dollars	735	—
Pièces 50 pesos	2600	2650
Pièces 10 florins	423	424

RÈGLEMENT

Lundi départ jusqu'à : % de variation 5%
 coupon - Mercredi départ jusqu'à : paiement
 vendredi : compensation - Vendredi

LA BOURSE SUR MINITE

36-15
APPEL LE MOND
PUBLICITÉ
FINANCIÈRE
 ☎ 46-62-74-25

Matif (Marché à terme international de France)

8 décembre 1993

NOTIONNEL 10 %				CAC 40 A TERME			
Nombre de contrats estimés : 197 488				Volume : 38 486			
Cours	Mars 94	Juin 94	Déc. 93	Cours	Janvier 94	Février 94	Déc. 93
Dernier.....	128,04	128	125,12	Dernier.....	2233	2215,50	2220
Précédent...	128,34	127,76	124,52	Précédent...	2198,50	2210,50	2187

ABRÉVIATIONS		SYMBOLES	
B = Bordeaux	L = Lille	1 ou 2 = catégorie de cotation - sans indication catégorie 3 - *	valeur négative ou PEA
Ny = Lyon	M = Marseille	● coupon détaché - ● droit détaché - < cours du jour - ♦ cours précédent	
Ny = Nancy	Ns = Nantes	o = offert - d = demandé - j offre réduite - j demande réduite - j contrat d'animation	

RÈGLEMENT MENSUEL (1)

Lundi date d'échéance : je ne verse rien - Mardi date d'échéance : paiement
coupon - Mercredi date jeudi : paiement dernier coupon - Jeudi date
vendredi : compensation - Vendredi date samedi : quotes de négociation

ABRÉVIATIONS

Ly = Lyon M = Marseille
Ny = Nancy Ns = Nantes

SYMBOLS

o = offert - d = demandé - ↓ offre réduite - ↑ demande réduite - / contrat d'animation

RADIO-TELEVISION

JEUDI 9 DÉCEMBRE

TF 1	
15.30	Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
15.15	Jeu : Une famille en or.
15.40	Club Dorothée.
17.50	Série : Premiers baisers.
18.20	Série : Hélène et les garçons.
18.50	Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Bernard Laffont.
19.50	Diversité : La Bébête Show.
20.00	Journal, Tiercé et Météo.
20.50	Série : Commissaire Moulin, police judiciaire. Non-assistance à personne en danger, de Franck Appréhens.
22.20	Magazine : Méfiez-vous des blondes. Présenté par Amanda Lear. Invité : Pierre Perret.
23.35	Série : Crimes passionnels. Amoinette, de Bernard Cluysen.
FRANCE 2	
15.40	Tiercé, en direct de Vincennes.
15.55	Variété : La Chance aux chansons. Emission présentée par Pascal Sevran. On chante le méro.
16.45	Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.15	Magazine : Giga.
18.40	Jeu : Un pour tous.
19.20	Jeu : C'est le meilleur gagne.
20.00	Journal, Météo et Point route.
20.50	Magazine : Enquête spéciale. Crise de mères, de Marie-France Farkas et Pierre-Laurant Constant. La route de l'information (la télévision de Moscou), de Vincent Garbaris et Olivier Dahan. Camarade : après le défilé, de Valérie Fourtoul et Stéphane Poule.
22.30	Diversité : Juste pour rire. Présenté par Marcel Beliveau. Invité : Michel Boujenah.
23.35	Journal et Météo.
23.50	Magazine : La Cécile de minuit. Présenté par Michel Föld. En direct d'Anney, pour le Festival du film italien et en hommage à Federico Fellini.

FRANCE 3	
15.15	Série : La croisière s'amusse.
16.10	Magazine : La Fièvre de l'après-midi. Présenté par Vincent Perrot. Invité : Julien Lepers.
17.45	Magazine : Une pêche d'enfer. Présenté par Pascal Sanchez, en direct de Val-d'Aire.
18.25	Jeu : Questions pour un champion. Animé par Julien Lepers.
18.50	Un livre, un jour. Présenté par Olivier Barrot. Catalogue de l'exposition Pierre Chareau architecte, un art intérieur, au Centre Georges Pompidou.
19.00	Le 19-20 de l'information. De 18.00 à 18.31, le journal de la région.
20.05	Diversité : La Grande Classe.
20.30	Journal des sports.
20.40	Keno.
20.50	Cinéma : L'Etat sauvage. Film français de Francis Girod (1977).
22.45	Journal et Météo.
23.15	Cinéma : La Cité des dangers. Film américain de Robert Aldrich (1975).
<div>3 JOURS EXCEPTIONNELS DE LIQUIDATION DES STOCKS</div> <div>Costumes, tailleur, vestes, manteaux</div> <div>DAVID SHIFF</div> <div>12 RUE ROYALE PARIS 1^{er} - Culture et mode de la nuit</div>	
CANAL PLUS	
15.10	Documentaire : Jackie Kennedy. De Maurice Pélissier.
15.55	Cinéma : Bob Roberts. Film américain de Tim Robbins (1992).
17.35	Le Journal du cinéma du mercredi.
18.00	Canaille peluche.
18.30	Ca cartoon.
18.45	Sport : Basket-ball. Limoges-Trévise. Match de la Coupe des champions, en direct à 19.00, coup d'envoi.

20.35	Cinéma : Le Cri de la roche. Film franco-germano-canadien de Werner Herzog (1992).
22.05	Flash d'informations.
22.10	Cinéma : Le petit prince a dit. Film franco-helvétique de Christine Pascal (1992).
23.55	Documentaire : Anything for John. De Doug Headline.
ARTE	
Sur le câble jusqu'à 19.00	
17.00	Cinéma : Les Vacances de M. Hulot. Film français de Jacques Tati (1953, rediff.).
18.25	Documentaire : Panamarenko, un artiste universel. De Jean Antoine (rediff.).
19.00	Série : The New Statesman.
19.30	Documentaire : Voisins.
19.40	Documentaire : Qui serez-vous aujourd'hui ? Les marchands de personnalité, de Julie Endres.
20.30	8 1/2 Journal.
20.40	Soirée thématique : Deux poids, deux mesures. Une soirée proposée par nos collaborateurs Laurent Grelissier et Agathe Logeart.
20.41	Documentaire : Les Habits de la justice. De Lise Deramond.
20.54	Débat jet à 21.42, 22.05, 22.32, 22.48.
20.55	Documentaire : Deux justes en crise, Birmingham et Hambourg. De Laurent Grelissier et Agathe Logeart.
21.45	Documentaire : Deux poids, deux mesures. Entrée par effraction dans trois prisons européennes, de Laurent Grelissier, Agathe Logeart, Michel Folin.
22.10	Documentaire : Un juge aux mains propres. De Michel Kajman et Dominique Aliot. Entrevue avec Gerardo Colombo.
22.20	Documentaire : Une seule justice pour l'Europe. De notre collaboratrice Anne Chemin et Jean-Michel Verneuil.

22.40	Documentaire : Michael et son juge. De Josée Stachel.
23.00	Témoignage à charge. Film américain de Billy Wilder (1958, 115 min, v.o.).
M 6	
17.00	Variété : Multitop.
17.30	Série : L'Étalon noir.
18.00	Série : Code Quantum.
19.00	Série : Deux filles à Miami.
19.54	Six minutes d'informations.
20.00	Série : Madame est servie.
20.35	Météo 6.
20.50	Cinéma : L'Année du chat. Film allemand de Dominik Graf (1989).
23.00	Cinéma : Phantasme. Film américain de Don Coscarelli (1978).
FRANCE-CULTURE	
20.30	Dramatique. Vie et aventures de Salavin, d'après Georges Duhamel (11).
21.30	Profils perdus.
21.30	Les Nuits magnétiques. La punition (3).
0.05	Du jour au lendemain.
0.50	Musique : Coda.
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (donné à l'occasion du 50 ^e anniversaire du concours Long-Thibault) : Concerto pour violon et orchestre n° 3 en sol majeur K 218, de Mozart; Le Tombeau de Couperin, Concerto pour piano et orchestre en sol mineur, de Ravel, par l'Orchestre philharmonique de Radio-France, dir. Marek Janowski; sol : Philippe Entremont, piano; le violoniste lauréat du concours 1993.
23.09	Ainsi le nuit. Œuvres de Fuchs, Mahler et Marx.
0.00	L'Heure bleue.
Les interventions à la radio O'FM, 19 heures : Henri Emmanuelli, Jeanne Bourin (le Grand O'FM-le Croix). France-Inter, 19 h 20 : « Faut-il avoir peur de l'anesthésie ? » (Le téléphone sonne).	

IMAGES

DANIEL SCHNEIDERMAN

Un ministre au carrefour

Pour évoquer la guerre des images, Jean-Marie Cavada recavait un grand équipage... Alain Carignon, ministre de la communication. Pour que notre information fût complète, il avait aussi, avant l'émission, enregistré le sentiment autorisé de Jacques Toubon, ministre de la culture. Peut-être aurait-il pu frôler de plus près la perfection, mais M. Balladur n'était sans doute pas libre, ni M. Péricard, de l'Assemblée nationale, ni M. Boutet, du CSA.

Défense de rire : la gravité de l'heure justifiait amplement ce déploiement, puisqu'on se trouvait, rappela l'invité, à une semaine de la date-butoir des négociations du GATT. Qua l'on se trouvait aussi à quelques jours de la désignation par le CSA - sans aucune interférence, bien évidemment, ni de M. Carignon, ni de M. Toubon, ni de M. Balladur, ni de M. Péricard, ni de la personne - du président des deux chaînes publiques, posta auquel M. Cavada était candidat, n'était qu'une malheureuse coïncidence.

On parla donc Images. Da cinéma, essentiellement, et non de télévision - on a sa poudre. Tous deux juchés sur leur confortables amoncellement de millions d'entrées, le producteur de Garma et celui des Visiteurs mirent en garde contre la voracité américaine. Précisément, un Américain nous était promis, en duplex de Kansas-City. D'avance, on souffrait pour lui, qui allait payer pour Mickey Kantor et pour les dino-

saurea ! Hélas, non seulement cat Américain - il n'était pas producteur, mais exploitait la salle - sa révéla francophone, mais il annonça même qu'il allait très prochainement diffuser aux Etats-Unis des films français. Comment cela ? Doublés ? Doublés ! Mais on croyait que la public américaine... Eh bien, on avait tort ! proclama la voix de Kansas-City. Sa méthode ? Construire des « multiplexes de vingt salles ». Tout à leur joie, MM. Garma et Visiteurs se gardèrent bien de dissiper la sorcellerie au damandant à la providence da Kansas-City pourquoi cas « multiplexes » seraient mieux adaptés à la diffusion da films français qua les actuels « petits complexes » de huit salles.

Mais il était déjà temps da conclure. « Monsieur la ministre, demande Cavada à Carignon, n'avez-vous pas le sentiment d'être au carrefour da démarrage d'une vaste explosion industrielle ? » Oui, tout à fait, répondit Monsieur la ministre. Il se sentait amplifié du sentiment da se trouver au carrefour da démarrage da l'explosion. Jamais aucun ministre, sous aucune République, n'avait si ostensiblement vibré da la joie d'être au carrefour da démarrage da l'explosion. On se couche en formant des vœux pour qua Cavade fût désigné, et qua les soirées da service public ne fussent plus qua ministres, carrafour, démarrages, explosions et félicité.

Les programmes complets de radio, de télévision et une sélection du câble sont publiés chaque semaine dans notre supplément daté dimanche-lundi. Signification des symboles : ► Signifié dans la Monnaie radio-télévision ; ► D Film à évier ; ► On peut voir ; ► Ne pas manquer ; ► Chef-d'œuvre ou classique.

VENDREDI 10 DÉCEMBRE

TF 1	
5.55	Série : Intrigues (et à 10.26).
6.28	Météo (et à 6.58, 8.33).
6.30	Club mini Zig-Zag. Jeyce; Will Kwak Kwak.
7.00	Journal.
7.20	Club Dorothée avant l'école. Transmutazone : T. Rex; Olive et Tom; Clip; Transmutazone.
6.35	Télé-shopping.
9.05	Feuilleton : Hôpital central.
9.45	Feuilleton : Haine et passions.
10.55	Série : Tribunal.
11.25	Feuilleton : Santa Barbara.
11.50	Jeu : La Roue de la fortune.
12.20	Jeu : La Juste Prix.
12.50	Magazine : A vrai dire.
13.00	Journal, Météo et Tout compte fait.
13.35	Feuilleton : Les Feux de l'amour.
14.30	Série : Cannon.
15.30	Feuilleton : La Clinique de la Forêt-Noire.
16.15	Jeu : Une famille en or.
16.40	Club Dorothée.
17.50	Série : Premiers baisers.
18.20	Série : Hélène et les garçons.
18.50	Magazine : Coucou, c'est nous ! Présenté par Christophe Dechavanne. Invité : Philippe Khorsand.
19.50	Diversité : La Bébête Show (et à 20.45).
20.00	Journal et Météo.
20.40	Magazine : Mystères. Présenté par Alexandre Baloud. Le docteur X : L'OVNI de Felton Lake; Jack l'éventreur; Le troisième secret de Fatina.
22.45	Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. En Chine (2 ^e partie). Les géants du Mekong, de Frédéric Hadenque; Le chevalier des baleines, d'Edouard Verhaegen; Free Riding, de Daniel Lafarge; Troubadour du ciel, de Gilles Sansonnet.
23.50	Série : Paire d'as.
0.50	Journal et Météo.
0.55	Série : Côté cœur.
1.20	TF 1 nuit jet à 2.35, 3.15, 4.50.
1.30	Documentaire : L'Odyssée sous-marine du commandant Cousteau. Du sang chaud dans le mer.
2.40	Documentaire : Histoires naturelles (et à 5.25). Le fauconnier; La pêche au brochet.
3.20	Téléfilm : Via Mésle (dernière partie).
4.55	Musique.

FRANCE 2	
5.55	Dessin animé.
6.05	Feuilleton : Secrets.
6.30	Télématin. Avec le journal à 7.00, 7.30, 8.00.
8.30	Feuilleton : Amourusement vôtre.
6.55	Feuilleton : Amour, gloire et beauté.
9.15	Magazine : Matin bonheur. Invité : Christian Morin.
11.20	Flash d'informations.
11.25	Jeu : Motus.
11.55	Jeu : Pyramide (et à 4.45).
12.25	Jeu : Ces années-là. Animé par Laurent Petitgoulume.
12.59	Journal, Météo et Point route.
13.45	INC.
13.50	Série : Le Renard.
14.50	Série : Les deux font la paire.
15.45	Variété : La Chance aux chansons (et à 5.10). Emission présentée par Pascal Sevran. On chante le méro.
16.45	Jeu : Des chiffres et des lettres.
17.10	Magazine : Giga. Avec les séries : Un toit pour dix; Sauvés par le gong; Le Prince de St-Air.
16.40	Jeu : Un pour tous.
19.20	Jeu : C'est le meilleur gagne (et à 3.10).
20.00	Journal, Météo et Point route.
20.50	Magazine : Mystères. Présenté par Alexandre Baloud. Le docteur X : L'OVNI de Felton Lake; Jack l'éventreur; Le troisième secret de Fatina.
22.20	Magazine : Ushuaïa. Présenté par Nicolas Hulot. En Chine (2 ^e partie). Les géants du Mekong, de Frédéric Hadenque; Le chevalier des baleines, d'Edouard Verhaegen; Free Riding, de Daniel Lafarge; Troubadour du ciel, de Gilles Sansonnet.
23.40	Journal et Météo.
0.00	Hommage à Alexandre Trauner : Voyage surprise d'Alexandre Trauner. Documentaire de Teri Wehr-Damisch.
0.50	Magazine : Envoyé spécial (rediff.).
2.20	Documentaire : Coureurs d'océan.
3.45	Dessin animé (et à 4.35).
3.55	24 heures d'info.
4.10	Documentaire : Rêves d'enfant.

FRANCE 3	
7.00	Premier service.
7.15	Bonjour les petits lous.
6.00	Continental.
6.25	Reportage TV de l'Est; A 8.35, 12 Pays; Luxembourg (v.o.); A 9.00, Euro hebdo, l'actualité dans les pays de l'Est; A 9.10, Multiplex, magazines sur l'Asie; A 9.20, Orthogettes.
9.25	Magazine : Génération 3. Présenté par Marie-Laure Augry. Géoscope : Horizons conquis. A 9.55, Semaine thématique : La planète en danger. 4. Au mépris de la vie. Invité : Alain Danvers. Documents : Né à Katowice, de Richard Baret et Franck Brisset; Paraguay, Indiens en péril, de Josy Dubé.
10.55	Espace entreprises : L'Homme du jour.
11.00	Magazine : Français, si vous parliez. Défendre les indifférents.
11.45	La Cuisine des mousquetaires.
12.00	Flash d'informations.
12.06	Télévision régionale.
12.46	Journal.
13.00	Magazine : Votre cas nous intéresse. Spécial Questions-réponses.
13.30	Série : La Conquête de l'Ouest.
15.15	Série : La croisière s'amusse.
16.10	Magazine : La Fièvre de l'après-midi.
17.43	Magazine : Une pêche d'enfer.
16.25	Jeu : Questions pour un champion.
18.50	Un livre, un jour. Raymond Aron, de Nicolas Bavares.
16.00	Le 19-20 de l'information.
20.06	Diversité : La Grande Classe.
20.30	La Journée des sports.
20.45	INC.
20.50	Magazine : Thalassa. Présenté par Georges Pernoud, en direct du 33 ^e Selon nautique à la Porte de Versailles. La route du Nord, de Jean-Pierre Botton, Nina Salas et Laurent Desvieux.
21.50	Magazine : Faut pas rêver. Présenté par Sylvain Augier. Invité : Raymond Devos. Australie : le reporter du Bush, de Patrick Boite et Arnaud Mansir; Syrie : le soul de Damas, de Frédéric Solton et Dominique Rabotzau; Des châteaux en Espagne, de Josep Serra et Franck Duprat.

22.50	Journal et Météo.
23.15	Magazine : Passions de jeunesse. Présenté par Christine Ockrent. Invité : Christian Clavier.
0.10	Court métrage : Libre court. Miroille et Barnabé allaient bien en voir un, de Laurent Bénéguy.
0.20	Continental. L'Eurojournal : l'info en 40.
CANAL PLUS	
En clair jusqu'à 7.25	
7.00	CBS Evening News. Journal américain présenté par Don Rafter et Connie Chang.
7.23	Le Journal de l'emploi. Présenté par Martine Mauton.
7.25	Canaille peluche. La Tourbillon noir.
En clair jusqu'à 8.05	
7.50	Ca cartoon.
8.05	Magazine : 24 heures (rediff.).
6.05	Cinéma : Le Cri de la roche. Film franco-germano-canadien de Werner Herzog (1992).
10.35	Flash d'informations.
10.38	Surprises.
10.50	Cinéma : La Chamade. Film franco-italien d'Alain Cavalier (1958).
En clair jusqu'à 13.35	
12.30	Magazine : La Grande Famille. Présenté par Jean-Luc Delanus. Premier bébé sur le tard; Je suis le voix d'un autre.
13.30	Le Journal de l'emploi.
13.35	Cinéma : Hot Shots. Film américain de Jim Abrahams (1991).
15.00	Cinéma : Un été sans histoires. Film français de Philippe Harel (1992).
16.00	Magazine : L'Œil du cyclone.
16.30	Téléfilm : Un otage de trop. De Philippe Galland.
17.50	Surprises.
18.00	Canaille peluche. Baby Folies.
En clair jusqu'à 20.30	
16.30	Ca cartoon.
18.45	Magazine : Nulle part ailleurs. Présenté par Philippe Gélès et Antoine de Caunes. Invitée : Estelle Hallyday.
20.15	Football. Lens-Lille. Match de 21 ^e journée du championnat de France de D1, en direct à 20.30 coup d'envoi.

22.30	Magazine : Les KO de Canal.
22.50	Flash d'informations.
23.00	Cinéma : Indochine. Film français de Régis Wargnier (1991).
1.30	Cinéma : Puppetmaster 2, o Film américain de David Allen (1990).
3.00	Cinéma : Les Eaux dormantes. Film français de Jacques Trépolet (1992).
4.35	Cinéma : La Mandragore. Film franco-italien d'Alberto Lattuada (1958).
6.05	Surprises.
6.10	Série : Le Juge de la nuit.
ARTE	
Sur le câble jusqu'à 19.00	
17.00	Documentaire : Histoire perdue (rediff.).
17.55	Documentaire : Ladies Night. De Wolfgang Kresze (rediff.).
19.00	Série : The New Statesman. De Geoffrey Sax.
19.35	Documentaire : Toni Morrison. D'Alan Benson.
20.30	6 1/2 Journal.
20.40	Téléfilm : Des souris et des chats. De Hajo Gies.
22.15	Magazine : Macadam. Le Décapage, la vie de Luc-Olivier Follon, documentaire de Wolf Gauditz. Portrait de l'ancien maire de Palerme, ancien défenseur des valeurs chrétiennes et humanistes, fondateur de la Riste.
23.25	Cinéma : La Force des sentiments. Film allemand d'Alexander Kluge (1963) (v.o., 110 min.).
M 6	
7.00	Informations : M 6 express (et à 9.00, 9.00, 10.00, 10.45, 11.50).
7.05	Contact 6 Manager.
7.15	Les Matins d'Olivia (et à 8.05).
9.05	M 6 boutique. Télé-achat.
9.30	Infoconsommation.
9.35	Musique : boulevard des clips (et à 10.05, 1.15, 6.45).
10.55	Série : Jet Set.
12.00	Série : Papa Schultz.
12.30	Série à la carte. Les Routes du paradis ou La Petite Maison dans la prairie.
13.25	Série : Roseanne.

14.00	Magazine : La Vie à pleins tubes. Vidéo : Dany Brillant.
17.00	Variété : Multitop.
17.30	Série : L'Étalon noir.
18.00	Série : Code Quantum.
19.00	Série : Deux filles à Miami.
19.54	Six minutes d'informations. Météo.
20.00	Série : Madame est servie.
20.35	Magazine : Capital.
20.45	Téléfilm : Brigade suspecte. De Jerry Jameson.
22.30	Série : Mission impossible.
23.30	Magazine : Les Enquêtes de Capital. L'économie palestinienne, reportage de Jean-Christophe Klotz.
0.00	Magazine : Sexy Zap.
0.30	Six minutes première heure.
0.40	Musique : Culture rock. La sage de David Bowie.
2.15	Rediffusions. Fréquentar : Destination le monde (La Bête de Naples; Raid de l'entité; Mède in France; Airlift; rodéo; Les Enquêtes de Capital.
FRANCE-CULTURE	
20.30	Radio archives. Constantin Brancusi.
21.32	Musique : Black and Blue. Electro Mike Davis.
22.40	Les Nuits magnétiques. La punition (4).
0.05	Du jour au lendemain. Dans la bibliothèque de... Henri Maldiney.
0.50	Musique : Coda. Les Mille et Une nuits (6).
FRANCE-MUSIQUE	
20.30	Concert (donné le 8 octobre au Théâtre du Châtelet) : Ce qu'on entend sur le montgolfier, poème symphonique n° 1 de Liszt; Une symphonie alpine, de R. Strauss, par l'Orchestre national de France, dir. Jeffrey Tate.
23.09	Jazz club. Par Claude Carrière et Jean Delmas. En direct de la Villa à Paris : Jean Tousseint, saxophoniste, avec Jean-Michel Pile, piano, Thomas Grammer, contrebasse, Mark Mondesir, batterie.
Les interventions à la radio BFM, 19 heures : Marc Vénot (voix off).	

AU JOUR LE JOUR

Wanted

Chaque jour, au grand théâtre de l'alternance, des têtes tombent et d'autres rémergent. Pour ne pas faire de peine aux partants, ni de publicité aux nouveaux, on ne citera personne et chacun reconnaîtra les siens, gantils restaurés dans leurs droits et méchants voués aux ténèbres actuelles.

Ainsi avancent les sociétés humaines, de péché commis en péché non remis, de gloire imprudemment construite en désaveu finalement infligé.

selon une logique somme toute très évangélique, chacun finissant, pour peu qu'il s'acharne, à connaître et l'élévation et la chute.

Cela pourrait s'expliquer par des raisons très morales, bien sûr, dont nul ne saurait se plaindre. Mais il en est une autre, purement arithmétique : il n'y a pas suffisamment de place pour tout le monde au soleil des pouvoirs. D'où l'utilité pratique de la vertu.

PROCYON

L'ESSENTIEL

DÉBATS

GATT : «Un projet social pour les Européens», par Elisabeth Guigou; «Une mauvaise affaire pour l'emploi», par Alain Chalandon (page 2).

INTERNATIONAL

La dégradation de la situation en Algérie

La prudence conduit la France à prendre acte d'une situation incontrôlable, à y faire face sur place, en organisant le repli en bon ordre d'une partie de ses agents, et en invitant le reste de ses expatriés à «s'absenter» d'Algérie (page 3).

Débloquer les négociations syro-Israéliennes

Damas accueillait, ce jeudi, M. Christopher, venu pour tenter de débloquer les négociations syro-Israéliennes (page 5).

Les territoires occupés sous haute surveillance

En prévision du sixième anniversaire de l'intifada et à quelques jours de la mise en œuvre de l'accord sur l'autonomie palestinienne, Israël a procédé au déploiement de 14 000 soldats dans les territoires occupés, a révélé M. Rabin, levant ainsi un secret militaire bien gardé (page 5).

POLITIQUE

Perpétuité «réelle» : l'hostilité des socialistes

Les députés ont commencé l'examen du projet de loi instituant une peine de perpétuité réelle pour les auteurs de meurtre accompagné de viol sur mineur, adopté par le Sénat. Les socialistes ont manifesté leur hostilité au texte présenté par M. Méhaignerie (page 9).

SOCIÉTÉ

La restructuration des urgences hospitalières

M. Douste-Blazy a présenté au conseil des ministres un plan de restructuration des urgences hospitalières (page 10).

L'inspecteur Gaudino réintégré

Révoqué pour son livre sur l'affaire Urba, Antoine Gaudino est réintégré dans la police nationale (page 12).

CULTURE

Cinéma : «Le Maître de marionnettes»

Le cinéaste Hou Hsiao-hsien raconte l'histoire d'un vieux monsieur, charmant et dur, qui dans son pays, Taiwan, est le maître absolu d'un art traditionnel : le théâtre des marionnettes. Un chef-d'œuvre (page 14).

ÉCONOMIE

Les difficultés des caisses de retraite

Sous l'effet de la crise économique, les caisses complémentaires connaissent des situations difficiles (page 17).

Londres : la fin du «closed sunday»

Tous les magasins pourront ouvrir leurs portes le dimanche en Grande-Bretagne, cette faculté étant limitée à six heures pour les grandes surfaces (page 17).

COMMUNICATION

Le budget d'ARTE devant le Sénat

Le Sénat a adopté le projet de loi de finances, pour 1994, du ministère de la communication, après une passe d'armes entre sénateurs de la majorité concernant ARTE (page 19).

Services

Abonnements XII
Annonces classées 20
Carte 16
Loto, Mots croisés 16
Marchés financiers 20-21
Météorologie 16
Radio-télévision 22
La télématique du Monde :
3615 LEMONDE
3617 LMDOC
et 36-29-04-58

Le numéro du «Monde» :
«Le Monde des livres»
folioté à XIV

Demain

Temps libre
Dapula longtemps déjà, les Japonais sont entrés dans Paris. Jusqu'où leur ampleur peut-elle s'étendre ? Voyage : à New-York à travers Manhattan, la Bronx, Broadway et Brooklyn Heights. Style : au fil de la nuit. Renseignements : Michel Butor.

Le numéro du «Monde»
daté jeudi 9 décembre 1993
a été tiré à 487 111 exemplaires

Alors que la Banque de France reconstitue ses réserves de devises

Le franc retrouve son niveau d'avant la crise monétaire de juillet

Mercredi 8 décembre, dans l'après-midi, le franc est revenu à l'intérieur de son ancienne limite de fluctuation, en vigueur avant la dernière crise monétaire de fin juillet et d'août du 2 août. Le cours du mark à Paris a glissé à 3,4250 francs, donc au-dessous du cours de 3,4305 francs qui constituait sa limite haute dans l'ancien système, à savoir une marge de fluctuation de 2,25 % de part et d'autre d'un cours pivot de 3,3539 francs pour 1 mark.

A Bruxelles, le 2 août dans la nuit, la marge de fluctuation à l'intérieur du système monétaire européen avait été portée de 2,25 % à 15 %, ce qui faisait passer de 3,4305 à 3,8948 francs le cours plafond du mark à Paris. Cet élargissement était la conséquence d'une crise monétaire sans précédent qui avait contraint la Banque de France à emprunter l'équivalent de plus de 300 milliards de francs en devises pour défendre sa monnaie et fournir des marks à une spéculation qui vendait massivement du franc.

Le 2 août, après la signature de l'accord, à la réouverture des marchés, le cours de la devise allemande bondissait de 3,43 à 3,53 francs pour osciller par la suite plus ou moins irrégulièrement, revenant d'abord à 3,48 francs puis poussant une pointe à 3,54 francs vers le

15 août avant de battre un record historique à 3,5480 francs le 15 octobre, soit un peu moins de 4 % d'augmentation par rapport à la fin juillet. Par la suite, le franc se raffermissait vis-à-vis d'un mark qui s'affaiblissait peu à peu, touchant 3,4335 francs vendredi 3 septembre, pour remonter légèrement le mercredi 8 décembre.

Ce sont les déclarations prudemment optimistes de M. Baladur sur les négociations du GATT, notamment en ce qui concerne l'agriculture, qui ont accentué le raffermissement du franc. Sans doute un tel raffermissement demeure fragile et vulnérable à tout incident de dernière heure d'ici la date limite du 15 décembre pour un accord au GATT. Mais la tendance de fond est très nette : le franc a repris la plus grande partie du terrain perdu depuis la crise de juillet et certains le voient même revenir au voisinage de son cours pivot de 3,3539 francs pour 1 mark.

L'affaiblissement du mark

Trois raisons poussent notre monnaie à la hausse en ce moment. La première est la baisse lente des taux directeurs de la Bundesbank qui permet à la Banque de France de limiter en diminuant ses propres taux directeurs. Ce faisant, elle donne moins de prise aux critiques des milieux financiers internationaux qui continuent à juger dange-

reuse pour notre économie la politique de taux d'intérêt élevés menée en France.

La deuxième raison est l'affaiblissement prévisible du mark par rapport au franc par suite d'un mouvement de bascule des taux d'intérêt, hausse probable aux Etats-Unis au premier semestre de l'an prochain, pour suite de la diminution en Allemagne comme en Europe. La troisième raison est la lente reconstitution des réserves de devises de la Banque de France, qui, après avoir été négatives pendant des mois, viennent de redevenir légèrement positives.

Certains experts estiment qu'une fois les réserves de devises reconstituées un peu moins de 100 milliards de francs, et le cours du mark revenu au pivot, la Banque de France pourrait abaisser ses taux directeurs plus rapidement que ceux de l'Allemagne pour essayer de doper une économie défilante, comme l'avait fait avec succès la Réserve fédérale des Etats-Unis il y a plus de deux ans. Cet espoir paraît bien peu fondé, puisque la doctrine officielle française est de «coller» au mark et aux taux allemands pour maintenir une crédibilité que, pourtant, personne ne conteste plus vraiment aux Etats-Unis comme en Europe, au Japon comme dans le golfe Persique.

FRANÇOIS RENARD

Une mise en garde à l'extrême droite et aux milieux xénophobes

Deux jeunes néonazis coupables de crimes racistes condamnés, en Allemagne, à des peines maximales

La justice allemande s'est montrée très sévère avec Michael Peters et Lars Christiansen, reconnus coupables d'avoir incendié, en novembre 1992, une maison habitée par des Turcs, causant la mort de deux femmes et d'une fillette. Le premier a été condamné à la prison à vie, le second, pénalement mineur, à dix ans de centre de redressement.

droite, avaient avoué leur méfait. Ils avaient également expliqué aux enquêteurs qu'ils étaient présents, quelques mois plus tôt, à Rostock, que Peters avait déjà attaqué deux foyers de demandeurs d'asile, et Gudow et Kollow. Puis ils se sont rétractés, affirmant qu'ils n'avaient rien à voir avec l'affaire de Mölln, dans laquelle une famille turque a perdu une femme, une adolescente et une fillette, mais leurs alibis sont tombés l'un après l'autre.

pendant les onze premiers mois de 1993 contre 2 366 en 1992; huit morts cette année, contre dix-sept en 1992. Mais, mercredi dans le métro de Berlin, cinq skinheads ont tenté de jeter sur la voie un jeune Libérien et un journal néonazi plus ou moins clandestin a publié récemment une liste de noms et d'adresses d'Allemands particulièrement actifs dans la lutte antiraciste.

ALAIN DEBOVE

BONN

de notre envoyé spécial

Le tribunal de Schleswig a prononcé, mercredi 8 décembre, les peines maximales contre les auteurs de l'incendie criminel qui avait causé la mort de trois Turques à Mölln, près de Lübeck, dans la nuit du 23 novembre 1992. Emprisonnement à vie pour Michael Peters, âgé de vingt-six ans, et dix ans d'internement dans un centre pour mineurs pour son complice, Lars Christiansen, vingt ans. Les deux anciens skinheads ont écouté, impassibles, la lecture du verdict. Le plus jeune avait déclaré, au début de la semaine, qu'il s'était déjà fait à l'idée de «passer dix ans, innocent, en prison» tandis que certains magistrats confiaient que des attentats xénophobes se poursuivraient tant qu'une partie de la population les approuverait, comme lors des émeutes de Rostock, où des habitants de la ville applaudissaient les jeunes d'extrême droite qui lançaient des pierres et des cocktails Molotov contre des foyers de réfugiés.

Le procès aura duré quarante-sept jours, et plus de cent soixante-dix témoins ont été entendus. Parmi eux, une petite fille âgée aujourd'hui de neuf ans, qui affirme avoir vu depuis sa chambre deux hommes masqués dans une voiture. L'un d'eux est sorti du véhicule et a mis le feu dans l'entrée de la maison habitée par des Turcs. Ce témoignage, les psychologues l'ont jugé «absolument crédible» et il recoupe de nombreuses autres informations de la police.

Dans un premier temps d'ailleurs, Michael Peters et Lars Christiansen, qui ne cachent pas leurs sympathies pour l'extrême

«Effet de dissuasion»

Le verdict devait, en principe, être rendu lundi 6 décembre mais, à la demande de la défense, la cour a accepté, à la dernière minute, d'attendre un ultime témoin qui s'était, deux jours plus tôt, targué d'être l'auteur de l'incendie des deux maisons de Mölln. Arrêté lors d'un contrôle de police près de Brandebourg, dans un état d'ébriété avancé, cet apprenti monteur de Saxe-Anhalt avait déclaré qu'il était à Mölln le jour de la tragédie et qu'il avait de bons amis dans cette petite ville. Mais, après avoir retrouvé un esprit un peu plus clair, il a dit ignorer tout de cet attentat et même ne pas savoir où se trouvait exactement Mölln : «Je ne me souviens plus de ce que j'ai dit...»

Après la condamnation de Michael Peters et Lars Christiansen, deux jeunes gens issus de milieux «difficiles» et qui voulaient sans doute «se rendre importants», selon le procureur, les réactions politiques en Allemagne vont dans le même sens : on espère que ce verdict aura un «effet de dissuasion» et qu'il constituera une mise en garde à l'extrême droite et aux mouvements xénophobes. «Les attentats contre les étrangers ne sont plus considérés comme des délits de second rang», écrivait par exemple un journal de Cologne.

D'ailleurs, les autorités fédérales notaient, le 8 décembre, que le nombre des attaques ou agressions contre des étrangers, imputables à l'extrême droite, étaient en baisse en RFA : 1 699

Itzhak Rabin et Yasser Arafat se rencontreront au Caire le 12 décembre

Le chef de l'OLP, Yasser Arafat, et le premier ministre israélien, Itzhak Rabin, «se rencontreront, dimanche 12 décembre, au Caire», a annoncé, jeudi 9 décembre, Nabil Chaath, chef de la délégation palestinienne aux négociations qui se poursuivent en Egypte avec les Israéliens.

L'annonce d'une telle rencontre était attendue, dans la mesure où les deux parties ont, en raison de divergences certaines et d'une forte agitation dans les territoires occupés, pris du retard dans la préparation de la nouvelle phase du processus qui, selon l'accord de Washington, doit débiter le 13 décembre : retrait des troupes israéliennes de Gaza à Jéricho et mise en place d'un embryon d'administration palestinienne.

Selon Washington l'OTAN doit préparer son élargissement vers l'Est

La secrétaire américaine à la défense Les Aspin a évoqué mercredi 8 décembre l'élargissement à terme de l'OTAN, lors d'une réunion à Bruxelles des ministres de la défense des pays membres. «Nous avons besoin de nous rapprocher de l'Est et de préparer l'extension [de l'organisation] à de nouveaux membres», a-t-elle dit.

«A notre avis, la participation pour la paix est la meilleure manière de satisfaire les désirs de l'Europe centrale en vue de relations plus étroites avec l'OTAN tout en empêchant une nouvelle division du continent et en évitant des troubles pour les forces démocratiques en Russie», a poursuivi M. Aspin. (AFP, Reuters.)

Sérieuses perturbations du trafic SNCF

Le trafic était sensiblement perturbé sur l'ensemble du réseau ferroviaire jeudi 9 décembre en raison de la grève lancée par les sept fédérations de cheminots, a indiqué la direction de la SNCF.

En banlieue parisienne, deux trains sur trois circulaient sur les réseaux est, nord et Saint-Lazare. Un sur trois seulement circulait sur la ligne C du RER et sur les lignes de Paris-Montparnasse et un sur quatre à partir de la gare de Lyon. Quant aux TGV, deux trains sur trois étaient en service vers la Sud-Est et l'Atlantique. En revanche, le service du TGV Nord-Europe était assuré normalement. En province de très fortes perturbations étaient enregistrées sur les réseaux TER (Transport express régional). Des services de remplacement par autocars ont été mis en place.

John Baillie
PRIX ANNIVERSAIRE
1883-1993
Jusqu'au 31 décembre
tailleur de père en fils
vous propose :

- Grande mesure à partir de 12 000 F - 25 % = 9 000 F
- Livraison en 48 heures si nécessaire
- Mesure façon traditionnelle à partir de 5 800 F - 30 % = 3 950 F
- Rayon prestige prêt-à-porter : - 40 % à - 50 %

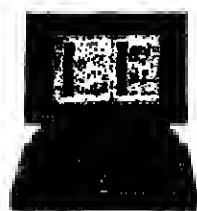
1, rue Auber - 5, place de l'Opéra
Paris-8 - Tél. : 47-42-48-17 - 47-42-49-24

UN HIVER TOUT SCHUSS !

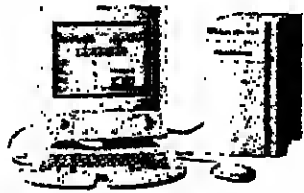
Du 2 au 23 décembre
Gagnez un séjour d'une semaine
pour 2 à 4 personnes
à Super-Besse

3615 LEMONDE
Tapez SKI

Qu'est ce qui a des boules,
des guirlandes, que l'on achète à Noël
et qui n'est pas un sapin ?



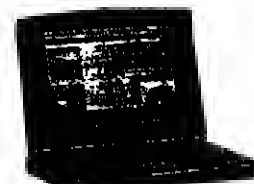
Macintosh PowerBook 180 C
4/160 Mo Ecran couleur matrice active
13 820 Fht 16 390 Fuc
Option extension à 8 Mo:
1 990 Fht 2 360 Fuc



Macintosh Quadra 840 AV
16/1 Go avec lecteur CD ROM.
Unité centrale seule:
39 990 Fht 35 568 Fuc
(Ecran nous consulter)



Macintosh LC III
4/80 Mo + moniteur couleur
+ ClarisWorks 1.0
6 320 Fht 8 088 Fuc



Macintosh Portable Duo 230
4/80 Mo + lecteur + adaptateur
+ ClarisWorks 1.0
6 990 Fht 8 290 Fuc
(Offre réservée étudiants/enseignants)



Macintosh Performa 400
4/40 Mo + écran 256 couleurs
+ ClarisWorks 1.0 + At Ease
+ Echange PC/Macintosh + Sim City
+ Prince of Persia 5 473 Fht 6 490 Fuc
Avec écran 14" Apple 5 894 Fht 6 990 Fuc
(Offre réservée étudiants/enseignants)



Macintosh LC 475
4/80 Mo + clavier
+ écran 14" couleur Apple
9 890 Fht 11 730 Fuc

IC
INTERNATIONAL
COMPUTER

La réponse était Macintosh. Mais comme les sympathiques petits conifères actuellement proposés chez tous les fleuristes, ces Macintosh ont le grand avantage d'être immédiatement disponibles chez IC, et à des prix réellement exceptionnels. Normal,

OUVERTURE IC NEUILLY
48 AVENUE CHARLES DE GAULLE
92200 NEUILLY - 46 37 17 17

c'est Noël. Premier distributeur Apple d'Europe avec plus de 60.000 Macintosh installés, seul IC peut s'engager sur des prix aussi bas alliés au plus haut degré de services. Vous devriez déjà être chez IC. Pour plus d'informations tapez: **3615 IC**

ENTRE APPLE ET VOUS IL Y A IC

IC BEAUBOURG 26 RUE DU RENARD 75004 PARIS (1) 44 78 26 26 • IC VENDÔME 21 PLACE VENDÔME 75001 PARIS (1) 42 86 90 90 • IC MICRO VALLEY 7 RUE SAINTÉ LUCIE 75015 PARIS (1) 40 58 00 00
• IC NEUILLY 48 AVENUE CHARLES DE GAULLE 92200 NEUILLY (1) 46 37 17 17 • IC MARSEILLE 94 AVENUE DU PRADO 13008 MARSEILLE 91 37 25 05 • IC AIX EN PROVENCE 33 BD DE LA RÉPUBLIQUE 42 38 28 08
• IC AVIGNON 12 BD RASPAIL 90 82 22 22 • IC TOULOUSE 25 RUE OZENNE 61 25 62 32 • IC NANTES 3 ALLÉE DES TANNIERS COURS DES 50 OTAGES 40 47 08 62 • IC LYON 47 COURS DE LA LIBERTÉ 69003 LYON 78 62 38 38

Unités centrales, disques durs, mémoires, écrans et claviers sont garantis d'origine Apple. Photos non contractuelles. Offres valables jusqu'au 24/12/93 et dans la limite des stocks disponibles.

هنا من الأهل

DES LIVRES

Les masques aux regards vivants

Dans l'art océanien, tout sert — bois, perles, fibres végétales, coquillages, plumes, écorces, terres colorées — pour imposer, avec une force de conviction déconcertante, la présence d'une tête humaine, d'une femme ou d'un animal

L'ART Océanien

d'Adrienne L. Kaeppler,
Christian Kaufmann
et Douglas Newton
Traduit de l'allemand
par Léa Marcou
et de l'anglais par Christiane
Thiollier et Philippe Peltier.
Ed. Citadelles & Mazenod,
638 p., 955 ill., 1100 F.

« Ce fut tout. Tout rentra dans l'ordre habituel. Il y avait un roi de moins et avec lui disparaissaient les derniers vestiges d'habitudes maories. C'était bien fini : rien que des Civilisés. J'étais triste ; venir de si loin pour... » Le 16 juin 1891, Paul Gauguin assistait aux funérailles de Pomare V, dernier roi d'une longue dynastie, roi sans pouvoir ni sujets depuis qu'il avait été forcé d'abdiquer en faveur de la France. « Rien que des Civilisés » en effet, rien que des colonisés évangélisés énergiquement à Tahiti en 1891. L'histoire de l'Océanie, semblable en cela à l'histoire de l'Afrique, n'a guère à conter que les épisodes et étapes d'une longue déchéance. Quelques peintres — Nolde et Pechstein après Gauguin — et des ethnologues en quête de peuples intacts et de coutumes inchangées ont assisté aux progrès de la civilisation moderne d'Ile en Ile, de vallée en vallée. L'art océanien, désormais, repose dans les musées et les collections privées.

C'est dire qu'un ouvrage dédié aux civilisations de Polynésie, Micronésie et Mélanésie, si beau, si accompli soit-il, ne peut se lire qu'avec des sentiments mêlés, stupeur et regrets, admiration et mélancolie — mélancolie naïve et persistante. Voilà ce qui fut, voilà ce qui n'est plus désormais que dans nos vitrines et nos galeries. Voilà ce qui reste d'artistes immenses : des œuvres qui arrêtent le regard et se débloquent à la compréhension tout à la fois.

S'extasier, crier à la merveille ? Impossible de faire autrement tant abondent les prodiges d'invention et les beautés. Impossible cependant de ne pas s'inquiéter des malentendus et ignorances qui demeurent, sous l'éblouissement qui les cache.

Dans la partie de l'ouvrage, excellente, que Christian Kaufmann a consacrée à la Mélanésie, l'auteur s'interroge sur les méthodes d'analyse et de décodage. Chaque œuvre, rappelle-t-il, « exige d'être regardée comme une image multiple, qui présente délibérément plusieurs niveaux, se veut à la fois codage et dévoilement. Le caractère figuratif d'une œuvre ne peut être apprécié correctement que si l'on tente de la regarder sous plusieurs angles ».

L'avertissement est nécessaire. D'ordinaire, l'étude des masques et des statues hésite entre deux principes opposés. L'un veut que l'art des « primitifs » — que ce mot a donc la vie dure... — s'interprète en termes de rites, codes magiques, traditions religieuses et signes fixés ; qu'il s'agisse en somme d'un alphabet sacré nécessaire à l'organisation sociale. L'autre s'indigne de ce réductionnisme ethnologique et préfère procéder par jugements esthétiques et poétiques. Il se réclame volontiers de l'autorité du surréalisme.

Kaufmann n'a pas de peine à démontrer l'insuffisance de ces points de vue, dont l'un nie l'existence d'artistes autonomes et de jugements esthétiques dans les populations canaques et papoues et l'autre se complait dans la célébration élogieuse du mystérieux et du pittoresque. Il en appelle à des analyses plus complexes, qui reconnaissent par exemple que la beauté d'un objet, son extravagance ou son expressivité déterminent en partie sa puissance religieuse et sociale. Son étude satisfait ces ex-



Masque Sulka. Nouvelle-Bretagne. Bois, filaments de mollusques, fibres, peinture, plumes.

gences théoriques. Agencée par modes de compréhension, elle tente de restituer aux œuvres leur complexité polysémique, plutôt que de prétendre leur imposer une signification canonique unique. Celle-ci n'en est pas moins présente, mais sous des formes très variées et, pour quelques-unes, presque imperceptibles. Les a-t-on observées et interprétées, apparaît le problème du style, lui-même lié à des facteurs géographiques, historiques et tribaux. C'est dire que les paramètres ne cessent de changer et les explications de se superposer et s'entre-croiser, dessinant grilles et réseaux.

C'est dire encore la qualité et la richesse des travaux de Kaufmann. De l'archéologie à la création actuelle, il ne néglige aucune question, et celle de la situation des artistes contemporains du Vanuatu et de Nouvelle-Calédonie n'est pas des moins intéressantes. « Blocage des créateurs locaux », écrit-il pour les dépeindre pris entre des traditions dont les Occidentaux ont accentué le poids en les collectant et les étudiant et leur désir de nouveauté. Ces pages sont remarquables de précision et s'avancent fort au-delà de la description ou de l'inventaire. La première partie, rédigée par Adrienne Kaeppler, spécialiste de la Polynésie, souffre de la comparaison. D'une conception plus conventionnelle, elle procède de la « charte mythologique » vers les objets qui en seraient essentiellement les émanations et les accessoires visibles.

Comme il est d'usage dans la collection, illustrations et appareil scientifique tendent à l'exhaustivité. Des planches en couleurs aux cartes et aux typologies classées selon les régions et l'icnographie, rien ne fait défaut. L'œil ne cesse d'être sollicité et, toute ignorance avouée, glisse avec délectation d'un crâne sur-

modèle à l'admirable sérénité à un masque tatoué de stries polychromes, surmonté d'un cimier écarté ou jaune, le regard courroucé, les lèvres saillantes, d'un « grand crochet de suspension » du moyen Sepik figurant une femme nue tatouée au naturalisme très minutieux à un masque *tali* de Nouvelle-Irlande du Sud, allégorie archimboldesque de la vieillesse. Exquise déambulation entre des images tantôt séduisantes, tantôt inquiétantes.

En Océanie, tout sert : bois, perles, fibres végétales, coquillages, plumes, écorces, terres colorées, dents, opercules de poisson. Tout sert et se dispose de manière à imposer la présence d'une tête humaine, d'une femme ou d'un animal. Ces œuvres ont une force de conviction déconcertante : par l'allusion, la déformation, la polychromie, les proportions et la caricature, elles atteignent un degré de densité — doit-on écrire de « sur-réalisme » au sens qu'Apolinaire donnait au mot ? — fort supérieur à celui qu'obtient d'ordinaire l'imitation. Ce ne sont plus des masques ni des monstres, ce sont des visages que l'on observe ; plus des statues, des corps en mouvement ; plus des représentations, des êtres ressuscités.

Giacometti — encore un artiste — l'avait observé : « Ce qui est curieux, disait-il, c'est que si on fait l'œil exactement, on court le risque de détruire précisément ce que l'on veut faire, à savoir le regard... Mais le plus drôle, c'est que chez un masque océanien (...) où en guise d'yeux il y a deux coquillages incrustés, on a l'impression d'un regard extraordinairement vivant, presque dérangeant. »

Philippe Dagen

L'enfant en jeu

Un beau chant de mémoire de Jacques Brosse à la recherche de son « moi profond »

AUTOBIOGRAPHIE D'UN ENFANT

de Jacques Brosse.
José Corti, 338 p., 160 F.

De livre en livre, depuis *L'Ordre des choses*, publié en 1959 et préfacé par Gaston Bachelard, jusqu'à *Zen et Occident*, en 1992, Jacques Brosse poursuit une œuvre d'une fermeté et d'une exigence qui répond à la multiplicité de ses curiosités. Essayiste littéraire, il a aussi bien effectué une approche méthodique des drogues en relation avec Michaux, pratiqué le bouddhisme zen, affirmé une vocation de naturaliste en consacrant de superbes pages aux arbres (1), etc. Cette quête encyclopédique et spirituelle recoupe le cheminement intime d'un homme, assésé de connaissances, mais surtout avide de découvrir « l'intérieur des êtres et des choses ».

S'il est « par nature mémoriel », l'auteur ne cherche pas dans l'autobiographie d'un enfant à consigner seulement les faits, à recréer un environnement familial et scolaire, le climat d'une époque où l'adulte viendrait reconnaître dans sa prime jeunesse les prémices de sa personnalité.

Son but n'est pas ici de mettre l'enfant en scène, mais en jeu : parce que l'enfant est dépositaire du « moi profond » que l'adulte s'emploie, plus ou moins consciemment, à oublier, à embellir, à édulcorer ou à trahir. Car toute la question est là : si l'on peut dire que « l'enfant est le père de l'adulte », ne sommes-nous pas trop tentés d'être un père indigne et de

renier l'être qui pourtant n'a cessé de nous habiter, même recue dans les ténèbres de l'inconscient ?

De l'instant où un gamin de quatre ans découvre, dans le miroir de l'armoire à glace de la chambre familiale, « un jumeau dépareillé » jusqu'à l'âge de treize ans, Jacques Brosse va interroger l'enfant qu'il a été en cherchant à discerner la portée, pour l'homme qu'il est devenu, de tout ce qui a composé sa vie. Ce faisant, il a l'ambition d'inciter le lecteur à retrouver sa propre enfance. « Non telle qu'il l'imagine, mais telle qu'il l'a réellement vécue, telle qu'elle est encore là, en lui... »

L'auteur déroule les chapitres d'un roman vrai. Décors familiaux : une grande maison bourgeoise à Nogent, les lieux de vacances, l'atmosphère des institutions religieuses et scolaires. La figuration : le milieu familial, les maîtres, les camarades et les rares élus d'un cœur passionné. Les rites : règles et coutumes ordinaires, contraintes et disciplines imposées, mais aussi les folles équipées d'une bande de garçons.

Au centre de ce kaléidoscope, frémissant de vie, d'images, de couleurs, l'auteur-enfant essaie de trouver un ordre et son rôle dans le monde, sa place et son rôle dans le monde de ses pensées et les années de sa sensibilité. On le suivra à chaque étape : sortilèges et frayeurs nocturnes, incertitudes et désarroi dus aux êtres et aux circonstances, investigations pour découvrir l'envers des choses, troubles de la sexualité et premières « expériences », embellissements imaginatifs.

Mais Brosse interrompt ces

tableaux et saynètes par des « haltes ». Il commente, avance, rectifie ce qu'il a décrit. Sans les rappels à l'ordre d'une mémoire qu'il croyait avoir contrainte aux ultimes aveux. Là est son souci de ne rien enjoliver ou de trop rationaliser. Ainsi peut-il préciser une orientation, retrouver no enchaînement derrière les fluctuations du comportement, derrière les non-dits, les réticences aguicheuses, les oublis suspects, les indices cachés — tout ce qui entre dans le cœur d'un enfant et fait aussi le ciment des familles. Ainsi approche-t-il de l'unité d'un être, dérobée aux fractionnements qui sont les séquences de sa vie.

Au terme de ce livre dense et riche, mais écrit d'une plume légère, précise, séduisante, c'est bien « au temps retrouvé » que Jacques Brosse aborde, car « le temps est réversible », obéissant moins à un cours linéaire — « construction de l'intellect » — que cyclique. L'enfant est bien le père de l'adulte. Et la conclusion s'impose pour l'auteur, comme pour le lecteur : « La naissance et la mort sont les portes opposées de l'existence, non de l'être. »

Pierre Kyria

(1) Notamment, *Mythologie des arbres* (1989), qui vient d'être repris dans la « Petite Bibliothèque Payot » (N° P161)

Livres d'étranges

C'est l'art océanien qui tient, en cette fin d'année, la vedette dans la catégorie des beaux livres. L'art italien est également largement représenté. De l'architecture au cinéma, de la photo à la musique, des civilisations passées aux ouvrages pour enfant, nous proposons neuf pages de sélection de livres d'étranges.

Pages V à XIII

LE FEUILLETON

de Pierre Laplace

La mosaïque universelle

Césaire est reconnu comme l'un des poètes majeurs de la poésie. Chamblou a été salué comme un grand Goncourt. Mais ce succès n'empêche pas la culture martiniquaise de perdre ses marques. Edouard Glissant et Raphaël Confiant, chacun à sa manière, témoignent de ce malaise.

Page XIV



MICHEL CHAILLOU



Une éblouissante initiation aux intrigues de Casablanca. Jean-Louis Esine / *Le Nouvel Observateur*

Un enchantement. André Brincourt / *Le Figaro*

L'un des romans les plus beaux et les plus prenants de la rentrée. J.-C. Lebrun / *L'Humanité*

Collection Fiction & Cie
dirigée par Denis Roche

Editions du Seuil

HISTOIRES LITTÉRAIRES

par François Bott

Eloge de la lecture



L'AMATEUR DE LIVRES, de Charles Nodier, précédé du Bibliomane, de La Monomanie réflexive et de Bibliographie des fous. Edition présentée et annotée par Jean-Luc Steinmetz, le Castor Astral, 140 p., 78 F.

LE TOUR DE FRANCE DES ÉCRIVAINS.

Textes réunis par Hélène Seyrès et Olivier Ikor, préface de Louis Nucéra, l'Archipel, 238 p., 120 F.

Sil on rangeait ensemble les milliers de livres que l'on a publiés depuis les débuts de l'imprimerie, ces volumes occuperaient une bibliothèque vertigineuse, qui ferait davantage que le tour de la Terre et rivaliserait avec l'Infini, dans les championnats de métaphysique et de longues distances. Borges rêvait d'être le bibliothécaire de l'univers. Charles Nodier avait été (plus modestement) celui de l'Arsenal, par très loin des bords de Seine, entre 1824 et 1844. Borges parlait de ses «pérégrinations à la recherche (...) du catalogue des catalogues». Nodier avait moins voyagé, mais il courait également les vieilles bibliothèques. Il se partageait entre les «après-midi flâneuses» et les «matinées studieuses», comme le dit Sainte-Beuve.

Le nez sur les livres, et préférant leur «commerce» à celui de l'espace humain. Se consolait, avec eux, «de la fausseté de nos autres affections». Evidemment, il y avait de la misanthropie là-dedans. Mais elle avait été légitimée par Montesquieu, lorsque celui-ci avait écrit : «L'étude a été pour moi le souverain remède contre les dégoûts de la vie, n'ayant jamais eu de chagrin qu'une heure de lecture ne m'ait ôtée.»

Car les livres sont des objets magiques : les maisons de rendez-vous des connaissances, des passions, des fantômes et des pressentiments ; les éternelles réaldances secondaires des états d'âme et de leurs secrets... On y trouve, comme le disait Nodier, «cette muette conversation des grands esprits qui n'exige pas de frais de réciprocité, que l'on commande où l'on veut, que l'on quitte sans impolitesse (et) qu'on renoue sans se rendre importun». Pour le rêveur de l'Arsenal, les livres étaient «la plus délicate de toutes les choses du monde, après les femmes, les fleurs, les papillons et les marionnettes». Les femmes, je comprends. Les fleurs, aussi. Les papillons, j'imagine. Les marionnettes, c'est moins évident. Mais pourquoi pas ? Nodier ne limitait ni ses attirances ni ses curiosités. Il avait même écrit, dans sa jeunesse, un Dictionnaire raisonné des onomatopées françaises. C'était sans doute le plus extravagant et le plus bizarre des romantiques, sous son allure tranquille et ses dehors de fonctionnaire.

BIBLIOTHÉCAIRE et bibliophile, cela va ensemble, avec des tendances à la bibliophilie. Mais il y a peut-être des bibliophiles qui deviennent bibliophobes, ce qui naît de leur facilité à l'existence... Sous la plume de Louis-Philippe, Nodier fit le portrait du «bibliomane» et celui de «l'amateur de livres» dans

divers textes que voici rassemblés. C'était alors la mode des «physiologies». On désignait ainsi les études consacrées à certains comportements de la vie sociale. Brillat-Savarin avait commencé avec la Physiologie du goût. Et Balzac avait suivi avec sa Physiologie de la toilette, sa Physiologie gastronomique et sa Théorie de la démarche. Nodier dépeignait une passion et les «excès» de celle-ci, quand elle dénonçait le dilettantisme et tournait à l'obsession. Pour lui, le bibliophile était (justement) un «homme de goût», s'intéressant non seulement à la substance des livres, mais à leur «extérieur», et les

«rhabillant», comme un amant offre de nouvelles robes à sa maîtresse... Tandis que le bibliomane «entassait les livres les uns sur les autres sans les regarder», car il avait attrapé la maladie de ces nombreux collectionneurs pour lesquels le plaisir finit par compter moins que la possession.

Nodier redoutait déjà que «l'amateur de livres» ne fût une espèce en voie de disparition. A présent, disait-il, les «seigneurs» de la politique ou de la finance «sont généralement bibliophobes». Il citait l'exemple de cet homme très riche, qui montrait son portefeuille rempli de billets de banque, lorsqu'on lui demandait où se trouvait sa bibliothèque. Nodier regrettait les époques où des princes «éclairés» eurent le souci des livres et des manuscrits, comme Alexandre avec les œuvres d'Homère.

BORGES n'avait pas la même avis sur les monarques. Il pensait que leur vrai métier, c'était de «construire des fortifications» et d'incendier les bibliothèques, comme cet empereur qui entreprit de brûler la Grande Muraille de Chine et «fit brûler tous les livres antérieurs à lui». Qui avait raison, de Borges ou de Nodier ? Sainte-Beuve traitait celui-ci d'«aimable polygraphe». Après avoir essayé tous les genres littéraires, Nodier termina sa carrière par un essai sur les marionnettes. C'était bien naturel... Il avait aussi «donné» dans la littérature

«touristique». C'est pourquoi on le retrouve dans une anthologie récente, qui nous fait accomplir la Tour de France des écrivains. Nodier nous entraîne vers la Franche-Comté. C'était sa province natale... Nous visitons Saint-Malo sous le conduit de Flaubert. Nous passons à Trouville, avec Proust. Nous dinons à Etretat, avec Maupassant. Nous prenons le «train jusqu'à Lille», en compagnie de Verlaine, lequel compara les poteaux télégraphiques à «des ivrognes très longs (et) très maigres». Nous traversons l'Alsace avec Saint-Simon. Nous flânonnons à Grenoble et dans les environs, avec Stendhal évidemment. Nous séjournons en Provence, avec M^{me} de Sévigné, qui parle rarement de la campagne, car le sentiment de la nature n'était pas à la mode, lorsqu'elle fréquentait la planète.

Nous prenons des vacances, avec La Fontaine, dans le Limousin, pour échapper à tous les soucis et toutes les inquiétudes qu'engendre la vie parisienne... En septembre 1683, le fabuliste national dormit à Bellac, la ville natale de Giraudoux. Avant d'aller se coucher, il fit du charme à la demoiselle de l'auberge. «Mon sommeil, écrivit-il, ne fut nullement bigarré de songes comme il a coutume de l'être. Si pourtant Morphée m'eût amené la fille de l'hoïe, je pense bien que je ne l'aurais pas renvoyée.» Cela dut ravir Giraudoux et lui donner encore une raison d'aimer tellement La Fontaine.

Littératures du terroir ou littératures du dépaysement... Dans les deux cas, il faut savoir ressentir ou regarder, comme le dit Louis Nucéra. Ces promenades sont des façons de regarder. Comment les villes et les paysages nourrissent l'imaginaire...

BOTCHAN

de Natsume Soseki. Traduit du japonais par Hélène Morita, Ed. du Serpent à plumes, 210 p., 80 F.

ANNÉES D'ENFANCE

de Junichiro Tanizaki. Traduit du japonais par Marc Méchéant, Gallimard, coll. «Haute enfance», 296 p., 120 F.

QU'ÉTAIT-CE que d'être un enfant, un jeune garçon dans la Japon de la fin du dix-neuvième siècle, la première génération après la restauration de l'empereur Meiji, alors que le pays venait seulement de s'ouvrir au monde et qu'une nouvelle époque commençait ? Né à Edo, dans un Japon en pleine transformation, Natsume Soseki (1867-1916) avait moins de quarante ans en 1906 quand il publia ce petit livre, Botchan, dont on nous dit qu'il est toujours aussi populaire auprès du public cultivé depuis sa publication juste après le premier roman de Soseki, Je suis un chat (Gallimard-UNESCO, «Connaissance de l'Orient», 1986), une satire des mœurs de son temps racontée par un chat qui lui vaudra son premier succès.

Comme le Botchan, le «petit maître», du livre (1), Soseki (il allait bientôt choisir de prendre son prénom pour nom de plume) avait lui-même enseigné quelques années en province avant d'être envoyé en Angleterre pour un séjour de deux ans qui lui avait donné l'occasion de se familiariser avec cet Occident encore inconnu des Japonais. A son retour, il s'était vu confier la tâche de succéder au prestigieux Lafcadio Hearn comme lecteur de littérature anglaise à l'université de Tokyo, poste qu'il va abandonner pour se consacrer à l'écriture grâce à un contrat avec un grand journal de Tokyo, Asahi, pour lequel il rédigea de nombreux ouvrages.

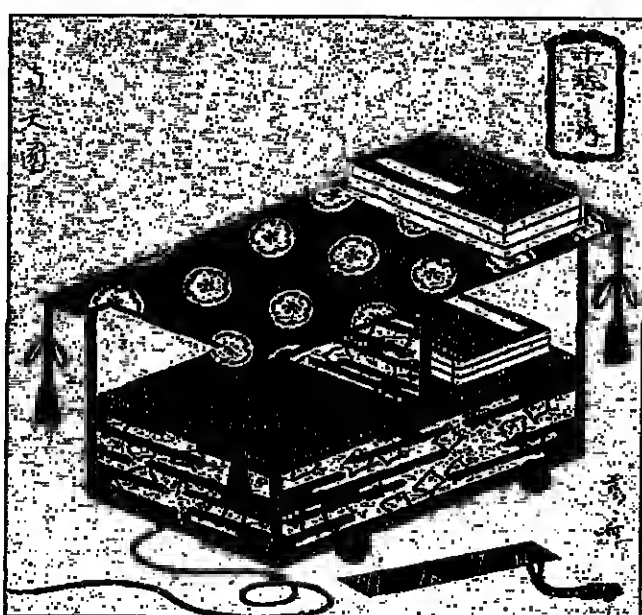
Botchan, c'est un peu le Petit Chose. Orphelin très jeune, bagarreur et risqué-tout, le garçon n'a trouvé d'affection que chez Kiyo, la servante de la famille, noble lignée ruinée par la Restauration, qui la chérit à l'extrême. Envoyé pour son premier poste comme professeur dans un collège de province, le jeune citadin se trouve, comme l'outsider, transplanté, en butte aux tracasseries de ses élèves — qui l'ont surnommé «professeur nouilles et friture» — et aux manœuvres de ses collègues. Ah ! quelle peinture vitriolique de la salle des profs !

L'école a ses règles strictes, les cours sont rythmés par la son du clairon, les professeurs sont jaloux les uns des autres et exigent qu'on les respecte en fonction de leur position dans la hiérarchie. Il leur donne des sobriquets, se lie d'amitié avec le professeur de maths, qu'il a surnommé Porc-Epic. Il ne se sent pas à l'aise, le jeune Edoko, l'enfant d'Edo, que les autres trouvent superficiel et venimeux et qui, lui, se sent exilé parmi des campagnards. Il se révolte : «On avait acheté mon corps pour un pauvre saleté, mais avait-on le droit de m'obliger à rester dans l'école en regardant fixement une table, durant mon temps libre ?»

Les bagarres entre le collège et l'école normale à l'occasion de la célébration de la victoire du Japon sur la Russie marqueront la fin de la carrière provinciale du professeur. Dénoncé dans la presse locale comme un «jeune blanc-bec inconnu fraîchement débarqué de Tokyo (qui a) incité nos élèves, ces

D'AUTRES MONDES

par Nicole Zand



Chariot à livres (1818).

Enfants nippons

jeunes gens dociles et respectueux, à provoquer des troubles», il sera tout heureux de présenter sa démission et de rentrer à Tokyo. Un petit roman d'éducation, caustique et vif, plein d'observations autobiographiques, écrit presque à chaud, sans le regret de la jeunesse. Qui peut être lu par les adultes comme par les adolescents.

CEST une tout autre démarche que celle de Junichiro Tanizaki (1886-1985), qui, à soixante-dix ans, entre une nouvelle traduction du Genji en japonais moderne et l'écriture de la Confession impudique, a voulu retrouver ses années d'enfance dans l'imprimerie de son grand-père, dans un livre de souvenirs d'un enfant qui nous reste très étranger dans son éducation. Aîné de cinq enfants, il a été le témoin des difficultés financières qui ont conduit sa famille, après la Restauration, à de multiples changements de fortune et de domiciles. Une mémoire que l'écrivain se fait un plaisir de solliciter pour retrouver le souvenir des rues de la capitale à la fin du siècle dernier : les marchands ambulants, le théâtre kabuki et celui des farces populaires mettant en scène les criminels qui défrayaient la chronique d'alors («spectacles terrifiants où des personnages étaient ligotés pieds et poings liés, où l'on étranglait, où l'on

enfermait des cadavres dans des malles d'osier, où l'on tirait des coups de pistolet remplissant le théâtre d'une odeur de poudre»), ou encore le souvenir terrifié des six voyous faisant irruption dans le salon, retournant les pans enfilés de leurs kimonos, et s'installant sur une ligne face au père.

Enfin, dans le dernier chapitre, intitulé «Pessionné de littérature», Tanizaki se souvient de ce qu'il lisait en feuilleton dans le Monde des Jeunes de janvier 1898 alors qu'il avait treize ans. Il insiste sur l'importance des récits tirés de l'histoire du Japon, une collection de vingt-quatre volumes («Je lisais et relisais mas préférés dont il me coûtait de laisser de côté l'un ou l'autre»). Il y avait aussi les récits historiques («A l'époque, je ne voyais pas grande différence entre réalité historique, légende traditionnelle et fiction pure»). Mais surtout, il rend un formidable hommage à son premier instituteur (qui l'avait fait redoubler dans sa première année d'école primaire) et qu'il retrouvait ensuite, pendant quatre ans, qui parlait avec ferveur des livres bouddhiques surtout zen et des maîtres anciens de la Chine. Qui dès six ans lui avait insufflé la passion de lire.

CETTE passion des livres, nous la retrouvons actuellement à la Bibliothèque nationale dans une belle exposition consacrée à l'art de l'album pour enfants au Japon qui devrait faire découvrir une tradition à peu près ignorée chez nous et qui remonte au onzième siècle. Une très longue histoire... que l'on lit déjà dans le Dit de Genji (2) où s'exprime la problématique du choix de livres à l'intention des enfants. Ainsi dans ce livre, qui appartenait alors au bagage littéraire des jeunes gens et jeunes filles des classes cultivées, on trouve de longues discussions sur le choix d'un livre pour une fille de sept ans !

Une tradition du livre dans un pays où la culture populaire a atteint depuis le neuvième siècle un niveau très élevé et où la maîtrise de la lecture, à la différence des pays d'Occident, n'est pas confinée au cercle des prêtres, mais bénéficie de l'apport de la Chine et de la Corée. En adoptant un syllabaire beaucoup plus simple que les caractères chinois, le kana, il est possible d'étendre l'alphabétisation à un très grand nombre, dont les femmes et les enfants. Des premiers rouleaux peints du douzième siècle aux gouaches d'artistes contemporains, cette exposition donne à voir la qualité, la diversité, l'originalité de cet art de l'image. Des ouvrages appartenant aux collections japonaises voisinant avec la fonds de la Bibliothèque nationale et composent une rétrospective d'origines depuis le dix-septième siècle : des livres souvent colorés à la main, des jeux de cartes littéraires, des gravures sur bois représentant une scène d'école, le rouleau du moine, ou les Rouleaux des représentations animales satiriques ou des contes populaires, comme celui de Momotaro, l'enfant né d'une pêche, ou celui de la femme qui ne mange rien, et qui est en réalité une ogresse... En contrepoint, des artistes contemporains, tels Mitsumasa Anno, Suekichi Akaba, Yasuo Segawa, qui assurent la permanence. Le plaisir rare de découvrir une culture.

(1) Botchan n'est pas un prénom mais une appellation respectueuse ou affectueuse signifiant «jeune maître», mais pouvant prendre aussi un sens péjoratif : «petit jeune homme, jeune».

(2) P.O.F. 1988, 2 tomes.

* «Une très longue histoire. L'art de l'album pour enfants au Japon». Exposition à la Bibliothèque nationale, Galerie Colbert 58, rue de Richelieu. Jusqu'au 31 décembre. De 12 à 19 heures, même le dimanche. Entrée libre.

LE MONDE DES LIVRES
LETTRES ESPAGNOLES

L'île noire

Dans un roman picaresque et brutal, Baltasar Porcel se souvient de Majorque

PRINTEMPS ET AUTOMNES
(Les Primaveres y les tardores)
de Baltasar Porcel.
Traduit du catalan
par Mathilde Bensoussan,
Actes Sud, 262 p., 128 F.

Dans une grande maison baroque, riche de ses mythes et fantômes, est réunie la tribu de Taltavull. Une quarantaine d'hommes et de femmes, les uns pleins d'illusions, vivant leur printemps, les autres ravagés par le temps, vivant courageusement leur automne. La maison est à Orlandis, un petit village de Majorque, entre montagne et mer, à quelques kilomètres de Palma. Le village est une île dans l'île, obsédée par la mort et le souvenir des ancêtres. Les pierres sont lourdes de cet héritage. Les arbres veillent et se vengent. Leur ombre est vénéneuse et leur odeur dégage une essence amère et balsamique. C'est un lieu d'émigration vers Cuba, vers l'Asie, vers le nord de l'Europe. C'est aussi un lieu où l'on revient presque obligatoirement. La nostalgie est proscrite. Mais le rappel du passé est constant.

« Ces mythes ne sont pas beaux »

En cette nuit de Noël, les langues vont se délier, les mémoires convoquées vont se dérouler sans pitié et les morts vont témoigner. L'île continue d'avoir peur des Maures et célèbre Jacques le Cœur, celui qui a pris Majorque aux Arabes. Le monde arabe apparaît aux différents personnages comme un coque cruel des Mille et Une Nuits. Ce livre traîne dans la maison. Il est en mauvais état. Des feuilles ont été mangées par les rats. Des chapitres manquent. On évoque les pirates arabes et on savoure la victoire des chrétiens sur les musulmans. Pendant la guerre civile, les Majorquins apporteront tout naturellement leur soutien à la dictature de Franco, et des amours sauvages réuniront des brutes et de belles femmes assoiffées de désir et d'aventures extraordinaires.

L'île est sombre. Tout y est dur et violent. L'auteur y a vécu jusqu'à l'âge de quatorze ans. C'est probablement le souvenir de cette brutalité qui l'a poussé à écrire. Baltasar Porcel est un écrivain fécond. Auteur d'une dizaine de romans et de plusieurs recueils de nouvelles, il se dit « catalan par volonté, mais aussi espagnol par la force des choses ». Il écrit d'abord en catalan et se traduit lui-même en castillan ensuite. Il tient une chronique quotidienne dans le journal de Barcelone l'Avanguardia. Quand on l'interroge sur la



Baltasar Porcel : « catalan par volonté, espagnol par la force des choses. »

créant des personnages de son roman, il dit qu'il « ne fait que décrire, non pas le réel, mais les mythes dont ils se nourrissent ; or ces mythes ne sont pas beaux ; mes personnages sont obsédés par la peur des Maures, par Barberousse, par la mort et le sang ».

Homme sérieux et tranquille, se situant politiquement au centre, appuyant et conseillant le président de la Catalogne, Jordi Pujol, Baltasar Porcel a pris aujourd'hui assez de distance avec son île pour pouvoir l'exorciser par l'écriture. Il dit qu'il « réinvente l'enfance tout en mythifiant le réel, tout en exagérant les traits et surtout la

violence ». Ce qui est troublant, c'est le rassemblement, une nuit de Noël, de tous ces personnages souvent odieux, racistes, fascistes et sans générosité.

Didac, le sourd, viole sa fille. Celle-ci dira au juge pour exposer son père : « C'est comme si j'étais seule à commettre ce péché ». Cristofol, redoutable fasciste ayant exécuté plusieurs rouges, ne supportait pas le mal infligé aux enfants et aux animaux. Il reviendra à la fin de sa vie et demandera : « M'accepteriez-vous à dîner ? Quand j'étais enfant, je passais Noël ici... » Les curés doutent et se demandent si « la religion n'est

rien d'autre qu'une image morte ». Les bonnes sœurs pincent les petites filles jusqu'au sang. Les femmes ne vivent que pour des passions folles. Felicie tombera amoureuse de Maurice, un Algérien de passage dans l'île. Elle ira le retrouver dans son pays mais découvrira « la rancœur ombragée du regard des Arabes » ; Marianna est obsédée par l'histoire du Vaisseau fantôme ; elle ploogera en cette nuit de Noël dans une solitude obscure.

Tous les rapports sont dominés par la violence des années de la guerre. L'aspect dur et fermé de l'île se retrouve sur les visages de tous. Seule Carlota, une petite fille agréable et légère, intervient vers la fin du roman pour annoncer les couleurs de l'avenir. Elles seront plus belles que celles du passé. Elles auront été lavées de tous les soupçons, exorcisées par le pouvoir des mots. Ceux de Baltasar Porcel sont justes et forts. Comme dans ses précédents romans traduits en français (1), on retrouve là un ton sarcastique et une imagination débordante. On a parlé, à propos de son écriture, du baroque. Ce n'est pas faux, mais en même temps elle glisse vers le picaresque. Cet écrivain a un univers, une passion pour les mots et une dette envers son île qui a fait de lui aujourd'hui un grand écrivain. Il vient de terminer un gros roman, *Lola et les poissons morts*. Pour la première fois, il quitte son île. Toute l'histoire se passe à Barcelone, la ville nouvelle qui essaie d'oublier ses démons.

Tahar Ben Jelloun

(1) *Défunts sous les amandiers en fleurs*, Fédorop, 1988 ; *Galop vers les ténèbres*, Actes Sud, 1990.

Au paradis des putains

PORTAIT DE LA GAILLARDE ANDALOUSE

(La lozana andaluza)
de Francisco Delgado.
Préface de Juan Goytisolo,
traduit de l'espagnol
par Claude Bleton,
Fayard, 324 p., 140 F.

Les lettres espagnoles doivent à l'obscurantisme religieux leur misérable richesse en œuvres clandestines, en écrits anonymes. On ne sait pas encore qui a écrit le premier roman picaresque, *El Lazarillo de Tormes* (1554) ; pendant des siècles, on a ignoré le nom de Fernando de Rojas, auteur de la *Célestine* ; et, plus près de nous, la *Régente*, de Clarín (1885) — seul grand roman espagnol depuis *Don Quichotte* —, n'a trouvé sa véritable place littéraire qu'avec la fin du franquisme.

Parmi toutes ces occultations, le plus notable est celui de la *Gaillarde andalouse*, roman publié à Venise en 1529 sans mention d'auteur ni d'éditeur, immédiatement condamné et détruit. Il n'en restait qu'un seul exemplaire enfoui dans la Bibliothèque impériale de Vienne, où il fut découvert en 1845. Nous connaissions aujourd'hui quelques données biographiques sur l'auteur, Francisco Delgado, né à Cordoue vers 1480, fils de juifs convertis, avait suivi la carrière ecclésiastique avant de partir en Italie — probablement lors du décret d'expulsion des juifs par les Rois Catholiques —, où il assista au sac de Rome. Craignant pour sa vie à cause de ses origines, il italianisa son nom en Delgado et déménagea à Venise « parce qu'il n'y a pas d'Espagnols ».

De prime abord, le *Portrait de la gaillarde andalouse* est un document essentiel de l'occupation de Rome par les Espagnols au début du XVI^e siècle et sur la vie des juifs dans cette ville, en particulier des marranes. C'est également une étude des mœurs du Vatican sous les pontificats d'Alexandre VI, Jules II et Léon X. Son auteur a dû passer de longues heures dans les lupaniers de la Ville Sainte et au Marché aux herbes à écouter les commérages des prostituées, leurs querelles ; à les suivre à la recherche d'une entremetteuse qui leur attire des clients (évêques ou papes de préférence) ou d'un onguent qui

conserve la fraîcheur de leurs charmes...

Delgado n'hésite pas à définir ainsi la Villa éternelle : « triomphe des grands seigneurs, paradis des putains, purgatoire des jeunes gens, arène universelle, forçatours des bêtes, traquenard des pauvres, étable de ruffians ». Il étrappe le « mal français » et, au dire de Guillaume Apollinaire, qui a la première pression qu'une réalité aussi scandaleuse pouvait être la source d'un chef-d'œuvre, ce « vérolé » resta une vingtaine d'années à l'hôpital et ne fut guéri que par le gelée, la boie des Indes occidentales.

C'est dans cette Rome corrompue qu'arrive Aldonza la Gaillarde, après un itinéraire digne d'un roman picaresque. Bientôt elle entraine la facilité d'exploiter ses charmes naturels. Elle le fera, mais avec une conscience professionnelle très aiguë : « Sur mon honneur, je veux que mes pratiques puissent aller par le monde la tête haute et sans rougir ».

« Prends ton plaisir »

Soit la protection du jeune Rampin (qu'elle dépouille dans l'une des plus savoureuses scènes charnelles jamais décrites), la Gaillarde sera la seule femme de cet entre-deux putaines qui réussira à joindre l'utile à l'agréable : « Prends ton plaisir, putain, tu entres dans le plus bel âge, et ne sois pas comme celle qui proclamait, après quarante ans passés dans le lupanier : « Si je sois d'ici avec mon honneur, je ne retournerai jamais au bordel, car j'en ai souillé ». Mais, fatiguée de ses activités mondaines, déçue du monde fourbe et cynique qui l'entoure, la Gaillarde abandonne Rome pour chercher la solitude dans l'île de Lipari. « J'ai voulu voir, savoir, et éprouver la vérité des choses comme dit Apulée : à la fin j'ai trouvé que tout n'était que vanité », conclut cette compositrice de Sénèque.

Menéndez Pelayo a qualifié ce livre d'« immonde et laid ». Il est vrai que des propos de la Gaillarde ont de quoi chatouiller cet illustre polygraphe ultraconservateur : « Savez-vous que je me grattais mon devant depuis ma plus tendre enfance, que la vue d'un homme m'échauffait la caillotte, que j'aurais voulu fuir avec l'un d'eux [...], mais l'âge me l'interdisait. »

Ramon Chao

LE PARI GAGNÉ DE JEAN ROUAUD



Des hommes illustres

Le deuxième roman est le lieu de tous les possibles naïtifs. Mais ici l'auteur et l'éditeur peuvent dormir tranquilles : avec Rouaud, l'automne commence bien.

André Rollin, *Le Canard enchaîné*

Du même tonneau que *Les champs d'honneur*, bonifié par l'expérience.

Jean-Baptiste Harang, *Libération*

Une magistrale leçon d'écriture. Quelle virtuosité, quel bonheur !

André Clavel, *L'Événement du jeudi*

Le père de Jean Rouaud est le nôtre autant que le sien.

Anne Pons, *L'Express*

D'une rare qualité.

Françoise Giroud, *Le Journal du dimanche*

Des hommes illustres confirme qu'il ne s'agissait pas, avec *Les champs d'honneur*, d'une flambée sans suite : c'est bien la même personnalité d'écrivain, forte et attachante.

Jean-Claude Lebrun, *L'Humanité*

Ce roman complète et prolonge le premier. Si naturel, si peu artificieux, Jean Rouaud ne ressemble à personne. Il démontre la permanence d'une certaine façon de raconter une histoire et de continuer la littérature.

François Nourissier, *Le Figaro Magazine*

La confirmation que nous tenons là un très grand écrivain.

Pierrette Rosset, *Elle*

176 p., 80 F.

Pour offrir, une édition reliée pleine toile, enrichie d'une illustration en frontispice, un volume 14 x 19, 110 F.



LES ÉDITIONS DE MINUIT

Hotel de Sully

Librairie

« Voyageur que veux-tu ? Je veux voir... »

ARCHITECTURE
HISTOIRE
PATRIMOINE
VOYAGE
ARCHÉOLOGIE

Ouvrez tous les jours
sauf le lundi
de 10h à 19h.
10 rue Saint-Vincent
75004 Paris
01 47 41 21 75

Crise nationale des monuments historiques et des sites

PHÉNOMÉNOLOGIE DE L'ESPRIT

de G. W. F. Hegel.
Présentation, traduction et notes
de Gwendoline Jarzyk
et Pierre-Jean Labarrière.
Gallimard, « Bibliothèque de philosophie », 918 p., 295 F.

LE PROJET HÉGÉLIEN

de Guy Planty-Bonjour.
Vrin, « Bibliothèque d'histoire
de la philosophie », 240 p., 180 F.

LECTURE DE LA PHÉNOMÉNOLOGIE DE HEGEL

Préface et introduction
d'Alexis Philonenko.
Vrin, « Bibliothèque d'histoire
de la philosophie », 238 p., 198 F.

LES troupes françaises arrivent. On craint des pillages, ils ont lieu. La ville d'Éna est incendiée, la maison de Hegel mise à sac. A l'université, les cours sont évidemment suspendus. Le lundi 13 octobre 1807, « le jour où Éna fut occupée par les Français et où l'empereur Napoléon entra dans ses murs », le philosophe écrit à son ami Niehammer cette lettre célèbre où il affirme : « J'ai vu l'Empereur - cette âme du monde - sortir de la ville pour aller en reconnaissance ; c'est effectivement une sensation merveilleuse de voir un pareil individu qui, concentré ici sur un point, assis sur un cheval, s'étend sur le monde et le domine. »

Cette fascination en dit plus sur celui qui l'éprouva que sur la situation militaire dans la région ce jour-là. Faire remarquer que l'auguste cavalier ne domine guère le monde, mais seulement, temporairement - de façon contingente et peut-être absurde - un fragment d'une province appelée Europe, ce serait méconnaître la perspective de Hegel. Le principe même de sa démarche consiste en effet à s'installer en un lieu où la pensée puisse tout englober, et rendre compte de la totalité de l'histoire comme de son propre accomplissement. Assis à sa table de travail, il projette, depuis longtemps déjà, de coconstruire en un livre à la fois tout ce qui est advenu à Dieu et aux hommes, sous d'apparents désordres de hasard, et la logique interne faisant comprendre la nécessité du processus.

Vient-il d'y parvenir ? La question divise les interprètes. A trente-sept ans, Hegel n'est plus un jeune homme. Il a certes bon nombre de textes à son actif, mais pas encore la forme achevée de son système. Il en déduit toutefois les principaux éléments. D'où les difficultés que soulève la *Phénoménologie de l'esprit*, à propos de laquelle Hegel écrit à Schelling : «... J'ai terminé la rédaction dans la nuit qui a précédé la bataille d'Éna. » Ce premier grand livre

contient-il déjà l'essentiel ? Est-il à placer sur le même plan que les vastes traités postérieurs, apparemment mieux maîtrisés, tels la *Science de la logique*, ou l'*Encyclopédie* ? Cette œuvre où se combinent, parfois difficilement, la pensée logique d'une conscience et le roman de formation de la culture européenne n'est-elle au contraire qu'une introduction, fulgurante mais bancale, au système à venir ? Préparant au savoir, elle demeurerait en dehors.

Les circonstances de sa composition peuvent faire penser qu'il ne s'agit encore que d'un coup d'essai du maître futur. Bien que longuement médité, le texte est rédigé en un an seulement, change plusieurs fois de plan, et même, en dernière heure, de titre. Le manuscrit est en retard. L'imprimeur le réclame de toute urgence. Hegel finit son texte dans la hâte et les imprévus de la bataille. Tandis que l'armée napoléonienne attaque, l'auteur confie deux colis, les 6 et 8 octobre, à une malle-poste passant vaillamment entre les troupes.

On peut rêver sur les chevaux. On imaginerait les écarts ou les rapprochements entre celui qui transporte la petite « âme du monde » dans les rues d'une ville coquette et ceux qui achèment péniblement vers l'imprimerie les liasses encore manuscrites d'une œuvre à la fois austère et échevelée. S'y trouvent coisogées tout à fait à l'opposé du Maître et du Serviteur, les étapes du développement interne de l'absolu devenant effectif dans l'histoire de la philosophie, ou la réconciliation finale, souvent mal comprise, entre religion et philosophie. Au moment où Napoléon s'approche, la dernière page parle du savoir absolu en termes de « royaume », et de l'effectivité de l'esprit absolu comme « vérité et certitude de son trône ». On se demanderait si ce n'est qu'une coïncidence. On craintrait surtout, rétrospectivement, qu'une mauvaise orniture, une balle perdue, une colère de soudard ou quelque accident de ce genre ne vienne disperser aux quatre vents les pages encore fraîches de ce chef-d'œuvre.

Ces fantasmes sont étrangères à la préoccupation de Hegel, pour qui un accident jamais n'abolira l'Histoire. L'individu n'a qu'une



« activité restreinte », écrit-il à la fin de la préface à la *Phénoménologie*. Selon Jacques d'Hondt, lui-même « se présente moins comme un créateur ou un inventeur que comme un porte-parole ou un secrétaire » (1). Secrétaire de l'absolu, porte-parole du concept, ce ne sont pas ses « idées personnelles » que prétend formuler Hegel. C'est le réel lui-même qui, dans son œuvre, est censé se donner à comprendre tout en prenant définitivement conscience de soi. Telle est l'ambition, évidemment grandiose, qui l'anime depuis la *Phénoménologie de l'esprit*.

GRANDS spécialistes du texte hégélien, Gwendoline Jarzyk et Pierre-Jean Labarrière, auxquels on doit, entre autres, la traduction de la *Science de la logique* (2), nous offrent à présent, au terme d'un long et minutieux parcours, leur traduction de l'œuvre de 1807. Après le travail pionnier de Jean Hyppolite, et la récente traduction de Jean-Pierre Lefebvre (3), c'est la troisième version française de ce classique de la philosophie.

Le travail de Gwendoline Jarzyk et Pierre-Jean Labarrière devrait s'imposer comme une référence pour tous ceux qui se contentent pas de parcourir une œuvre exigeant une rude patience. Le plus utile, à ce qu'il semble, ce sont les appendices accompagnant cette édition : un glossaire allemand-français récapitulant les choix effectués pour tous les termes spécifiques, des index des noms propres - et surtout un impressionnant index des matières. Ce dernier occupe plus de deux cents pages serrées, rassemblant toutes les occurrences - non seulement des termes conceptuels mais des expressions-clés qui constituent la trame du texte.

Une constante rigueur préside à cette traduction. Ses auteurs ont choisi, par exemple, de ne presque jamais modifier la ponctuation de l'original, de respecter autant que possible l'ordre des mots, de ne pas substituer aux divers pronoms, dont Hegel use et abuse, les termes auxquels ceux-ci renvoient, de rendre systématiquement un même mot allemand par un mot français toujours identique. Quand aucun terme usuel ne convient, ils n'hésitent pas à forger un néologisme. Certains ne le font pas, comme « autoconscience » pour rendre *Selbstbewusstsein*, justifié par le souci de réserver l'expression habituelle, « conscience de soi », aux cas où Hegel écrit *Bewusstsein von sich*. D'autres sont plus discutables, principalement l'adoption des termes « sursum » et « sursumption » pour les célèbres et « intraduisibles » *Aufheben* et *Aufhebung*. L'objectif majeur envers le choix de ce néologisme, forgé par le philosophe Yvon Gau-thier, est qu'*Aufheben* est un mot du vocabulaire le plus quotidien en langue allemande. Hegel ne fait qu'amplifier à l'extrême son sens usuel : conserver, au besoin par le moyen d'une transformation. Les confitures, par exemple, sont une *Aufhebung* des fruits. Leur fraîcheur est « oïlée » par la cuisson, et c'est ainsi qu'ils sont conservés. Faudrait-il pour autant

PHILOSOPHIES

par Roger-Pol Droit

La malle-poste et le concept

que vient d'éditer Gallimard. En effet, Gwendoline Jarzyk et Pierre-Jean Labarrière entendent démontrer que la *Phénoménologie de l'esprit* appartient pleinement à la maturité de la pensée hégélienne. Sa *Logique*, explicitée par la suite, serait déjà à l'œuvre ici, « derrière la conscience ».

Ce n'est pas l'opinion de Guy Planty-Bonjour, qui résume très clairement, dans le premier chapitre de son ouvrage *Le Projet hégélien*, les débats des spécialistes autour de l'unité problématique de la *Phénoménologie* et de sa place dans le développement de la pensée hégélienne. Bien que la mort de son auteur, en 1991, ait laissé en blanc quelques passages essentiels, ce livre posthume (4), publié il y a quelques mois, constitue une méditation remarquablement informée et accessible sur les questions centrales de l'hégélianisme, qu'il s'agisse du droit et de l'État ou de la relation entre philosophie et religion.

Directeur du Centre de recherche et de documentation sur Hegel et sur Marx de 1975 à 1991 (5), Guy Planty-Bonjour, auteur de nombreuses études et responsable de multiples volumes collectifs, était l'un des plus fins connaisseurs des études hégéliennes en France. Sa capacité à maîtriser avec modestie un vaste champ d'érudition pour expliciter nettement les interrogations cruciales se retrouve ici au fil des pages. Amateurs ou spécialistes n'ont pas de meilleur hommage à rendre à sa mémoire que de les lire. Celles qui concernent l'ouvrage de la pensée hégélienne dans le christianisme, dont le savoir absolu reprend la vérité dans la forme du concept, sont particulièrement importantes. Car ce point,

qui commande toute l'interprétation du projet, divise encore les commentateurs, comme il a fracturé le dix-neuvième siècle entre hégéliens de gauche et hégéliens de droite.

Hegel n'a d'autre ambition que de saisir, en la mort du Christ, le seul fait humain, écrit Alexis Philonenko dans son récent ouvrage, qui rassemble des cours commentant pas à pas la préface et l'introduction de la *Phénoménologie de l'esprit* et trois études sur Hegel et ses relations à Fichte, à Kant - à travers le commentaire d'un étonnant document - et à Rousseau. Il insiste sur le fait que « la dernière page de la *Phénoménologie de l'esprit* est une explosion de la mystique, soutenue par la spéculation comme science rigoureuse, qui d'ailleurs en ce tout lieu ne fait qu'un avec elle ». Si l'analyse d'Alexis Philonenko souligne le rôle décisif de la résurrection pour la pensée hégélienne, ce n'est pas pour en faire l'éloge, mais pour en instruire la critique. Savaots et vifs, ses commentaires sont souvent d'une ironie décapante.

Celui que Nietzsche appelait « un événement européen » a certes pas fini de susciter des gloses. Bien après que les troupes françaises ont disparu.

(1) Dans le *Dictionnaire des philosophes*, sous la direction de Denis Huisman, dont la deuxième édition, considérablement revue et augmentée, vient de paraître aux PUF.

(2) Trois volumes, Aubier (1972, 1976 et 1981). Pierre-Jean Labarrière a aussi publié *Structures et mouvement dialectique dans la Phénoménologie de l'esprit* (Aubier, 1968, rééd. 1988). À signaler également, parmi ses nombreuses publications, *L'Utopie tragique* (L'Harmattan, 1992).

(3) Flammarion, 1991. Voir « Le Monde des livres » du 11 octobre 1991.

(4) L'édition de ce livre inachevé a été assurée par Y.-M. Planty-Bonjour et J.-M. Lardie. On annonce en outre, de Jean-Marie Lardie, la traduction des *Leçons sur les preuves de l'existence de Dieu* (Aubier, janvier).

(5) Fondé par Jacques d'Hondt et dirigé aujourd'hui par Jean-Louis Viallard-Baron, ce Centre de recherche situé à Poitiers, unit associé au CNRS, est un lieu d'études de l'idéalisme allemand particulièrement actif.

Passage en revues

Histoire, idées, société

Explorer les rapports entre science et culture en Europe, c'est se demander, explique Jean-Marc Lévy-Leblond dans le numéro spécial d'*Alliage* consacré à ce sujet, comment permettre « à la conscience citoyenne de ne pas se laisser déborder par la compétence technicienne ». Si l'Europe est bien placée pour ouvrir ce débat, c'est parce qu'existent, selon Dominique Lecourt, « une conception et une pratique européennes de la science, qui ont toujours installé en son cœur une argumentation philosophique ardente ». Réalisée grâce au soutien de la Commission des Communautés européennes, ce numéro tente de définir ce que peut être, en Europe ou ailleurs, une « culture scientifique ». Les lumières de la technoscience aussi peuvent éblouir plutôt qu'éclairer !, conclut Jean-Marc Lévy-Leblond. (*Alliage*, n° 16-17, été-automne 1993, diffusion Le Seuil, 320 p., 145 F.)

L'Homme et la Société, que dirige René Gallissot, consacre sa dernière livraison au thème « Sciences sociales et travail ». Jean-Pierre Durand souligne qu'en dépit de certaines apparences le « modèle culturel » des sociétés industrielles donne toujours au travail une place dominante. « L'Histoire continue à battre imperturbablement au rythme des seuls rapports sociaux structurés par le travail », affirme-t-il. Sabine Erbes-Seguin examine à ce propos les interventions de l'État en matière d'emploi « entre ordre juridique et ordre économique », la démarche de l'éthologie dans l'entreprise. (*L'Homme et la Société*, n° 109, juillet-septembre 1993, L'Harmattan, 160 p., 90 F.)

Dans le *Messenger européen*, revue dont il est le directeur, Alain Finkielkraut dénonce, dans l'appel à la vigilance contre l'extrême droite, lancé par des intellectuels dans le *Monde* du 13 juillet dernier (1), la mise en place d'une « nouvelle orthodoxie », qui rappelle, selon lui, par son « absolutisme politique » et son « simplisme manichéen » celle du communisme.

Il engage ensuite une vive polémique contre un éditorial des

Temps modernes de juin 1993 qui, dit-il, en appliquant « le credo de la vigilance à la catastrophe yougoslave », se veut à dresser un « réquisitoire arrogant » contre les petites nations, coupables d'imposer, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, le principe de l'homogénéité ethnique.

Opposant la prise de position des *Temps modernes* dans le conflit de l'ex-Yougoslavie à son attitude à l'égard d'Israël, il conclut avec véhémence : « Des vigilants qui ne méditent l'expérience juive de l'histoire que pour faire de l'identité un crime : le fascisme de notre temps pouvait-il rêver mieux ? » Dans le même numéro, Paul Garde décrit ce qu'il appelle « la spirale de la capitulation » en Bosnie-Herzégovine. (*Le Messenger européen*, n° 7, Gallimard, 398 p., 140 F.)

La quatorzième livraison d'*Actual Marx* s'intéresse à « Nouveaux modèles de socialisme ». Le communisme et la social-démocratie ayant « failli à leurs promesses », explique Jacques Bidet, la revue présente quatre grandes orientations, proposées par des auteurs anglo-saxons pratiquement inconnus en France. La première, due à John Roemer, développe la logique d'un « socialisme de marché » ; la seconde, défendue par Fred Block, s'apparente à une « néo-social-démocratie » ; les deux dernières, celles de David Schweickart et de Diane Elson, sont représentatives du courant autogestionnaire. Tony Andréani et Marc Féray, qui ont rassemblé ces textes, défendent pour leur part une forme d'autogestion inscrite dans le cadre d'un « socialisme associatif ». (*Actual Marx*, n° 14, deuxième semestre 1993, 224 p., 150 F.)

À signaler encore, dans *Terrain*

(n° 21, octobre 1993, 176 p., 75 F.), plusieurs contributions sur le thème « Liens de pouvoir ou le clientélisme revisité », dont un article de Nathalie Heinrich sur « Les fragilités des pouvoirs littéraires » ; dans *Paradoxe* (n° 18, Cerf, 242 p., 125 F.), un dossier sur « Identités israéliennes. Modernité et mémoire d'une nation », présenté par Esther Benbassa et Alain Dieckhoff ; dans la *Revue française de sociologie* (juillet-septembre 1993, CNRS, 492 p., 100 F.), une étude de Jean Vinocens sur le chômage de longue durée, ainsi qu'une note de Nicolas Herpin sur l'« Urban underclass » chez les sociologues américains ; dans le premier numéro des *Cahiers de recherche ethnométrologique* (juin 1993, 88 p., 70 F.), que dirige Alain Coulon, la traduction d'un texte, inédit en français, de Harvey Sacks, suivi d'un commentaire d'Edward Ross ; dans *Basidiana ou Cahiers d'études basidiennes* (n° 4, octobre-décembre 1993, Saint-Paul de Fourques, 27800 Brionne, 102 p., 75 F.), des témoignages sur le sociologue Roger Bastide et des réflexions sur son œuvre, à quelques mois du vingtième anniversaire de sa mort.

Thomas Fereaczi

(1) Le Comité « Appel à la vigilance », en collaboration avec la Maison des sciences de l'Homme et le Collège international de philosophie, organise un séminaire. La première séance, intitulée *Question de vocabulaire*, se tiendra le 15 décembre à 18 heures, avec la participation d'Yves Bonnefoy, Arlette Farge, Nadine Fresco, Nicole Loraux, Patrice Loraux, Maurice Olender. Le 20 janvier interviendront Lothar Reier et Léon Politkov (Maison des sciences de l'Homme, 54, bd Raspail, 75006 Paris, salle de la Cafétéria).

Les Français sont-ils bien dans leur assiette ?

VIENT DE PARAÎTRE

Qu'attendent les Français de leur alimentation ? L'information (presse, TV, radio) est-elle jugée bien faite ? Beaucoup d'autres interrogations sont passées au crible dans ce sondage qui apporte un éclairage original sur nos comportements alimentaires.

En vente à l'Observatoire CIDIL de l'Harmonie Alimentaire au prix de 50 Francs / 30 Francs pour les étudiants.

L'OBSERVATOIRE CIDIL DE L'HARMONIE ALIMENTAIRE
34 rue de St Pétersbourg 75008 Paris

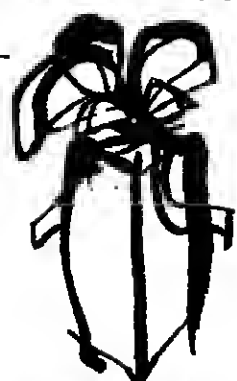
L'énigme du Messie
Nativité et renaissances
Le congrès des sages
Ayurveda, médecine de l'Inde
(numéro 32, vient de paraître)

هكذا من الأمل

LE MONDE DES LIVRES
ETRENNES/ARTS

Dernières nouvelles d'Italie

Un album, une monographie et une synthèse colossale : l'art italien ne cesse de susciter des livres aux qualités très inégales, aux ambitions très différentes



GIOTTO
La Chapelle des Scrovegni
sous la direction
de Giuseppe Basile.
Traduit de l'italien
par Françoise Laffran,
Gallimard/Electa, 388 p., 250 ill.,
690 F jusqu'au 31 décembre,
790 F ensuite.

DONATELLO
de John Pope-Hennessy.
Abbeville Press, Diff. Flammarion,
368 p., 358 ill.,
680 F jusqu'au 31 décembre,
780 F ensuite.

**LA CONQUÊTE
DE LA PEINTURE**
de Jacques Gagliardi.
Flammarion, 840 p.,
1033 ill., 995 F.

Ô charme tout puissant de l'habitude ! L'année finit, viennent les semaines à cadeaux et, comme d'habitude, l'art italien a la faveur des éditeurs. C'est à croire qu'aux yeux de nombre d'entre eux il n'y a pas de peinture qu'en Toscane et à Rome et à Paris au temps de l'impressionnisme.

Pour l'un d'eux, l'habitude confine au rite officiel. Après avoir publié un volume de photographies consacré à la chapelle Brancacci et un deuxième à la Chambre des époux, Gallimard et Electa associés célèbrent la chapelle Scrovegni. Après Masaccio et Mantegna, Giotto : on est, dans cette collection, entre hommes très illustres. La méthode de l'homme ne varie pas de l'un à l'autre : l'essentiel de l'ouvrage est occupé par un album de planches — ensemble, groupes, détails — fort bien photographiés et imprimés. Des pages noires s'intercalent par places entre les reproductions, d'un noir velouté du meilleur goût.

Commentaires historiques et analyses stylistiques n'ont que la portion congrue : l'un des rabats de la jaquette, quelques pages au début, quelques autres à la fin du livre, informations sommaires et brèves. Voilà un sommaire un livre où il n'y a rien à lire ou presque, un livre reposant et réconfortant à l'époque et à la consommation des images. Par ailleurs, si l'on peut dire, les fresques de Giotto sont admirables. On le sait depuis une poignée de siècles du reste, presque sept.

Il y a plus à comprendre et à apprendre dans le *Donatello* de John Pope-Hennessy, monographie claire et longuement détaillée. Événements et œuvres se suivent dans l'ordre chronologique, accompagnés de ce qu'il faut de précisions techniques et de documents. Description de la sculpture, étude de son exécution, de ses

sources et de son accueil, comparaisons parfois, discussion des attributions et des influences quand il y a lieu : chaque pièce, chaque ensemble fait l'objet d'un chapitre, des sculptures pour la cathédrale de Florence à la chaire de Prato et aux sculptures pour Padoue.

Le corps de Donatello

Ces dernières suscitent, à très juste titre, l'admiration de Pope-Hennessy, qui reconnaît en Donatello le premier artiste de la Renaissance qui figure l'anatomie précisément. Que ce soit pour modeler la musculature du Christ crucifié ou la puissante structure du cheval sur lequel avance Gattamelata, capitaine vainqueur des armées vénitennes, l'artiste s'aventure loin des conventions, loin des modèles antiques. Pour établir ce point, Pope-Hennessy ne craint pas d'abandonner l'histoire des arts pour celle des élevages hippiques. Ainsi apprend-on que les montures des statues équestres romaines appartenaient à « une race bien moins robuste que celle que l'on sélectionnait pour les armées du XV^e siècle », et que l'artiste n'eut donc d'autre solution que l'étude sur le motif de l'une de ces bêtes à l'encolure épaisse, au dos large et aux cuisses lourdes.

Le même souci de vérité triomphe dans les figures fondées pour le maître-autel de la cathédrale de Padoue. Si la Vierge garde l'apparence d'une impératrice des cieux au visage immobile, à la couronne trop visible, les saints semblent des portraits. Saint Prothaise se révèle un vieil homme las et songeur, saint Antoine de Padoue un moine mélancolique. Saint François d'Assise inquiète plus qu'il n'attire, tendu, soupçonneux, menaçant presque. Sous l'art sacré, le naturalisme perce, ce naturalisme qui commande à Donatello d'exagérer l'expression d'horreur sur les visages des anges qui entourent le cadavre du Christ et de gonfler d'air jusqu'à déformer les joues des anges joueurs de diane et des chanteurs.

Dans ce cas, la multiplication des clichés de détails se justifie. Ils appuient le raisonnement, ils deviennent le moyen principal d'une démonstration. Quand ils révèlent l'ouïe des poses et des physionomies sur les flancs des deux chaires de San Lorenzo, ils parachèvent l'analyse de l'historien et invitent le lecteur à s'en aller bien vite au musée Rodin vérifier que la *Porte de l'Enfer* n'est pas sans quelques rapports avec la *Résurrection* et le *Martyr de saint Laurent* de Péglise florentine.

Ces recherches ne sont cependant que modestes et étroites, en



Antonello da Messina :
« Saint Jérôme
dans son
cabinet
d'étude »
(vers 1460).

comparaison de celles qui ont donné naissance à un ouvrage énorme, la *Conquête de la peinture*, sous-titré *L'Europe des ateliers du XIII^e au XV^e siècle*. Son auteur, Jacques Gagliardi, s'est fixé pour tâche rien de moins que l'étude de trois siècles d'art, de Cimabue à Michel-Ange. Son territoire ? L'Europe entière, Italie, Flandres, Allemagne, France, Espagne. Sa méthode ? La réunion du plus grand nombre possible d'œuvres, la constitution d'une sorte de bibliothèque idéale où raretés et images illustres se côtoient, s'éclairent et s'opposent. Son livre, pour dire les choses simplement, a d'immenses vertus et des vices éasapants.

Chemins de traverse

Ventus ? L'ambition, la volonté affichée de rassembler une synthèse et de tester un panorama. Alors que la plupart des spécia-

listes campent avec disciples et archives dans un canton aux frontières fermement défendues, alors qu'ils se retranchent dans leur région, leur quart de siècle ou leur atelier et s'y trouvent si bien qu'ils oublient d'en sortir, Gagliardi nomadise. Gyrovague de la peinture, il va d'une ville à l'autre, d'un maître à l'autre, suggère des parallèles inattendus, des rapprochements incongrus, dont certains se révèlent heureux.

Il a, comme il se doit, le goût des artistes méconnus et ressuscite avec ardeur Vitale da Bologna, Giotto de Menabuo et Giovanni di Penlo, qui occupent rarement les devantures des librairies. Secondé par une illustration remarquable par son abondance et son éclectisme, il rend à l'époque ses négligés et sa complexité, ses contradictions et ses désordres, ses petits maîtres et ses extravagants. Pour lui, l'histoire de l'art ne se parcourt pas en autruche, avec arrêts obligatoires aux péages Giotto, Masaccio, Uccello, Piero

della Francesca, Botticelli et Raphaël, mais par chemins de traverse, étapes courtes et longues stations contemplatives — le livre compte plus de huit cents pages, plus de quarante chapitres et un tableau chronologique pour éviter aux imprudents de se perdre. De cet effort, on ne saurait trop dire l'ampleur et la nécessité. La *Conquête de la peinture* est l'un des ouvrages les plus surprenants que l'histoire de l'art ait suscités récemment.

L'un des plus agaçants aussi. Tnut à son désir d'embrasser un continent et trois siècles, Gagliardi se laisse aller à la rhétorique. Pas-

sent encore les surnoms du genre « le sorcier de Padoue » — c'est de Mantegna qu'il s'agit — ou « le météore excentrique » — Gérard de Saint-Jean —, les effets poétiques bon marché — « fleurs de rose », « beautés suaves et gringantes » — et les slogans de conférencier — « Venise met pied à terre » ou « le salut vient de Modène ».

Mais, à trop chercher à frapper, l'auteur finit par tomber dans le catégorique et l'excessif. Exemple, la première phrase d'un chapitre : « Petrus Christus n'était pas haï par le doute. » Qu'en savez-vous ? En êtes-vous si sûr, alors qu'un peu plus loin le même Christus se révèle « un artiste plus complexe qu'un ne l'a souvent estimé » ? Et d'un déduisez-vous que son *Portrait de jeune fille* trahit « l'angoisse mais aussi l'arrogance d'une civilisation sur le point de disparaître » ? Lyrisme, psychologisme faciles, Pancholsky en usait avec les tableaux moins cavalierement et plus prudemment. Or, de ces assertions à l'emporte-pièce, l'auteur n'est pas économe.

Il ne déteste pas non plus les maximes définitives et générales, du style : « La vision lyrique et chromatique des Siennois par opposition à la vision plastique et mesurée des Florentins. » Pour analyser l'antagonisme des deux cités, de leurs écoles et de leurs artistes, ce n'est pas assez que ces définitions trop ramassées pour être justes.

Il y a infiniment plus grave cependant : l'italiano-centrisme maniaque de l'auteur. Qu'il n'aime guère les peintres des Flandres, peut-être. Dans un ouvrage critique, cette préférence ne serait qu'un parti-pris ; dans un ouvrage historique, c'est une erreur absurde. A en juger par le nombre de pages et d'illustrations, Naddo Ceccarelli est à peine moins important que Bouts ou Gérard David. Hugo Van der Goes expédié à la va-vite, Bosch traité avec condescendance, l'art du Nord tenu pour simple « obsession des apparences », les manuscrits à peintures à peine examinés : autant de fautes dont on ne peut croire qu'elles soient d'ignorance, autant de fautes qui gâchent maladroïtement une entreprise presque héroïque. On attend donc la seconde édition, revue, corrigée et complétée, celle qui fera de la *Conquête de la peinture* le grand livre qu'elle peut devenir.

Ph. D.

Michaux, le guerrier alerte

HENRI MICHAUX :
PEINTURES

d'Alfred Pacquement.
Avec un essai
de Raymond Bellour,
Gallimard, 320 p., 357 ill.,
650 F jusqu'au 31 décembre,
740 F ensuite.

Traits et taches. Corps reconvertis, ou s'élançant pour une impossible gymnastique. Hiéroglyphes d'hommes. Alphabets indéchiffrables. Idéogrammes où l'image des choses se désarticule. Figures de brume et de rêve, « fantômes fidèles ». Paysages aux confins du visible et de l'hallucination... Regarder les dessins, peintures ou encres de Henri Michaux, c'est entrer dans un monde de formes et de figures, de lignes, de couleurs ; monde qui frôle le nôtre, parfois le mime, d'autres fois en révèle une part cachée, refoulée ; monde à la fois intensément étrange, inquiétant, et comme familier.

« L'image des choses est délectable. » Cette affirmation de Michaux, en 1922, vaut pour toute son œuvre à venir, écrit et peint. Du côté de la littérature il

éprouve de grandes rébesces : Lautréamont, qu'il lit le même année, l'aidera à les lever. Quant à la peinture, sa « haine » se transforme, au contact des œuvres de Klee, puis de Max Ernst et de Chirico, en désir : désir rageur et conséquent, obstiné, méthodique, noir et mortel de l'acte de peindre ou de dessiner. « Comme moi, la ligne cherche sans savoir ce qu'elle cherche, refuse les immédiates trouvailles, les solutions qui s'offrent, les tentations premières. Se gardant d'arriver », ligne d'aveugles investigations. » En fait, bien qu'il ait lui-même daté de 1937, avec les « Fonds noirs », le début de son œuvre picturale, les premiers dessins et huiles de Michaux sont antérieurs et pratiquement contemporains de ses premiers essais poétiques.

« Mouvement, comme désobéissance »

Complétant la récente rétrospective marseillaise du Musée Cantini (1), l'album d'Alfred Pacquement — révélant nombre de peintures peu connues — montre la cohérence et l'unité, l'autonomie aussi, par rapport à l'histoire

de l'art moderne, de l'œuvre peint de Michaux. Explorateur des mondes parallèles de la conscience, des tourbillonnantes contrées de l'inconscient — pas seulement lorsqu'il expérimente la mesclaine ou d'autres substances hallucinogènes —, le poète cherche à donner corps à ses démons. Ces mondes, il ne les aborde pas en pacifiste, mais en guerrier alerte, en conquérant — d'abord conquis : « Je suis de ceux qui aiment le mouvement, le mouvement qui rompt l'inertie, qui embrouille les lignes, qui défait les enseignements, me débarrasse des constructions. » Mouvement, comme désobéissance, comme reniement, écrit-il en 1972.

Entre les deux domaines, littéraire et pictural, de l'œuvre de Michaux il n'y a pas rupture mais continuité. Loin d'être ou de se vouloir illustrative, cette seconde part amplifiée, fait résonner la première. La même vélocité, une constante « désobéissance » guide la main qui écrit et la main qui dessine. Mais la peinture est aussi un recours, comme l'explique Raymond Bellour, lorsque les mots, face à une trop grande douleur, à une émotion en forme de tempête (comme lors de la mort de sa

femme, en février 1948, des suites d'horribles brûlures), révèlent leur lenteur, leur impuissance.

Et puis il y a aussi, chez Michaux, cette lucidité sans faille, cette volonté de penser l'acte créateur comme composante de l'existence dont il est l'expression visionnaire. En témoigne, dans ce livre, l'anthologie de textes sur la peinture et le dessin qui permettent de mesurer l'intelligence de l'artiste. Qu'on pense notamment aux admirables réflexions sur les peintures d'enfants ou d'adultes de la fin de la vie de Michaux. Ainsi, en 1985, à propos des dessins d'enfants : « Informel, pauvrement formé, encore sans bras, le corps, et sans attache les bras, sortis du cou, de n'importe où, de la tête, de la poitrine, bâtons, bâtons de bout en bout traversant l'enveloppe du buste, bras pour s'étendre, se détendre, pour s'élever... »

Patrick Kéchichian

(1) Voir l'article de Philippe Dagen dans le Monde du 22 octobre.

* Signaler également l'excellent art bien illustré d'Henri-Alexis Bastich, *Henri Michaux, peinture et poésie* (Hazan, 174 p., 195 F).

La gourmandise est-elle un péché ?



VIENT DE PARAITRE

Et comment, au cours des siècles, est-elle devenue un péché ? Qu'est-ce qui la distingue de la glotonnerie et de la voracité ? Tous nos plaisirs de bouche sont passés en revue dans cet ouvrage dirigé par Catherine N'Diaye.

Aux Editions Autrement.
En vente en librairie.

L'OBSERVATOIRE CIVIL DE
L'HARMONIE ALIMENTAIRE
34 rue de St-Petersbourg 75008 Paris



L'ombre du maître

« Tout en lui était énergie, mais énergie dérivant des nerfs et de la volonté : car, physiquement, il était frêle et délicat. » Ainsi Baudelaire décrit-il Delacroix. Le poète ne doutait pas que son héros occupait la première place parmi ses contemporains, que ce fût par l'abondance de son imagination, l'éloquence de son dessin et de sa couleur, l'immensité de son savoir et l'étendue de ses curiosités. La lecture d'une seule page de son *Journal* achèverait du reste de convaincre le plus récalcitrant des critiques que Delacroix est du petit nombre des maîtres, entre Rubens et Cézanne. Un art, une intelligence, une puissance si manifestes exigent, pour être étudiés complètement, plus que de l'érudition. Il ne suffit pas de dates, de citations et d'éléments historiques cousus bout à bout. Pour l'avoir ignoré, Alain Daguerra de Hureaux est demeuré en dessous de son sujet et n'a composé qu'une biographie illustrée, où le splendide des reproductions n'efface de compenser la platitude des commentaires.

Ph. D. Delacroix, d'Alain Daguerra de Hureaux, Hazan, 388 p., 750 F. jusqu'au 31 décembre, 850 F. ensuite.

Souvenirs de Klimt

Christian Nebel est le fils d'un illustre marchand d'art de la Vienne « fin de siècle ». Écrivant la biographie de Gustav Klimt, il écrit sur Vienne, sur la ville de la Sécession, du symbolisme aiguisé et morbide, de Schiele et de Karl Kraus. Il ne faut pas attendre de lui des analyses plastiques minutieuses, mais la radiographie d'un milieu artistique et d'une époque. Dans ce genre, ses connaissances font merveille. Il n'ignore rien des relations de Klimt avec ses mécènes, l'aristocratie de la cour impériale et les artistes de son

temps, viennois et parisiens. Naturellement, il a pour le peintre une admiration sans réserve et juge importantes des toiles où l'on serait tenté de ne voir qu'exercices décoratifs. Quant aux sources poétiques, religieuses et métaphysiques du symbolisme viennois, il ne les étudie guère. Il n'empêche : voici, sur un artiste qui fut fort à la mode à Paris il y a dix ans, un ouvrage instructif.

Ph. D. Klimt, de Christian M. Nebel, traduit de l'allemand par Elisabeth Koller, Flammarion, 288 p., 175 F., 495 F.

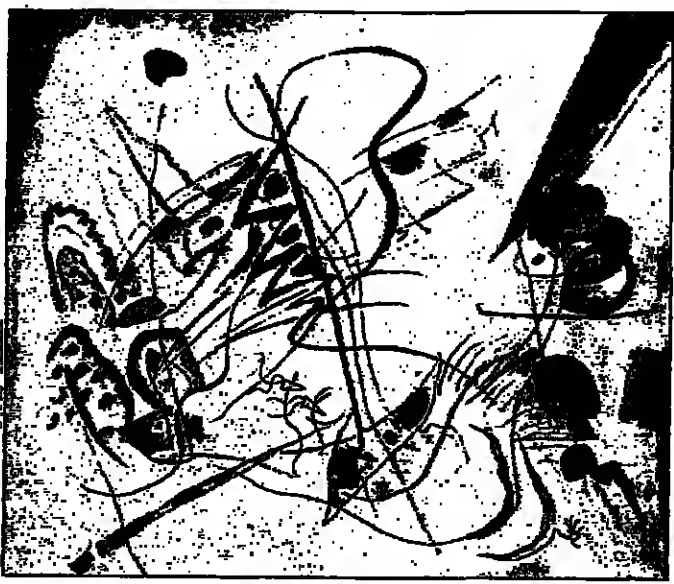
Kandinsky tel qu'en lui-même

Ralentir : rareté. D'un éditeur belge, voici une monographie de Kandinsky qui doit faire date, comme l'on dit. Depuis les travaux de Will Grohmann, aucune étude d'ampleur n'avait été consacrée à Kandinsky. Celle de Jelena Hahl-Fontaine s'appuie sur des documents et des œuvres qui étaient demeurés inaccessibles en Union soviétique. Elle révèle des toiles et des aquarelles méconnues. Elle établit avec force que la vision d'un Kandinsky « inventant » son abstraction d'un coup d'est que légende et simplisme. Avait-on oublié que l'évolution du peintre ne fut pas d'une seule pièce dans une direction unique ? Elle le rappelle et publie des paysages et des scènes de fantaisie « figuratives » postérieures aux compositions abstraites de la période munichoise. Quant à ces dernières, elles sont analysées très attentivement, et leur genèse décomposée étape par étape. Des correspondances inédites du peintre, dans lesquelles il explique à tel marchand ou tel critique son esthétique ajoutent encore à l'intérêt de ce travail — magnifique, tout simplement.

Ph. D. Kandinsky, de Jelena Hahl-Fontaine, avec une contribution de Michel Henry, Marc Vokar éditeur, Hazan Diffusion, 432 p., 450 F., 695 F.

Anglophilie

L'Anglo-Français James Tissot, issu



Kandinsky : « Ouverture musicale, coin Violet », 1919

du réalisme et passé à la modernité victorienne, contemporain de Manet et de Whistler, n'avait pas eu encore les honneurs d'un volume dans son pays natal. Négligence aujourd'hui réparée, en un volume dont l'illustration fait l'essentiel du plaisir, tant les tableaux reproduits amusent et d'élégances trop calculées. Dans la même collection, dédicacée anglophile, le même auteur consacre un album au préraphaélite hypersymboliste et pseudo-botticellien sir Edward Burne-Jones, autre mal-aimé des musées et des historiens français.

Ph. D. James Tissot, de Russell Ash, traduit de l'anglais par Denis-Armand Canal, Herscher, 100 p., 40 planches, 290 F.

Les formes de Lindström

Peu d'œuvres contemporaines, autant que celle de Bengt Lindström, appellent le rapprochement entre le sens de la vie et celui du toucher. « Lindström pense avec des formes, il peint et sa peinture est surgissement d'elle-même à elle-même », écrit Alain Bonfond dans l'importante étude qui introduit la monographie consacrée à l'artiste

suédois. La violence et la crudité des couleurs, la figuration sauvage des visages et des corps, comme la montrent les superbes reproductions de cet album, laissent subsister la geste du peintre, conservant sa trace. En même temps, elles lèvent le voile de bienséance qui met à distance le regard. Dernière en voile, c'est la vie objet qui s'incarne, qui tremble pour apparaître.

P. K. Lindström, d'Alain Bonfond, La Différence, coll. « Mains et Merveilles », 336 p., 220 F., en couleurs, 495 F. jusqu'au 31 décembre, ensuite 600 F.

La musique de Fenosa

« Il est certain que la lumière est aveugle, et qu'il faut donc la guider. C'est ce que fait le sculpteur, avec sa spatule. Comme l'arpenteur avec son piolet, il lui prépare de petites marches, où poser le pied. » C'est Francis Ponge qui la dit, présentant une exposition du sculpteur catalan Fenosa à la galerie Dubourg. Cocteau disait, de son côté : « Fenosa, c'est la danse immobile, c'est la vent qui sculpte les formes. » Nombre de poètes, Michaux, Supervielle, Genot, Eluard, Tzara... ont voulu être « portraitureurs » par Fenosa. Né à

Barcelone en 1899, il s'était sauvé à Toulouse en 1920 pour échapper au service militaire. De là, il gagna Paris, où son compatriote le sculpteur Pere Pruna l'emmena chez Picasso, qui lui acheta trois sculptures, puis Fenosa et Picasso se sculptèrent leur buste l'un l'autre, au cours de journées mémorables. Un grand monument de Fenosa, hommage à Pablo Casals, se dresse sur une place centrale de Barcelone, d'autres se situent en Espagne, en Suisse, en France... Mais les plus belles œuvres de Fenosa sont, mis à part les bustes, des statuettes de petite taille, minces, immatérielles, sensuelles, d'une poésie poignante, qui hésitent entre des imaginations de femmes, d'arbres, d'oiseaux... Le livre-somme de Jean Leymarie place Fenosa sous l'envol de Rilke : « La musique, souffle des statues. »

Michel Coumot Fenosa, de Jean Leymarie, Skira, 200 p., 380 F.

Petits budgets

Permettre d'offrir des livres d'art de belle qualité pour un prix relativement modeste (160 F.), c'est le but que s'est assigné Philippe Maréchal, directeur des éditions Cercle d'art, en créant « Points cardinaux ». On y reprend des textes déjà publiés, qui sont une initiation à la connaissance de grands peintres, accompagnés de commentaires, en hors-texte, d'œuvres majeures, reproduites en couleurs (40 reproductions dans chaque volume). Les trois premiers titres de la collection sont *Léonard de Vinci*, de Jack Wasserman, *Van Gogh*, de Pierre Descargues, *Bruegel*, de Keith Roberts. Les albums sont élégants, la maquette soignée, les reproductions d'excellente qualité. Qu'on ne s'attende pas, bien sûr, en 128 pages, à trouver un texte extrêmement original sur les peintres en question. Ce n'est pas le but de « Points cardinaux ». Toutefois, le *Van Gogh* et le *Bruegel* proposent des bibliographies. Bref, de beaux cadeaux qui prouvent qu'on peut proposer des albums d'art raffinés à « petit prix ».

Jo. S. Léonard de Vinci, de Jack Wasserman, traduit de l'anglais (État-Unis) par Isabelle Chapman ; Van Gogh, de Pierre Descargues ; Bruegel, de Keith

Roberts, traduit de l'anglais par Laurent Gonzalez ; éd. Cercle d'art, chaque volume 128 p., 160 F.

Décor d'art

Ce somptueux volume est le premier volet d'un triptyque consacré à l'art décoratif en Europe. Le deuxième, paru l'an dernier, traitait du classicisme et du baroque. Le troisième, à paraître, portera sur la période s'étendant du néoclassicisme à l'art nouveau. Le divorce entre un art qualifié de noble et les arts dits mineurs est une invention récente. Cette séparation ne fait pas justice de la continuité entre le décor et les œuvres qu'il rehausse, qu'il insère dans un milieu adéquat. De plus, chacun de ces détails décoratifs — que les chapitres du livre analysent — sont souvent agencés par la main des mêmes artistes et constituent, à part entière, des témoignages de leur art.

P. K. L'Art décoratif en Europe. Renaissance et maniérisme, sous la direction d'Alain Gruber, avant-propos de Jacques Thuillier, Citadelles et Mazenod, 496 p., 850 F., 1200 F.

Et Dieu créa la femme...

Eve, Lilith, Sara, Rebecca, Esther, Marie et tant d'autres Femmes célèbres de la Bible. On les découvre ici dans les textes de la Bible elle-même, mais aussi dans la littérature, depuis les premiers apocryphes juifs et chrétiens jusqu'aux écrivains de notre temps, et dans l'art, grâce à des reproductions des plus grands artistes, de l'époque romane jusqu'à Marc Chagall.

Fl. D. Les Femmes célèbres de la Bible, de Herbert Haag, Jos H. Kirchberger et Dorothee Solle (traduit de l'allemand par Jeanne-Marie Gaillard-Paquet), La Bibliothèque des Arts, 295 p., 540 F. À signaler chez le même éditeur : *Splendeur de la Renaissance*, de Camillo Senzato (traduit de l'italien par Bernard Simeone), 240 p., 540 F.

Le vertige de la liberté

Notre aspiration à la liberté,

à la dignité, notre sens de la solidarité,

font partie de notre patrimoine génétique.

Aucune société ne peut négliger ces trois principes.

En ce sens, Pierre HELAINE repense et rénove notre démocratie

actuelle. Education, justice, politique, religion, drogue,

chômage... il apporte des solutions concrètes, originales

et réalisables. Fruit de 40 ans de réflexion, d'étude, d'observation

et d'idées, "REPONSES" s'appuie sur la science de notre temps

pour nous ouvrir la perspective d'un monde nouveau.

Un monde qui voit la victoire de la créativité, de la tolérance,

de la liberté. Athéisme spiritualisme, simple bon sens,

Pierre HELAINE nous entraîne à la découverte

de l'homme du troisième millénaire, enfin libre

et responsable.

Bon à remplir et à retourner à la Fondation "MOUVEMENT REINVENTER L'ESPOIR" - LA BARRE - 37230 FONDETTE.

☐ Je désire recevoir l'ouvrage de Pierre HELAINE "REPONSES" au prix de 150 Frs Franc de port.

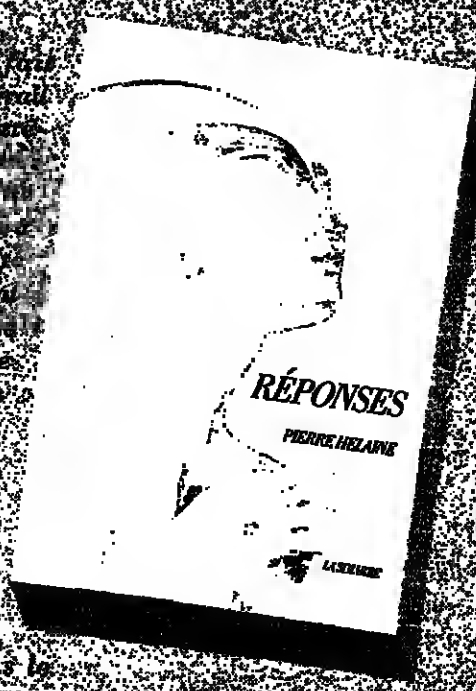
☐ Je désire recevoir gratuitement le manifeste de la fondation. (Joindre 2 timbres pour l'envoi)

Ci-joint mon règlement à l'ordre de la Fondation "MOUVEMENT REINVENTER L'ESPOIR" par : ☐ Chèque bancaire, ☐ Chèque postal, ☐ Mandat.

Nom : Prénom : Adresse :

Code Postal : Ville :

Un ouvrage passionnant
et des idées qui donnent
des idées.



« L'homme du troisième millénaire doit être libre et responsable. Il ne peut le devenir que par la créativité, la tolérance, la liberté. La science de notre temps nous ouvre la perspective d'un monde nouveau. Un monde qui voit la victoire de la créativité, de la tolérance, de la liberté. Athéisme spiritualisme, simple bon sens, Pierre Helaine nous entraîne à la découverte de l'homme du troisième millénaire, enfin libre et responsable. »

مكتبة الأمل

LE MONDE DES LIVRES
ETRENNES / ARCHITECTURE

Trans-Album-Express

Paris-Londres-Venise-Vienne-Prague

HISTOIRE DE L'URBANISME
A PARIS

de Pierre Lavedan.
Supplément (1974-1993)
de Jean Bastié.
Ed. de La nouvelle histoire de Paris,
diffusion Hachette, 740 p., 500 F.

LES CATHÉDRALES
AU XIX^e SIÈCLE

de Jean-Michel Leniaud.
Ed. Caisse nationale des monuments
historiques et des sites,
Economica, 984 p., 350 F.

LE SACRÉ-CŒUR
DE MONTMARTRE
DE 1870 A NOS JOURS

de Jacques Benoist.
Ed. Ouvrières, 2 tomes,
1280 p., 420 F.

LES PALAIS DE LA NATION

de Laure Murat.
photos de Georges Fessy,
Flammarion, 256 p., 980 F.

LA JUSTICE EN SES TEMPLES
Regarda sur l'architecture
judiciaire en France

Association française
pour l'histoire de la justice,
ouvrage collectif préfacé
par Robert Badinter,
Ed. Errance (Paris) et Brissaud
(Poitiers), 326 p., 380 F.

JE ME SOUVIENS
DU 14^e ARRONDISSEMENT

de Sylvie Bonin
et Bernadette Costa.
Ed. Parigramme, 120 p., 148 F.

LONDRES

Portrait d'une ville
de Matthew Weinreb (photos)
et Ben Weinreb (commentaires)
Ed. du Chêne, 240 p., 450 F.

VENISE

Les palais du Grand Canal
d'Umberto Franzoi
et Mark Smith.
Flammarion, 344 p., 595 F.

LES PALAIS DE VIENNE

de Wolfgang Kraus et Peter Müller.
Ed. Mengès, 242 p., 295 F.

GALERIES ET PASSAGES
DE PRAGUE

de M. Brozova, X. Galmiche,
A. Hebler-Petrikova, C. Scaler,
IFA/Ed. Norma, 176 p., 295 F.

L'AVANT-GARDE
ARCHITECTURALE
EN TCHÉCOSLOVAQUIE

(1918-1939)
d'Alena Kubova.
Ed. Mardaga, 240 p., 569 F.

PLECNÍK

de Peter Krecic.
Ed. Mardaga, 256 p., 595 F.

PRAGUE

Avenir d'une ville historique
Ed. de l'Aube, 300 p., 160 F.

A défaut d'avoir pu trouver, parmi les succès d'édition, une place digne des enjeux qu'elles représentent, les connaissances architecturales et urbaines ont fini par se résumer, et quelquefois se camoufler, dans ce qui s'appelle livre d'art ou d'étranges. Inversement, certains ensembles, initialement conçus comme des œuvres de haut vol, telle l'*Histoire mondiale de l'architecture*, dirigée par Pier Luigi Nervi, qui a perdu un peu de carton, d'épaisseur et de maille, passent de Berger-Levravil à Callima et Electa pour se rapprocher dans cette version française d'un format, disons... «poche kangourou». Tant et si bien qu'hors les critères de courage, presque de hargne éditoriale, il y a bien peu de motifs d'adéquation entre forme et fonction dans cette catégorie d'ouvrages.

Aussi, dans les exemples qui suivent, la notion de présent doit être entendue au sens purement spirituel comme au sens splendidement imagé.

Restons un instant à Paris. Voici la réédition de l'*Histoire de l'urbanisme à Paris* de Pierre Lavedan, fac-similé grand genre de l'édition de 1975, dont nous ne retiendrons ici, car il manque à cette heureuse réplique un embryon au moins d'appareil critique, qu'une phrase de la conclusion : «Nous refusons des lors de laisser fabriquer un nouveau Paris à coup de formules». Bieo vu. Un supplément, signé Jean Bastié, n'apporte à notre sens ni l'appareil ni la critique qu'à vingt ans d'écart et Lavedan et Paris méritaient.

Il y a moins de luxe, plus de pages, mais hélas moins, c'est-à-dire pas d'illustration, dans la somme que Jean-Michel Leniaud publie : les *Cathédrales au XIX^e siècle*.

On restaure à l'époque, Viollet-le-Duc repensé Notre-Dame (si peu de temps après le dépeçage de l'abbaye de Cluny!), ailleurs on reconstruit. Tout cela est relaté avec force notes et détails par Leniaud qui montre bien comme on hésite déjà sur les doctrines avant d'adapter des formules.

On restaure, mais on construit également. Ainsi les âmes pieuses et éprises de justice n'omettent pas de joindre au travail de Leniaud la somme impressionnante que Jacques Benoist consacre au *Sacré-Cœur de Montmartre*, et à son étrange postérité. Néogothique, vaguement byzantin, certainement onirique, peut-être inspiré? L'édifice de Paul Abadie n'est pas facile à lire, mais rien n'est plus satisfaisant, même si cela est analysable, que le dégoût — ou, pour être plus universitaire, la méchante fortune critique — que la basilique aura inspiré, et inspire encore. Il faut pourtant revoir le *Sacré-Cœur*, qui mérite mieux qu'un jugement de convention, et ce livre peut y aider.

On ne quittera pas Paris sans citer d'abord deux ouvrages, qui sont ou devaient être, depuis quelques mois déjà, sur les rayons des libraires, et qui, après ces ravissements délectables, nous ramènent aux plus sobres élan de la laïcité. Voici l'exaltation toute républicaine des *Palais de la Nation*, par Laure Murat qui, de l'Elysée au Sénat, des Archives nationales au Conseil économique et social en passant par la Bourse ou la Bibliothèque nationale, fait le tour architectural de nos plus glorieuses institutions nationales. Les photos sont de Georges Fessy. L'impression, en les tirant un peu vers les couleurs de l'arbre de Noël, leur retire un peu de leur remarquable précision, mais leur donne cet air de rouge et de jaune, qui fait le vrai cadeau de fin d'année.



Prague : hall central de la galerie Kocerna.

La Justice en ses temples, ouvrage collectif, quitte cette vision ornementale pour revenir à une description plus architecturale, plus analytique des palais de justice. Une typologie d'édifice d'office la presse évoque ces temps-ci d'avantage les sous-sols que la pompe et la raison. Les auteurs disent eux-mêmes, avec peut-être trop de modestie, que peu de gens sont amenés à fréquenter ce genre d'édifice. Leur livre, alors, est si bien ficelé qu'il est comme un encouragement aux «casses», ou tout au moins à devenir procureur.

Sylvie Bonin et Bernadette Costa, dans *Je me souviens du 14^e arrondissement*, reviennent à

une dimension plus quotidienne de la ville. Un album, de charme où elles évoquent les artistes, la guerre, la «petite Bretagne», au terminus de Montparnasse, et qui s'inscrit dans la tentative sympathique des éditions Parigramme de redonner à la ville comme un goût de village. D'où des guides par arrondissement, où la rue et l'homme, l'architecture et l'anecdote, la littérature et l'histoire se fondent avec une relative légèreté. Deux *Guides du promeneur* sont d'ores et déjà parus, l'un sur le 11^e, l'autre sur le 20^e.

Une autre variété du regard sur la ville est à chercher à Londres. Le photographe Matthew Weinreb en

a tiré un portrait idéaliste. Londres : *Portrait d'une ville*, qui montre à merveille comment la photo peut transfigurer indifféremment le pire et le meilleur de l'architecture. Le père de l'artiste, Ben Weinreb, s'est chargé de commentaires qui achèvent de brouiller les pistes. On croit donc être à Londres. On est au plus lointain des réalités de la ville, au plus proche des lieux communs. C'est sans doute ce qu'on appelle un cliché.

Palais
et passages

A l'inverse : la démarche du plus passionnant ouvrage livré en cette fin d'année par les éditions Flammarion. Umberto Franzoi et le photographe Mark Smith ont méthodiquement «peigné» chacune des rives du grand canal de Venise, livrant, édifice par édifice, les clés architecturales et historiques de chacune des demeures. Le titre, *Venise, les palais du Grand Canal*, est très en deçà de la qualité et de la fiabilité de l'ouvrage. Ce pourrait en effet être un pur projet esthétique. Or, en peu de mots, justes, précis, évidents (à quelques rares tentations près de jargon technique), directement liés à des photos d'une irréprochable qualité, le projet devient pédagogique. On comprend les métamorphoses, les ajouts, les prétentions, les désespoirs, les pastiches, les époques, bref le tout et le détail de la plus invraisemblable épopée architecturale d'Europe.

De Vienne à Prague, un arrêt s'impose à Vienne, dont les palais ont été auscultés par Wolfgang Kraus et Peter Müller, sur un mode qui fait un livre d'étranges épatant et baroque. De belles images, dues à un musicologue photographe, un texte pudiquement universitaire

sous son allure touristique : un vrai rêve pour ceux qui aiment l'Orient-Express et l'*Amadeus* de Milos Forman.

Départ pour Prague. La littérature ici commence à abonder, plus ou moins décorée, plus ou moins allégée de lourdeurs scolaires. Les éditions Norma, avec l'Institut français d'architecture, publient ainsi un séduisant volume sur les galeries et passages de la capitale tchèque (1). Les auteurs sont parmi les meilleurs connaisseurs de la ville, effectivement parcourus d'un véritable réseau couvert et généreusement architecturé, et nous leur laissons donc le soin d'expliquer ce qui sépare la réalité perçue de ce patrimoine des douceurs de la photo.

Alena Kubova, retrouve une aisétié d'avant-printemps avec son *Avant-garde architecturale en Tchécoslovaquie (1918-1939)*. Révères, cubistes, modernes, technocrates doués ou moins doués : le panorama est complet. Peter Krecic, lui, consacre un premier jalon essentiel (depuis l'exposition de Beaubourg) à l'architecte Plecnik, personnalité la plus surprenante de ce début de siècle, à qui l'on doit notamment la restauration du château de Prague.

Ces deux livres, parus chez Mardaga sont révélateurs de la complexité des interventions contemporaines sur une ville qui n'est pas faite seulement de souvenirs mozartiens. Pour mémoire, on rappellera d'ailleurs les actes du colloque, Prague, *Avenir d'une ville historique capitale*, qui faisait en 1992 un état des lieux et des enjeux aussi juste qu'il est possible sur cette ville singulièrement menacée.

Frédéric Edelmann

(1) Signaleons également l'album de Patrice de Meezan, *Les Passages en Europe* (Éditions du Mécan, 336 p., 300 ill., 440 F.).

La chanson des fortifs

De Fort Boyard au mur de l'Atlantique

LES FORTIFICATIONS
DU LITTORAL

La Charente-Maritime
de Rémy Desquesnes, René Faillie,
Nicolas Faucherre, Philippe Prost.
Ed. Patrimoine et Médias
(les Colonnies, 79180 Chauray)
320 p., 295 F.

Le Fort Boyard est devenu célèbre grâce à la télévision. Longtemps abandonné aux mouettes, ce vaisseau de pierre à trois poutres, échoué dans le pertuis d'Antioche, est désormais le théâtre d'une frénétique course au trésor avec épreuves initiatiques, mystères boos marchés, et brio-à-brac de nains sautillants, mages barbus et animaux de cirque. Mais Fort Boyard, c'est d'abord une de ces «architectures parlantes» que réclamait Boullée le visionnaire, à la fin du XVIII^e siècle. Cet anneau elliptique, posé sur l'eau, avec ses murailles droites et ses embrasures menaçantes est «une image de la force», qu'elle d'out d'ailleurs jamais à mesurer. La coconstruction n'est pas isolée, mais au centre d'un dispositif militaire destiné à protéger La Rochelle et Rochefort.

Quatre spécialistes de l'architecture fortifiée consacrent un gros livre à ces ouvrages que le temps, les courants, la vase et l'air marin ont couverts d'une patine poétique. Brouage, entre Seudre et Charente,

bourg mélancolique enfermé derrière ses remparts intacts et inutilisés, port sans eau, perdu au milieu des marais salants, semble d'avoir été bâti que pour servir de décor à une oeuve de Julien Gracq ou de Dino Buzzati. Son seul titre de gloire connu de nous est d'avoir abrité la retraite de Marie Mancini après une rupture éclatante avec Louis XIV, son royal amant.

Les auteurs sont loin de ce genre d'anecdotes : «Ce livre raconte sur trois siècles, la mainmise de l'Etat royal, impérial, puis républicain, sur une région du littoral longtemps insalubre et pourtant éminemment stratégique. Les pertuis d'Aunis, champ clos du rêve atlantique et colonial français.» De l'Anse de l'Aiguillon à l'embouchure de la Gironde, est réunie une anthologie de tous les systèmes défensifs.

Romans
noirs

La défense des pertuis est un laboratoire où s'élaborent les formes de l'architecture de guerre. Chaque architecte — Argencourt, Clerville, Sainte-Colombe, Ferry, Vauban, Montalembert — laisse ici la trace d'une théorie souvent affirmée jusqu'à la polémique. Les enceintes bastionnées chères à Vauban font place aux plans perpendiculaires. Les murailles s'enterrent, s'épaississent, puis s'étirent, mon-

tent; les volumes se gonflent, se fractionnent; la géométrie des formes évolue sans cesse, entre pentagone et triangle. Certaines constructions sont d'une étrange beauté, comme le fort Chapus, assis en pleine mer au milieu des parcs à huîtres.

Vers 1860, quand la défense des ports est enfin assurée, le développement de l'artillerie rend obsoletes trois siècles d'effort : redoutes, batteries, courtines, bastions, poternes, échaugettes, orillons et demi-lunes tombent en quenouille. La citadelle de Saint-Martin-de-Ré devient un bagne, dernière étape avant la déportation vers Cayenne. D'autres, déclassées, sont vendues à des particuliers. Fort Boyard devient propriété du département.

Dans leur livre, les auteurs ont multiplié les plans, coupes et élévations de ces savantissimes constructions, radiographies aux couleurs passées d'un savoir oublié, soigneusement annotées ou belles rondes. En regardant ces dessins minutieux, on se sent oser aux «romans noirs» — du *Château d'Oran* au *Moine*, en passant par les *Cent Vingt Journées de Sodome* — qui ont leur cadre rêvé dans ces constructions romantiques, leurs sautes créusés dans le roc, leurs salles souterraines, leurs casernes voutées, leurs passages «secrets», leurs embrasures invisibles et leurs profils menaçants dominant des paysages désolés?

Les vues aériennes qui accompagnent le volume donnent une dimension nouvelle à ces amoncellements de moellons subtilement agencés entre terre, mer et air. Une Italie mélancolique et mouillée apparaît alors, incongrue au bord de l'Atlantique.

Témoignages plus inquiétants : ceux du mur de l'Atlantique construit pendant l'Occupation. Blockhaus basculés par les marées sur les plages de l'Océan, batteries et postes d'observation ont été recensés par les auteurs. Parmi eux un monstre : la base de la *Kriegsmarine*, au nord de La Rochelle. Ce bloc de béton à peine écorné par les bombardements alliés, inutile et menaçant, encombre encore une partie du port de La Pallice.

Emmanuel de Roux

LES SPLENDEURS
DE L'OPÉRA SERIA

Broché
326 p.
130 F

Par un curieux mimétisme avec son objet, ce livre combine la virtuosité du style et la plus extrême rigueur.

Michel Nollay, *L'Avant-Scène Opéra*

Une mine de réflexions et de connaissances.

Christian Gouny, *Opéra International*

la Musique

chez

FAYARD

DARCANGES
Les paradis perdus
LA RENTRÉE
DES CLASSES
DISTRIBUTION DISTRIQUE-LEGE
Les éditions de l'Orme FAX 37 39 78 65 364 p 98 F



Izis l'humaniste

Chats, pigeons, gamins farceurs, marchands de journaux ou de quatre-saisons, fleuristes, clowns, amoureux... Et, en toile de fond, Paris, toujours Paris. Izis appartient à l'école humaniste qui met en avant les gens et la rue. Une rétrospective de la Calise nationale des monuments historiques, en 1988, avait sorti de l'ombre ce photographe méconnu. Un livre vient s'ajouter, couvrant la période 1944-1980. La couverture est prometteuse. Un homme d'un certain âge, très british, soufflé dans un gilet à six sous que l'on offre aux enfants : il fait des bulles de savon. Le terrain d'Izis n'a pas varié, mais c'est le temps qui partage l'œuvre. D'un côté, le Paris qu'un jeune Lituanien sans le sou découvre en 1931 - il passe sa première nuit à l'escale de nuit. De l'autre la Paris des années 60-70. Cette seconde partie apparaît curieusement datée, trop sentimentale. Les bons sentiments ne font pas les bonnes photos. En revanche, le style d'Izis fonctionne bien dans le Paris de 1945, chevaux dans les faubourgs, nuits veloutées, gueules du métro et bars louches. On retiendra aussi les photos du cirque, qui ont fait sa réputation (la petite Freda avec son python rose et le clown Grock). Ou cet homme-sandwich qui se promène avec une pancarte dans le dos : « Souvenirs perdus ».

M. G.

► Izis (1944-1980), introduction de Marie de Thézy, éd. de La Martinière, 150 photos noir et blanc, 192 p., 395 F.

La Grèce d'Herbert List

Le photographe allemand Herbert List (1903-1975) a fait le voyage en Grèce à la fin des années 30. Proche des avant-gardes, notamment des surréalistes, il a parcouru le Péloponnèse et les îles avec l'idée d'en faire un livre. Le voilà cet ouvrage, un demi-siècle plus tard. Étonnantes photos qui oscillent entre la volonté de donner une image exhaustive du pays - les principaux sites et monuments y sont - et celle de laisser libre cours à son inspiration. C'est tout le charme de ce livre, servi par une impression irréprochable. D'où son prix élevé.

► Herbert List, lumière sur la Grèce, texte de Hugo von Hofmannsthal, éd. du Chêne, 164 p., 498 F.

Mimmo Jodice le baroque

Il y a, dans les images de Mimmo Jodice, un des grands de la photographie en Italie, un lyrisme et une volonté de « faire art » qui

LA SOIF DU REGARD

de Gilles Mora et John T. Hill. Seuil, coll. « L'Œuvre photographique », 350 photos, 370 p., 595 F jusqu'au 31 décembre, 650 F ensuite.

Walker Evans avait une belle gueule et un drôle de regard. Elle l'étale sur toute la couverture - un autoportrait - du livre « Définitif » que Gilles Mora et John T. Hill viennent de lui consacrer. Définitif ? Il faut saluer l'initiative un peu folle des éditions du Seuil : « Présenter, de façon exhaustive, compréhensive, l'œuvre des photographes majeurs du XX^e siècle. »

Opération réussie. Evans méritait-il le numéro 1 de cette série ? Oui. Moins connu que Stieglitz, Strand ou Weston, les références du modernisme américain, il les dépasse pour une raison simple : son influence est aujourd'hui encore écorne. Evans (1903-1975) a développé un style documentaire, mais qui n'a rien à voir avec le journalisme et l'image d'actualité. Il utilise les multiples « informations » comme un matériau de base, comme d'autres utilisaient la matière d'un poivron ou une hélice. Il a dressé l'inventaire d'une culture américaine, avec ses codes, règles, signes, vêtements, devançures, façades, intérieurs, regards même, comportements - des femmes de Chicago, à la même heure, au même angle de rue - et architectures - façades du Sud américain. Mieux : Evans a transformé un fait documentaire impersonnel et anonyme en fait plastique. En œuvre d'art.

Les nouveaux réalistes, le pop art lui doivent beaucoup et l'ont dit. Wim Wenders a filmé des paysages urbains proches de ceux d'Evans. Les photographes « voyageurs » lui ont emprunté le plaisir de faire des photos en roulant en voiture, ou depuis la fenêtre d'un train. D'autres ont copié sa façon inégalable de saisir un portrait en mouvement. Car Evans a bouleversé les conventions et libéré le cadre : premier plan flou, esthétique du bougé, plans décalés, cadrage frontal et dépourvu, refus de la virtuosité et du formalisme, déclenchement au jugé, soucis du détail, portrait fixant l'objectif, goût pour le hasard et « le document brut », recadrage, voire découpage, des images (il découpait ses négatifs aux ciseaux).

Se conception du livre photo est également devenue un classique : couverture typographique sans image ; format carré ; page blanche à gauche, image à droite ; photos regroupées par thèmes. Dans la lignée de Matthew Brady et d'Eugène Atget, Walker Evans a créé



Photo en couleur de Walter Evans (1948), l'un des aspects les plus méconnus de son travail.

une école. Citons : Robert Frank, Lee Friedlander, Diane Arbus, Gary Winogrand, les Bescher, Lewis Baltz, Sophie Ristehuber. Ce livre montre bien toutes les influences qu'Evans a suscitées.

Tout en publiant les grandes images d'Evans, (le Pont de Brooklyn, Studio, les portraits des paysans du Sud), ce livre propose des séries méconnues : une croisière à Tahiti (1932), les reproductions d'œuvres d'art (1935), le choix initial des photos destinées au livre culte *Let's wait for the morning* (1936), les séquences complètes de la principale exposition d'Evans, *American Photographs* (1938), publiées ici dans l'ordre de leur présentation, en couleurs.

« Les choses telles qu'elles sont »

Les auteurs ont découpé l'œuvre d'Evans en projets photographiques successifs, « comme l'avait conçu son auteur », en respectant la chronologie. Ce parti pris - le livre se présente un peu comme une suite d'expositions - permet de découvrir un expérimentateur infatigable et de lui ôter l'étiquette réductrice de « photographe documentaire ». Chaque séquence photographique est introduite par un

court texte de Gilles Mora. Nous suivons ainsi pas à pas, presque photo après photo, le parcours d'Evans : les débuts et l'influence du Bauhaus, ses hésitations, les commandes qu'il doit accepter pour vivre, sa capacité à détourner ces mêmes commandes pour développer ses expériences, la mise en place du style documentaire (frontal, soigné, de la surface contre la composition ou la matière), son obsession du répertoire - comme Atget à Paris et Sander avec « Les Allemands ».

Exemple : Evans a réalisé une série de portraits dans le métro, minutieusement pensés en amont, mais pris à la façon d'un paparazzo. Pourquoi ? « Un portrait doit montrer le sujet tel qu'il est, sans préparation, de la même façon que dans mon style documentaire je veux les choses telles qu'elles sont. » Pour la première fois, une photo se fait à l'insu du photographe et de la personne photographiée. Procédé souvent repris par d'autres photographes.

Autre exemple : la Farm Security Administration est son travail le plus connu - et auquel on le réduit trop souvent. Au milieu des années 30, le gouvernement voulait montrer la pauvreté des régions rurales. Evans regardait autrement : « Ceci est un pur engraisment, et surtout pas de la propagande. » Sa production va en effet bien au-delà des quelques portraits « militants » de paysans toujours publiés.

Le choix de Gilles Mora n'a qu'un défaut : le livre est parfois trop démonstratif et haché quand on aurait pu attendre une analyse plus fluide. Certaines photos sont ainsi publiées deux fois : dans la version du livre *Let's wait for the morning* et dans celle de l'exposition *American Photographs*. Le spécialiste y trouvera son compte. D'autres pourraient être rebutés par ce choix et par la maquette peu spectaculaire avec des images souvent petites.

Il faut balayer cette première impression et se laisser gagner par les 350 photos. Il est en effet rare qu'un livre, qui a obtenu le Prix Nadar 1993, s'attache à ce point à faire comprendre l'œuvre d'un photographe. La dernière page montre un Evans vieillissant. Il passait ses dernières années courbé sur des poubelles, à collectionner des objets récupérés. Avant de mourir, il avait laissé ce mot à la femme de ménage : « S'il vous plaît, ne détruisez pas la disposition des capsules de bière dans mon lavabo. »

Michel Guerrin

peuvent agacer. Le découpage de sa monographie fort soignée - trente ans d'images - donne le ton : « Formes », « Personnes », « Lieux », « Temps ». On y voit des ciels chargés, des lumières soigneusement étudiées, des paysages sacrés et des portraits habillés. Jodice est népoitain, donc baroque. Si vous aimez une envolée de feuilles et de pollen sur un ciel mouillé, vous serez comblé.

► Passé intérieur, de Mimmo Jodice, introduction de Roberto Valtorta, Contrajour, 106 photos, 158 p., 390 F.

Les vues d'Outerbridge

Cet album est une curiosité. On y retrouve Outerbridge (1896-1958) le surréaliste, grand parmi les modernes, avec ses natures mortes, en noir et blanc : bouteille de lait et œuf, faux col sur damier. On trouve aussi une série de nus féminins aux couleurs baroques, pris dans les années 30, qui oscillent entre deux mondes : le surréalisme toujours et les pins-up des années 40-50. Outerbridge annonce l'univers de Playboy et les fantasmes sur papier glacé. L'artiste avait vu juste.

► Paul Outerbridge, de Jeanine Fiedler, Schirmer/Mosel, 50 photos, 80 p., 198 F.

Indiens d'Amérique

Les Indiens d'Amérique du Nord appelaient les premiers photographes rencontrés « voleurs d'ombres ». C'est le titre de ce livre qui raconte l'épopée des pionniers de l'image en terre indienne, d'Anderson au célèbre et remarquable Edward Curtis. Un livre instructif desservi par une maquette et une impression médiocres.

► Voleurs d'ombres, de Judith Lynn Luskey et Paula Richardson Fleming, éd. du Chêne, 130 photos, 178 p., 295 F.

Pierre Verger l'arpenteur

Pierre Verger est un des derniers arpenteurs du siècle : Noirs de Harlem (1934), Tourneurs (1935), chasseurs de têtes philippins (1937), Boîtes du Laos (1938), Mayas au Mexique (1939), etc. En 200 photos, ce livre raconte la vie et les rencontres d'un des grands de la photo ethnographique.

► Pierre Verger, le messager, éd. Revue noire, 214 photos, 240 p., 340 F.

Le Mai 68

de Gilles Caron

Daniel Cohn-Bendit narguant un policier, c'est lui : Gilles Caron, photoreporter membre de l'agence Gamma, disparu au Cambodge en 1970 à l'âge de trente ans. Il restera avec cette image et tant d'autres « photos de Mai ». D'où ce livre rythmé par seize textes de « témoins », de Jean Daniel à Raymond Depardon.

► Sous les pavés la plage, La Sirène, 120 photos, 128 p., 189 F.

Tout l'univers Sherman

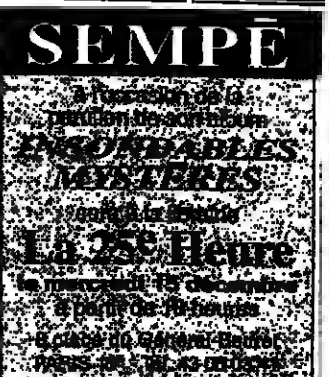
C'est le premier livre qui retracerait de vingt ans du travail de Cindy Sherman : cinéma, mode, portraits historiques, sexe, etc. Comme il s'agit de l'un des photographes les plus importants d'aujourd'hui, que toutes les grandes photos de Sherman sont là, que les images sont portées par un texte de l'historienne Rosalind Krauss, que l'éditeur est le meilleur en Europe pour la photographie, voilà un livre déterminant. A un détail près. Lesdits textes sont en allemand. A quand la traduction française ?

► Cindy Sherman, textes de Rosalind Krauss et Norman Bryson, Schirmer/Mosel, 244 p., 498 F.

Maître Avedon

Nous avons déjà dit combien « le » livre d'Avedon était un des meilleurs jamais publiés dans la photographie (le Monde du 28 septembre). Pour ses succès, son rythme, sa construction, son impression, sa mise en pages. Et, bien sûr, la qualité des images d'un des plus grands photographes vivants.

► An Autobiography, de Richard Avedon, Schirmer/Mosel, 285 photos, 432 p., 698 F.



OFFREZ UTILE, OFFREZ DUNOD

Atlas des Relations Internationales 230 F

Le modèle M 39 F

ramses 94 196 F

Votre partenaire en affaires

Albums de famille

LA VIE DE FAMILLE de Robert Doisneau et Daniel Pennac. Ed. Hachette, 92 p., 198 F.

LES PETITS MARCHÉS DE PARIS de Christian Louis. Texte d'André Bonner. Ed. Clémentine (57, rue de Lévis, 75017 Paris), 60 p., 95 F.

Insaisissable arpenteur des rues et spectateur, volontiers complice, de la comédie des zébrés parisiens, Robert Doisneau est, aussi, l'ami idéal des familles. Il s'introduit, sans que personne y prêche garde, dans la salle à manger et assiste, l'œil goguenard, à l'importance qu'événement. Mariages, baptêmes ou repas dominicaux, rien n'échappe à la fraternelle curiosité de son objectif. Il agit, comme nul autre, dérober un instant de bonheur ou saisir au vol l'expression d'un désarroi. Les photos, ici réunies sous l'ironique titre *La Vie de famille*, fleurissent du début des années 50. Les enfants, comme souvent chez Doisneau, y ont la part belle. La photographie comprend leur désir de s'élever de la photo de famille.

A l'humour de Doisneau répond celui de Pennac. Les savoureux dialogues de l'écrivain restituent les bonheurs et

les ridicules d'une époque où trônaient, dans les appartements, la buffet Henri II et le poste de radio. Au temps de la dictature décalée du « Bébé Cadum », « la balle hygiène », les ventouses, les cataplasmes, les vermifuges, le lait Merck de la rière, le fer dans les épinards, les carottes mytelpes, les vitamines en tout genre... Na manqua à la revue de détail de Daniel Pennac qu'un chapitre sur les antarmements et les festivités gastronomiques qui les concluent. Transformer des mauvais souvenirs en nostalgie, tel est l'art de Doisneau dont les photos paraissent délier les lois de la pesanteur humaine.

Fils spirituel en photographie de Robert Doisneau et de Willy Ronis, qui ont toujours marqué un vif intérêt pour ses travaux, Christian Louis aurait fort bien pu être l'un de ces garnements de l'après-guerre dont Doisneau aimait tant capturer les mines réjouies. Jadis dur et acéré, le regard de Christian Louis s'est attendri. Il ne recherche désormais que les lieux où la vie montre encore les dents, comme les *Petits Marchés de Paris*. Ami de Jacques Prévert, André Pozner agrège ses souvenirs dans le reportage romanesque qui accompagne les solos de lumière de Christian Louis.

Pierre Drachline

L'Egypte à l'italienne

La vallée du Nil et les déserts sans pharaonades



Ramez II sur son char de guerre.

L'Égypte antique illustrée

de Champollion et Rosellini.
Présentée par E. Bresciani,
préface de Jean Leclant,
traduit de l'italien
par Paul Alexandre.
Ed. Citadelles et Mazenod,
225 p., illustrées, 590 F.
Jusqu'au 31 décembre,
650 F. ensuite.

Égypte éternelle

Les voyageurs photographes
au siècle dernier
de Jean-Claude Simoen.
Lattès, coll.
« Anthologie du regard »,
140 p., illustrées, 235 F.

Déserts chrétiens d'Égypte

sous la direction
de Pierre Miquel.
Ed. Culture-Sud, diffusion
Editions de l'Amateur,
300 p., illustrées, 395 F.

Les Français adorent la vallée du Nil. Avant même la campagne de Bonaparte, Marie-Antoinette faisait mettre des sphinx partout, inventant le style « Retour d'Égypte » sans qu'on y soit allé... Charles X et son cher ami, le prince de Monaco, se rendirent en Égypte en 1831. Le chef de l'État toscan, le grand-duc Léopold II, se rendit en Égypte en 1878-1879 pour y travailler in vivo avec son disciple et collègue, le Pisan Hippolyte Rosellini. Le grand-duc de Toscane, Léopold II et son cousin Charles X financèrent ce qui fut sans doute la pre-

mière expédition archéologique internationale : sept Français et sept italiens avaient coécrit un accord préalable sur le partage des objets de fouille et la propriété commune des textes produits.

Tout se passa à merveille, si ce n'est que le commanditaire français fut renversé en 1830 et que Champollion tomba malade en 1831. Le chef de l'État toscan resta donc seul sur la publication de cette *Égypte antique illustrée*, dont le premier fascicule parut en 1832 - le jour même de la mort du déchiffreur des hiéroglyphes... C'est à partir des planches en couleurs préparées sous l'égide de Champollion et Rosellini, et conservées au Musée de Turin - qui possède aussi une des meilleures collections pharaoniques du monde -, que quatre des plus réputés égyptologues italiens actuels apportent l'éclairage de notre époque sur un travail réalisé il y a cent soixante ans, mais resté d'une étonnante fraîcheur et

où les principaux aspects intérieurs et décoratifs de l'art religieux et civil de l'Égypte antique sont présentés et expliqués.

C'est à l'admirable XIX^e siècle - du moins en matière de politique archéologique - que nous ramène encore Jean-Claude Simoen avec les premiers photographes captant dans leur boîte noire l'Égypte des pharaons et celle des pachas. Le sujet est rabâché, et le titre écoulé du livre de Simoen - *Égypte éternelle* - n'est pas là pour rafraîchir le thème... L'ouvrage comporte néanmoins des clichés d'une particulière qualité et surtout moins répandus que ceux de Maxime Du Camp. Par exemple, les vues des frères photographes grecs Zangaki, très actifs autour de 1870 et qui ont saisi aussi bien les temples encore ensablés que les sujets de Méhemet Ali ou le fleuve roi couvert de voiles latines.

Le dernier des trois livres-albums que nous avons sélectionnés, *Déserts chrétiens d'Égypte*,

n'est pas le moins important, puisqu'il traite d'un des aspects très peu connus, pour ne pas dire occultés, de la situation égyptienne passée et contemporaine : les coptes, jadis inventeurs du monachisme et aujourd'hui plus forte communauté chrétienne orientale (environ sept millions de fidèles).

Pierre Miquel, présentement aumônier des bénédictins de Saint-Louis-du-Temple - entouré de spécialistes comme Antoine Guillaumont, professeur honoraire au Collège de France, la coptologue Marguerite Rassart, l'archéologue suisse Philippe Bridet et l'ermite de la Pierre-qui-Vire, Adalbert de Vogüé -, était l'homme idéal, spirituellement et scientifiquement, pour raconter la fondation des premiers monastères chrétiens en Égypte, en s'appuyant essentiellement sur les fouilles modernes et étonnantes riches du désert de Kellias, dit des Cellules, près d'Alexandrie.

De ces propos à partir de l'univers clos et foisonnant des Kellias, propos abondamment illustrés, on ressort très impressionné par l'apport de ces « chrétiens archaïques », comme Pierre Loti appelait les coptes ; apport aussi bien à l'art qu'à la pensée de l'Occident. Quand on sait la prendre, l'Égypte d'hier peut encore, loin des « pharaoneries », nous ouvrir des pages culturelles vierges, ou presque vierges.

Jean-Pierre Péroncel-Hugoz

Un linceul de marbre

Jean-Louis Nou a composé un hymne photographique au Tâj Mahal

TAJ MAHAL
Photographies de Jean-Louis Nou,
Texte d'Amina Okada.
Imprimerie nationale,
220 p., 140 photos, 550 F.

Le monument le plus visité d'Inde est un tombeau. L'attraction qu'il exerce s'explique certes par son exceptionnelle splendeur, mais plus encore par la légende d'un amour que le marbre a rendu éternel. L'histoire d'un empereur si désespéré qu'il voulut édifier en mémoire de sa bien-aimée une sublime fleur de pierre entourée d'un écrio aussi parfait qu'un jardin de Paradis.

Mumtâz Mahal, deuxième épouse de Shâh Jahân, n'était pourtant plus une passion de jeunesse quand elle mourut en mettant au monde son quatorzième enfant, le 17 juin 1631. Le double du souverain fut, semble-t-il, profonde et spectaculaire : sa barbe blanche en une seule nuit et il s'abstint de tout plaisir deux années durant. A celle qu'il avait accablée de maternités, Shâh Jahân voulut rendre un hommage à ce point démesuré qu'il aurait, pour les siècles des siècles, le goût de l'absolu. Dans sa capitale d'Agra, surplombant la rivière Yamunâ, il entreprit de dresser le mausolée le plus fastueux jamais imaginé. Supervisant personnellement architectes et ouvriers, endurant l'obéissant calligraphe Amânât Khân, l'empereur dépensa sans compter. Les travaux durèrent douze ans.

Sans doute l'affection avait-elle eu le temps de tourner à l'idée fixe, sans doute le deuil s'était-il allié à l'orgueil pour que soit teou ce pari insensé : un palais idéal uniquement voué au séjour d'une dévouée mortelle. « Par-delà le romantisme de la légende et l'incontestable destination funéraire

du monument, souligne Amina Okada, se devine en filigrane, pour l'observateur averti, la signification symbolique et allégorique du mausolée, laquelle trouve également sa justification dans la toute-puissance d'un souverain épris de sa grandeur. »

Le Tâj Mahal est à l'évidence le miroir où Shâh Jahân put à la fois contempler son éphémère et sa gloire. Il bénéficia de celle-ci quinze longues années avant d'être soudain tout entier rendu au désespoir, son fils, le sinistre Aurangzeb, l'ayant dépossédé de son trône et jeté en prison. Il vécut encore huit ans, reclus, déchu, puis rejoignit sa femme sous son linceul de marbre.

Le livre qu'édite aujourd'hui l'Imprimerie nationale est digne de son modèle. Avec une minutie extrême, il détaille l'édifice, révèle mille perfections insoupçonnées, mille reflets changeants. Textes et photos font apparaître le projet enchanteur, et quelque peu outré, d'une sépulture terrestre dotée par anticipation d'un appareil céleste. Le Tâj Mahal est en cela une illusion fatale, le rêve d'une incarnation sans fin où la beauté des pierres suppléerait au souffle, à la vie, au périssable. Mouvement serti de religiosité, chargé d'inscriptions coraniques, il impose sa matérielle présence et reste très éloigné de tout élan mystique. S'il restitue magnifiquement les divers états de la lumière du jour, il n'engage jamais à l'oubli du monde, il n'invite jamais à se remettre à la seule lumière. La séduction est sa parure - et sa limite.

Coaccorder un livre supplémentaire autour du Tâj Mahal relevait de la gageure. La singularité de celui-ci, et sa réussite, c'est d'avoir rendu le site à sa destination première, à sa solitude de

joyau mortuaire. Surtout, l'entreprise a été le fait d'un artiste qui n'a pas craint d'user d'une patence d'artisan.

Jean-Louis Nou a en effet réalisé pour cet ouvrage, qui devient grâce à lui comme le tombeau d'un tombeau, d'authentiques prouesses. A sa connaissance ancienne et fervente de l'Inde il a ajouté l'obstination et le risque, jusqu'à monter des échafaudages de bambous auprès du mausolée pour saisir de nouvelles perspectives, inventer des angles inédits, approcher des décors hors d'attente. Avec lui le Tâj Mahal livre toutes ses fleurs d'onyx, de jaspé, de corail, toutes ses calligraphies, toutes ses ombres dorées. Le photographe a composé un hymne. C'est une célébration d'autant plus émouvante qu'elle a pris, avec la disparition accidentelle de Jean-Louis Nou, valeur de testament.

Sans doute faut-il prolonger la vision de ces pages parfaites, éblouissantes et désertes, d'une rêverie plus fragile, plus humaine. Pour cela, la lecture ou la relecture du magnifique roman de Frédéric Prokosh - *Le Manège d'ombres* (1) - est tout indiquée. Il s'agit, librement évoquée, de la même trame historique, mais avec ses déchirures, ses hantises. Les personnages n'y apparaissent pas seulement en majesté ou mus par de glorieux desseins. Ce sont des êtres incertains, manipulés, égarés dans leurs propres sentiments, dans leurs propres actions. Le Tâj Mahal avec ses tonnes de pierres n'y est guère qu'un fantôme. Prokosh suggère comme personne que le marbre, dans la broyeuse des destinées, c'est du sable.

André Velter

(1) 10/18.

L'Inde en miniatures

La vocation de collectionneur tient souvent du coup de foudre. Envoyé en Inde par le Massachusetts Institute of Technology pour un projet de développement universitaire, Oscar Leneman découvre la miniature indienne et, sur-le-champ, abandonne toute activité scientifique afin de se consacrer à cette passion. En vingt-cinq ans, il devient l'un des meilleurs spécialistes de l'art indien. Ce sont les pièces majeures de sa collection qui sont ici représentées avec, en regard, des textes d'une belle intensité de Patrick Carré. On trouve ainsi portraituré, entre Babûr et Krishna, un gentleman anglais pâle et repêlé : après des jours amoureux traditionnels, des amants baudelaïriques. Rien n'est convenu dans ce vivant périple.

A. V.

► **Dieux, tigres et amours.** Miniatures indiennes du XVI^e au XIX^e siècle, collection d'Oscar Leneman, texte de Patrick Carré, Seuil, 140 p., 80 ill., 240 F.

Découvertes en bateau

Apollinaire, qui était fier de tout ce qui a trait aux navigateurs portugais, n'aurait pas dédaigné ce beau livre qui présente, pour la première fois, l'iconographie portugaise du XVI^e siècle sur les navires des découvertes. Au cœur de l'ouvrage, un texte passionnant de François Belloc, directeur du Musée de la marine à Paris, reconstitue, à partir de témoignages de l'époque, la « Journée d'un voyage ordinaire en mer » au XVI^e siècle. Méthodes et instruments de navigation novateurs, mœurs et conditions de vie - souvent épouvantables -, font apparaître miraculeuse cette aventure dont on ne retient généralement que l'épisode exemplaire qui eut pour héros Vasco de Gama. Les enluminures d'ateliers nationaux représentent nets et frégates, galères et caravelles, et les simples lavis ou les dessins reproduits en abondance dans ce livre sont pour la plupart inédits.

Val. C.

► **Nefs, galions & carques** dans l'iconographie portugaise du XVI^e siècle, textes de François Belloc, Louis de Lancastre, Rogério d'Oliveira et Hubert Miché, Ed. Chandeigne, 144 p., 130 ill., 295 F.

Bhoutan de rêve

Olivier Folini est à l'évidence l'un des grands photographes de l'univers himalayen. Il a notamment rapporté et publié d'admirables images du Zaskar. Avec le livre qu'il consacre aujourd'hui au Bhoutan, il semble que le simple pouvoir de donner à voir ne lui suffise plus et qu'il aspire surtout au double rôle de dévot et d'hagiographe. A côté de photos toujours remarquables, ses interventions écrites sont d'une confondante naïveté, voire d'une effarante servilité. Les premiers mots donnent le ton : « Je m'incline humblement devant Sa Majesté le Roi du Bhoutan, Jigme Singye Wangchuck, qui réside en son Royaume des valeurs essentielles pour le bonheur de notre monde. » Les réfugiés tibétains chassés de ce pays il n'y a pas si longtemps, les immigrants spoliés, ne se sont sans doute pas, quant à eux, prosternés assez. A quel point bien tendre un ouvrage de ce type ? A faire passer le bouddhisme pour un précepte de la supériorité ? A assurer à son auteur une livrée à la suite des princes ?

A. V.

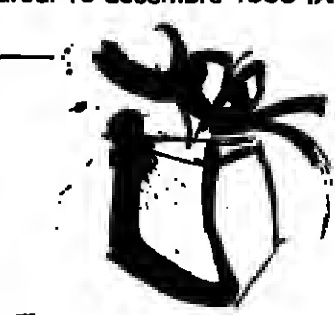
► **Bhoutan, le temps d'un royaume.** d'Olivier Folini, Ed. de La Martinière, 104 p., 320 F.

Des Shang aux Qing

Les découvertes archéologiques d'œuvres chinoises, accomplies au cours des vingt dernières années - telles les statues de terre cuite de « l'Armée éternelle » de l'empereur Qin Shi Huangdi à Xian - ont bouleversé notre perception de l'art de ce pays. L'ouvrage de Mary Tregear et Sheila Vainka, montre quelques-unes des richesses, illustrant les périodes dynastiques qui se sont succédées depuis les Shang (XIII^e-XI^e siècles avant J.-C.) jusqu'aux Qing (1644-1911).

Val. C.

► **Trésors de l'art en Chine** de Mary Tregear et Sheila Vainka, Traduit de l'anglais par Henri et Marianne Daussey, Bibliothèque des arts, plus de 300 illustrations, 280 p., 600 F.



Estampes sans clichés

Il en va des estampes japonaises comme de toutes les formes artistiques trop souvent exposées dans les salles d'attente ou sur les calendriers : les mauvaises copies finissent par nuire à la matière d'origine en lui faisant écran. Le somptueux livre de Nelly Delay vient combler ce glâche en offrant au lecteur la possibilité de découvrir ou de redécouvrir cet art tout de finesse et de mouvement. La moindre fleur, le plus petit drapé prennent une ampleur particulière sous le plume de ces artistes du XVI^e au XIX^e siècles, qui mettaient en valeur la délicatesse des traits et des couleurs, la sensualité des corps et des étoffes, les nuances des paysages.

R. R.

► **L'estampe japonaise.** de Nelly Delay, iconographie de Dominique Rivolier, éd. Hazan, 327 p., 690 F.

Le retour d'Alexandre

La vie d'Alexandre de Macédoine fut brève - trente-deux ans et huit mois. Sa légende a couru le monde pendant vingt-cinq siècles. Alexandre apparaît plus à la littérature qu'à l'histoire. Jacques Lacarrière a suivi le mythe à la trace. La voyage est plein de surprises et de merveilles. Chaque civilisation s'est en effet construite un Alexandre qui, à la fois, lui ressemble et l'étonne. Le livre de Jacques Lacarrière met en présence deux représentations, l'une littéraire, l'autre picturale. L'un des mystères de la légende d'Alexandre est sa résurgence, sept siècles après la mort du conquérant, dans un texte dont l'auteur, le pseudo-Callisthène est un grec d'Égypte qui vécut à Alexandrie au troisième siècle. C'est ce texte dont les versions se multiplient ensuite qui va propager la légende d'Alexandre pendant tout le Moyen Âge européen, et jusqu'à la fin du XVII^e siècle. Face à lui, et joliment commentées par Christiane Raynaud, les miniatures commandées par le duc de Bourgogne Philippe le Bon en 1448, à la fois pour son bonheur artistique et pour appuyer ses prétentions à une couronne royale. L'ensemble enchante. Pas de tape-à-l'œil, c'est parfait.

P. L.

► **Alexandre le Grand, conquérant de l'absolu.** de Jacques Lacarrière et Christiane Raynaud. Vie légendaire, traduite du grec, présentée et commentée par Jacques Lacarrière, Ed. du Félin, 224 p., 350 F. Jusqu'au 31 décembre, 430 F. ensuite.

DÉCOUVREZ LA COLLECTION

«Un dimanche avec...»

MATISSE

et si votre grand-père s'appelait MATISSE*?

SKIRA

jeunesse

80 pages couleurs + chronologie et liste des musées. Dès 10 ans.

FF 120 TTC

C'est dimanche, veux-tu que nous passions la journée ensemble? Tu verras mes amis, mon atelier, viens, je te raconterai ma vie.

Les enfants ont désormais «leur» Skira.

Le Monde

* ou RENOIR - L. DE VINCI - PICASSO - DEGAS
REMBRANDT - CALLOT - VELAZQUEZ
ROUSSEAU - CHARLIE CHAPLIN - VAN GOGH



Peinture et musique

Fait de brio et de broc, ce volume tente d'établir des parentés entre l'environnement des musiciens, leurs «affinités électives» avec des artistes plasticiens (Vanessa/Miro, Boulez/Klee), leur capacité à concevoir la partition comme une œuvre graphique (Naxos), les parcours croisés de jeunes musiciens avec des peintres. Ce dernier chapitre, qui concerne Dusapin, Fénelon, Manoury, Monnet ou Reverdy, est de loin le plus riche d'enseignements.

► Le Regard du musicien, d'Alain Surrans, préface de Christian de Portzamparc. Ed. Plume (co-édition Sacem), 144 p., illustrées, 295 F.

Archives de Vienne

Retracée par l'un des récents privilégiés à avoir été élu au poste de premier violon, passé entre-temps directeur des archives historiques de la formation, l'histoire, sans fard, de la vénérable institution viennoise. Soit le rôle de l'Autriche dans la politique musicale européenne. Triomphes et grincements de dents.

► Les Grandes Heures de la Philharmonie de Vienne, de Clemens Hellberg, préface de Brigitte Messin, traduction sous la direction de Marc Vignat, Ed. Du May, 480 p., illustrées, 450 F.

Panoramique

Dans l'ensemble de douze volumes, qui constituent un parcours quasiment cinématographique dans l'histoire de l'art des sons, ceux qui recouvrent les périodes baroque et classique sont peut-être les plus originaux. Sur le romantisme, traité en deux volumes, le projet paraît moins clairement cerné. Dans ce genre d'entreprise de très large vulgarisation, tout devrait être limpide.

► L'Histoire illustrée de la musique, sous la direction de Marie-Claire Beltrando-Patier, traduction et adaptation de Heritage of Music, Oxford, Bordes, 12 vol., 160 p., illustrées, 189 F. le vol.

LE MONDE DES LIVRES

ETRENNES/MUSIQUES

Le sexe des anges

Un album de William Claxton sur Chet Baker : partition en noir et blanc

YOUNG CHET

Photographies de Chet Baker par William Claxton. Préface de Christian Caujolle, Schirmer/Mosel/Gitane, 112 p., 198 F.

De quelque façon que vous vous y preniez, avec Chet, vous renouez toujours la question du sexe. Le sexe des anges. Sa gueule d'ange, James Dean plus la trompette. Ce qui distingue Chet Baker de tous les bellâtres qui semblent avoir quelque chose de ses traits, c'est la musique.

Chaque photo de William Claxton raconte ce lien de pur amour avec la musique. La seule idée fixe (avec les femmes et les substances) qui n'ait pas fait de doute pour lui. Chet Chesney Baker, né un 23 décembre 1929 à Yale, Oklahoma, est mort à Amsterdam en 1988 après avoir aimé et servi la musique comme peu l'ont servie. Il n'était pas musicien de jazz, encore moins «jazzman», il était l'image même du jazz, son âme d'homme, celui que Charlie Parker choisit sans hésiter parce qu'il avait un jeu «pur et simple». Purement et simplement. Parker avait prévenu Miles et Dizzy : «J'ai rencontré un jeune trompettiste qui va vous en faire voir de toutes les couleurs, si vous n'y prenez pas garde.»

«Les femmes l'aimaient et les hommes l'admiraient, mais il y avait aussi des hommes qui l'aimaient. On comprend bien pourquoi elles l'appréciaient, lui et son art : il était beau, angélique, pur, et sexy. (...) D'une certaine manière, comme toutes les vedettes, lorsque Chet jouait sur scène, il ne semblait relever d'aucun des deux sexes. Quand il chantait, il n'était ni masculin ni féminin. Et cela n'avait aucune importance. C'était un artiste dont le message venait du cœur, et il l'offrait avec un senti-



Chet Baker en 1955.

ment tel que les deux sexes pouvaient s'y trouver. Ecoutez Chet chanter My Buddy ou But Not For Me : qui se soucie de savoir s'il est masculin ou féminin ?

Le point le plus exact du commentaire de William Claxton (car il légende ses propres photos), c'est que le masculin et le féminin, s'agissant de Chet, n'avaient rien d'un souci. C'est vrai. Le chant venait, comme le son de sa trompette, allé aussi loin qu'un homme à su le faire vers la féminité, sans parodie, sans hystérie, sans tragédie, en restant simplement dans sa peau d'homme. Tirésias sans

retour, qui n'eût pas eu besoin de partir pour savoir.

La première fois que William Claxton voit et entend Chet Baker, c'est, encore lycéen à Los Angeles, en descendant au Tiffany Club écouter Bird, dans la 8^e Rue. Il vient d'emprunter l'interminable Packard paternelle et un vieux Speed Graphic 45 d'avant-guerre, gros comme une machine à laver, avec flashs à ampoules raccordés à une énorme batterie par des câbles semblables à ceux du Golden Gate. Bref, ses élégants amis ne le ratent pas, à La Canada, quartier chic des collines de Pas-

adena, nû il ramena un Bird anormalement affamé, plus une cohorte de fans (piscines, collations, parents en weekend, scène de genre).

C'est ce jour-là que Bird attirera l'attention sur Chet. Chet avait disparu à la sortie du club au bras d'une femme blonde, belle comme la nuit : «Ce petit blanc-bec est plutôt... bixé. Il me rappelle Bix Beiderbecke et ces vieux disques de Bix que me rapportait ma mère. Comme celui de Bix, le jeu de Chet est doux, léger, et en même temps direct et honnête.» Le reportage de Claxton commence là et durera longtemps. Il fonda Pacific Records.

Bixé. Seul Bird pouvait inventer des mots si légers, si attendus. Pas une photo de Claxton nû le visage, l'expressin, la pose de Chet ne semblent comme naturellement attendus. Rien du fantasme de Bruce Weber, «chroniquant sa décadence», comme le dit fermement la préface de Christian Caujolle visant le film *Let's Get Lost*. Simplement, de bout en bout, *Young Chet* est un album de musique, une partition en noir et blanc, les photographies mêmes de l'idée du jazz, toujours portées par le visage d'un ange sérieux, et au passage les images définitives d'un temps et d'une expression (les années 50 en jazz), avec celles de Herman Leonard, si essentielles à l'imaginaire, aux mémoires, qu'elles ont fini par les fixer et qu'elles servent aujourd'hui aux rockers ou «jazzmen» de modèles, de matrices et de rêves.

Francis Marmande

Fantasma de flamenco

Il faut naître Espagnole pour photographier le flamenco avec une telle maîtrise. Isabelle Muñoz est Madrilène, et le raffinement de son œil est extrême. Ce n'est pas la danse sur scène qui retient son attention, mais la mise en scène des émotions que les figures du flamenco provoquent en elle. Rien n'est gratuit : ce travail de recomposition exige une profonde connaissance du flamenco, né au quinzième siècle de la rencontre des cultures gitane et andalouse.

La photo qui ouvre le livre, belle leçon de simplicité, représente une main, dont les doigts dansent. Elle est éclairée en pleine lumière, seul un rai éclaire le poignet ourlé, planté dans une chevelure brune maintenue dans l'ombre. Cette main, tournée vers le ciel, exprime le désir de pureté, but ultime d'une danse enracinée dans la terre et dans la chair. Le corps est morcelé, le visage souvent absent : seul le geste est dévoilé, révélé. Les photos sont autant d'hommages rendus à cet obscur objet du désir, le film de Buñuel. Car c'est bien le désir qui est traité dans ce livre. La photographie dénuée des cuisses, allongée des torsos d'hommes dévêtus contre des bustes couverts de dentelle noire. Jacques Durand, grand expert en tauromachie, donc en flamenco, fait vivre l'histoire de cinq chanteurs aux voix d'or. Cinq biographies, souvent tragiques, écrites dans une langue qui reproduit le rythme du chant flamenco, le flot de la vie.

Dominique Fréret
► Flamenco, d'Isabelle Muñoz et Jacques Durand. Ed. Plume, 144 p., 65 photos bichromes (tirages au platine), 320 F.

Beauté de Nouréev

La splendeur du danseur aurait mérité un livre plus gros, plus important, plus complet. Pourtant, tel qu'il est, ce *Nouréev* a du charme. A cause des photos choisies : le danseur apparaît dans toute la gloire de sa jeune beauté. Et comment être plus beau que Rudolf Nouréev à vingt ans, plus insolent, plus vorace, avec parfois d'innombrables ailes appliquées, tendres, taquins. Puis vient l'empereur tatar, superbe, arrogant, ironique et méfiant. Sous ces masques, l'homme Nouréev se découvre, génial assurément, souvent grossier, irrésistible, coïssant de sa force, de sa supériorité, souffrant peut-être secrètement d'être né pauvre. Nouréev était séropositif depuis 1983, année où il prend ses fonctions à l'Opéra de Paris. On comprend mieux alors son ardent désir de danser jusqu'au bout, sa bouffurie. Il est mort le 6 janvier 1993, à l'âge de cinquante-quatre ans, ayant légué sa fortune à la fondation qu'il créa, en 1976, dans un double but : la recherche médicale et l'aide aux jeunes danseurs. Le texte de Mario Bois est celui d'un ami chaleureux, d'un intime qui ne déteste pas les poèmes. Il n'a qu'un défaut, il écorche nos propres et prégnants.

D. F.
► Nouréev, de Mario Bois. Ed. Plume, 135 p., photos noir et blanc et couleur, 200 F.

Lyrismes wagnériens

Un livre viscontien d'André Tubeuf

WAGNER
L'opéra des images
d'André Tubeuf.
Le Chêne, 200 p., 490 F
jusqu'au 31 janvier 1994,
548 F ensuite.

Trop. Tellement trop qu'on se croit à l'opéra. Trop de lyrisme dans le commentaire. Trop d'illustrations, de tous les styles, de toutes les époques, gravures, caricatures, tableaux, photos de films et de représentations, en vignettes, sur doubles pages, grandes étendues narratives, panoramiques de mer déchaînées, walkies à longues nattes, chevaliers errants aux yeux exorbités, chevauchées hallucinées, un Parsifal pompier (reflets de prairies fleuries dans la cuirasse), et le Parsifal sans bouche et sans nez d'Odilon Redon : annymat du martyr.

Trop ? Débordement d'approches pour Wagner et ses opéras : un homme et une œuvre qui ne les épuiseront jamais. Le trop devient donc dans leur cas presque insuffisant. André Tubeuf, dont l'encyclopédisme lyrico-manic a déjà beaucoup servi l'auteur de la *Térologie*, a signé cette fois, en puisant largement dans ses archives personnelles, et avec l'enviable complicité des somptueuses éditions du Chêne, un contrat d'exotisme, de folie, de liberté.

Le commentaire, répétons-le, laissera perplexe le néophyte, ravira l'êlu : la biographie du génie se transmue en poème épique ; un allemand désinvolte se mêle à la quête du Graal en français ; le lecteur est, sans ménagement, convié à partager la compagnie des philosophes et des dieux ; il faut en savoir beaucoup pour savourer tout le sel des allusions ; il faut posséder son Wagner complet pour être en mesure de partager le bon kitsch de l'ivraie. Et avoir l'estomac vide pour digérer par exemple, page 47, entre un combat de titan emphatiquement peint par Echter et le cliché d'un Siegfried viennois, neurasthénique et fin de siècle, cette incise homérique, pur style Tubeuf, sur le Wagner-éternel voyageur : «Une foi inébran-

ble, balzacienne, exhaustive donc, (épuisante, ô peau de chagrin !) soutient l'errant, qui se veut ébéli.»

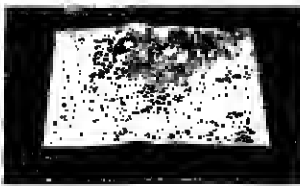
L'opéra est un monde en soi. La passion wagnérienne a fini par constituer, via Bayreuth, une population de zombies plutôt sympathiques et plutôt pacifiques (à condition d'oublier la période 1939-1945, que Tubeuf évite d'ailleurs soigneusement d'évoquer de front). Ce *Wagner* est donc fidèle aux matières et aux couleurs de son sujet : faux ors et beautés apocalyptiques. Un livre viscontien, magnifique.

Anne Rey

LA RÉFÉRENCE

FORMAT GÉANT

30,5 cm x 45,5 cm
Volume relié.
520 pages dont
229 pages de cartes en 8 couleurs.
48 pages de cartes thématiques.
Echelles du 1/10.000 au 1/270.000.000.
Index de plus de 210.000 noms.
AVEC 14 PAGES DE
CARTES SPECTACULAIRES
DU RELIEF DE LA TERRE.



ENTIÈREMENT REMIS À JOUR.

L'Atlas universel, fruit de l'association du MONDE et de SÉLECTION DU READER'S DIGEST, est l'ouvrage de référence. Complet, précis, prestigieux et unique en son genre, il offre une vision irremplaçable du monde contemporain. D'une extrême richesse planimétrique et d'une codification claire et dense, c'est à la fois un inventaire méticuleux des lieux, un point historique et un outil indispensable. Luxueux ouvrage culturel, l'Atlas universel est le plus actuel, le plus utile et le moins conformiste des cadeaux.

EN VENTE CHEZ VOTRE LIBRAIRE

Sélection
de Reader's Digest

Le Monde
LE MONDE A PLEINE PAGE

LE MONDE DES LIVRES
ETRENNES / MODE

Le gentleman et les gentlemen

Qu'un agrégé de lettres délaisse les immortels pour parler d'éphémère, c'est chose rare. Mais qu'il prenne le temps — cinq ans — pour explorer de fond en comble l'histoire du vestiaire masculin depuis Brummell, voilà qui mérite d'être applaudi, reconnu comme un extraordinaire travail de recherche. Farid Chenoune analyse toute la révolution des apparences, des dandies aux rappers, des zézous aux hippies, des blousons noirs aux rois du sportswear. C'est à travers l'histoire de la peinture, de la littérature, du cinéma, qu'il restitue ces « manières d'être », dont le frac, le redingote, le complet et le veston sont les plus classiques représentations. Solidement charpentés, les trente et un chapitres racontent les métamorphoses de l'élégance masculine, moins sujettes à des révolutions de lignes qu'à d'imperceptibles changements qui codifient une silhouette. C'est en gentleman que Farid Chenoune rend à Giacomo Ballé sa cravate futuriste, et à Jean-Paul Sartre sa canadienne. La variété des illustrations, la précision du texte, sans clichés, et sans fioritures, font de ce livre un monument non seulement d'érudition, mais de vie.

► **Des modes et des hommes. Deux siècles d'élégance masculine, de Farid Chenoune, Flammarion, 336 p., 395 F.**

L'« aristo rock »

Tous veulent être dans l'histoire : ainsi va la mode, qui a vu en dix ans se multiplier les rétrospectives. Evitant les pièges de l'autocélébration pontifiante, Jean Charles de Castelbajac a conçu son livre comme « l'album d'une famille d'objets, de vêtements, d'un univers personnel », une « bible d'optimisme ». Bleu, jaune, rouge : les trois couleurs primaires et le vert restent les étendards de ce pionnier du détournement, qui a fait des robes avec des bandes Velpeau et des blousons avec des nounours. Chasubles-tableaux et robes-zébrées défilent sur le papier glacé, parmi



Dessin de François d'Albignac (vers 1930).

les photos de famille, les croquis à main levée, anges, clowns, soit le flurgie d'un inconsolable enfant de quarante-quatre ans qui pratique la mode en illustrateur. Il a rêvé de Tax Avery au pensionnat, vécu son adolescence parmi des meubles dix-huitième, et plus tard découvert la vie en perfecto noir sur sa moto rouge peilée. Pour collectionner les drapeaux, cet « aristo rock », n'en reste pas moins fidèle à son temps : à peine regardés, et souvent piétinés par un public blasé, ces canons d'invitations ressemblent de l'ombre, signés Keith Haring, Robert Mapplethorpe, Jean Charles Bais, Lotte le Groumellec, Louis Jammes, artistes qu'il a

soutenus, chevaleresque, avant leur gloire officielle. Pas de chronologie, mais une vraie galerie de rencontres et d'enthousiasmes que l'on trouve généralement ou naïfs, à découvrir comme une gigantesque bande dessinée, signée par ce touche-à-tout inspiré qui n'appartient à aucune chapelle. Un fou du roi parmi les missionnaires du désespoir, celui pour qui « les rêves sont habillés de trésors ».

L. B.
► **Album, de Jean-Charles de Castelbajac, Ed. Michel Aveline, 256 p., 200 ill., couleurs, 590 F.**

Les éclats de Mademoiselle

Elle voulait qu'un bijou soit au doigt de la femme « comme un ruban ». Ennemie de la « joaillerie-placement », à laquelle elle reprochait d'être « insuffisamment barbare », elle éleva le petit collier de perles en sautoir, et le pendentif en trophée, indispensable du pull noir. Rien de mièvre, de petit, en pleine période de prospérité, elle imposa le toc comme une valeur suprême. En plein marasme économique, elle donna au diamant un éclat entre celui de l'opulence, avec des perles dessinées par elle. Elle fit appel entre autres à Edienne de Beaumont, François Hugo, ou Fulco di Vindura pour créer ces croix byzantines dignes de l'impératrice Théodora, ces broches volées aux courtisanes de Véronèse. Patrick Maurias retrace cette brillante aventure, s'attachant aux objets avant qu'ils ne deviennent, imprimés sur du papier à dessin, le livre-maison se découvrant comme un portfolio de croquis, signés Bérard ou Cocteau, auxquels s'ajoutent des natures mortes et des portraits de Koller, de Horst. On peut regretter que les artisans qui ont ciselé cette légende demeurent dans l'ombre de qualité à celle qui rend au luxe « sa puissance d'origine », et que Morand appelle, il est vrai, « la belle dame sans merci ».

L. B.
► **Les Bijoux de Chanel, de Patrick Maurias, Thames et Hudson, 144 p., 129 ill., 68 en couleur, 450 F.**

Étoffe en voyage

A l'époque des sultans ottomans, au palais Topkapı, des sours-muets étaient chargés d'écarter les princes « indésirables » avec une corde d'arc en soie. Utilisée comme monnaie pour payer armées, impôts et ransoms, penne des dignitaires, la soie est le tissu des passions racontées ici au fil d'un voyage dans le temps et dans l'espace, de la Chine ancienne, à la Venise de Mariano Fortuny, en passant par les bazars de Boukhara, de Tachkent et de Samarkand. C'est en observant la réaction d'un cocon tombé dans sa tasse de thé, que Dame Hai-Ling, première femme de l'empereur Jaune Huang Ti, aurait découvert comment dévider la soie. Teintures végétales, robes dragon mandchou, et carrés mandarin, inaugurent cette route de la soie, ouverte au II^e siècle avant J.-C. à l'époque romaine. Accompagné d'un texte parfois très technique, mais très étoffé de Philippa Scott, — historienne du textile —, une superbe iconographie donne matière à cette invitation au rêve, qui s'est poursuivie jusqu'aux années 30. Le dernier chapitre, consacré au monde moderne, est le plus court, mais, malgré les promesses d'une jacquette. Signe sans doute, d'une mémoire qui s'effiloche aujourd'hui, faute d'avoir été entretenue par les artisans du luxe.

L. B.
► **Le Livre de la soie, de Philippa-Scott, Ed. Imprimerie Nationale, 254 p., 274 ill., 350 F.**

Histoires de sacs

Ils sont de cuir, de toile ou de paille, en forme de cœur, de télescope ou même d'un petit banc : ils ont les dimensions d'une escarcelle ou d'une véritable valise : ils complétaient déjà la toilette des femmes de l'Ancien Régime : les sacs à main tels que les montrent Geneviève et Gérard Picot dans leur bel ouvrage sont, beaucoup plus que de simples adjuvants, les complices d'une intimité, mais aussi la quintessence de l'accessoire

rebelle et libre. Cette Histoire amusée et passionnée du sac à main suit l'évolution de l'objet à travers l'histoire, dans sa forme autant que dans ses fonctions. Le texte est accompagné de gravures et de photographies tour à tour belles et insolites.

R. R.
► **Le Sac à main. Histoire amusée et passionnée, de Geneviève et Gérard Picot, éd. Du May, 157 p., 390 F.**



Mini et grand Kelly.

Beauté, propreté, publicité

Ceux qui ont manqué l'exposition « Grain de beauté » (1) et qui font rêver les publicités « fin de siècle » sur le « savon des explorateurs de Brazza » et autres « Dentifrice oriental » ne doivent pas se priver du livre proposé à l'occasion de l'exposition par Claudine Chevrel et Béatrice Cornet. Comment soigner ses cheveux, sa barbe... comment se laver et se parfumer...

Toutefois, on se demandera peut-être pourquoi on a tant vanté les savons — depuis le début du siècle — dans un pays où la population, dans son ensemble, n'est pas spécialement propre. Pourtant, de l'opulente rousse du savon Cosmodyor au bébé Cadum « à la peau douce comme une peau de bébé », que de promesses de délices. Certains retrouveront des échos de leur enfance (Colgate, « dents blanches halaine fraîche », vers 1966), la nostalgie des années 30, avec la magnifique effluve Pétrale Hahn de Wilquin, les dessins de Gruau pour le Rouge



baïser, les Savignac inoubliables, et beaucoup de créateurs anonymes pour des images qui demeurent dans toutes les mémoires.

Les vrais passionnés de cette mémoire graphique du vingtième siècle compléteront leur plaisir avec Email et pub « cent ans de plaques émaillées françaises », de Pascal Courault et François Bertin. De 1894 — « les balbutiements », à 1946-1965 — « le déclin », en passant par l'époque des années 30, on se promènera en compagnie du tireur sénégalais de Banania, de la Vache qui rit et des bouteilles de Nicolae — qui ont tout survécu ; on passera aussi près de margarine et de confitures bien oubliées... Le livre se conclut par un entretien avec Raymond Savignac, jamais amer, mais lucide, et un rien nostalgique : « Avec Cessandre, Cappello, Loupot, Carlu, nous étions très ambitieux. Nous voulions mélanger l'art et le commerce... alors qu'aujourd'hui la tendance est plutôt de le commerce avec le commerce... » Enfin, les « fanatiques » pourront adjoindre à leur collection le Livre des marques (2), qui montre l'évolution — ou la stabilité — des logos de 170 marques françaises, de Contrexéville, devenu Contrex... au journal le Monde, resté fidèle à son gothique.

Jo. S.

(1) Présentée à Paris, à la bibliothèque Forney, du 14 septembre au 27 novembre.
(2) Le Livre des marques coproduit par Style Marque et Prodimarques, éd. Du May, 190 p., 290 F.
► **Grain de beauté. Un siècle de beauté par la publicité, de Claudine Chevrel et Béatrice Cornet, Sorcière, « Bibliothèque Forney », 224 p., 275 F.**
► **Email et pub. Cent ans de plaques émaillées françaises, de Pascal Courault et François Bertin, éd. Ouest-France, 144 p., 250 F.**

BORDAS

BORDAS
le plaisir de savoir



Balzac « peintre littéraire »

Près de deux cents tableaux et sculptures sont cités dans le *Comédie humaine*, sans compter tous les artistes fictifs qui figurent dans son œuvre. Dans cet essai illustré de nombreux tableaux, François Pitt-Rivers explique quel fut le rôle fondamental joué par l'art dans l'écriture d'un auteur qui se définissait à la fois comme un « historien des mœurs » et comme un « peintre littéraires ».

F. D.

► Balzac et l'art, de François Pitt-Rivers (préface de Frédéric Marceau), Chêne, 159 p., 395 F.

Diderot critique du « beau aperçu »

Invité par Grimm à rendre compte du Salon de 1759 pour la *Correspondance littéraire*, Diderot a relaté neuf Salons et traité d'au moins deux cent cinquante artistes jusqu'en 1781, annexant ainsi aux belles-lettres la critique d'art, vue comme une critique du « beau aperçu ». Des extraits de ces écrits esthétiques sont ici présentés en regard d'œuvres de Boucher, Greuze, Fragonard ou Chardin. Autant d'invitations à redécouvrir cet auteur que Yann Le Pichon, qui signe l'introduction, définit comme le « génial inventeur de l'art d'allier la réalité plastique à l'imaginaire littéraire ».

F. D.

► Le Musée retrouvé de Denis Diderot, de Yann Le Pichon (avec la collaboration de Pierre Tyl), Stock, 240 p., 430 F jusqu'au 31 décembre, 490 F ensuite.

L'écriture vive

Un parcours de plus de deux millénaires, celui d'un objet culturel singulier, à la fois document et monument, témoins du texte pour le philologue et relique de l'artiste pour le collectionneur : le manuscrit. Après avoir exposé l'histoire du *liber manu scriptus*, qui a fait son entrée dans les dictionnaires français à l'époque classique, les auteurs décrivent sa nature d'objet, aussi bien intellectuel que matériel. Par les exemples d'Hérode, de Flaubert, et de la *Faute de l'abbé Moreau*, de Zola, on apprend aussi comment décrire ces objets polymorphes qui sont les manuscrits de génèse. L'étude des repertoires scripturaux du texte *in statu nascendi*, dans les carnets, les cahiers ou même les feuilles d'écolier — comme celles qu'utilisa Beckett pour *Mal vu mal dit* — offre une passerelle pour saisir « la poésie en acte ».

F. D.

► Les Manuscrits des écrivains, ouvrage collectif rédigé sous la direction de Louis Hay, Hachette / CNRS Éditions, 263 p., 399 F.

Les nostalgies de Pierre Le-Tan

ÉPAGES ET DÉBRIS

SUR LA PLAGE

de Pierre Le-Tan.

Le Promeneur, 120 p., 250 F.

Sur les plages imaginaires de Pierre Le-Tan, d'étranges objets sont venus s'échouer. Morceaux de bois polis, vieilles souches blanchies par le sel, fragments de berque brisée, cordes, planches, chiffons, plume, coquillages... : ils baignent dans une atmosphère désolée qui évoque celle des peintres néoromantiques, Eugène Berman ou Pierre Roy, auxquels l'artiste a voulu rendre hommage.

Peu de couleurs, ici. C'est le trait qui importe, les ombres, les hachures, la modélité du noir et du blanc. Le dessin est fin et précis, la lumière froide, statique, les ciels opaques, le climat infiniment mélancolique. « Je crois que je m'identifie aux épaves et aux débris rejetés par les vagues sur une plage déserte », écrit Pierre Le-Tan avec nostalgie, loin de cette époque du plastique, des ordinateurs et des téléphones portables...

Depuis que la *New Yorker* l'a révélé, en 1988, ce dessinateur, illustrateur et graphiste a conquis, presque malgré lui, la monde de la presse, de l'édition et de la publi-



ciété. Des souvenirs rêvés d'un Vietnam ancestral aux invraisemblables coiffures de De Loris dans les années 50, d'un fantastique voyage en zeppelin aux déambulations nocturnes de Montherlant sur les grands boulevards, les chapitres de ce livre sont, comme les objets abandonnés sur les grèves, posés au hasard, sans lien

apparent, comme si l'auteur les avait retrouvés, les uns après les autres, sur les rives de sa mémoire.

Nulle commande, nulle contrainte. Le-Tan crée en liberté, mariant des images et des textes — sobres et limpides — de son propre cru. L'album se termine par des paysages urbains, déserts,

inquiétants, illustrant quelques pages de Patrick Modiano, *Villes du sommeil* (1), ainsi que par de remarquables « gribouillages » (esquisses, aquarelles, petits croquis griffonnés distraitement ou téléphonés) dont l'artiste indique, avec une modestie non feinte, qu'ils sont peut-être finalement, parmi tous ses dessins, les plus simples et les plus touchants...

Tout amateur de raffinement et d'élégance devrait se régaler avec ce très beau livre. Et pour ceux qui auraient des enfants en âge de rêver du Père Noël, Pierre Le-Tan publie aussi chez Gallimard Jeunesse/Giboulées un album magnifique, *C'est Noël* : un grand livre au dos toilé, un peu à l'ancienne, qui sent le houx et les gâteaux. Un bonheur de tendresse et de sensibilité!

Florence Noiville

(1) En collaboration avec Patrick Modiano, Pierre Le-Tan est l'auteur de *Memory Lane* (Hachette POL, 1981) et *Poésie Blanche* (POL, 1983).

* Les dessins originaux d'*Épaves et débris sur la plage* sont exposés à la Galerie, 26, rue Beaune, Paris 3^e. Flammarion publie un agenda illustré par Pierre Le-Tan avec des vues de Paris (Paris 1994, Flammarion).

Woody et les questions

Du critique et réalisateur suédois Stig Björkman, on ne connaissait jusqu'à présent qu'un de ses deux ouvrages d'entretiens (réalisé en tandem avec Olivier Assayas) avec Ingmar Bergman, dont il est un spécialiste reconnu. Connaissant l'admiration du réalisateur de *Marathon* pour celui de *Sonate d'automne*, il n'est pas surprenant que ce soit cet interlocuteur-là qui ait obtenu de Woody Allen, d'ordinaire si réservé, le manne d'une série d'entretiens suivis sur l'ensemble de son œuvre. Alors que Björkman promettait à Allen tout le contrôle qu'il pourrait souhaiter sur les questions et les réponses, celui-ci n'aurait demandé qu'une chose : « Que le livre ait une jolie couverture. »

Il l'a. Et aussi une élégante maquette, et une profusion de photos qui font de cet ouvrage le digne successeur du *Casse-vos précédemment publié par les Cahiers du cinéma*. Les entretiens,

commencés durant l'été 1992, interrompus par les démentis judiciaires avec Mia Farrow, puis par la préparation de *Meurtre mystérieux à Manhattan*, ont été menés à leur terme au début de 1993. Après un prologue consacré aux années de jeunesse, ils suivent scrupuleusement l'ordre des vingt-trois films réalisés par le cinéaste.

Woody Allen est un intellectuel qui n'est pas un théoricien. Il répond avec un soin, une clarté et une culture égales, évite soigneusement les généralités, emploie des termes concrets et précis. À l'aise avec la philosophie comme avec l'histoire des comiques de la télévision, pétri de littérature et de musique, très conscient de ses évolutions et de ses obsessions, il parle de cinéma comme d'un métier exercé avec exigence, modestie et une volonté de fer. Très loin des personnages qu'il interprète, il apparaît au fil des pages comme un créateur de plus en plus maître de ses ambitions et de ses objectifs.

J.-M. F.

► Woody et moi, par Woody Allen. Entretiens avec Stig Björkman. Traduits de l'anglais (États-Unis) par Sylvie Durastant et Jean Pêcheux, photographies de Brian Hamill, Cahiers du cinéma, 192 p., 320 F.

De « Ben-Hur » à « Ben-Hur »

Sous le signe du lion rugissent et à l'enseigne *Art Gracie Arts*, la MGM ne fut pas seulement l'une des « sept sœurs », ces majors qui firent d'Hollywood la capitale arrogante et triomphante d'un empire du cinéma. La société née de la réunion en 1924 de trois pionniers de l'industrie cinématographique, Marcus Loew, Samuel Goldwyn et Louis B. Mayer, aura incarné durant l'âge d'or le studio par excellence, avec ses stars sous contrat par dizaines (de Garbo à Cary Grant, de Keaton à Elisabeth Taylor...), ses patrons inflexibles et (souvent) inspirés, et la touche de folie qui lui permit d'être notamment le royaume par excellence de la comédie musicale. Du *Ben-Hur*

joué en 1925 par Fred Niblo au remake de 1959 réalisé par Wyler, Peter Hay en conte le saga avec enthousiasme et nostalgie. Quelques sept cents documents illustrent le propos.

J.-M. F.

► Metro Goldwyn Mayer, Splendeur du cinéma américain, de Peter Hay, traduit de l'anglais (américain) par Pauline Pagliano, Bords, 336 p., 430 F.

Visages de stars

Curieuse et bienheureuse rencontre par-delà la mort de deux fous d'images fixes captant le rayonnement des étoiles cinématographiques : le photographe George Hurrell et la collectionneur John Kobal (mort l'un en 1991, l'autre en 1992). Les photos du premier — datant pour la plupart des années 30 — sélectionnées au sein de la collection du second, sont une splendide illustration du genre « portrait de vedettes », entièrement fabriqué, mais où se retrouve une

idée, qui tient à la fois de la perception du prisme de vue, de la réalité du modèle, et de l'image qu'exige l'industrie : la « glamour ».

► Portraits Glamour d'Hollywood, de George Hurrell, Schirmer/Mosel, 120 p., 198 F.

Pamphlet dans le décor

C'est un étrange ouvrage qu'a composé Max Douy, l'un des grandes figures parmi les décorateurs du cinéma français (il a été le collaborateur de Becker, Bresson, Autant-Lara, Clouzot, Duvivier, Renoir, Bunuel, etc.), épaulé ici par son frère Jacques. A la fois album de famille, livre d'enseignement et pamphlet. L'album est splendide, presque trop riche, la vertu didactique de l'ouvrage y perd un peu. En revanche, on y trouve une fort utile collection de textes d'époque sur le décor. Quant au pamphlet, il repose sur une regrettable confusion entre « décors » et « studios ». Les Douy vouent aux géométries, au même élan, les jeunes cinéastes de la nouvelle vague préférant tourner dans la rue (ou contraints de le faire, notamment par le corporatisme des corps constitués du cinéma, décorateurs compris) et les producteurs « radins » allant chercher en décors naturels (ou en Europe de l'Est) de moins onéreuses conditions de travail, — ce qui fait après tout partie de leur fonction. Ils témoignent ainsi de l'amertume de certains vétérans d'une profession nostalgique de l'âge d'or des studios, et menacés, de surcroît, par une nouvelle arme : l'image de synthèse. L'écriture passéiste n'était pas forcément le meilleur moyen de poser les véritables et toujours actuelles questions de la composition de l'espace par la mise en scène et des rapports entre les corps vivants et leur environnement.

J.-M. F.

► Décors de cinéma, de Max et Jacques Douy, Ed. du Collectionneur, 344 p., 580 F.

Rééditions

Le premier est le star de l'édition cinéma, aucun cinéaste ne fait vendre du papier comme François Truffaut, aucun livre sur ou de Truffaut n'a eu autant de succès que « la Hitchcock-Truffaut ». Succès mérité : vingt-six ans après sa première parution, treize ans après la mort de l'auteur de *Vertigo*, dix ans après la parution de la version définitive mise au point par Truffaut, neuf ans après la disparition du réalisateur de *La Chambre verte*, cet entretien mené par un critique devenu cinéaste sur le travail d'un cinéaste que méprisaient les critiques (américains, surtout), qui est aussi une recherche à deux sur le cinéma, reste exemplaire.

Témoin attentif du cinéma au présent, Jacques Siclier n'a pas attendu pour actualiser le second volume de son imposante histoire des films français parue il y a deux ans. Elle s'arrête alors à *Cyrano*, elle va désormais jusqu'à hier, puisque y est mentionné, par exemple, *Une nouvelle vie*, d'Olivier Assayas, sorti en octobre 1993. Si la sous-titre mentionne néanmoins les *Nuits fauves* comme date-but, c'est que l'auteur voit dans le film de Cyril Collard la symbolique de l'état actuel du cinéma français, et s'en explique longuement dans un chapitre aussi convaincant que touchant.

Quant aux auteurs du *Dictionnaire des films*, ils ont également actualisés leurs listes depuis 1990, tout en conservant la même parti pris de présentation, c'est-à-dire une hiérarchie entre les films, qui commence par en éliminer l'immense majorité (il en reste tout de même dix mille), puis expédie la plupart en quelques lignes, et s'arrête plus longuement sur une « supersélection » des titres considérés comme cruciaux.

J.-M. F.

► Hitchcock-Truffaut (édition définitive) Gallimard, 312 p., 390 F. Le Cinéma français, volume 2 : De « Baisers volés » aux « Nuits fauves », de Jacques Siclier. Ramsay cinéma, 336 p., 490 F. Dictionnaire des films, de Bernard Rapp et Jean-Claude Lamy. Larousse, 858 p., 295 F.

Connaissez-vous réellement les Harpies ?



GUIDE MYTHOLOGIQUE DE LA GRÈCE ET DE ROME

GEORGES HACQUARD

FAIRE LE POINT-RÉFÉRENCES:

Pour réviser, vérifier... ou satisfaire sa curiosité.

Le Monde

Édité par la SARL Le Monde
Durée de la société :
cent ans à compter du
10 décembre 1944
Capital social :
620 000 F
Principaux associés de la société :

« Les rédacteurs du Monde »,
« Association Hubert-Beuve-Méry »
Société anonyme
des lecteurs du Monde
Le Monde-Entreprises,
M. Jacques Lesourne, gérant.

Le Monde PUBLICITE

Président directeur général :
Jacques Lesourne
Directeur général : Michel Crea
Membres du comité de direction :
Jacques Guiz
Isabelle Taldi
15-17, rue du Colonel-Pierre-Aria
75002 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 46-62-72-72
Tél. MONDPUB 634 128 F
Tél. : 46-62-98-13. Société filiale
de la SARL Le Monde et de M. Jacques Lesourne SA.

Le Monde

TÉLÉMATIQUE
Composés 36-15 - Tapes LEMONDE
Le Monde - Documentation
38-17 LINDOC ou 38-23-04-58

Imprimerie
de « Le Monde »
12, r. M.-Gumbourg
94832 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :
15, RUE FALGUIÈRE
75001 PARIS CEDEX 15
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-65-25-89
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,
sauf accord avec l'administration.
PRINTED IN FRANCE
Le Monde sur CDROM : (1) 43-37-66-11. Microfilm : (1) 40-65-29-33

ADMINISTRATION :
1, PLACE HUBERT-BEUE-MÉRY
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX
Tél. : (1) 40-65-25-25
Télécopieur : (1) 40-60-30-10
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux
et publications, n° 37 437
ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX.
Tél. : (1) 49-60-32-90 - (de 9 heures à 17 h 30)

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Vie normale y compris CEE avion
3 mois	536 F	572 F	790 F
6 mois	1 038 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 899 F	2 066 F	2 960 F

Vous pouvez payer par prélèvements mensuels.
Vous renseignez auprès du service abonnements.
ÉTRANGER : par voie éditoriale tarif sur demande.
Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO
« LE MONDE » (USPS) is published daily for \$192 per year by « LE MONDE » 1, place Hubert-Beuve-Méry - 94852 Ivry-sur-Seine - France. Second class postage paid at Champlain, N.Y. US and additional mailing offices.
POSTMASTER: Send address changes to 146 of PM Box 1518, Champlain, N.Y. 12919 - USA.
INTERNATIONAL MEDIA SERVICE, Inc. 330 Pacific Avenue Suite 404 Virginia Beach, VA 23451 - 293 USA
Changements d'adresse : merci de transmettre votre demande deux semaines avant votre départ en indiquant votre numéro d'abonnement.

BULLETIN D'ABONNEMENT

301 MON 01 PP, Paris RP

Durée choisie :
3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : _____ Prénom : _____
Adresse : _____
Code postal : _____
Localité : _____ Pays : _____
Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

Lisez aussi

Le sens de la vie



LE FEUILLETON

Pierre Lepape

SOMMES-NOUS encore colonialistes? Nous ne nous posons plus guère la question. Depuis trente ans, depuis le grand soulagement de la fin du conflit algérien, c'est comme si le France coloniale n'avait été que le trouble rêve de nos ancêtres; une mauvaise affaire, dans tous les sens du terme, et qui ne regarde plus que les historiens. D'ailleurs - un livre récent le montre encore (1) -, le pays profond a toujours été essex indifférent à la chose coloniale. C'étaient des grands principes qu'on remuait à Paris. Quelquefois les principes descendaient dans la vie quotidienne et obligeaient à se déterminer: pour ou contre, selon les époques, les circonstances et les effets; mais sans passion. Alors, aujourd'hui que nous n'avons plus de colonies...

Nous n'avons plus que des départements et territoires d'outre-mer, DOM-TOM, cela sonne joliment exotique. L'Algérie était aussi jusqu'en 1962 trois départements français, mais la comparaison ne vaut rien: dans le poussoir d'iles que sont nos DOM-TOM, nous avons, paraît-il, réussi - presque partout - ce que nous avions raté en Afrique du Nord, l'assimilation. Cela a coûté, cela coûte très cher. Prenez le Martinique: à coups de subventions, elle a le revenu par habitant le plus élevé de la région, des autoroutes, des stades, des supermarchés, des universités, le plus fort pourcentage de diplômés au kilomètre carré du monde, Israël excepté. Cocagne, dans un environnement de misère et de violence, la paix, le respect, la liberté. Qui voudrait échanger cela contre la famine, la dictature et l'enfermement du tiers-monde indépendant?

Les écrivains et les intellectuels de Martinique écrivent et publient librement. Pas pour les seuls Martiniquais, pour tous les francophones et souvent avec succès. Aimé Césaire est reconnu comme l'un des poètes majeurs de notre siècle, Edouard Glissant fait partie de nos romanciers «nobélisables» et l'exéco de Patrick Chamoiseau a été salué comme un grand Goncourt. Pour un département aussi peuplé que les Hautes-Pyrénées, la moisson littéraire est exceptionnelle, et éblouissant le triomphe d'une langue qui était encore, il n'y a guère, celle du seul colonisateur.

Mais cette réussite fait malaise, cette assimilation par la consommation et par l'assistance apporte engorgement et colère. Sous des formes bien différentes, avec des tempéraments qui

TOUT-MONDE
d'Edouard Glissant.
Gallimard, 522 p., 160 F.
AIMÉ CÉSAIRE
Une traversée
paradoxale du siècle
de Raphaël Confiant.
Stock, 356 p., 130 F.

littérature. L'étendue de son roman est à la mesure de son titre: *Tout-monde*; il prépare d'ailleurs un essai qui s'intitule *Traité du Tout-monde*. C'est dire qu'on flirte avec l'universel.

Le roman s'articule autour d'un ensemble de contes et de récits qui traversent les âges et les époques. L'imaginaire martiniquais y convoque les lieux de ses multiples origines, l'Europe génoise et espagnole de Colomb, celle des Lumières qui est aussi celle des esclavagistes, l'Afrique des populations rafiées et enchaînées, l'Inde des Tamouls venus suppléer les esclaves libérés, l'Amérique indienne des Caraïbes. Chacun errant à sa terre ancienne des lambeaux de sa langue, des éclats de sa mémoire, des consolations de sa religion, des traces de sa douleur et de son exil.

La prose généreuse, souvent incantatoire, toujours tourmentée de Glissant juxtapose ici, mélange là, ces langues, ces savoirs et ces peurs qui se pénètrent, s'embrassent, se distinguent, se refusent et forment comme un concentré de l'univers, comme un tableau en fusion de toutes les vicissitudes de l'histoire humaine. Les couleurs stylistiques qui choient dans le roman obéissent à cette même logique de recherche d'un ordre secret du désordre: se côtoient et s'engouffrent le dialogue et le conte, le chant et le discours didactique, le proverbe éternel et le récit historique, la poésie lyrique et l'évocation familière, le pléiodyer rationnel et le récit magique. Le tout soulevé par un éblouissant labour de la langue.

A chaque page se devine l'angoisse de Glissant de voir ce *Tout-monde*, ce creuset des différences universelles s'éteindre sous l'antéchristianisme du credo jacobin et de constater un jour que Fort-de-France n'est plus qu'un Romorantin tropical de fonctionnaires et de chômeurs. En 1956 déjà, dans son premier essai publié en France, *Soleil de la conscience*, Glissant écrivait: «Je devine peut-être qu'il n'y

aura plus de culture sans toutes les cultures, plus de civilisation qui puisse être métropole des autres, plus de poète pour ignorer le mouvement de l'histoire.» Il ne parla pas pour le Martinique seulement: dans les faubourgs de nos villes et dans nos banlieues froides sont en train de naître des dizaines de Martinique, des milliers de créoles.

RAPHAËL CONFIENT ne reproche pas à Glissant d'habiter en souverain la langue française et d'y aménager des pièces somptueuses. Mais il le reproche à Césaire comme une trahison. Il est vrai que Césaire est un homme politique, député de la Martinique depuis quarante-sept ans, et rapporteur en 1946 de la fameuse loi dite d'assimilation. Et Confiant, en bonne logique, refuse de séparer ce qu'un poète écrit de ce qu'il fait, surtout lorsqu'il est l'inventeur de la négritude. Le pamphlétaire prend du coup un sacré risque: chaque fois qu'il cite l'écrivain Césaire, c'est si beau, si fort que notre admiration pour l'artiste

écrasant l'instable mosaïque créole, sa langue d'esclave hantée par le saxon, son désordre engendré par une surabondance d'identités, ne rasteraient face-à-face que deux mythes éphémères: l'Afrique et la langue française. Le poète de Césaire, cette haute entreprise de négrification du vers français, serait une tentative pour ramener cette dualité à l'unité, pour parfaire la pureté d'un métissage. La guerre, toujours, de l'Un contre le Multiple, du pur contre l'impur, du maître contre le créole.

A terme, le géographe a toujours raison sur l'histoire. Confiant a raison de rappeler que la Martinique, européenne, africaine, indienne appartient à l'espace des Amériques et notamment à l'ensemble caribéen. Cela peut inspirer un projet politique; moins certainement une littérature. Edouard Glissant et Derek Walcott, le Prix Nobel antillais de l'an dernier (2), peuvent avoir une inspiration commune, ils ne penseront jamais qu'avec des mots français et des mots anglais, c'est-à-dire différemment et sans jamais tout à fait s'entendre. Quant à la langue créole, les plus militants, Confiant lui-même, ne l'utilisent guère plus qu'en guise d'accent, coloré et rythmique qu'ils posent sur notre idiome gréco-letatin.

«Il est temps pour le vieux roi d'aller dormir.» Insolent, Confiant cite Césaire pour le congédier. Il ne veut pas entendre parler d'Édipe et du meurtre du père. Dans sa courte postface, Chamoiseau explique qu'il s'agit pour le nouveau génération de se pencher lucidement et d'examiner la parole la plus douloureuse de soi-même. Il y a, il est vrai, bien de la douleur dans cette longue lettre de rupture que Confiant adresse au poète de Cadastre, et le ressentiment d'un grand amour déçu, le dépit de s'être si longtemps trompé. Mais comment Glissant, Confiant et les autres pourraient-ils renoncer à un si riche héritage? Et ne pas se sentir encore chez eux dans sa belle demeure de doute:

«J'habite une blessure sacrée
J'habite des encêtres imaginaires
J'habite un vouloir obscur.»

(1) Jean-Pierre Biondi et Gilles Morin: *Les Anticolonialistes* (1881-1962), Laffont, 1992 et Hachette-Poésie, 1993.

(2) Claire Malroux, après *Royaume du fruit-étoile* (Cicé, 1992), vient de traduire, chez le même éditeur, un deuxième recueil de Derek Walcott, *Heureux le voyageur* (Bilingue), 170 p., 110 F.

La mosaïque universelle

nous pousse à acquiescer sans plus d'examen le politique. Et puis, le genre choisi par Confiant, à mi-chemin de la psychanalyse existentielle et du règlement de comptes familial, l'entraîne parfois à des excès qui nous laissent incrédules. Ainsi lorsqu'il consacre plusieurs pages à reprocher à Césaire son goût pour les cravates et les stricts costumes trois-pièces.

Malgré ces handicaps, il s'en tire pourtant bien. Comme écrivain, en tout cas; pour ce qui est du politique, il convient de laisser les intéressés en juger. Confiant lit l'œuvre de Césaire comme l'expression d'un formidable refluxement de toutes les valeurs de la culture de plantation dans laquelle a baigné son enfance. L'exaltation de la négritude, des racines africaines de la culture martiniquaise ne serait qu'une manière de nier la crâolité, l'inévitable bigarrure du réel, quotidienne, populaire.

Hitler, mon grand-père

Irene Dische aime raconter des histoires réalistes et terribles sur le mode du conte de fées

PIEUX MENSONGES
d'Irene Dische.
Traduit de l'anglais (Etats-Unis)
par Françoise Adelman
Seuil, 300 p., 130 F.

Il était une fois une jeune femme blonde qui travaillait à la morgue municipale de New-York. Elle s'appelait Connie Bauer. Tout le monde l'adorait à cause de ses seins splendides, qui l'empêchaient de voir ses pieds, de son ravissant accent allemand, et de sa manière

si féminine de pratiquer les dissections.

En ce temps-là, écrit Irene Dische, qui aime raconter des histoires réalistes et terribles sur le mode du conte de fées - ce qui est une autre manière très féminine de pratiquer la dissection -, les étés étaient chauds, et l'intellectuel de la morgue municipale s'appelait Ronald Hake. Entre deux interventions sur des cadavres aux origines variables, il écrivait des livres sur le sens de la vie et professait que l'âme de chacun contient un vilain

secret. Il était chic et fumait la pipe en savourant sa liberté de célibataire. Connie Bauer élevait deux enfants, Dicker et Sally, et vivait chez son père en payant chèrement diverses incartades, dont son mariage raté avec Stanislaw Reich, un chimiste caractériel et nobélisable. En femme moderne, elle n'hésitait pas à emmener sa fille Sally le mercredi au bureau, pour lui montrer qu'un vrai cœur humain a peu de chose à voir avec ceux qu'on dessine pour la Saint-Valentin. En quelques pages, avec aplomb et fermeté, Irene Dische a posé son décor.

Nous voici maintenant chez Carl Bauer, père de l'héroïne. C'est un patriarcat tyrannique, maussade et pieux, qui ne supporte pas l'arrogance de sa fille, surtout quand elle refuse de manger les pommes de terre du dîner. La maison est remplie de pendules et d'échiquiers. Connie dort dans une véranda sans chauffage, et ses enfants sur des lits de camp. Il est interdit de regarder la télévision, au signe de deuil, depuis la mort d'Eva, la femme de Carl. Le tueur s'appelle Heppy, la gouvernante, Gerda, règne. Ils croient qu'ils ont l'air d'une famille américaine normale. Surtout, il est recommandé de se tenir bien à table, de ne pas parler de Stanislaw, et, d'une manière générale, de ne pas poser de questions. En réalité, c'est comme à la morgue, où une plaque proclame: «Dieu n'aime pas les théories sur Lui et la dissection.»

Malheureusement, Dicker et Sally ont hérité de leurs parents l'esprit d'investigation et le goût de l'hypothèse. Et Sally est tombée sur un journal qui proclame qu'on a désormais la preuve qu'Hitler se cache en Amérique. Pendant que leur mère file le parfait amour avec Ronald Hake à la morgue, et que leur grand-père maugrée, en lisant le *National Geographic*, qu'il a eu assez de soucis dans sa vie avec les êtres humains, les crimes et la politique, pendant que leur père décroche le Nobel et que la voisine pense avec amour à leur

grand-père, les enfants raisonnent.

Ils ont un grand-père odieux, antisémite, qui hait leur père parce qu'il est juif, à ce qu'il dit, un grand-père à l'accent allemand, arrivé probablement d'Autriche à une date critique. Un grand-père à moustache. Le grand-père mystérieux et très catholique qui vit dans le culte de sa femme Eva et des pommes de terre - *Kartoffeln* - c'est Hitler. On a la preuve qu'Hitler se cache en Amérique et ils savent où: dans cette maison pleine de secrets et d'horloges.

Ce qui est magnifique, ce qui démontre le talent incroyable d'Irene Dische, c'est que les lecteurs y croient tout de suite. Comme y croit le pauvre Ronald Hake, qu'on a invité à dîner, qui s'écroule tout le monde et que Sally entraîne dans sa chambre pour le mettre dans le secret.

Pieux mensonges est le portrait d'une femme rebelle et ligotée, Connie Bauer. C'est avant tout un roman profond, violent, sur les ambiguïtés de la volonté de savoir, ou de ne pas se souvenir. Dire qu'il faut oublier pour vivre, et qu'il faut se souvenir est également vrai. Irene Dische, avec un sens du burlesque et du tragique, une vision de l'humain et du sacré qui font sans cesse penser à Flannery O'Connor, secoue ses lecteurs. C'est rare. Américaine, juive, allemande, elle parle beaucoup de Berlin. Berlin d'avant la chute du mur, ou d'après.

D'autres histoires suivent qui montrent d'autres facettes de son talent. Un court roman, *Une juive pour Charles Allen*, et des nouvelles, moins angossantes semblent-elles. Flannery O'Connor, qui écrivait plus souvent des nouvelles que des romans, disait qu'elle préférait les nouvelles parce que l'angoisse durait moins longtemps. Et c'est ce que l'on ressent ici.

L'histoire du vieux monsieur Lustgarten et de sa bonne, Anna Kaminka, est un chef-d'œuvre. Elle commence ainsi: «Quand la bonne entra à son service, M. Lustgarten pensa: «Goethe n'est-il pas



Irene Dische: un sens du burlesque et du tragique.

tombé amoureux d'une jeune femme?» Ses enfants, «la bande des justes, trois fils aux portefeuilles bourrés dans la poche revolver», sont tranquilles: leur vieux père va être bien soigné par cette femme recommandée par le curé, qui a la cinquantaine et une excellente réputation. C'est sans compter avec la révérence humaine. M. Lustgarten a décidé d'être amoureux et il l'est.

Mais l'histoire qui condense le mieux le monde d'Irene Dische, la plus belle du recueil, est *Une juive pour Charles Allen*. Comme Connie Bauer, Allen est allemande, et arrivée en Amérique en 1955. Ou en 1952, ou à une autre mauvaise date, indéfinissable. Son vrai nom est Charles Allerhand. Il vient à Berlin pour recevoir en héritage une boutique qu'avait son père, *Die Schöne Heimat*. C'est là qu'il rencontre Esther Becker, qui a très bien connu son père, bien mieux que lui. Elle est très maquillée, très énergique, et séduisante, mais il a la conviction de n'aimer que les blondes. Esther a des cheveux très noirs, une étoile de David entre les seins, un tas de convictions rela-

tives aux juifs agressifs ou passifs, et à la nécessité de gagner de l'argent par tous les moyens. Le pauvre Charles est assez débordé. C'est du moins ce qu'on croit. La vérité est autrement complexe et douloureuse.

Mais cette histoire d'héritage, de cérémonie aux bougies organisée pour commémorer le souvenir de la Nuit de cristal, de passage du mur et d'amours trompées, baigne dans une sorte de mouveuse humeur subversive qui rappelle le *Messie de Stockholm* de Cynthia Ozick. Une étonnante beauté peu soucieuse de séduire s'en dégage. Comme si tous les effets de stylisation du réel qu'utilise à dessein et avec tant de force et d'humour noir Irene Dische ne visaient paradoxalement qu'une seule chose: mettre en cause la légitimité des apparences, faire douter, jusqu'au vertige, de toute réalité, surtout quand elle semble simple.

Geneviève Brisac

PRIX MÉDICIS
(ÉTRANGER)

**PAUL
AUSTER**
LÉVIATHAN

TRADUIT PAR CHRISTINE LE BÉUF

LE PLUS AMÉRICAIN
DE TOUS SES ROMANS

ACTES SUD

هكذا من الأمل